



---

Union postale universelle

---

# **Constitution Règlement général**

Résolutions et décisions

Règlements intérieurs

Statut juridique de l'UPU

Commentés par le Bureau international de l'UPU

---

Berne 1995

Bureau international de l'Union postale universelle

## Note concernant l'impression

Les **caractères gras** figurant dans les textes marquent les modifications par rapport aux Actes modifiés ou adoptés par le Congrès de Washington 1989.

Les textes des commentaires du Bureau international sont imprimés en petits caractères précédés d'un carré (■). Le numéro de la disposition commentée est imprimé en **caractères gras**.

## Remarques

Le présent classeur contenant les Actes organiques de l'Union postale universelle remplace le 1<sup>er</sup> fascicule du Code annoté publié par le Bureau international après chaque Congrès entre 1940 et 1991. Il comprend les dispositions de la Constitution de l'UPU et du Règlement général avec les modifications apportées par le Congrès de Séoul 1994, différents Règlements et Accords sur le fonctionnement et le statut juridique de l'UPU et les commentaires apportés par le Bureau international.

Les commentaires ne comprennent plus que des éléments d'actualité, à l'exclusion des développements purement historiques. Il est conseillé aux chercheurs, qui s'attachent à définir les origines et l'évolution des textes, de conserver soigneusement l'édition 1991 du 1<sup>er</sup> fascicule du Code annoté.





# Sommaire

	Page
<i>Partie I. Généralités</i> .....	VII
L'Union postale universelle. Sa création et son développement (aperçu historique) .....	VII
Bibliographie .....	XXIX
Abréviations .....	XXXIII
Répertoire général des Pays-membres de l'UPU et des territoires compris dans l'Union .....	XXXVII
 <i>Partie II. Constitution de l'UPU</i> .....	 A.1
– Constitution .....	A.4
– Protocoles additionnels .....	A.27
– Cinquième Protocole additionnel (Séoul 1994) (extrait) .....	A.27
Déclarations faites lors de la signature des Actes du Congrès de Séoul 1994 .....	A.29
 <i>Partie III. Règlement général de l'UPU</i> .....	 B.1
 <i>Partie IV. Règlements intérieurs</i> .....	 C.1
– Règlement intérieur des Congrès .....	C.1
– Règlement intérieur du Conseil d'administration .....	C.20
– Règlement intérieur du Conseil d'exploitation postale .....	C.33
 <i>Partie V. Relations avec l'ONU et statut juridique</i> .....	 D.1
– Accords ONU/UPU .....	D.1
– Statut juridique de l'UPU .....	D.11
– Sur le territoire suisse .....	D.11
– Hors de Suisse .....	D.28
 <i>Partie VI. Divers</i> .....	 E.1
– Liste des décisions des Congrès de Paris 1947 à Séoul 1994 .....	E.1
– Index alphabétique .....	E.13



# Partie I

## Généralités

### **L'Union postale universelle**

#### **Sa création et son développement (aperçu historique)**

#### Sommaire

- I. Rétrospective
- II. Fondation de l'Union
- III. Structure des Actes
- IV. Qualité de membre de l'Union
- V. Universalité
- VI. Statut juridique de l'Union en Suisse et dans certains autres Etats
- VII. Fonctionnement de l'Union
- VIII. Régime linguistique de l'UPU
- IX. Assistance technique
- X. Finances de l'Union
- XI. Relations avec l'ONU et avec les autres organisations internationales
- XII. Conclusion

#### **I. Rétrospective**

Les origines de la poste se perdent dans la nuit des temps. Dans les pays les plus anciens, tels la Chine, la Perse, l'Egypte, la Grèce, l'Empire romain, on trouve des traces d'un système de transmission de la pensée – messages verbaux ou écrits – dont la base était constituée par des relais d'hommes et de chevaux échelonnés le long des grandes routes. Comme telle, la poste était l'apanage des rois et des princes, dont la préoccupation dominante était de faire parvenir leurs ordres dans les coins les plus reculés de leurs vastes Etats. A leur tour, les monastères organisèrent leurs propres courriers dont les ramifications s'étendirent à mesure que se répandait la religion. Enfin, dès qu'un embryon de vie sociale se fit jour sous l'impulsion des corporations et des marchands, les particuliers purent échanger des communications en utilisant les courriers des princes et des monastères.

Ce rudiment d'organisation, à caractère mi-gouvernemental et mi-privé, dura jusqu'à la fin du Moyen Âge. Il se révéla bientôt insuffisant pour satisfaire aux besoins d'une société en continuelle évolution. D'une part, grâce à l'imprimerie, l'instruction pénétra peu à peu dans toutes les couches de la population. D'autre part, la découverte de nouveaux mondes et ses conséquences amplifièrent les relations entre les peuples. Il en résulta un accroissement constant des échanges. Sous l'influence de ces nécessités, la poste ne pouvait que se développer. Dans le courant du XVI<sup>e</sup> siècle, elle déborda le cadre des frontières grâce à l'impulsion de François de Taxis, qui créa, pour la première fois, un service postal exerçant son activité dans plusieurs Etats européens. Plus tard, au XVIII<sup>e</sup> siècle, elle se mua définitivement en service public pour prendre peu à peu sa forme actuelle.

A l'origine, les échanges postaux internationaux étaient régis par des accords bilatéraux conclus suivant les nécessités particulières à chaque pays. Ce système, impliquant une extrême variété de tarifs calculés en diverses monnaies et d'après des unités de poids et des échelons différents, compliquait l'exécution du service et en freinait l'essor. L'invention des bateaux à vapeur et des chemins de fer imprima à la poste une nouvelle évolution. Dès ce moment, les Administrations comprirent que, pour accélérer les échanges internationaux dans une mesure parallèle à celle des moyens de transport, il fallait en simplifier les formalités et notamment normaliser et réduire les taxes.

Un premier pas dans cette voie fut franchi en Grande-Bretagne en 1840. Sur proposition de Rowland Hill, la taxe des lettres, en service interne, fut unifiée et abaissée à un penny (*penny postage*), et cette réforme fut accompagnée de la création du timbre-poste. En 1862, le Ministre des postes des Etats-Unis d'Amérique, Montgomery Blair, prit l'initiative de convoquer une première réunion internationale pour arriver à un arrangement postal sur une base commune. Cette conférence se réunit à Paris le 11 mai 1863 et groupa les délégués de quinze pays d'Europe et d'Amérique, à savoir: Autriche, Belgique, Costa-Rica, Danemark, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas, Portugal, Prusse, îles Sandwich, Suisse et Villes hanséatiques. Elle adopta un certain nombre de principes généraux dont il était recommandé aux Administrations de tenir compte pour la conclusion de leurs conventions postales avec d'autres Administrations.

## II. Fondation de l'Union

Les tentatives d'améliorer le service par l'application de principes uniformes dans les accords bilatéraux ne pouvaient à la longue satisfaire les besoins croissants créés par le développement rapide des relations internationales. Cette raison amena un haut fonctionnaire de l'Administration postale de la Confédération de l'Allemagne du Nord, Henri de Stephan, à jeter en 1868 les bases d'un projet d'union postale entre les nations civilisées. Il proposa à son Gouvernement de soumettre ce projet aux délibérations d'une Conférence de plénipotentiaires, laquelle, sur invitation du Gouvernement suisse, se réunit à Berne le 15 septembre 1874. Elle comprenait les délégués plénipotentiaires des vingt-deux pays suivants: Allemagne, Autriche, Hongrie, Belgique, Danemark, Egypte, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Grande-Bretagne, Grèce, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-

Bas, Portugal, Roumanie, Russie, Serbie, Suède, Suisse et Turquie. Ce Congrès se termina par la signature du Traité de Berne 1874, qui consacra la première Convention collective réglant le service postal international et la fondation de l'«Union générale des postes». L'entrée en vigueur de cette Convention fut fixée au 1<sup>er</sup> juillet 1875. Trois années plus tard, eu égard aux nombreuses adhésions qui s'étaient produites depuis la mise à exécution du Traité de Berne, l'«Union générale des postes» prit la dénomination d'«Union postale universelle». Les règles fondamentales introduites par la Convention de Berne 1874, telles qu'elles figurent aujourd'hui encore dans la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne en 1964 et dans la Convention de Séoul 1994, sont les suivantes:

- 1° formation, entre tous les Pays-membres, d'un seul territoire postal pour l'échange réciproque des envois de la poste aux lettres;
- 2° garantie, dans le territoire de l'Union, de la liberté de transit;
- 3° uniformisation des taxes à percevoir par chaque pays pour les envois de la poste aux lettres destinés à l'ensemble du territoire de l'Union; force est de constater cependant que ce principe n'est plus appliqué avec la même rigueur qu'autrefois, en raison de la faculté qu'ont eue les Administrations de majorer très fortement ou de réduire les taxes de base et du fait que lesdites taxes sont devenues indicatives depuis l'entrée en vigueur des Actes du Congrès de Washington 1889;
- 4° en ce qui concerne les envois de la poste aux lettres, suppression du partage des taxes entre le pays expéditeur et le pays destinataire, chaque Administration conservant en entier les taxes qu'elle perçoit, à charge de rétribuer, suivant des normes établies, les Administrations intermédiaires qui assurent le transit de ses envois; depuis le Congrès de Tokyo 1969, l'UPU admet cependant que les Administrations de destination puissent exiger des Administrations expéditrices une rémunération à titre de compensation pour le courrier reçu en plus du courrier expédié;
- 5° instauration d'une procédure d'arbitrage pour régler les conflits entre Administrations;
- 6° création, sous le nom de Bureau international, d'un office central dont les frais sont supportés par tous les pays contractants;
- 7° réunion périodique d'un Congrès de plénipotentiaires des Pays-membres pour reviser les Actes de base de l'Union et discuter les affaires communes.

### III. Structure des Actes

La question de savoir comment diviser la matière qui fait l'objet des Actes de l'Union a été soulevée aux Congrès de Vienne 1891, de Washington 1897, de Madrid 1920, de Buenos Aires 1939 et de Paris 1947.

La Commission provisoire exécutive et de liaison a créé, en 1948, une Sous-Commission chargée d'entreprendre la révision rédactionnelle de la Convention et le remaniement des Actes. Cette Sous-Commission a proposé de séparer les dispositions de caractère organique de l'Union des dispositions réglant le service de la poste aux lettres. La CEL fit siens les projets d'Actes ainsi remaniés, sous réserve de quelques légères modifications.

Toutefois, le Congrès de Bruxelles 1952 rejeta la scission proposée et préféra le maintien d'un Acte unique tout en conservant l'ordonnance de la matière proposée dans les projets d'Actes remaniés.

La question de la revision générale de la Convention a été reprise à la session de mai 1955 de la CEL. Le Secrétaire général a présenté à la Commission, à sa session de mai 1956, un rapport sur le problème. La majorité qui s'est dégagée en faveur d'une revision éventuelle de la Convention n'a pas été jugée suffisante pour amener la Commission à se prononcer elle-même sur le principe.

Le Congrès d'Ottawa 1957 a recommandé la poursuite de l'étude; en même temps, il a fixé les principes de la revision et la procédure à suivre.

La CEL (élargie) mit définitivement au point, à sa session de 1960, les projets d'Actes révisés. Elle consulta ensuite les Administrations de l'Union pour savoir si elles consentaient à présenter leurs propositions par rapport auxdits projets. La quasi-unanimité des Administrations se déclara d'accord avec cette manière de faire.

Les résultats de la revision générale de la Convention, complétés par la CEL en 1961, ont été soumis au Congrès de Vienne 1964. Celui-ci réserva un accueil favorable aux projets d'Actes révisés (Constitution, Règlement général, Convention et son Règlement); il approuva à une très forte majorité le principe de la scission et décida de prendre ces projets pour base de ses délibérations.

Sur la base des conclusions de l'étude menée par le CE à la demande du Congrès de Hambourg 1984, le Congrès de Washington 1989 a:

- transféré au CE une partie de la fonction législative du Congrès, notamment en matière de Règlements;
- chargé le CE de poursuivre l'étude en vue d'une deuxième phase de transfert au CE d'une partie de la fonction législative du Congrès et d'effectuer une étude de la structure de la Convention, des Arrangements et de leurs Règlements;
- entériné l'Accord-cadre adopté par le CE en collaboration avec le CCEP concernant le service EMS et donné compétence au CE pour concevoir et modifier la réglementation régissant ce service, en collaboration avec le CCEP.

Sur la base des résultats de l'étude précitée, le Congrès de Séoul 1994 a procédé à une refonte des Actes. Cette refonte, d'une part, permet de rendre plus rapide la modification de la réglementation internationale en cas de besoin, sans avoir recours au Congrès lorsqu'il ne s'agit pas de principes fondamentaux, et, d'autre part, répond à la nécessité d'une réglementation claire, simple et souple pour l'exploitation des services postaux internationaux. Il a en outre transféré au CEP la compétence d'arrêter les Règlements d'exécution.

La Constitution de l'Union postale universelle est l'Acte fondamental qui contient les règles organiques de l'Union. C'est un Acte diplomatique qui est ratifié par l'autorité compétente de chaque Pays-membre. La Constitution ne doit pas être renouvelée par chaque Congrès. Les modifications qui y sont apportées ne peuvent l'être qu'en Congrès et sont consignées dans un Protocole additionnel, également soumis à ratification.

Les dispositions assurant l'application de la Constitution et le fonctionnement de l'Union font l'objet du Règlement général de l'Union postale universelle. Quant aux règles communes applicables au service postal international et aux dispositions

concernant les services de la poste aux lettres, elles sont insérées dans la Convention postale universelle et son Règlement d'exécution. Ces trois derniers Actes sont obligatoires pour tous les Pays-membres.

Les branches du service postal international autres que la poste aux lettres sont régies par des Arrangements spéciaux et leurs Règlements d'exécution. Ceux-ci ne sont obligatoires que pour les pays qui sont parties à ces Arrangements.

Les Règlements d'exécution de la Convention et des Arrangements ne sont pas des traités, mais des accords conclus au niveau des Administrations postales. Le Congrès de Séoul 1994 a d'ailleurs transféré au Conseil d'exploitation postale la compétence d'arrêter et de modifier les Règlements d'exécution.

Aux Actes de l'UPU proprement dits, il y a lieu d'ajouter les résolutions, décisions, recommandations et vœux, le tout constituant les Décisions du Congrès.

A cela s'ajoute l'Accord qui fait de l'UPU une institution spécialisée de l'ONU et qui fixe les relations entre les deux organisations. Cet Accord est annexé à la Constitution et détermine les conditions de sa révision éventuelle. Un Accord additionnel a été conclu en 1949 au sujet de l'utilisation du laissez-passer des Nations Unies.

#### IV. Qualité de membre de l'Union

Parmi les dispositions organiques figurant dans la Constitution, celle qui a trait à *l'acquisition de la qualité de membre de l'Union* mérite une attention spéciale, parce qu'elle a été marquée par des étapes successives. La Convention de 1874 stipulait que les pays d'outre-mer ne faisant pas partie de l'Union au moment de la fondation de celle-ci pouvaient y être admis après entente avec les Administrations ayant avec eux des conventions postales ou des relations directes. Il s'agissait de fixer les taxes et les droits de transit à percevoir. Sur cette base, une Conférence se tint à Berne en 1876 en vue de l'adhésion de l'Inde britannique et des colonies françaises. Des demandes analogues furent introduites presque simultanément par les colonies néerlandaises et le Brésil, mais elles n'aboutirent pas, la Conférence estimant n'avoir pas les éléments nécessaires pour fixer les taxes et droits à percevoir. Le Congrès de Paris 1878 déclara que chaque pays pourrait adhérer à l'Union par une simple *déclaration unilatérale* n'impliquant aucune consultation préalable des membres. L'Union fut ainsi une «union ouverte» et, les demandes d'adhésion se succédant rapidement, elle groupa bientôt la presque totalité des pays du monde. Ce système subsista pendant soixante-dix ans, c'est-à-dire jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1948, date de l'entrée en vigueur de la Convention révisée par le Congrès de Paris 1947, qui modifia l'article relatif aux adhésions. Les demandes d'admission durent désormais être approuvées par les deux tiers des Pays-membres de l'Union. Cette nouvelle procédure constituait l'une des conditions posées à l'UPU pour devenir institution spécialisée de l'ONU. Le Congrès de Vienne 1964 a maintenu cette procédure d'admission. Mais en plus, il a décidé que tout *membre de l'Organisation des Nations Unies* pouvait adhérer à l'Union par un acte unilatéral comportant une déclaration formelle d'adhésion à la Constitution et aux Actes obligatoires de l'Union. Ainsi donc, les Etats membres de l'ONU ne sont pas astreints, pour entrer à l'UPU, à se soumettre

à la consultation des Pays-membres de l'Union; une déclaration unilatérale d'adhésion à l'Union et aux Actes obligatoires est suffisante. Cette procédure est celle que suivent la plupart des nouveaux Pays-membres.

## V. Universalité

Un des traits essentiels de l'Union est son caractère d'universalité. Le nombre de ses Pays-membres, de vingt-deux qu'il était à l'origine, est passé à cent quatre-vingt-neuf au 1<sup>er</sup> janvier 1995. La dénomination «Union postale universelle» est donc bien justifiée.

L'Union assume une tâche essentiellement technique. C'est une des premières causes de son succès. Une autre découle du but hautement humanitaire qu'elle poursuit: servir le public en améliorant sans cesse les méthodes d'exploitation. D'autre part, l'expansion de cette œuvre n'a pas été entravée par des difficultés comparables à celles qu'ont rencontrées d'autres organisations internationales. Enfin, ce caractère d'universalité ne s'oppose pas à la défense d'intérêts régionaux, tâche à laquelle s'attachent particulièrement les Unions restreintes. L'UPU entretient avec celles-ci les meilleures relations; elle collabore avec elles dans de nombreux domaines, notamment en matière d'assistance technique.

## VI. Statut juridique de l'Union en Suisse et dans certains autres Etats

Eu égard à la situation de l'Union postale universelle comme institution spécialisée de l'Organisation des Nations Unies, le Gouvernement suisse a décidé, en date du 3 février 1948, qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1948 l'Accord sur les privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies conclu le 1<sup>er</sup> juillet 1946 entre le Conseil fédéral suisse et le Secrétaire général des Nations Unies et révisé en 1963 s'appliquerait, par analogie, à l'Union postale universelle, à ses organes, aux représentants d'Etats membres, aux experts et aux fonctionnaires de cette Union. Cette décision a été approuvée par les deux Chambres du Parlement fédéral par un Arrêté fédéral du 29 septembre 1955.

En dehors de la Suisse, le régime juridique de l'Union est réglé par la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées – approuvée le 21 novembre 1947 par l'Assemblée générale des Nations Unies et acceptée par l'Union – pour autant que les Etats aient adhéré à cette Convention et se soient engagés à en appliquer les dispositions à l'Union postale universelle. Au 1<sup>er</sup> décembre 1997, quatre-vingt-dix-neuf Etats ont fait acte d'adhésion à cette Convention et ont pris à l'égard de l'Union les engagements qui y sont stipulés. On peut admettre que d'autres Etats agiront de même, rien ne les empêchant d'ailleurs d'octroyer à l'Union, par leur législation intérieure ou par une simple déclaration unilatérale, tels privilèges et immunités qui leur semblent désirables. Ainsi, par exemple, l'Union postale universelle s'est vu reconnaître, par le Président des Etats-Unis d'Amérique et au sens de la législation de ce pays, la qualité d'organisation internationale ayant droit aux privilèges, exceptions et immunités conférés par l'*International Organizations Immunities Act* (US Code Title 22 S 288).



## VII. Fonctionnement de l'Union

### A. Le Congrès

Autorité suprême de l'Union, le Congrès se réunit au plus tard cinq ans après la mise en vigueur des Actes du Congrès précédent, sauf circonstances exceptionnelles qui justifient la convocation d'un Congrès extraordinaire.

Jusqu'ici, l'Union a tenu vingt et un Congrès ordinaires. En voici une liste avec leur durée, ainsi que le nombre des participants, des pays représentés et des propositions.

	<i>Jours</i>	<i>Délégués</i>	<i>Fonction- naires attachés, experts, etc.</i>	<i>Total des parti- cipants</i>	<i>Pays repré- sentés</i>	<i>Nombre de propo- sitions</i>
1. Berne 1874 (15 septembre–9 octobre)	25	33	9	42	22	—
2. Paris 1878 (2 mai–4 juin)	34	54	9	63	37	413
3. Lisbonne 1885 (4 février–21 mars)	46	57	27	84	48	818
4. Vienne 1891 (20 mai–4 juillet)	46	74	25	99	49	553
5. Washington 1897 (5 mai–15 juin)	42	86	17	103	56	653
6. Rome 1906 (7 avril–26 mai)	50	107	26	133	63	798
7. Madrid 1920 (1 <sup>er</sup> octobre–30 novembre)	61	138	33	171	69	2248
8. Stockholm 1924 (4 juillet–28 août)	56	148	34	182	78	1501
9. Londres 1929 (10 mai–28 juin)	50	148	31	179	85	1895
10. Le Caire 1934 (1 <sup>er</sup> février–20 mars)	48	121	32	153	81	1666
11. Buenos Aires 1939 (1 <sup>er</sup> avril–23 mai)	53	141	33	174	81	1108
12. Paris 1947 (7 mai–5 juillet)	60	208	83	291	79	821
13. Bruxelles 1952 (14 mai–11 juillet)	59	228	55	283	91	1712
14. Ottawa 1957 (14 août–3 octobre)	51	241	49	290	96	1288
15. Vienne 1964 (29 mai–11 juillet)	44	466	54	520	122	1244
16. Tokyo 1969 (1 <sup>er</sup> octobre–14 novembre)	45	474	54	528	133	1156
17. Lausanne 1974 (22 mai–4 juillet)	44	616	75	691	143	1038
18. Rio de Janeiro 1979 (12 septembre–26 octobre)	45	681	143	824	143	1351
19. Hamburg 1984 (18 juin–27 juillet)	40	757	179	936	153	1048
20. Washington 1989 (13 novembre–14 décembre)	32	1006	157	1163	162	881
21. Séoul 1994 (22 août–14 septembre)	24	1055	82	1137	174	823

Un Congrès extraordinaire, réuni à Berne en juillet 1900, a célébré le vingt-cinquième anniversaire de la fondation de l'Union et décidé l'érection d'un monument commémoratif. Des cérémonies marquèrent également, au Congrès de Stockholm en 1924, et à Berne en 1949 et 1974, les cinquantième, soixante-quinzième et centième anniversaires de cette fondation.

Parmi les initiatives importantes à mettre à l'actif des Congrès ordinaires, il convient de citer particulièrement:

- a) conclusion d'Arrangements concernant les lettres avec valeur déclarée et les mandats de poste (Paris 1878) (voir lettre r));
- b) conclusion d'un Arrangement concernant les recouvrements (Lisbonne 1885) (voir lettre w));
- c) conclusion d'un Arrangement concernant les abonnements-poste (Vienne 1891) (voir lettre w));
- d) création du coupon-réponse international (Rome 1906);
- e) conclusion d'un Arrangement concernant les virements postaux (actuellement Arrangement concernant les chèques postaux) (Madrid 1920);
- f) création du service des petits paquets (Londres 1929);
- g) conclusion d'un Accord avec les Nations Unies; modification de la procédure relative à l'admission de nouveaux membres; création de la Commission exécutive et de liaison; conclusion d'un Arrangement concernant les envois contre remboursement (Paris 1947);
- h) extension de la franchise postale déjà accordée aux prisonniers de guerre et aux internés civils et octroi de la même franchise aux impressions en relief à l'usage des aveugles; introduction du système de l'interprétation simultanée des délibérations du Congrès et des organes de l'UPU dans les langues admises (Bruxelles 1952);
- i) conclusion d'un Arrangement concernant le service international de l'épargne (voir lettre w)); création de la Commission consultative des études postales (Ottawa 1957) (voir lettre m));
- j) révision générale de la Convention et scission de celle-ci en quatre Actes distincts: Constitution, Règlement général, Convention et Règlement d'exécution (Vienne 1964);
- k) mise en application d'un nouveau régime linguistique prévoyant entre autres la fourniture en d'autres langues que la langue officielle des publications de l'Union à la demande et aux frais d'un Pays-membre ou d'un groupe de Pays-membres (Vienne 1964) (voir lettre p));
- l) confirmation de la participation de l'UPU aux divers programmes d'assistance technique et inscription de cette activité dans la Constitution de l'UPU (Vienne 1964);
- m) création du Conseil consultatif des études postales en lieu et place de la Commission consultative des études postales et de son Conseil de gestion (Tokyo 1969);
- n) transfert au Congrès de la compétence d'élire le Directeur général et le Vice-Directeur général du Bureau international (Lausanne 1974);
- o) nouvelles prestations dans le cadre de l'Arrangement concernant le service des chèques postaux (Lausanne 1974);
- p) publication officielle des documents de l'UPU en langues française, anglaise, arabe et espagnole aux frais de l'Union (Lausanne 1974); prise en charge

- par l'Union des frais de publication, les frais de traduction vers une autre langue que le français étant supportés par les groupes linguistiques;
- q) introduction de quatre autres langues, l'allemand, le chinois, le portugais et le russe, pour la publication officielle des documents de l'Union, avec subvention limitée (Rio de Janeiro 1979 et Hamburg 1984);
  - r) incorporation des dispositions de l'Arrangement concernant les lettres avec valeur déclarée dans la Convention et dans son Règlement d'exécution (Rio de Janeiro 1979);
  - s) majoration des taxes de base de 50 pour cent, la possibilité étant laissée aux pays de mieux moduler leurs tarifs en fonction de leurs coûts de production (Rio de Janeiro 1979 et Hamburg 1984);
  - t) alignement du système de financement de l'Union sur la pratique des autres institutions spécialisées de l'ONU; à partir de 1980, les Pays-membres paient à l'avance leurs parts contributives, la Suisse ne devant plus assurer les avances de trésorerie nécessaires (Rio de Janeiro 1979);
  - u) introduction, à côté du franc-or, des «Droits de tirage spéciaux» (DTS) comme monnaie de référence dans les règlements internationaux (Rio de Janeiro 1979) (voir lettre w));
  - v) adoption de deux taux de base pour le calcul des «frais terminaux»: 8 francs-or par kilogramme pour les envois de la poste aux lettres (à l'exclusion des imprimés expédiés par sacs spéciaux) et 2 francs par kilogramme pour les imprimés expédiés par sacs spéciaux (Hamburg 1984);
  - w) suppression de l'Arrangement concernant les recouvrements, de l'Arrangement concernant le service international de l'épargne et de l'Arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques; suppression du franc-or comme unité monétaire de l'Union; transfert au Conseil exécutif du pouvoir législatif en matière de Règlements d'exécution (Washington 1989);
  - x) introduction d'un taux séparé pour les LC et les AO dans les relations entre deux Administrations ayant un volume de trafic annuel supérieur à 150 tonnes (Washington 1989);
  - y) adoption du Programme général d'action de Washington;
  - z) réforme de l'Union reposant sur les quatre axes suivants:
    - restructuration de l'organisation (notamment création du CA et du CEP);
    - planification stratégique;
    - budgétisation par programme;
    - refonte des Actes de l'UPU (Séoul 1994);
  - aa) adoption de la Stratégie postale de Séoul (résolution C 95/Séoul 1994);
  - bb) adoption de l'anglais comme deuxième langue de travail du Bureau international et création d'un groupe linguistique français (Séoul 1994).

En dehors des Congrès ordinaires ou extraordinaires, la Constitution prévoyait des *Conférences administratives* pour l'examen de questions purement techniques. L'Union n'a fait usage que trois fois de cette faculté, à savoir:

- Conférence de Paris 1880, qui aboutit à la conclusion d'une Convention spéciale concernant les colis postaux;

- Conférence de Bruxelles 1890, qui fut chargée de l'élaboration d'un projet d'Arrangement concernant le service international des abonnements aux journaux et aux publications périodiques;
- Conférence de La Haye 1927, qui établit les premières dispositions sur la poste aérienne.

Le peu de succès des Conférences administratives était attribuable à deux causes: premièrement, les questions pour lesquelles ces Conférences avaient été créées étaient désormais traitées par le Conseil exécutif ou par le Conseil consultatif des études postales; secondement, les Règlements d'exécution de la Convention et des Arrangements qui auraient pu être révisés dans de telles Conférences étaient révisés lors des Congrès en même temps que les traités dont ils dépendaient. Le Congrès de Hambourg 1984 a supprimé la possibilité de tenir des Conférences administratives, de même que les Commissions spéciales, pour les mêmes raisons.

### *B. Le Conseil d'administration (CA)*

Cet organe s'appelait à l'origine «Commission exécutive et de liaison (CEL)». Il a été créé par le Congrès de Paris 1947 pour deux raisons: l'une, extérieure à l'UPU, est que l'ONU faisait de la création de cet organe une condition pour admettre l'UPU en qualité d'institution spécialisée; l'autre répondait au besoin, qui se faisait de plus en plus sentir, d'avoir un organe qui pût se substituer aux Commissions spéciales créées antérieurement et occasionnellement pour étudier certains problèmes particuliers.

Il est devenu le Conseil exécutif au Congrès de Vienne 1964.

Sa dénomination actuelle date du Congrès de Séoul 1994. Son rôle est essentiellement de superviser toutes les activités de l'Union et d'étudier les questions concernant les politiques gouvernementales.

### *C. Le Conseil d'exploitation postale (CEP)*

Dès son origine, la CEL fut chargée de traiter les questions techniques de toute nature intéressant le service postal international. Dans cette sphère d'activité, on peut porter à son actif la création au Bureau international d'un service d'études techniques et d'échange d'informations de toute nature ainsi que la publication de plusieurs études dans la Collection d'études postales. Mais, les problèmes techniques se faisant de plus en plus nombreux et compliqués et les Administrations s'intéressant toujours davantage à leur solution, il apparut bientôt comme une nécessité de confier ces tâches à un organe spécial de l'Union.

A sa session de mai 1955, la CEL fut saisie d'une proposition tendant à créer une Commission spéciale d'études techniques, à caractère permanent, qui s'attacherait à faire des études dans le domaine de la mécanisation postale. Avant de prendre position, la CEL chargea le Secrétaire général d'établir un rapport sur les différents aspects du problème. Celui-ci fit l'objet de délibérations à la session de 1956, qui manifesta le désir de généraliser les expériences les plus avancées et de donner l'information la plus large à toutes questions de nature à concourir au progrès et à l'amélioration du service postal. Quant à l'organe à créer, deux tendances générales se firent jour au sein de la CEL, l'une de constituer une Commission spéciale au sens de l'article 16 de la Convention (Bruxelles 1952) et l'autre de créer une Sous-Commission de la CEL. Finalement, la CEL constitua,

jusqu'au Congrès d'Ottawa, la Sous-Commission chargée des études techniques. La Sous-Commission des études techniques siégea en novembre 1956 à Rome et en mars 1957 à Lausanne. Elle recommanda à la CEL la création d'une Commission consultative des études postales en lui soumettant, d'une part, les propositions soumises en commun par ses membres, en leur nom, au Congrès d'Ottawa par l'Administration des Pays-Bas et, d'autre part, une liste des sujets d'étude que le Congrès d'Ottawa pourrait confier à ce nouvel organe. La CEL se livra, au cours de sa session de 1957, à un examen approfondi de la question et les résultats de ses délibérations furent concrétisés dans une recommandation, une résolution et deux amendements aux propositions des Pays-Bas mentionnées plus haut.

En plus des propositions de la CEL et des Pays-Bas, le Congrès d'Ottawa 1957 fut saisi de plusieurs propositions tendant à créer un nouvel organe auquel seraient confiées les différentes questions à étudier. Il constitua une Commission spéciale (dénommée Commission du programme des études techniques et économiques) chargée d'étudier toutes ces propositions. Les résultats des travaux de ladite Commission (parmi lesquels il faut citer, notamment, le projet de résolution concernant la convocation de la CCEP en assemblée plénière constitutive et les propositions à insérer dans les Actes de l'UPU) furent approuvés par le Congrès. Le Congrès de Vienne 1964 s'efforça d'harmoniser le fonctionnement des organes de l'UPU. Par une disposition expresse de son Règlement intérieur, il décida que la CCEP siégerait en même temps que lui-même, qu'elle serait une des Commissions de ce Congrès et que celui-ci élirait les membres de son Conseil de gestion. Ces mesures d'application immédiate furent, par la suite, rendues définitives. Par ailleurs, le Congrès entérina la création du Comité directeur du Conseil de gestion, organe que ce dernier avait jugé utile de former pour préparer et diriger ses travaux; il autorisa le Conseil de gestion à formuler des propositions au Congrès, sous réserve d'approbation soit du CE, soit de la CCEP, suivant la nature de ces propositions; enfin, il rendit définitive la publication du Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil de gestion, que ce Conseil avait estimé devoir présenter au Congrès de Vienne en s'inspirant de la procédure suivie par le CE.

La CCEP, créée par le Congrès d'Ottawa 1957, était un organe quasi fictif; en fait, c'était son Conseil de gestion qui était l'organe permanent et actif. Aux termes de l'article 104, paragraphe 4, du Règlement général (Vienne 1964), la CCEP était censée se réunir aux lieux et dates fixés par les Congrès et fonctionner comme Commission du Congrès. En fait, la CCEP a uniquement fait office de 3<sup>e</sup> Commission des Congrès de Vienne 1964 et de Tokyo 1969 et n'a joué aucun rôle effectif pendant la période entre deux Congrès.

Pour éviter la confusion entre la CCEP en tant qu'organe permanent et en tant que Commission du Congrès et pour donner un statut réaliste au Conseil de gestion de ladite CCEP, le Congrès de Tokyo 1969 a aboli la CCEP et remplacé son Conseil de gestion par un Conseil consultatif des études postales. Le nouveau Conseil consultatif des études postales, désigné ci-après également par «CCEP», devint ainsi un organe de l'Union (voir article 13 de la Constitution) dont les activités sont décrites aux articles 104 et 105 du Règlement général.

Le Congrès de Séoul 1994 mit en évidence dans la définition actuelle de cet organe le fait que les questions d'exploitation et surtout commerciales occuperont une place importante dans le nouveau Conseil.

#### *D. Le Bureau international (BI)*

Le Bureau international a été créé par l'article 15 du Traité de Berne 1874. L'installation effective du Bureau international eut lieu le 15 septembre 1875.

Le Bureau international est le seul organe véritablement permanent de l'Union, dont le siège est à Berne. Il sert d'organe de liaison, d'information et de consultation aux Administrations. Depuis le Congrès de Séoul 1994, il est appelé à jouer un rôle élargi qui va bien au-delà de ses fonctions traditionnelles de secrétariat et de soutien administratif aux Conseils et aux Pays-membres de l'Union. Il n'a, en revanche, pas qualité pour intervenir dans les rapports entre les Administrations postales et leurs clients. Pour les attributions du Bureau international, voir commentaires à l'article 110 du Règlement général.

Le Bureau international peut aussi être appelé à donner son avis sur l'interprétation des Actes de l'Union, qu'il s'agisse de cas litigieux ou non entre Administrations postales. Il peut même être désigné comme arbitre unique dans les différends entre deux Administrations. Dans ce cas, le jugement arbitral est contraignant pour les parties en cause.

### **VIII. Régime linguistique de l'UPU**

Le principe selon lequel la langue française est la langue officielle de l'Union existe depuis les origines de l'UPU. Ce principe s'appliquait tant aux Actes et à la documentation de l'Union qu'aux délibérations des Congrès et au travail du Bureau international. Cependant, dès le Congrès de Madrid 1920, la question s'est posée de savoir si l'espagnol et l'anglais devaient être utilisés comme autres langues officielles, soit pour les discussions au Congrès, soit pour la documentation à publier par le Bureau international. Le problème évolua ensuite diversement en ce qui concerne les langues à utiliser pour les délibérations des organes et la documentation. Depuis le Congrès de Stockholm 1924 et jusqu'au Congrès de Paris 1947 inclusivement, les Règlements intérieurs des Congrès prévoyaient, à titre exceptionnel, la possibilité pour les délégations de se servir d'interprètes désignés par elles pour parler en langue française en leur nom. Le Congrès de Bruxelles 1952, bien qu'ayant maintenu la langue française comme seule langue officielle de l'UPU, a autorisé pour ses délibérations un système d'interprétation simultanée en langues française, anglaise, espagnole et russe, les délégations ayant également – à titre exceptionnel – la possibilité d'avoir recours à un interprète désigné par elles pour présenter en français ou dans une des autres langues admises leurs observations ou propositions. Dès ce Congrès, il fut jugé désirable – eu égard aux mesures à prendre avant les réunions en vue du fonctionnement du nouveau système (location d'installations techniques, engagement d'interprètes particulièrement qualifiés, etc.) – d'insérer dans la Convention elle-même des dispositions impératives sur le régime linguistique de l'Union, de manière à régler le problème des langues, non seulement pour les prochains Congrès, mais également pour les réunions des autres organes de l'Union.

La question des langues à utiliser pour les Actes et la documentation de l'Union fit l'objet de différentes propositions aux Congrès de Paris 1947, Bruxelles 1952 et Ottawa 1957. Ces propositions n'ont pas été retenues. Le Congrès de Vienne

1964, après de très longs débats, a décidé de maintenir le principe selon lequel la langue officielle de l'Union est le français, mais il a admis que la documentation de l'Union pourrait être fournie en d'autres langues à la demande des intéressés et selon les modalités fixées à l'article 108 du Règlement général.

Tout en maintenant le français comme unique langue officielle de l'Union, le Congrès de Lausanne 1974 a admis, en plus du français, les langues anglaise, arabe et espagnole pour la documentation de l'Union et selon le système fixé à l'article 108 du Règlement général.

Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a admis à son tour la publication officielle de la documentation de l'Union dans les langues allemande, chinoise, portugaise et russe, mais en limitant à 50 000 francs suisses par année et par groupe linguistique la prise en charge par l'Union des frais y relatifs (voir article 108, paragraphes 1 et 6, du Règlement général et résolution C 106/1979). Le Congrès de Hambourg 1984 a, par sa résolution C 63/1984, porté le montant précité à 150 000 francs suisses. En même temps qu'il a confirmé que le français est la langue officielle de l'Union, le Congrès de Séoul 1994 a admis l'anglais comme deuxième langue de travail du Bureau international, à côté du français, et il a décidé la création d'un groupe linguistique français.

## **IX. Assistance technique**

L'assistance technique directe que les Pays-membres de l'UPU s'accordent est très importante et comprend notamment le concours d'experts, l'offre de facilités d'études et de formation, l'échange de documentation, d'informations, de résultats d'expériences et d'essais, etc.

La coopération technique multilatérale de l'UPU s'exerce, pour l'essentiel, dans le cadre du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), créé par la résolution 2029 (XX) de l'Assemblée générale de l'ONU du 22 novembre 1965, et qui a pris effet le 1<sup>er</sup> janvier 1966.

Ce programme est le résultat de la fusion du Fonds spécial (FSNU) et du Programme élargi d'assistance technique des Nations Unies (PEAT).

Par sa résolution 2688 (XXV) du 11 décembre 1970, l'Assemblée générale de l'ONU a établi les grandes lignes d'une profonde modification du PNUD visant à améliorer et à accroître la capacité d'assistance de celui-ci et des organisations participant au Programme.

L'assistance technique fournie dans le cadre du PNUD consiste notamment dans l'envoi d'experts et de consultants en mission dans les pays bénéficiaires, l'octroi de bourses d'études ou de perfectionnement à leurs ressortissants, l'organisation de cours de formation et de cycles d'étude et la fourniture de matériel pédagogique et d'exploitation.

L'UPU est devenue organisation participante du PEAT/PNUD en vertu de la résolution 902 (XXXIV) du 2 août 1962 de l'ECOSOC. Toutefois, ses activités d'assistance technique multilatérale sous l'égide de l'ONU avaient effectivement commencé dix ans auparavant par le fait qu'elle a offert son concours à l'ONU chaque fois qu'elle a été sollicitée pour l'examen des projets postaux, gérés alors directement par l'ONU, et le recrutement de certains experts.



Depuis, l'UPU s'est progressivement associée aux autres programmes de coopération technique des Nations Unies et elle a conclu, en 1966, un accord avec le PNUD relatif à l'exécution de projets de l'élément Fonds spécial.

Le Congrès de Hambourg 1984 a établi les priorités spécifiques à chaque région bénéficiaire de l'assistance technique postale et cinq domaines d'action prioritaires au plan mondial. Ce Congrès s'est attaché à faire augmenter les crédits budgétaires de l'UPU affectés à l'assistance technique, à poursuivre les efforts pour favoriser le renforcement de la coopération technique entre pays en développement, à adopter un programme spécial pour les pays les moins avancés et à mettre en œuvre une action spécifique d'assistance technique dans le domaine des règlements internationaux.

Le Congrès de Washington 1989 a en outre décidé de renforcer et de développer la coopération technique en vue d'aider les Administrations à mettre en œuvre le Programme général d'action de Washington (PGAW).

Pour sa part, le Congrès de Séoul 1994 a adopté une série de résolutions portant sur les points suivants:

- priorités et principes d'action de l'UPU en matière d'assistance technique (C 16/1994);
- renforcement de la présence de l'UPU sur le terrain (C 21/1994);
- financement des activités d'assistance technique de l'UPU (C 22/1994);
- politique de protection de l'environnement au sein de l'UPU (C 34/1994);
- coopération technique entre pays en développement (CTPD) (C 63/1994);
- action de l'UPU en faveur des pays les moins avancés (PMA) (C 64/1994);
- développement des ressources humaines et de la formation (C 79/1994);
- programme de travail du GADP 1995-1999 (C 80/1994);
- création d'un institut des hautes études postales sous l'égide de l'UPU (C 81/1994).

L'idée que le PNUD doit demeurer la source principale du financement de l'assistance technique a été retenue depuis le Congrès de Tokyo 1969 (voir résolution C 22/ Séoul 1994).

Les activités sur le plan opérationnel connaissent, depuis le Congrès de Tokyo 1969, une nouvelle dimension du fait notamment du démarrage effectif de centres de formation, multinationaux ou nationaux, créés avec le concours financier du PNUD.

Par ailleurs, poursuivant son action entreprise avant le Congrès de Tokyo 1969 en matière de perfectionnement des cadres supérieurs, l'UPU continue à organiser, soit par ses propres moyens, soit en recourant à l'aide du PNUD, des colloques et cycles d'étude.

En raison de l'augmentation des demandes de missions dans des domaines très spécialisés et afin d'obtenir davantage d'efficacité dans les missions, le Congrès de Lausanne 1974 a autorisé l'utilisation des crédits prévus pour l'engagement des spécialistes pour financer des missions de consultants de courte durée (jusqu'à deux ou trois mois), à effectuer par les fonctionnaires mis à la disposition de l'UPU par des Administrations afin d'entreprendre des travaux de caractère technique très spécialisés dans les pays qui le désirent.



Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a autorisé l'utilisation plus souple des crédits budgétaires relatifs aux missions de consultants UPU, de façon qu'ils puissent servir à financer des bourses et du matériel en principe liés aux missions de consultants.

Par ailleurs, l'UPU élabore et administre des projets communs à plusieurs pays (projets régionaux et interrégionaux) qu'elle programme en collaboration avec les Unions postales restreintes et les Commissions économiques régionales des Nations Unies, ce qui permet de résoudre plus rationnellement et au meilleur coût les problèmes qui se posent dans une région donnée (notamment la création d'écoles de formation postale multinationales).

Les nombreux changements intervenus au cours des dernières années ont conduit l'UPU à intensifier son action et à donner à la coopération technique une nouvelle dimension. Ainsi, à côté de l'assistance technique en collaboration avec le PNUD, l'UPU finance des projets de durée limitée au titre de son budget ordinaire ainsi qu'au titre du Fonds spécial UPU, alimenté par des contributions bénévoles des Pays-membres (cycles d'étude, bourses de formation et services de consultants en développement qui étudient sur place diverses questions, notamment relatives à la formation, à la gestion et à l'exploitation, et qui conseillent les Administrations postales sur les mesures à prendre dans ces domaines).

En complément de l'aide susceptible d'être obtenue des organismes d'assistance multilatérale, l'UPU encourage également et appuie, dans la mesure de ses possibilités, l'assistance bilatérale et multilatérale entre les Administrations postales et, d'autre part, déploie des efforts continus pour la promotion de la coopération technique entre pays en développement (CTPD) afin de faciliter la fourniture mutuelle d'assistance entre ces pays.

Afin de traduire dans les faits un principe d'action, arrêté successivement par les Congrès de Lausanne 1974, de Rio de Janeiro 1979 et de Hambourg 1984, concernant la décentralisation des activités d'assistance technique de l'UPU, le Congrès de Washington 1989 a adopté une résolution visant la création de six postes de conseillers régionaux à compter de janvier 1991. Par sa résolution C 21, le Congrès de Séoul a décidé de porter à huit le nombre de postes de conseillers régionaux. Ces conseillers régionaux sont notamment chargés d'accomplir les tâches ci-après:

- programmation et élaboration des projets;
- exécution et suivi des projets;
- assistance aux Administrations postales dans le domaine de l'exploitation postale;
- actions de promotion et de sensibilisation;
- interventions de caractère général visant principalement à renseigner les pays sur les grandes décisions prises au sein de l'UPU.

Cette forme de présence de l'UPU sur le terrain aura pour effet d'améliorer les interventions du Bureau international en vue d'aider efficacement les Administrations des pays en développement à faire face aux grands défis que connaît la poste.

## **X. Finances de l'Union**

Le Congrès fixe le montant maximal des dépenses de l'Union pour chacune des années qui suit le Congrès. Ce montant ne peut être dépassé que dans les circonstances et selon la procédure prévues à l'article 125 du Règlement général. Les dépenses, y compris celles afférentes au Congrès, au Conseil d'administration, au Conseil d'exploitation postale et au Bureau international, sont supportées en commun par tous les pays de l'Union. Le système de répartition prévoit la répartition des membres en onze classes payant de une demi à cinquante unités suivant le cas. Lors de l'adhésion ou de l'admission d'un Pays-membre, celui-ci choisit la classe dans laquelle il doit être rangé. Ultérieurement, chaque Pays-membre peut changer de classe de contribution, à la condition que ce changement soit notifié au Bureau international avant l'ouverture du Congrès et que le Pays-membre ne demande pas à être déclassé de plus d'une classe à la fois. Pour les surclassements, il n'existe aucune restriction.

Le budget de l'Union est soumis chaque année à l'examen et à l'approbation du Conseil d'administration. Les comptes annuels de l'Union sont vérifiés gratuitement par le Contrôle fédéral des finances de la Confédération suisse, lequel atteste leur exactitude. Jusqu'au Congrès de Rio de Janeiro 1979, les avances de trésorerie étaient faites par le Gouvernement suisse. Depuis lors, l'UPU a adopté un système d'autofinancement analogue à celui de l'ONU et des institutions spécialisées.

## **XI. Relations avec l'ONU et avec les autres organisations internationales**

La Charte des Nations Unies, signée à San Francisco le 26 juin 1945, contient dans son préambule les considérations dont se sont inspirés ses fondateurs. Il y est notamment précisé que les Nations Unies sont résolues «à recourir aux institutions internationales pour favoriser le progrès économique et social de tous les peuples». Conformément à cette idée, la Charte contient un chapitre spécial relatif à la coopération économique et sociale internationale (chapitre IX). Les articles de ce chapitre qui forment la base des relations entre l'UPU et l'ONU sont reproduits ci-après:

### **«Article 55**

En vue de créer les conditions de stabilité et de bien-être nécessaires pour assurer entre les nations des relations pacifiques et amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité, des droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, les Nations Unies favoriseront:

- a) le relèvement des niveaux de vie, le plein emploi et des conditions de progrès et de développement dans l'ordre économique et social;
- b) la solution des problèmes internationaux dans les domaines économique, social, de la santé publique et autres problèmes connexes; et la coopération internationale dans les domaines de la culture intellectuelle et de l'éducation;
- c) le respect universel effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion.

#### Article 56

Les Membres s'engagent, en vue d'atteindre les buts énoncés à l'article 55, à agir, tant conjointement que séparément, en coopération avec l'Organisation.

#### Article 57

1. Les diverses institutions spécialisées créées par accords intergouvernementaux et pourvues, aux termes de leurs statuts, d'attributions internationales étendues dans les domaines économique, social, de la culture intellectuelle et de l'éducation, de la santé publique et autres domaines connexes sont reliées à l'Organisation conformément aux dispositions de l'article 63.

2. Les institutions ainsi reliées à l'Organisation sont désignées ci-après par l'expression «institutions spécialisées».

#### [Article 17

...

3. L'Assemblée Générale examine et approuve tous arrangements financiers et budgétaires passés avec les institutions spécialisées visées à l'article 57 et examine les budgets administratifs desdites institutions en vue de leur adresser des recommandations.]

#### Article 58

L'Organisation fait des recommandations en vue de coordonner les programmes et activités des institutions spécialisées.

#### Article 59

L'Organisation provoque, lorsqu'il y a lieu, des négociations entre les Etats intéressés en vue de la création de toutes nouvelles institutions spécialisées nécessaires pour atteindre les buts énoncés à l'article 55.

#### Article 60

L'Assemblée Générale et, sous son autorité, le Conseil Economique et Social qui dispose à cet effet des pouvoirs qui lui sont attribués aux termes du chapitre X sont chargés de remplir les fonctions de l'Organisation énoncées au présent chapitre.

#### Article 62

1. Le Conseil Economique et Social peut faire ou provoquer des études et des rapports sur des questions internationales dans les domaines économique, social, de la culture intellectuelle et de l'éducation, de la santé publique et autres domaines connexes et peut adresser des recommandations sur toutes ces questions à l'Assemblée Générale, aux Membres de l'Organisation et aux institutions spécialisées intéressées.

2. Il peut faire des recommandations en vue d'assurer le respect effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous.

3. Il peut, sur des questions de sa compétence, préparer des projets de convention pour les soumettre à l'Assemblée Générale.

4. Il peut convoquer, conformément aux règles fixées par l'Organisation, des conférences internationales sur des questions de sa compétence.

#### Article 63

1. Le Conseil Economique et Social peut conclure avec toute institution visée à l'article 57 des accords fixant les conditions dans lesquelles cette institution sera reliée à l'Organisation. Ces accords sont soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale.

2. Il peut coordonner l'activité des institutions spécialisées, en se concertant avec elles, en leur adressant des recommandations, ainsi qu'en adressant des recommandations à l'Assemblée Générale et aux Membres des Nations Unies.

#### Article 64

1. Le Conseil Economique et Social peut prendre toutes mesures utiles pour recevoir des rapports réguliers des institutions spécialisées. Il peut s'entendre avec les Membres de l'Organisation et avec les institutions spécialisées afin de recevoir des rapports sur les mesures prises en exécution de ses propres recommandations et des recommandations de l'Assemblée Générale sur des objets relevant de la compétence du Conseil.

2. Il peut communiquer à l'Assemblée Générale ses observations sur ces rapports.

#### Article 70

Le Conseil Economique et Social peut prendre toutes dispositions pour que des représentants des institutions spécialisées participent sans droit de vote à ses délibérations et à celles des commissions instituées par lui, et pour que ses propres représentants participent aux délibérations des institutions spécialisées.»

Depuis le Congrès de Paris 1947, l'Union a été reliée à l'Organisation des Nations Unies (ONU) aux termes d'un Accord qui est annexé à la Constitution. Cet Accord, approuvé par l'Assemblée générale de l'ONU sur recommandation de l'ECOSOC, fut signé le 4 juillet 1947 et entra en vigueur simultanément avec la Convention de Paris le 1<sup>er</sup> juillet 1948. Il fut complété par l'Accord additionnel des 13/27 juillet 1949, mis en application le 22 octobre 1949, qui, lui aussi, est annexé à la Constitution. Par ces Accords, l'ONU reconnaît l'Union postale universelle «comme étant l'institution spécialisée chargée de prendre toutes les mesures conformes à son acte constitutif pour atteindre les buts qu'elle s'est fixés dans cet acte».

Au début, les rapports entre l'ONU et l'UPU furent peu fréquents et peu importants. Ils s'intensifièrent après le Congrès d'Ottawa 1957, en raison notamment du développement de l'assistance technique et de l'alignement des conditions de service du personnel du Bureau international sur celles du régime commun de l'ONU.

Les différentes questions intéressant l'ONU et l'UPU et traitées par les deux organisations sont périodiquement relatées dans les Rapports sur les activités de l'Union ainsi que dans les Rapports sur l'ensemble de l'activité du CA (CE, CEL). Actuellement, la collaboration de l'UPU avec l'ONU, y compris les organisations ayant le statut d'agences spécialisées, couvre de nombreux espaces d'activité à caractère et à vocation à la fois globale et technique. Il y a plusieurs structures et niveaux de cette collaboration.

En ce qui concerne l'ONU proprement dite, l'UPU est activement impliquée dans les actions de suivi de nombreuses conférences internationales à l'échelle mondiale organisées sous les auspices des Nations Unies, comme la Conférence sur l'environnement et le développement, la Conférence sur le développement social ou la 4<sup>e</sup> Conférence sur les femmes. Par ailleurs, les activités sociales et économiques se voient reflétées dans les structures onusiennes telles que l'ECOSOC et la CNUCED.

L'UPU fait partie du Comité administratif de coordination (CAC), principal organe de coordination au niveau du système. Cet organe groupe les chefs exécutifs des institutions spécialisées, des fonds et des programmes des Nations Unies. A ses réunions annuelles, il examine les questions politiques, sociales, économiques et autres d'actualité.

Des relations particulièrement intenses sont celles que l'UPU entretient avec les nombreuses organisations qui opèrent dans les secteurs des communications ou dans les domaines connexes. Ceci concerne aussi bien les organisations spécialisées comme l'UNESCO, l'OMS, l'OACI et l'UIT que les organisations internationales non gouvernementales comme l'ISO, l'IATA et l'OMD.

Un accent plus important est mis actuellement sur la collaboration avec les organisations représentant les principaux consommateurs des services postaux internationaux, et ceci dans le cadre de la politique d'ouverture pratiquée par l'organisation, qui cherche à s'approcher de sa clientèle pour mieux la servir.

L'UPU dispose à cet effet de structures appropriées, dont les Comités de contact Editeurs/UPU, OMD/UPU, UIT-T/UPU, Philatélie/UPU, Opérateurs privés/UPU etc.

L'Administration postale des Nations Unies a été créée en 1951.

A sa session d'octobre 1948, la CEL a adopté une résolution qui, compte tenu des modifications apportées à la session de mai/juin 1951, a la teneur suivante:

«Le Secrétaire général des Nations Unies ayant officiellement porté à la connaissance de l'Union postale universelle la résolution adoptée par la 3<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale des Nations Unies, à Paris, qui approuve en principe l'idée de la création d'une Administration postale des Nations Unies et fait appel à cette fin au concours de l'Union postale universelle, la Commission exécutive et de liaison exprime l'opinion suivante:

- 1° L'Organisation des Nations Unies, sans être membre de l'Union postale universelle, peut constituer une Administration postale séparée appartenant à l'Union postale universelle, représentée au point de vue postal par un Pays-membre de l'Union postale universelle.
- 2° Le Pays-membre représentant l'Administration postale de l'Organisation des Nations Unies fera connaître en temps utile l'établissement de cette Administration à toutes les Administrations de l'Union postale universelle, par l'intermédiaire du Bureau international.
- 3° L'Administration postale des Nations Unies sera tenue, dans l'exercice de ses opérations postales, d'observer les dispositions de la Convention et de son Règlement (compte rendu analytique de la session de mai/juin 1951, page 13).»

De son côté, l'Assemblée générale de l'ONU a adopté plusieurs résolutions portant sur la création d'une Administration de l'ONU.

L'Administration des Nations Unies a commencé son activité le 24 octobre 1951 en vertu de l'Accord postal entre l'ONU et les Etats-Unis d'Amérique conclu le 28 mars 1951 (pour le texte de l'Accord, voir Documents du Congrès de Bruxelles 1952, II 100 à 102). Les dispositions de l'Accord ont été modifiées à partir du 17 novembre 1952 par l'échange de lettres du Secrétaire général des Nations Unies et des Etats-Unis d'Amérique, du 7 novembre 1952 et du 17 novembre 1952 respectivement.

Le Congrès de Bruxelles 1952 a reconnu l'établissement de l'Administration des Nations Unies par sa résolution C 2/1952.

Le Conseil économique et social a, à son tour, lors de sa 14<sup>e</sup> session, adopté la résolution (partie B) 451 (XIV) du 28 juillet 1952, qui a la teneur suivante:

«Le Conseil économique et social, constatant avec satisfaction que le Comité administratif de coordination est d'avis qu'il serait avantageux pour l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées d'arrêter des dispositions communes en ce qui concerne les questions postales,

notant en outre la résolution relative à l'activité de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées en matière postale, que le XIII<sup>e</sup> Congrès de l'Union postale universelle a adoptée et aux termes de laquelle le Congrès recommande notamment que toute activité envisagée à l'avenir dans le domaine postal par l'Organisation des Nations Unies ou par une institution spécialisée fasse l'objet d'une consultation avec l'Union postale universelle, par l'intermédiaire du Congrès ou de la Commission exécutive et de liaison, et qu'après une telle consultation aucun accord ne soit conclu sans une recommandation favorable de l'Assemblée générale des Nations Unies, invite les institutions spécialisées à adresser au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies toutes les propositions qu'elles pourraient formuler en ce qui concerne les opérations postales, afin que ces propositions fassent l'objet d'une consultation avec l'Union postale universelle, par l'intermédiaire des organes compétents de l'Union, et soient ultérieurement soumises à l'Assemblée générale aux fins d'examen.»

Par ailleurs, en prévision d'un accord entre les PTT suisses et l'ONU en ce qui concerne l'utilisation des timbres-poste de l'ONU par l'Office des Nations Unies à Genève, le CE a pris la résolution CE 8/1968, où, après avoir réaffirmé le droit souverain des Administrations en matière d'émissions de timbres-poste (article 9 de la Convention), il déclare faire confiance aux Administrations de l'ONU et de la Suisse en ce qui concerne la réalisation de l'accord envisagé, étant entendu que cet accord:

- doit être limité dans son application et exclusivement à l'Office des Nations Unies à Genève, en tant que partie du Secrétariat des Nations Unies;
- ne doit en aucune manière constituer un précédent pour des demandes similaires qui pourraient éventuellement être formulées par les institutions spécialisées, par les bureaux régionaux ou autres organes de l'ONU, plus généralement, par tous services des Nations Unies autres que le Secrétariat de l'ONU à New York et à Genève.

Malgré cette dernière condition, s'agissant de l'émission de timbres-poste des Nations Unies en monnaie autrichienne en vue de leur utilisation par la partie du Secrétariat des Nations Unies installée à Vienne, le CE a pris la résolution CE 8/1978, analogue, *mutatis mutandis*, à la résolution CE 8/1968.

L'émission des timbres-poste spéciaux à la demande l'ONU et des institutions spécialisées a fait l'objet d'un examen au sein de la CEL. Celle-ci a estimé que l'UPU ne devrait pas intervenir dans le problème des émissions spéciales, attendu que chaque pays est souverain en cette matière. Cet avis a été confirmé par le Congrès de Vienne 1964, qui a refusé un projet de recommandation invitant les Administrations à émettre de temps à autre des timbres-poste évoquant les activités d'une institution spécialisée de l'ONU. Cependant, en vertu de l'Accord ONU/UPU, les suggestions relatives à des émissions spéciales ou commémoratives et émanant de l'ONU et de ses institutions spécialisées sont portées à la connaissance des Administrations par circulaires du Bureau international.

## **XII. Conclusion**

Ce tour d'horizon, forcément restreint, a permis d'effleurer les principales caractéristiques de l'Union et de situer dans le temps les étapes successives de son développement harmonieux.

Au cours de sa longue histoire, l'Union ne s'est pas départie de la tâche que lui avaient assignée ses fondateurs. Bien au contraire, avec la sage modération qui a toujours caractérisé les décisions de ses organes supérieurs, elle a élargi sans cesse son champ d'activité et continue de poursuivre à travers le monde sa noble mission, pour le plus grand bien de la collaboration internationale entre les peuples et les individus.





## Bibliographie

### Publications de l'UPU

*Cent ans de collaboration internationale* (édition spéciale du numéro 11/12 de la revue «Union Postale»). Berne 1974

*Documents du Congrès de Washington 1989*. Textes définitifs des Actes. Berne 1990

*L'Union postale universelle*. Sa fondation et son développement 1874–1949. Mémoire édité par le Bureau international. Berne 1949

*Union postale universelle*. Histoire de l'organisation et des services postaux 1948–1988. Bureau international de l'Union postale universelle. Berne 1989

*Rapports sur l'ensemble de l'activité du Conseil exécutif (Commission exécutive et de liaison jusqu'en 1964)*. Publication à l'occasion de chaque Congrès. Berne

*Rapports sur l'ensemble des activités du Conseil consultatif des études postales (Conseil de gestion de la Commission consultative des études postales jusqu'en 1969)*. Publication à l'occasion de chaque Congrès. Berne

*Rapports sur les activités de l'Union*. Publication annuelle. Berne

### Ouvrages concernant l'UPU ou certains aspects de cette organisation

Ch. Alexandrowicz. *The Universal Postal Union*, World Economic Agencies. New York 1962, p. 1 à 34

J. Ascandoni Rivero. *La Unión postal universal (UPU)*. Thèse; Madrid 1983

C.J. Beelenkamp. *La coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union postale universelle*. Overeen 1949

*Les lois postales universelles*. La Haye 1910

*Réformes postales internationales*. Bloemendaal 1947

R. Blayac. *Origine, évolution et organisation de l'Union postale universelle*. Thèse; Montpellier 1932

H. Boisson. *La Société des Nations et les Bureaux internationaux des Unions universelles postale et télégraphique*. Paris 1932

H. Bühler. *Der Weltpostverein; eine völkerrechtsgeschichtliche und wirtschafts-politische Untersuchung*. Berlin 1930

J. Buser. *Zur Entwicklung des Weltpostvereins und des Weltpostrechts*. Zürich 1935

L. Chaubert. *L'Union postale universelle, son statut juridique, sa structure et son fonctionnement*. Berne 1970 (traduit en arabe et en thaï)

J. Chevallier. *L'avenir de la poste. Rapport de mission au Ministre des postes et télécommunications et de la télédiffusion*. Paris 1984

K. Clark. *International Communications*. New York 1931

G.A. Coddington, Jr. *The Universal Postal Union, Coordinator of International Mails*. New York 1964

- B. Colas.* Accords économiques internationaux. Répertoire des accords et des institutions. Paris 1990
- J.D. Cotreau.* Historical Development of the Universal Postal Union and the Question of Membership. Boston 1975
- E. Diena.* L'Unione postale universale. Thèse; Université de Rome 1950
- L. Duparc.* La poste aujourd'hui et demain. Paris 1989
- K. Fazelly.* L'Union postale universelle. Thèse; Université de Paris 1959
- K. Fazelly et M. Laffont.* Le droit international de la poste. «Droit des PTT» 9/1987
- E. Gallois.* La poste et les moyens de communications des peuples à travers les siècles. Paris 1894
- M.E. Garbani-Nerini.* Les bases, l'organisation et le développement de l'Union postale universelle. Zurich 1935
- V. Grignoli.* La poste aérienne. Thèse; Lausanne 1969
- F. Haass.* Weltpostverein und Einheitsporta. Berlin 1913
- H. Hausmann.* Die DDR und der Weltpostverein. Marburg 1974
- G.B. Hill and Sir Rowland.* The Life of Sir Rowland Hill and the History of Penny Postage. London 1880
- R. Jaspers.* Heinrich von Stephan, der Schöpfer der Welteinheit im zwischenstaatlichen Postverkehr. Frankfurt 1938
- J. Jung.* Der Weltpostverein und sein Einfluss auf den Weltverkehr und die Weltwirtschaft. Strassburg 1903
- L. Kammerer.* Johann von Herrfeldt und die Idee des Weltpostvereins. Hamburg und Berlin 1963
- A. Kiderlen.* Die Funktion des Weltpostvertrags im zwischenstaatlichen Postverkehr. Thèse; Geislingen 1946
- F. Koller et H.F. Leinung.* 40 Jahre Vollzugsrat des Weltpostvereins. Bad Windsheim 1987
- La poste et le rendez-vous européen.* Paris 1988
- H. Krains.* L'Union postale universelle. Berne 1908
- G. Lacroix.* Exposé du système général de l'Union postale universelle. Thèse; Toulouse 1910
- A.N. Mir-Eskandari.* L'institution internationale spécialisée des PTT (UPU). Thèse; Paris 1951
- G. Moynier.* Les bureaux internationaux des unions universelles. Genève 1872
- North, Wyss, Le Saux, Daniel et Savoie.* La poste, lien universel entre les hommes. Lausanne 1974. Editions allemande, anglaise et arabe
- G. Pagni.* L'Unione universale delle poste. Florence 1885
- M. El Rahi.* La poste aérienne dans le cadre de l'Union postale universelle. Thèse; Paris 1964
- H. Ranaivoson.* L'Union postale universelle (UPU) et la constitution d'un territoire postal unique. Berne 1988. Thèse; Université de Fribourg 1988
- Relations UPU-Nations Unies.* Conférence d'experts. New York 1946
- F.A. Risch.* Die Idee des Weltpostvereins. Hamburg 1948
- W. Roberts.* History of Letter-Writing from the Earliest Period to the Fifth Century. London 1843
- A. de Rothschild.* Histoire de la poste aux lettres depuis ses origines les plus anciennes jusqu'à nos jours. Paris 1873
- H. Sasse.* Der Weltpostverein. Berlin 1959

- K. Schmarakkul.* L'action de développement de l'Union postale universelle et son rôle en Asie orientale. 1975
- K.-H. Schramm.* Der Weltpostverein. Zusammengestellt und eingeleitet. Berlin 1983
- K. Schroeter.* Der Weltpostverein. Berne 1900
- Séminaire interrégional, Berne, 14–26 juin 1971. Organisé à Berne par le Bureau international de l'UPU. Berne 1972
- H. von Stephan.* Weltpost und Luftschiffahrt. Berlin 1874
- UPU-United Nations Relations. Meeting of Experts. New York 1946
- H. Weithase.* Geschichte des Weltpostvereins. Strassburg 1895
- G.H. White.* The Universal Postal Union: A Case Study on the Dynamics of Functionalism. New Orleans 1970

### Articles sur l'UPU et les Unions restreintes

- J. Ascandoni Rivero.* La Conferencia Europea de Administraciones de Correos y Telecomunicaciones (CEPT). Madrid 1981
- A. Bakir.* Evolution d'une Union restreinte: l'Union postale arabe. Revue «Union Postale» 6/1964
- Une nouvelle Union restreinte: l'Union postale africaine. Revue «Union Postale» 2/1963
- F. Braize.* Le marché du courrier: quelle organisation juridique et selon quelle problématique? «Juris PTT» 18/1989
- F. Cicéron.* L'action des institutions spécialisées dans le domaine de la formation professionnelle. Revue «Union Postale» 2 et 3/1964
- G. Clermont.* Une nouvelle ère internationale. «Cadres» 8/1989
- Commentaires du Bureau international de l'Union postale universelle au sujet du Livre vert sur le développement du marché unique des services postaux de la Commission des Communautés européennes. Bureau international de l'UPU. Berne 1992
- Comments of the International Bureau of the Universal Postal Union on the Green Paper on the Development of the Single Market for Postal Services of the Commission of the European Communities. International Bureau of the UPU. Berne 1992
- La coopération technique. Revue «Union Postale» 2/1989
- Davezac et Pouilles.* Du franc-or à une nouvelle unité de compte pour la poste et les télécommunications. «Revue des PTT de France» 3/1977
- La Déclaration de Hambourg – Dossier. Revue «Union Postale» 6/1986
- D.G. Foot.* Actes de l'UPU: nouvelles perspectives. Revue «Union postale» 3/1989
- E.M. Gharbi.* La déréglementation, un facteur de modernisation de la poste. Revue «Communiquer» 6/1985 et revue «Union Postale» 1/1987
- F. Hess.* Der Weltpostverein: Ein Beispiel friedlicher internationaler Zusammenarbeit. «Schweizerisches Archiv für Verkehrswissenschaft und Verkehrspolitik» 1/1955
- F. Koller.* Genèse de la Conférence européenne des Administrations des postes et des télécommunications. «Archiv für das Post- und Fernmeldewesen» 4/1960
- 100 Jahre Weltpostverein. «Zeitschrift für das Post- und Fernmeldewesen» 19/1974

Engere Vereine des Weltpostvereins. «Handwörterbuch des Postwesens», I. Band 1971

Vingtième anniversaire de la Conférence européenne des Administrations des postes et des télécommunications (CEPT). Revue «Union Postale» 1/1980

A. Krog. L'Union postale des pays du Nord. Revue «Union Postale» 6/1964

C. Labarrère. Les Unions restreintes de l'UPU. «Revue des PTT de France» 5/1981

Le régime linguistique de l'Union postale universelle. Revue «Union Postale» 5/1985

J. Milne. Le Comité de contact IATA-UPU: 30 ans de collaboration. Revue «Union Postale» 3/1986

L'organisation et le fonctionnement de la CEPT. «Revue des PTT de France» 3/1980

Organisation et fonctionnement du Congrès. Revue «Union Postale» 1/1989

J. Paillard. Le timbre-poste et la réglementation internationale. Revue «Union Postale» 2/1986

J. Pouilles. De l'étalon-or aux paniers de monnaies à travers les systèmes monétaires. «Revue des PTT de France» 2/1980

M. Rahi. L'Union postale universelle, son œuvre et son fonctionnement en tant qu'institution spécialisée. Revue «Union Postale» 1/1963

F. Reiss et F. Koller. Der Weltpostverein als Organisation internationaler postalischer Zusammenarbeit. «Jahrbuch des Postwesens 1958», p. 121 à 144

W. Seebass. Das Internationale Büro des Weltpostvereins. «Archiv für das Post- und Fernmeldewesen» 2/1961

Rechtsnatur und Organisation des Weltpostvereins. «Archiv für das Post- und Fernmeldewesen» 2/1962

A. Sourdille. La CEPT: 25 ans de réalisme et de souplesse. «Références» 9/1985

P. Teirilä. Le nouvel arrangement postal nordique. Revue «Union Postale» 2/1973

J. Turc. L'internationale postale – Dossier. «Références» 3/1983

L'UAPT. «Revue des PTT de France» 6/1979

L'UPAE. «Revue des PTT de France» 5/1980

L'Union postale universelle: l'année dernière à Hamburg, chaque jour à Berne, partout dans le monde, la présence de l'UPU. Interview de M. F. Cicéron. «Références» 9/1985

L'Union postale universelle: 110 ans de collaboration internationale. «Revue des PTT suisses» 6/1986

L'UPU adapte ses rouages aux exigences modernes. Revue «Union Postale» 1/1989

H. Wanyahoro. Acheminement des dépêches internationales en Afrique. Revue «Union Postale» 3/1988

E. Weber. L'Union postale universelle et ses Unions restreintes. Revue «Union Postale» 1/1963

R. Wohlfart. Internationale und nationale Entwicklungstendenzen in Bereich des Postdienste. «Postpraxis» 5/1990

## Abréviations

(Les abréviations mentionnées ci-après sont utilisées surtout dans les commentaires)

### A. Abréviations courantes

Adm. ou Administration	Administration postale
AI	avis d'inscription (Chèques)
AICEP	Association des opérateurs des postes et télécommunications des pays et territoires de langue officielle portugaise
AID	Association internationale de développement
AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
al.	alinéa
anc.	ancien
AO	autres objets ou autres envois que les LC dans le système de classification fondé sur le contenu
APPU	Union postale de l'Asie et du Pacifique
A.R.	avis de réception
arbit.	arbitrage
Arr.	Arrangement
art.	article
Ass. gén.	Assemblée générale
ass. techn.	assistance technique
BI	Bureau international de l'Union postale universelle
c	centime
CA	Conseil d'administration
CAC	Comité administratif de coordination (ONU)
CAPP	Commission arabe permanente des postes
CAPTAC	Conférence des Administrations des postes et télécommunications de l'Afrique centrale
CCD	Conseil de coopération douanière
CCEP	Conseil consultatif des études postales (jusqu'en 1994)
CCI	Corps commun d'inspection
CCQA	Comité consultatif (du CAC) pour les questions administratives
CCQF	Comité consultatif (du CAC) pour les questions de fond
CCRI	correspondance commerciale-réponse internationale
CE	Conseil exécutif (jusqu'en 1994)
CEL	Commission exécutive et de liaison (jusqu'en 1964)
CEP	Conseil d'exploitation postale

CEPT	Conférence européenne des Administrations des postes et des télécommunications
cf.	confer (se reporter à)
CFPI	Commission de la fonction publique internationale
ch.	chiffre
Chèques	Arrangement concernant le service des chèques postaux
circ.	circulaire
cm	centimètre
col.	colonne
Colis	Arrangement concernant les colis postaux
comm.	commentaires
Comm.	Commission
Conf.	Conférence
Const. ou Constitution	Constitution de l'Union postale universelle
Conv. ou Convention	Convention postale universelle
CRPT	Communauté régionale des postes et télécommunications
CSFPE	Commission des services financiers postaux européens
CTPD	Coopération technique entre pays en développement
disp.	dispositions
dm	décimètre
doc	document
Doc	Documents (des Congrès, du Conseil exécutif, etc.)
DTS	Droit de tirage spécial
ECOSOC	Conseil économique et social des Nations Unies
EDI	échange de données informatisé
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
fasc.	fascicule
FMI	Fonds monétaire international
form.	formule
fr	franc
g	gramme
h	heure
IATA	Association du transport aérien international
ICS	Chambre internationale de la marine marchande
id.	idem
ISO	Organisation internationale de normalisation
Journal ou Revue	<i>Union Postale</i> (publication trimestrielle du Bureau international)
kg	kilogramme
km	kilomètre
lb (16 onces)	livre avoirdupois (453,59 grammes)
LC	lettres et cartes postales

m	mètre
Mandats	Arrangement concernant les mandats de poste
max.	maximum
mille marin	1852 mètres
min.	minimum
mm	millimètre
mn	minute (de temps)
N° ou n°	numéro
nouv.	nouveau
OACI	Organisation de l'aviation civile internationale
OIT	Organisation internationale du travail
OMD	Organisation mondiale des douanes
OMI	Organisation maritime internationale
OMM	Organisation météorologique mondiale
OMPI	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONU	Organisation des Nations Unies
oz	once (28,3465 grammes) (16 <sup>e</sup> partie de la livre avoirdupois)
p.	page(s)
p. ex.	par exemple
par.	paragraphe
PGAW	Programme général d'action de Washington
PMA	pays les moins avancés
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
POSTEUROP	Association des opérateurs postaux publics européens
prop.	proposition
Prot. ou Protocole	Protocole final (de l'Acte respectif)
Prot. add.	Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle
Rapp.	Rapport sur les activités de l'Union (jusqu'en 1952 Rapport de gestion), publié par le Bureau international
RE ou Règl.	Règlement d'exécution
Recueil	Recueil de renseignements (concernant la Convention, les Arrangements, etc.), publié par le Bureau international
Règl. gén.	Règlement général
Règl. int.	Règlement intérieur
rem.	remanié
Remboursements	Arrangement concernant les envois contre remboursement
Revue	voir sous Journal
s	seconde (de temps)
S.A.L.	courrier de surface transporté par la voie aérienne
S.-Comm. ou S.-C.	Sous-Commission

SFI	Société financière internationale
t	tonne
t-km	tonne-kilomètre ou tonne kilométrique (unité utilisée en matière de transport)
T.m.	transit maritime
T.t.	transit territorial
UAPT	Union africaine des postes et télécommunications
UIT	Union internationale des télécommunications
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UPAEP	Union postale des Amériques, de l'Espagne et du Portugal
UPAf	Union postale africaine
UPAP	Union panafricaine des postes
UPB	Union postale balte
UPC	Union postale des Caraïbes
UPPN	Union postale des pays du Nord
UPSOA	Union postale du Sud et de l'Ouest de l'Asie
UPU ou Union v.	Union postale universelle voir

## B. Abréviations relatives aux formules

(Ces abréviations sont toujours suivies du numéro d'ordre de la formule)

AV	Correspondances-avion (Washington 1989)
C	Convention (Washington 1989)
CN	Convention (Séoul 1994)
CP	Colis
MP	Mandats
R	Remboursements
VD	Lettres avec valeur déclarée (Washington 1989)
VP	Chèques



# Répertoire général des Pays-membres de l'UPU et des territoires compris dans l'Union

(Etat au 1<sup>er</sup> mai 1999)

	Date d'entrée dans l'UPU comme Pays-membre	Unités de contribution	Groupe géographique	Partie aux Arrangements de Séoul 1994 (P) ou seulement de Washington 1989 (P*)	CP	MP	VP	R
Afghanistan	01.04.1928	0,5	IV	P*	-	-	-	-
Afrique du Sud	01.01.1893/ 22.08.1994	10	V	-	-	-	-	-
Albanie	01.03.1922	1	III	P	P	P	P	P
Algérie	01.10.1907	5	V	P	P	P	P	P
Allemagne	01.07.1875	50	III	P	P	P	P	P
Amérique (Etats-Unis)	01.07.1875	50	I	P	P	-	-	-
- Territoires des Etats-Unis d'Amérique compris dans le ressort de l'Union en vertu de l'article 23 de la Constitution:								
- - Guam, Porto-Rico, Samoa, îles Vierges des Etats-Unis d'Amérique								
- Territoires sous tutelle du Pacifique:								
- - îles Mariannes, y compris Saïpan et Tinian, mais sans la possession des Etats-Unis de Guam								
Angola	03.03.1977	0,5	V	P	-	-	-	-
Antigua-et-Barbuda	20.01.1994	1	I	P*	P*	P*	P*	P*
Arabie saoudite	01.01.1927	25	IV	P	-	-	-	-
Argentine	01.04.1878	5	I	P	P	P	P	P
Arménie	14.09.1992	1	II	P	P	P	P	P
Australie	01.10.1907	20	IV	P	-	-	-	-
- Norfolk (île)								
Autriche	01.07.1875	5	III	P	P	P	P	P
Azerbaïdjan	01.04.1993	0,5 <sup>1</sup>	II	P*	-	-	-	-
Bahamas	24.04.1974	1	I	P	-	-	-	-
Bahrain	21.12.1973	1	IV	P	-	-	-	-
Bangladesh	07.02.1973	5	IV	P	P	-	-	-
Barbade	11.11.1967	1	I	P	-	-	-	-
Bélarus	13.05.1947	1	II	P	-	-	-	-
Belgique	01.07.1875	15	III	P	P	P	P	P
Belize	01.10.1982	1	I	P	-	-	-	-
Bénin	27.04.1961	0,5	V	P	P	P	P	P
Bhoutan	07.03.1969	0,5	IV	P	-	-	-	-

<sup>1</sup> Pour 1998 et 1999.

# Répertoire général des Pays-membres de l'UPU

	Date d'entrée dans l'UPU comme Pays-membre	Unités de contribution	Groupe géographique	Partie aux Arrangements de Séoul 1994 (P) ou seulement de Washington 1989 (P*)	CP	MP	VP	R
Bolivie	01.04.1886	1	I	P	P	P	P	P
Bosnie-Herzégovine	01.07.1892/ 26.01.1993	1	II	P	P	P	P	P
Botswana	12.01.1968	1	V	P	—	—	—	—
Brésil	01.07.1877	20	I	P	P	—	—	P
Brunei Darussalam	15.01.1985	1	IV	P*	—	—	—	—
Bulgarie (Rép.)	01.07.1879	3	II	P	P	P	—	—
Burkina Faso	29.03.1963	0,5	V	P	P	P	P	P
Burundi	06.04.1963	0,5	V	P	P	P	P	P
Cambodge	21.12.1951	1	IV	P	P	P	P	P
Cameroun	26.07.1960	1	V	P	P	P	P	P
Canada	01.07.1878	40	I	P	—	—	—	—
Cap-Vert	30.09.1976	0,5	V	P	P	P	P	P
Centrafrique	28.06.1961	0,5	V	P	P	P	P	P
Chili	01.04.1881	3	I	P	P	P	P	P
Chine (Rép. pop.)	01.03.1914	25	IV	P	P	P	P	P
— Hongkong, Chine								
Chypre	23.11.1961	1	III	P	P	P	P	P
Colombie	01.07.1881	3	I	P	—	—	—	—
Comores	29.07.1976	0,5	V	P*	P*	P*	P*	P*
Congo (Rép.)	05.07.1961	1	V	P	P	P	P	P
Corée (Rép.)	01.01.1900	15	IV	P	P	P	P	P
Costa-Rica	01.01.1883	1	I	P	—	—	—	—
Côte d'Ivoire (Rép.)	23.05.1961	3	V	P	P	P	P	P
Croatie	24.12.1921/ 20.07.1992	1	III	P	P	P	P	P
Cuba	04.10.1902	1	I	P	—	—	—	—
Danemark	01.07.1875	10	III	P	P	P	P	P
— Îles Féroé								
— Groenland								
Djibouti	06.06.1978	0,5	V	P	P	—	—	—
Dominicaine (Rép.)	01.10.1880	1	I	P	—	—	—	—
Dominique	31.01.1980	1	I	—	—	—	—	—
Egypte	01.07.1875	5	V	P	P	P	P	P
El Salvador	01.04.1879	1	I	P*	P*	—	—	—
Emirats arabes unis	30.03.1973	1	IV	P	P	P	P	P
Equateur	01.07.1880	1	I	P	P	P	P	P
Erythrée	19.08.1993	0,5	V	P	—	—	—	—
Espagne	01.07.1875	25	III	P	P	P	P	P
Estonie	07.07.1922/ 30.04.1992	1	II	P	—	—	—	—
Ethiopie	01.11.1908	0,5	V	P	—	—	—	—
Fidji	18.06.1971	1	IV	P	P	—	—	P
Finlande (y compris les îles Åland)	12.02.1918	10	III	P	P	P	P	P
France	01.01.1876	50	III	P	P	P	P	P
— Départements français d'outre-mer:								
— — Guadeloupe (y compris Saint- Barthélemy et Saint-Martin)								
— — Guyane française								

	Date d'entrée dans l'UPU comme Pays-membre	Unités de contribution	Groupe géographique	Partie aux Arrangements de Séoul 1994 (P) ou seulement de Washington 1989 (P*)	CP	MP	VP	R
- - Martinique								
- - Réunion								
- Collectivité territoriale de Mayotte								
- Collectivité territoriale de Saint-Pierre et Miquelon								
- Territoires français d'outre- mer compris dans le ressort de l'Union en vertu de l'article 23 de la Constitution:								
- - Nouvelle-Calédonie								
- - Polynésie française (y compris l'îlot de Clipperton)								
- - Wallis et Futuna								
- - Terres australes et antarctiques françaises (îles Saint-Paul et Amsterdam, îles Crozet, îles Kerguelen, Terre Adélie)								
- - îles éparses (Bassas da India, Europa, Juan de Nova, Glorieuses, Tromelin)								
Gabon	17.07.1961	1	V	P	P	P	P	P
Gambie	09.10.1974	0,5	V	-	-	-	-	-
Géorgie	01.04.1993	1	II	P*	-	-	-	-
Ghana	10.10.1957	3	V	P	P	-	P	P
Grande-Bretagne:	01.07.1875	50	III	P	-	P	P	P
- Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord								
- Guernesey								
- Ile de Man								
- Jersey								
Territoires d'outre-mer (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord):	01.04.1877	5 <sup>1</sup>	IV	P	-	P	P	P
- Anguilla								
- Ascension								
- Bermudes								
- Cayman								
- Falkland (Malvinas)								
- Géorgie du Sud et Sandwich du Sud								
- Gibraltar								

<sup>1</sup> Du fait de la reprise de l'exercice par la République populaire de Chine de la souveraineté sur Hongkong, le 1<sup>er</sup> juillet 1997, la solution provisoire suivante est retenue jusqu'au prochain Congrès:

- le Gouvernement de la Région administrative spéciale de Hongkong continue à verser volontairement un montant équivalant à 1 unité de contribution;
- le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord paie 4 unités au lieu de 5 pour les territoires d'outre-mer britanniques.

# Répertoire général des Pays-membres de l'UPU

	Date d'entrée dans l'UPU comme Pays-membre	Unités de contribution	Groupe géographique	Partie aux Arrangements de Séoul 1994 (P) ou seulement de Washington 1989 (P*)	CP	MP	VP	R
- Montserrat								
- Pitcairn, Henderson, Ducie et Oeno (îles)								
- Sainte-Hélène								
- Sainte-Hélène (dépendances) (îles)								
- Territoire britannique de l'océan Indien								
- Tristan da Cunha								
- Turques et Caïques								
- Vierges britanniques (îles)								
Grèce	01.07.1975	3	III	P	P	P	P	
Grenade	30.01.1978	1	I	P	P	-	-	
Guatemala	01.08.1981	3	I	P*	-	-	-	
Guinée	06.05.1959	0,5	V	P	P	P	P	
Guinée-Bissau	30.05.1974	0,5	V	-	-	-	-	
Guinée équatoriale	24.07.1970	0,5	V	P	P	P	P	
Guyane	22.03.1967	1	I	P	P	P	P	
Haïti	01.07.1981	0,5	I	P*	P*	-	-	
Honduras (Rép.)	01.04.1979	1	I	P	-	-	-	
Hongrie (Rép.)	01.07.1975	5	II	P	P	P	P	
Inde	01.07.1976	25	IV	P	-	-	-	
Indonésie	01.05.1977	10	IV	P	P	P	P	
Iran (Rép. islamique)	01.09.1977	5	IV	P	P	P	P	
Iraq	22.04.1929	3	IV	P*	-	-	-	
Irlande	06.09.1923	5	III	P	-	-	-	
Islande	15.11.1919	1	III	P	P	P	P	
Israël	24.12.1949	3	IV	P	-	-	-	
Italie	01.07.1975	25	III	P	P	P	P	
Jamahiriya libyenne	04.06.1952	5	V	P	P	P	P	
Jamaïque	29.08.1963	1	I	-	-	-	-	
Japon	01.06.1977	50	IV	P	P	P	-	
Jordanie	16.05.1947	1	IV	P	P	-	-	
Kazakhstan	27.08.1992	1	II	P	-	-	-	
Kenya	27.10.1964	3	V	P	-	-	-	
Kirghizistan	26.01.1993	1	II	P	P	-	-	
Kiribati	14.08.1984	0,5	IV	P*	-	-	-	
Kuwait	16.02.1960	10	IV	P	P	-	-	
Lao (Rép. dém. pop.)	20.05.1952	0,5	IV	P	-	-	-	
Lesotho	06.09.1967	0,5	V	P	-	-	-	
Lettonie	01.10.1921/ 17.06.1992	1	II	P	-	-	-	
L'ex-République yougoslave de Macédoine	12.07.1993	1	II	P	P	P	P	
Liban	12.05.1931/ 15.05.1946	1	IV	P	P	-	-	
Libéria	01.04.1979	1	V	P	P	-	-	
Liechtenstein	13.04.1962	1	III	P	P	P	P	
Lituanie	01.01.1922/ 10.01.1992	1	II	P*	-	-	-	

	Date d'entrée dans l'UPU comme Pays-membre	Unités de contribution	Groupe géographique	Partie aux Arrangements de Séoul 1994 (P) ou seulement de Washington 1989 (P*)	CP	MP	VP	R
Luxembourg	01.07.1875	3	III	P	P	P	P	P
Madagascar	02.11.1961	1	V	P	P	P	P	-
Malaisie	17.01.1958	3	IV	P	-	-	-	-
Malawi	25.10.1966	0,5	V	P	-	-	-	-
Maldives	15.08.1967	1	IV	P	P	-	-	-
Mali	21.04.1961	0,5	V	P	P	P	P	P
Malte	21.05.1965	1	III	P	-	-	-	-
Maroc	01.10.1920	5	V	P	P	P	P	P
Maurice	29.08.1969	1	V	P	-	-	-	-
Mauritanie	22.03.1967	1	V	P	P	P	P	P
Mexique	01.04.1879	10	I	P	P	-	-	-
Moldova	16.11.1992	1	II	P	P	P	P	P
Monaco	12.10.1955	1	III	P	P	P	P	P
Mongolie	24.08.1963	1	IV	P	-	-	-	-
Mozambique	11.10.1978	0,5	V	P	P	P	P	P
Myanmar	04.10.1949	1	IV	P	-	-	-	-
Namibie	30.04.1992	1	V	P	P	P	P	P
Nauru	17.04.1969	1	IV	P	-	-	-	P
Népal	11.10.1956	1	IV	P	-	-	-	-
Nicaragua	01.05.1882	1	I	-	-	-	-	-
Niger	12.06.1961	1	V	P	P	P	P	P
Nigéria	10.07.1961	10	V	P	P	-	-	-
Norvège	01.07.1875	10	III	P	P	P	P	P
Nouvelle-Zélande (y compris la dépendance de Ross)	01.10.1907	10	IV	P	-	-	-	-
- Îles Cook								
- Niue								
- Tokelau								
Oman	17.08.1971	1	IV	P	-	-	-	-
Ouganda	13.02.1964	0,5	V	P	P	P	P	P
Ouzbékistan	24.02.1994	1	II	P	-	-	-	-
Pakistan	10.11.1947	15	IV	P	-	-	-	-
Panama (Rép.)	11.06.1904	1	I	P	P	P	P	P
Papouasie - Nouvelle-Guinée	04.06.1976	1	IV	P	P	P	P	P
Paraguay	01.07.1881	1	I	P	P	P	P	P
Pays-Bas	01.07.1875	15	III	P	P	P	P	P
Antilles néerlandaises et Aruba	01.05.1877	1	I	P	P	P	P	P
- Antilles néerlandaises (Bonaire, Curaçao, Saba, S. Eustatius, S. Maarten)								
- Aruba								
Pérou	01.04.1879	1 <sup>1</sup>	I	P	P	P	P	P
Philippines	01.01.1922	1	IV	P	P	P	P	P
Pologne (Rép.)	01.05.1919	5	II	P	P	-	-	-
Portugal	01.07.1875	5	III	P	P	-	-	P
- Macao								
Qatar	31.01.1969	3	IV	P	P	-	-	-

<sup>1</sup> Pour 1998-2007.

# Répertoire général des Pays-membres de l'UPU

	Date d'entrée dans l'UPU comme Pays-membre	Unités de contribution	Groupe géographique	Partie aux Arrangements de Séoul 1994 (P) ou seulement de Washington 1989 (P*)			
				CP	MP	VP	R
Rép. dém. du Congo	01.01.1886	3	V	P	P	P	P
Rép. pop. dém. de Corée	01.01.1900/ 06.06.1974	3 <sup>1</sup>	IV	P*	-	-	-
Roumanie	01.07.1875	3	II	P	P	P	P
Russie (Fédération de)	01.07.1875	25	II	P	-	-	-
Rwanda	06.04.1963	0,5	V	P*	P*	P*	-
Saint-Christophe (Saint-Kitts)- et-Nevis	11.01.1988	1	I	P*	P*	P*	P*
Sainte-Lucie	10.07.1980	1	I	P	P	-	-
Saint-Marin	01.07.1915	1	III	P	P	P	P
Saint-Vincent-et Grenadines	03.02.1981	1	I	P	P	P	-
Salomon (Îles)	04.05.1984	0,5	IV	P	P	-	-
Samoa	09.08.1989	0,5	IV	P	P	-	-
Sao Tomé-et-Principe	22.08.1977	0,5	V	-	-	-	-
Sénégal	14.06.1961	1	V	P	P	P	P
Seychelles	07.10.1977	1	V	P	-	-	-
Sierra Leone	29.01.1962	0,5	V	P	P	-	-
Singapour	08.01.1966	1	IV	P	P	P	-
Slovaquie	18.05.1920/ 18.03.1993	3	II	P	P	P	P
Slovénie	24.12.1921/ 27.08.1992	1	III	P*	P*	P*	P*
Somalie	01.04.1959	0,5	V	P*	P*	P*	P*
Soudan	27.07.1956	0,5	V	P	P	-	-
Sri Lanka	13.07.1949	3	IV	P	P	-	-
Suède	01.07.1875	15	III	P	P	P	P
Suisse	01.07.1875	15	III	P	P	P	P
Suriname	01.05.1877/ 20.04.1976	1	I	P	P	P	P
Swaziland	07.11.1969	1	V	P	-	-	-
Syrienne (Rép. arabe)	12.05.1931/ 15.05.1946	1	IV	P	P	P	P
Tadjikistan	09.06.1994	1	II	P	-	-	-
Tanzanie (Rép. unie)	29.03.1963	0,5	V	P	P	P	P
Tchad	23.06.1961	0,5	V	P	P	P	-
Tchèque (Rép.)	18.05.1920/ 18.03.1993	5	II	P	P	-	P
Thaïlande	01.07.1885	3	IV	P	P	-	P
Togo	21.03.1962	0,5	V	P	P	P	P
Tonga (y compris Niuafo'ou)	26.01.1972	1	IV	P	-	-	-
Trinité-et-Tobago	15.06.1963	1	I	P	-	-	-
Tunisie	01.07.1888	5	V	P	P	P	P
Turkménistan	26.01.1993	1	II	P	-	-	-
Turquie	01.07.1875	5	III	P	P	P	P
Tuvalu	03.02.1981	0,5	IV	-	-	-	-
Ukraine	13.05.1947	5	II	P	-	-	-
Uruguay	01.07.1880	3	I	P	P	P	-
Vanuatu	16.07.1982	1	IV	P	P	-	-

<sup>1</sup> Une unité à partir de 2000.

	Date d'entrée dans l'UPU comme Pays-membre	Unités de contribution	Groupe géographique	Partie aux Arrangements de Séoul 1994 (P) ou seulement de Washington 1989 (P*)	CP	MP	VP	R
Vatican	01.06.1929	1	III	P	P	P	P	P
Vénézuéla	01.01.1880	1	I	P	-	-	-	-
Viet Nam	20.10.1951	1	IV	P	P	-	-	-
Yémen	01.01.1930	0,5	IV	P	P	-	P	P
Yougoslavie <sup>1</sup>	01.07.1875/ 24.12.1921	3	II	P	P	P	P	P
Zambie	22.03.1967	1	V	P	P	P	P	P
Zimbabwe	31.07.1981	3	V	P	P	-	P	P

Nombre de Pays-membres: 189

Pays membres de l'ONU dont la situation vis-à-vis de l'UPU n'est pas encore réglée:

Andorre  
Marshall (îles)  
Micronésie (Etats fédérés)  
Palaos

Territoire étant dans une situation particulière:

Timor oriental

<sup>1</sup> Par sa résolution CA 8/1998, le CA a décidé de ne pas inviter la République fédérale de Yougoslavie à participer au Congrès de Beijing 1999 tant qu'elle n'a pas adhéré à l'UPU et de ne l'inviter à aucune réunion tant que la question de son admission en qualité de membre de l'UPU n'a pas été résolue.





# Partie II

## Constitution de l'Union postale universelle

(modifiée par les Protocoles additionnels de Tokyo 1969, de Lausanne 1974, de Hamburg 1984, de Washington 1989 et de Séoul 1994)

### Table des matières

#### Préambule

#### Titre I

#### Dispositions organiques

#### Chapitre I

#### Généralités

##### Art.

1. Etendue et but de l'Union
2. Membres de l'Union
3. Ressort de l'Union
4. Relations exceptionnelles
5. Siège de l'Union
6. Langue officielle de l'Union
7. Unité monétaire
8. Unions restreintes. Arrangements spéciaux
9. Relations avec l'Organisation des Nations Unies
10. Relations avec les organisations internationales

## Chapitre II

### Adhésion ou admission à l'Union. Sortie de l'Union

- 11. Adhésion ou admission à l'Union. Procédure
- 12. Sortie de l'Union. Procédure

## Chapitre III

### Organisation de l'Union

- 13. Organes de l'Union
- 14. Congrès
- 15. Congrès extraordinaires
- 16. Conférences administratives (supprimé)
- 17. Conseil **d'administration**
- 18. Conseil **d'exploitation postale**
- 19. Commissions spéciales (supprimé)
- 20. Bureau international

## Chapitre IV

### Finances de l'Union

- 21. Dépenses de l'Union. Contributions des Pays-membres

## Titre II

### Actes de l'Union

## Chapitre I

### Généralités

- 22. Actes de l'Union
- 23. Application des Actes de l'Union aux territoires dont un Pays-membre assure les relations internationales
- 24. Législations nationales

## Chapitre II

### Acceptation et dénonciation des Actes de l'Union

- 25. Signature, authentification, ratification et autres modes d'approbation des Actes de l'Union
- 26. Notification des ratifications et des autres modes d'approbation des Actes de l'Union
- 27. Adhésion aux Arrangements
- 28. Dénonciation d'un Arrangement

## Chapitre III

### Modification des Actes de l'Union

- 29. Présentation des propositions
- 30. Modification de la Constitution
- 31. Modification du Règlement général, de la Convention et des Arrangements

## Chapitre IV

### Règlement des différends

- 32. Arbitrages

## Titre III

### Dispositions finales

- 33. Mise à exécution et durée de la Constitution

# Constitution de l'Union postale universelle

## ■ Commentaires

La Const. de l'UPU a été adoptée au Congrès de Vienne 1964. Auparavant, les disp. organiques de l'Union étaient contenues dans la Conv., où elles précédaient les disp. concernant le service postal proprement dit.

La présente Const. contient les modifications apportées par les Prot. add. de Tokyo 1969, de Lausanne 1974, de Hambourg 1984, de Washington 1989 et de Séoul 1994. Pour le texte intégral de ces Prot. add., v. Congrès de Tokyo 1969, III 9 à 12; Congrès de Lausanne 1974, III 23 à 25; Congrès de Hambourg 1984, III 25 à 28; Congrès de Washington 1989, III/1 27 à 32 et Congrès de Séoul 1994, III 25 à 29.

L'institution créée à Berne par le Traité du 9 octobre 1874 portait tout d'abord le nom d'«Union générale des postes». A la suite des nombreuses adhésions qui ont eu lieu après 1874, le Congrès de Paris 1878 a changé la dénomination de cette institution en «Union postale universelle».

## Préambule

En vue de développer les communications entre les peuples par un fonctionnement efficace des services postaux et de contribuer à atteindre les buts élevés de la collaboration internationale dans les domaines culturel, social et économique,

les Plénipotentiaires des Gouvernements des pays contractants ont adopté, sous réserve de ratification, la présente Constitution.

## ■ Commentaires

Selon la doctrine du droit international, le préambule d'un traité n'est pas une simple déclaration. Il peut servir de base juridique pour l'interprétation du traité dont il révèle l'esprit et la manière suivant laquelle il doit être compris. Le préambule a une force juridique pour les pays contractants. Il fait partie intégrante du traité et constitue une affirmation solennelle de la raison d'être de l'UPU et des buts élevés qu'elle poursuit. Ces buts sont également définis à l'art. 1.

## Titre I

### Dispositions organiques

### Chapitre I

### Généralités

#### Article premier

#### Etendue et but de l'Union

1. Les pays qui adoptent la présente Constitution forment, sous la dénomination d'Union postale universelle, un seul territoire postal pour l'échange réciproque des envois de la poste aux lettres. La liberté de transit est garantie dans le territoire entier de l'Union.

2. L'Union a pour but d'assurer l'organisation et le perfectionnement des services postaux et de favoriser, dans ce domaine, le développement de la collaboration internationale.

3. L'Union participe, dans la mesure de ses possibilités, à l'assistance technique postale demandée par ses Pays-membres.

#### ■ Commentaires

**1.1** Les fondateurs de l'UPU voulurent admettre dans celle-ci non seulement les Etats souverains, mais également certaines entités territoriales et politiques non totalement indépendantes (des protectorats ou des colonies, notamment) qui n'avaient pas la qualité d'Etat souverain au sens plein du terme. C'est pourquoi ils choisirent le terme «pays» afin d'englober l'ensemble des entités admises comme Pays-membres de l'UPU, car il offre, par la notion essentiellement géographique qui s'en dégage, la possibilité d'englober un ensemble d'entités politiquement hétérogènes. V. aussi comm. aux art. 2 et 11.

L'expression selon laquelle «Les pays ... forment ... un seul territoire postal» a été inscrite dans le «Traité concernant la création d'une Union générale des postes», de 1874, pour évoquer à la fois les idées d'uniformisation et d'étroite collaboration qui animaient les fondateurs de l'Union. Cette expression a une valeur plus symbolique que juridique, car il n'y a pas à proprement parler un seul et unique territoire postal pour l'ensemble des Etats et territoires composant l'UPU. Néanmoins, cette disp. symbolise le fait que les envois de la poste aux lettres du service international sont régis, dans les différents territoires des parties contractantes, par un droit postal qui, dans ses principes, est uniforme. L'idée d'un seul territoire comporte l'obligation pour les parties contractantes de traiter indistinctement les envois de la poste aux lettres provenant des autres territoires et transitant par leur pays comme leurs propres envois de la poste aux lettres. De ce principe émane également la disp. figurant à l'art. 1 de la Conv., selon laquelle chaque Adm. est tenue d'acheminer toujours par les voies les plus rapides et les moyens les plus sûrs qu'elle utilise pour ses propres envois les dépêches closes et les envois de la poste aux lettres à découvert qui lui sont livrés par une autre Adm. Une autre conséquence de ce principe, c'est que les parties contractantes ne peuvent pas grever les envois de la poste aux lettres provenant de l'étranger de droits ou taxes dont les envois de leurs propres usagers sont exonérés, ni enfin faire une autre distinction quelconque entre envois propres et étrangers au préjudice de ces derniers. En revanche, on ne saurait en déduire que les pays transitaires doivent assumer gratuitement le transport des envois de la poste aux lettres à travers leur territoire, car un grand nombre de ces pays ne bénéficieraient pas d'avantages réciproques ou du moins équivalents de la part des pays d'origine utilisant leurs services.

D'autre part, la formule du «seul territoire» n'exclut pas que les pays puissent s'accorder mutuellement des facilités. Dans cet ordre d'idée, certaines «Unions restreintes» et certains «arrangements spéciaux» (art. 8) dérogent au régime de l'UPU et altèrent ainsi la notion du «seul territoire», p. ex. en prévoyant des taxes réduites, la gratuité du transit, etc., dans leurs relations réciproques (v. art. 8 et comm.).

Lors de l'élaboration de la Const. au Congrès de Vienne 1964, la CEL (élargie) a jugé nécessaire de faire figurer en tête de l'Acte de base de l'Union le principe de la liberté de transit, qui est fondamental pour l'UPU. Ce principe ne signifie pas que les pays sont tenus d'ouvrir obligatoirement leurs frontières aux transports organisés par un autre pays de l'UPU. Il ne porte pas atteinte au monopole national des postes, mais il implique que les Adm. intermédiaires sont obligées de faire transporter par leurs services, affectés au transport postal ordinaire, également les correspondances qui leur sont remises en transit par une autre Adm. de l'UPU.

**1.2** Le but de l'Union découle également du texte du préambule.

**1.3** Dans la Const., le principe d'ass. techn. a été conçu d'une manière générale afin de laisser aux organes exécutifs la souplesse nécessaire dans l'utilisation de toutes les formes d'assistance. L'ass. techn. directe que les Pays-membres de l'UPU s'accordent est très importante et comprend notamment le concours d'experts, l'offre de facilités d'études et de formation, l'échange de documentation, d'informations, de résultats d'expériences et d'essais, etc.

La coopération technique multilatérale de l'UPU s'exerce, pour l'essentiel, dans le cadre du PNUD (v. partie I, aperçu historique, chapitre IX).

## Article 2

### Membres de l'Union

Sont Pays-membres de l'Union:

- a) les pays qui possèdent la qualité de membre à la date de la mise en vigueur de la présente Constitution;
- b) les pays devenus membres conformément à l'article 11.

#### ■ Commentaires

2 Avant le Congrès de Vienne 1964, il n'y avait pas d'art. sur la composition de l'Union. Celle-ci découlait indirectement de l'énumération des Pays-membres dans le préambule de la Conv. Le Congrès de Vienne décida de supprimer l'énumération des Pays-membres dans le préambule des Actes et de créer, en revanche, un art. contenant, à l'instar des Actes constitutifs des autres organisations internationales, les conditions juridiques nécessaires pour considérer tel pays comme membre de l'UPU.

Actuellement, la liste des Pays-membres de l'Union est établie par le BI, conformément à l'art. 113 du Règl. gén., et elle est reproduite à la fin de la partie I.

Dans la pratique habituelle du droit des traités, l'art. sur la composition d'une organisation internationale fait dépendre la qualité de membre de cette organisation de l'accomplissement de certains actes juridiques formels tels que la ratification de l'acte constitutif, l'adhésion à cet acte ou une procédure d'admission déterminée. Sans vouloir s'écarter de cette pratique, le Congrès de Vienne 1964 jugea préférable de ne pas mentionner expressément ces formalités juridiques et d'utiliser une conception qui transfère la qualité de Pays-membre du régime d'Ottawa à celui de Vienne de manière à assurer la continuité entre l'Union «ancienne forme» et l'Union «nouvelle forme». Le texte utilisé accorde la qualité de Pays-membre à ceux qui avaient acquis cette qualité sous les régimes des Actes antérieurs.

A l'appui de cette construction, il y a lieu de relever que, dans le passé, l'absence de ratification formelle des Actes de l'UPU n'avait enlevé aux Pays-membres ni leur qualité de membre, ni leur droit de participation ou de vote aux Congrès. On considérait que les Actes étaient tacitement ratifiés par l'exécution des nouv. disp. (v. comm. à l'art. 25).

Le terme «pays» comprend non seulement les Etats souverains qui étaient Pays-membres sous le régime des Actes d'Ottawa, mais également les territoires non autonomes auxquels les Congrès antérieurs ont accordé la qualité de Pays-membre et qui jouissaient, à ce titre, des mêmes droits et obligations que les autres Pays-membres (v. comm. à l'art. 1.1).

Les seuls ensembles de territoires qui bénéficient encore de cette situation au moment de la mise en vigueur des Actes de Séoul 1994 sont les suivants:

- 1° Territoires d'outre-mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord;
- 2° Antilles néerlandaises et Aruba.

## Article 3

### Ressort de l'Union (Const. 2, 23)

L'Union a dans son ressort:

- a) les territoires des Pays-membres;
- b) les bureaux de poste établis par des Pays-membres dans des territoires non compris dans l'Union;
- c) les territoires qui, sans être membres de l'Union, sont compris dans celle-ci parce qu'ils relèvent, au point de vue postal, de Pays-membres.

#### ■ Commentaires

3 Le ressort de l'Union désigne l'étendue territoriale sur laquelle s'appliquent les Actes de l'UPU. Cette étendue comprend tout d'abord le territoire des Pays-membres au sens de l'art. 2 ainsi que, le cas échéant,

celui dont un Pays-membre assure les relations internationales (art. 23); elle dépasse cependant ce cadre dans les cas visés sous lettres b) et c). Pour faciliter l'établissement de relations postales avec toutes les parties du monde, plusieurs Adm. de Pays-membres se sont en effet chargées autrefois d'organiser ou d'assumer le service postal dans certaines régions où il n'y avait pas un service autochtone ou, du moins, où le service postal était insuffisant. Cette situation a conduit l'UPU à considérer comme de son ressort lesdits bureaux et territoires.

Bien qu'il n'y ait pratiquement plus de bureaux de poste établis par un Pays-membre sur le territoire d'un autre pays, le Congrès de Hambourg 1984 a maintenu cette disp., mais il a adopté l'interprétation suivante: les termes «bureaux de poste établis par les Pays-membres dans des territoires non compris dans l'Union» désignent désormais les bureaux de poste établis par des Pays-membres dans des territoires sans maître, en indivision ou internationalisés par la communauté internationale.

Sous la lettre c), il s'agit de territoires dont les rapports avec le Pays-membre duquel ils relèvent au point de vue postal sont différents de ceux qui sont couverts par l'art. 23 (territoires dont un Pays-membre assure les relations internationales).

## Article 4

### Relations exceptionnelles

Les Administrations postales qui desservent des territoires non compris dans l'Union sont tenues d'être les intermédiaires des autres Administrations. Les dispositions de la Convention et de son Règlement sont applicables à ces relations exceptionnelles.

#### ■ Commentaires

4 Le champ d'application de cet art. se situe aux confins du ressort de l'Union. Cette disp. règle les relations des Pays-membres avec les pays ou les territoires qui ne font pas partie du ressort de l'UPU au sens de l'art. 3, mais qui entretiennent, sur la base d'un accord bilatéral, des relations postales avec un Pays-membre.

Un principe analogue est appliqué dans le service des colis postaux (v. art. 40 de l'Arr. des colis). En revanche, l'obligation de servir d'intermédiaire aux Adm. des autres Pays-membres a été rapportée par le Congrès de Stockholm 1924 pour le service des mandats de poste et des chèques.

La seconde phrase risquant d'être interprétée comme exigeant l'application de la Conv. et de son Règl. aux relations d'un Pays-membre de l'Union avec un pays ou territoire non compris dans l'Union, le Congrès de Londres 1929 a répondu qu'en l'occurrence «on ne connaît que le pays de l'Union intermédiaire et que celui-ci doit naturellement rester dans les limites de la Convention».

## Article 5

### Siège de l'Union

Le siège de l'Union et de ses organes permanents est fixé à Berne.

#### ■ Commentaires

5 Le siège de l'Union désigne le lieu qui est considéré comme le centre des activités de l'UPU.

En ce qui concerne la notion d'organes permanents, v. art. 13.

Le statut juridique de l'Union en Suisse est réglé par l'Accord sur les privilèges et immunités applicable à l'ONU. Les doc y relatifs sont reproduits dans le présent classeur sous «Statut juridique de l'UPU» (v. partie I, aperçu historique, chapitre VI, et partie V).

## Article 6

### Langue officielle de l'Union (Règl. gén. 107, 108)

La langue officielle de l'Union est la langue française.

#### ■ Commentaires

6 Sur l'évolution historique du régime linguistique de l'UPU, v. partie I, aperçu historique, chapitre VIII.

Le Congrès de Séoul 1994 a chargé le CA d'entreprendre une étude sur l'efficacité des services de traduction au sein de l'Union (résolution C 74/1994) ainsi qu'une étude de l'ensemble du système linguistique de l'Union, visant notamment à examiner les conséquences de l'introduction éventuelle d'autres langues de travail au BI (résolution C 77/1994).

## Article 7

### Unité monétaire

L'unité monétaire utilisée dans les Actes de l'Union est l'unité de compte du Fonds monétaire international (FMI).

#### ■ Commentaires

7 Art. modifié par le Prot. add. de Washington 1989.

Le fr-or a été pendant longtemps l'unité monétaire de l'UPU. En janvier 1976, le FMI a approuvé le principe de démonétiser l'or et cette décision est officiellement entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 1978. Désormais, les pays membres de cette institution spécialisée des Nations Unies ne peuvent plus faire référence à l'or pour la fixation de la valeur de leur monnaie. Dès lors, le fr-or ne pouvait plus continuer de remplir de la même façon le rôle qu'il a joué précédemment dans la comptabilité postale internationale, que ce soit dans le domaine de la fixation des taxes et des taux ou dans le domaine de l'établissement et de la liquidation des comptes.

Le Congrès de Washington 1989 a supprimé le fr-or et l'a remplacé par l'unité de compte du FMI. Seules quelques Adm. utilisent encore le fr-or pour établir les comptes, dont les totaux sont ensuite convertis en DTS en vue du règlement.

## Article 8

### Unions restreintes. Arrangements spéciaux (Règl. gén. 117)

1. Les Pays-membres, ou leurs Administrations postales si la législation de ces pays ne s'y oppose pas, peuvent établir des Unions restreintes et prendre des arrangements spéciaux concernant le service postal international, à la condition toutefois de ne pas y introduire des dispositions moins favorables pour le public que celles qui sont prévues par les Actes auxquels les Pays-membres intéressés sont parties.

2. Les Unions restreintes peuvent envoyer des observateurs aux Congrès, Conférences et réunions de l'Union, au Conseil **d'administration** ainsi qu'au Conseil **d'exploitation postale**.

3. L'Union peut envoyer des observateurs aux Congrès, Conférences et réunions des Unions restreintes.



## ■ Commentaires

**8.1** Depuis sa création, l'Union a accordé à ses membres la possibilité d'établir des «Unions restreintes» ou de conclure des «arrangements spéciaux» pour faciliter la collaboration et améliorer le service postal. Pour qu'il y ait «Union restreinte», il faut au moins trois Pays-membres. Ceux-ci ou leurs Adm. doivent conclure une convention pour régler des questions postales et arrêter un certain nombre de disp. concernant l'organisation et le fonctionnement de ladite Union. Une Union est généralement dotée d'organes prévus dans son Acte constitutif (conf. périodiques, office central ou désignation d'une Adm. membre comme Adm. gérante). Il faut aussi que ces Unions se considèrent comme des Unions restreintes au sens du présent art.

Les arrangements spéciaux sont des accords conclus entre certains Pays-membres de l'UPU ou leurs Adm. et dont le but est uniquement de faciliter l'exécution du service postal. Dans la règle, il s'agit d'accords bilatéraux, mais il n'est pas exclu qu'un accord multilatéral puisse également être considéré comme un arrangement spécial.

Les Unions restreintes qui entretiennent avec l'UPU des rapports fondés sur l'art. 8 sont les suivantes:

- 1° Association des opérateurs des postes et télécommunications des pays et territoires de langue officielle portugaise (AICEP), créée en 1998. Membres: Angola, Brésil, Cap-Vert, Guinée-Bissau, Macao, Mozambique, Portugal et Sao Tomé-et-Principe.
- 2° Association des opérateurs postaux publics européens (POSTEUROP), créée en 1993. Membres: Albanie, Allemagne, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie (Rép.), Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grande-Bretagne, Grèce, Guernesey/Jersey et Ile de Man, Hongrie (Rép.), Irlande, Islande, Italie, Lettonie, L'ex-République yougoslave de Macédoine, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Moldova, Monaco, Norvège, Pays-Bas, Pologne (Rép.), Portugal, Roumanie, Russie (Fédération de), Saint-Marin, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tchéque (Rép.), Turquie et Ukraine.
- 3° Commission arabe permanente des postes (CAPP), créée en 1992, a succédé à l'Union postale arabe (UPA), qui avait été créée en 1952. Membres: Algérie, Arabie saoudite, Bahrain, Comores, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Iraq, Jamahiriya libyenne, Jordanie, Kuwaït, Liban, Maroc, Mauritanie, Oman, Palestine, Qatar, Somalie, Soudan, Syrienne (Rép. arabe), Tunisie et Yémen.
- 4° Commission des services financiers postaux européens (CSFPE), créée en 1992. Membres: Albanie, Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie (Rép.), Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grande-Bretagne, Grèce, Hongrie (Rép.), Irlande, Islande, Italie, Lettonie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Pologne (Rép.), Portugal, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tchéque (Rép.), Turquie et Yougoslavie.
- 5° Communauté régionale des postes et télécommunications (CRPT), créée en 1991. Membres: Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Moldova, Ouzbékistan, Russie (Fédération de), Tadjikistan, Turkménistan, Turquie et Ukraine.
- 6° Conférence des Administrations des postes et télécommunications de l'Afrique centrale (CAPTAC)<sup>1</sup>, créée en 1984.
- 7° Conférence européenne des Administrations des postes et des télécommunications (CEPT), créée en 1959. Membres: Albanie, Allemagne, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie (Rép.), Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grande-Bretagne, Grèce, Hongrie (Rép.), Irlande, Islande, Italie, Lettonie, l'ex-République yougoslave de Macédoine, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Moldova, Monaco, Norvège, Pays-Bas, Pologne (Rép.), Portugal, Roumanie, Russie (Fédération de), Saint-Marin, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tchéque (Rép.), Turquie, Ukraine et Vatican.
- 8° Union africaine des postes et télécommunications (UAPT), créée en 1975. Cette Union restreinte a cessé de fonctionner dès 1996.
- 9° Union panafricaine des postes (UPAP), créée en 1980. Membres: Algérie, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Centrafrique, Comores, Congo (Rép.), Côte d'Ivoire (Rép.), Egypte, Erythrée, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Jamahiriya libyenne, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mozambique, Niger, Nigéria, Ouganda, Rép. dém. du Congo, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Swaziland, Tanzanie (Rép. unie), Tchad, Togo, Tunisie, Zambie et Zimbabwe.
- 10° Union postale africaine (UPAf), créée en 1961. Membres: Burundi, Egypte, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Mauritanie, Rép. dém. du Congo, Somalie et Soudan.
- 11° Union postale balte (UPB), créée en 1994. Membres: Estonie, Lettonie et Lituanie.

<sup>1</sup> La CAPTAC a été dissoute et remplacée par une nouvelle structure, la COPTAC, dont le statut sera communiqué ultérieurement.

- 12° Union postale des Caraïbes (UPC), créée en 1998. Membres: Anguilla, Antilles néerlandaises, Aruba, Barbade, Cayman, Dominicaine (Rép.), Dominique, Grenade, Haïti, Sainte-Lucie, Suriname, Trinité-et-Tobago, Turques et Caïques, France, Grande-Bretagne et Pays-Bas.
- 13° Union postale de l'Asie et du Pacifique (APPU), créée en 1961. Membres: Afghanistan, Australie, Bangladesh, Bhoutan, Brunei Darussalam, Chine (Rép. pop.), Corée (Rép.), Inde, Indonésie, Japon, Lao (Rép. dém. pop.), Malaisie, Maldives, Nauru, Népal, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Papouasie – Nouvelle-Guinée, Philippines, Singapour, Sri Lanka, Thaïlande et Viet Nam.
- 14° Union postale des Amériques, de l'Espagne et du Portugal (UPAEP), créée en 1911. Membres: Amérique (Etats-Unis), Argentine, Bolivie, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Costa-Rica, Cuba, Dominicaine (Rép.), El Salvador, Equateur, Espagne, Guatemala, Haïti, Honduras (Rép.), Mexique, Nicaragua, Panama (Rép.), Paraguay, Antilles néerlandaises et Aruba, Pérou, Portugal, Suriname, Uruguay et Vénézuéla.
- 15° Union postale des pays du Nord (UPPN), créée en 1919. Membres: Danemark, Finlande, Islande, Norvège et Suède.
- 16° Union postale du Sud et de l'Ouest de l'Asie (UPSOA), créée en 1977 et réactivée en 1988. Membres: Iran (Rép. islamique), Pakistan et Turkménistan.

A côté des Unions restreintes au sens du présent art. 8, il en existe encore d'autres qui remplissent de facto les mêmes conditions et poursuivent des buts analogues, mais qui, pour une raison ou une autre, ne se considèrent pas (ou ne sont pas considérées) comme des Unions restreintes au sens dudit art., p. ex. la Conférence des Administrations des postes et télécommunications des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CAPTEAO).

La clause générale de l'art. 8 envisage évidemment en premier lieu les disp. réglant les rapports entre les Adm. et les usagers. En revanche, en ce qui concerne les disp. ayant trait aux relations réciproques des Adm., la faculté d'entente contraire est souvent mentionnée aussi dans les disp. respectives.

Les pays ont notamment la faculté de s'entendre en vue d'abaisser les taxes à percevoir et de réduire les frais de transit.

### 8.2 Par. modifié par les Prot. add. de Tokyo 1969 et de Séoul 1994.

Afin de favoriser la collaboration entre elle et les Unions restreintes, l'UPU a admis d'abord que celles-ci pouvaient envoyer des observateurs aux Congrès, Conf., CE, puis au CCEP lors de la création de cet organe.

Le Congrès de Vienne 1964 a décidé que les observateurs des Unions restreintes pouvaient prendre part aussi aux Comm. du Congrès. Les Unions peuvent également participer aux réunions des Comm. et des Groupes de travail du CA et du CEP (v. Règl. int. du CA et du CEP).

L'opportunité de faire appel aux Unions restreintes en matière d'ass. techn. a été posée au Congrès de Lausanne 1974. Celui-ci a adopté la résolution C 38/1974, qui charge le CE, le CCEP et le BI de prendre toutes les initiatives susceptibles de développer la collaboration UPU/Unions restreintes, notamment dans le domaine de l'ass. techn.

Ensuite, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a chargé le CE d'étudier et, le cas échéant, de prendre les mesures pratiques en ce qui concerne:

- a) les aspects techniques, financiers et juridiques du problème que pose une plus large participation des Unions restreintes aux différents programmes d'ass. techn.;
- b) les rapports entre l'UPU, les Unions restreintes et les Comm. économiques régionales;
- c) la sauvegarde des intérêts des Adm. qui ne font pas partie des Unions restreintes.

Sur la base de cette résolution, le CE a adopté la résolution CE 6/1983 pour fixer le cadre juridique de cette collaboration.

Le Congrès de Hambourg 1984 a consacré à son tour la collaboration des Unions restreintes en matière d'ass. techn. sur la base des principes et des procédures appliqués par le PNUD lorsqu'il a fixé les priorités et principes d'action de l'UPU dans le domaine de l'ass. techn.

Les Congrès de Washington 1989 et de Séoul 1994 ont adopté une série de résolutions en matière d'ass. techn. (v. partie I, aperçu historique, chapitre IX).

**Article 9****Relations avec l'Organisation des Nations Unies**

Les relations entre l'Union et l'Organisation des Nations Unies sont réglées par les Accords dont les textes sont annexés à la présente Constitution.

**■ Commentaires**

9 V. partie I, aperçu historique, chapitre XI, et partie V, Accords ONU/UPU.

**Article 10****Relations avec les organisations internationales**

Afin d'assurer une coopération étroite dans le domaine postal international, l'Union peut collaborer avec les organisations internationales ayant des intérêts et des activités connexes.

**■ Commentaires**

**10** Par organisations internationales, il faut entendre en premier lieu les organisations internationales intergouvernementales et notamment les institutions spécialisées, qui sont les suivantes:

Organisation internationale du travail (OIT);

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO);

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO);

Organisation de l'aviation civile internationale (OACI);

Organisation mondiale de la santé (OMS);

Groupe de la Banque mondiale composé de:

– Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD);

– Association internationale de développement (IDA);

– Société financière internationale (SFI);

Fonds monétaire international (FMI);

Union postale universelle (UPU);

Union internationale des télécommunications (UIT);

Organisation météorologique mondiale (OMM);

Organisation maritime internationale (OMI);

Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI);

Fonds international de développement agricole (FIDA);

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI);

auxquelles s'ajoutent l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

En outre, l'Union collabore avec quelques organisations non gouvernementales (p. ex. IATA, ISO, OMD et les organes de l'ONU tels que le PNUD ou le PNUCID).

Les activités et la nature du travail technique de l'UPU touchent à des domaines très variés. Elles posent des problèmes qui nécessitent la coopération d'organisations internationales ayant des intérêts communs dans ces domaines. D'ordinaire, ces problèmes sont traités par le CA, qui prend les contacts nécessaires par l'intermédiaire du BI. V. à ce sujet art. 102, par. 6.19, et 110, par. 2.9, du Règl. gén. V. également comm. à l'art. 102 du Règl. gén.

En ce qui concerne la participation des organisations internationales aux Congrès, v. comm. à l'art. 101 du Règl. gén.; l'invitation des organisations intergouvernementales aux Congrès, v. comm. à l'art. 102 du Règl. gén. et du Règl. int. des Congrès.

Pour la représentation de l'UPU aux réunions des organisations internationales, v. comm. à l'art. 20.

## Chapitre II

### Adhésion ou admission à l'Union. Sortie de l'Union

#### Article 11

##### Adhésion ou admission à l'Union. Procédure

1. Tout membre de l'Organisation des Nations Unies peut adhérer à l'Union.
2. Tout pays souverain non membre de l'Organisation des Nations Unies peut demander son admission en qualité de Pays-membre de l'Union.
3. L'adhésion ou la demande d'admission à l'Union doit comporter une déclaration formelle d'adhésion à la Constitution et aux Actes obligatoires de l'Union. Elle est adressée par le Gouvernement du pays intéressé au Directeur général du Bureau international, qui, selon le cas, notifie l'adhésion ou consulte les Pays-membres sur la demande d'admission.
4. Le pays non membre de l'Organisation des Nations Unies est considéré comme admis en qualité de Pays-membre si sa demande est approuvée par les deux tiers au moins des Pays-membres de l'Union. Les Pays-membres qui n'ont pas répondu dans le délai de quatre mois sont considérés comme s'abstenant.
5. L'adhésion ou l'admission en qualité de membre est notifiée par le Directeur général du Bureau international aux Gouvernements des Pays-membres. Elle prend effet à partir de la date de cette notification.

#### ■ Commentaires

11 Art. modifié par les Prot. add. de Tokyo 1969 et de Washington 1989.

Depuis sa fondation et jusqu'au Congrès de Paris 1947, l'UPU a été une «union ouverte», c'est-à-dire que les pays souverains ou quasi souverains ont pu devenir membres de l'UPU par une déclaration unilatérale d'adhésion à la Conv.

Au Congrès de Paris 1947, l'UPU décida, eu égard à sa nouv. qualité d'institution spécialisée de l'ONU, de modifier la procédure antérieure en exigeant que les pays désireux de devenir membres de l'UPU présentent une demande dans ce sens et que l'ensemble des Pays-membres soit consulté, la demande devant recueillir l'approbation formelle des deux tiers des Pays-membres.

Le Congrès de Vienne 1964 a admis, en plus de la procédure précitée, une procédure simplifiée pour les pays membres de l'ONU. Ceux-ci peuvent adhérer à l'UPU par une déclaration unilatérale; il n'y a dans ce cas pas de consultation des Pays-membres.

**11.2** Le mot «souverain» a été introduit par le Congrès de Paris 1947 (v. aussi comm. à l'art. 1).

A défaut d'adhésion ou d'admission en qualité de membre, l'application des Actes de l'UPU dans les territoires dépendants est possible en tout temps sur la base des art. 3, lettre c), ou 23.

**11.3** Par la déclaration formelle d'adhésion à la Const. et aux Actes obligatoires, déclaration qui doit être formulée dans l'acte d'adhésion (par. 1) ou dans la demande d'admission (par. 2), le législateur a voulu empêcher qu'un pays puisse adhérer à la Const. sans pour autant s'engager à appliquer les disp. des autres Actes obligatoires (v. art. 22).

Depuis les origines de l'Union, c'est le Gouvernement suisse qui assumait la fonction de dépositaire des Actes et qui, à ce titre, intervenait dans la procédure d'adhésion et d'admission à l'UPU. Le Gouvernement

suisse ayant demandé d'être déchargé de cette fonction, le Congrès de Washington 1989 a décidé de transférer cette compétence au Directeur général du BI.

11.5 V. comm. 11.3 ci-dessus.

En ce qui concerne les obligations financières des nouv. Pays-membres, v. art. 21 de la Const. et 125, par. 7, du Règl. gén.

## Article 12

### Sortie de l'Union. Procédure

1. Chaque Pays-membre a la faculté de se retirer de l'Union moyennant dénonciation de la Constitution donnée par le Gouvernement du pays intéressé au Directeur général du Bureau international et par celui-ci aux Gouvernements des Pays-membres.

2. La sortie de l'Union devient effective à l'expiration d'une année à partir du jour de réception par le Directeur général du Bureau international de la dénonciation prévue au paragraphe 1.

#### ■ Commentaires

12 Art. modifié par le Prot. add. de Washington 1989.

12.1 Comme la plupart des organisations internationales, l'Union admet la sortie volontaire de ses membres. Celle-ci résulte de la dénonciation de la Const.

Il n'y a en revanche pas de sortie au sens du présent art. lorsque l'extinction de la qualité de Pays-membre résulte de la perte de la qualité de sujet de droit international (à la suite d'une annexion, d'une fusion, d'une dissolution d'un Etat).

Compétence transférée au Directeur général du BI par le Congrès de Washington 1989 (v. comm. à l'art. 11).

12.2 Pour ce qui concerne la cotisation du membre sortant, v. art. 125, par. 7, du Règl. gén.

## Chapitre III

### Organisation de l'Union

#### Article 13

##### Organes de l'Union

1. Les organes de l'Union sont le Congrès, le Conseil **d'administration**, le Conseil **d'exploitation postale** et le Bureau international.

2. Les organes permanents de l'Union sont le Conseil **d'administration**, le Conseil **d'exploitation postale** et le Bureau international.

■ **Commentaires**

**13** Art. modifié par les Prot. add. de Tokyo 1969, de Hamburg 1984 et de Séoul 1994.

Le Congrès de Séoul 1994 a remplacé les dénominations «Conseil exécutif» et «Conseil consultatif des études postales» par les appellations «Conseil d'administration» et «Conseil d'exploitation postale», qui correspondent mieux à la nature nouv. de leurs activités.

**13.2** La référence aux organes «permanents» apparaît déjà dans l'art. 5. Les termes «organe permanent» ont donné lieu à de longues discussions car, de l'avis de certains, seul le BI a une activité réellement continue et devrait être considéré comme un organe permanent. Mais cette opinion n'a pas prévalu. On admet, au contraire, que le CA et le CEP ont une composition et une activité constantes qui durent pendant tout l'intervalle entre deux Congrès. Selon l'art. 17, le CA assure en effet la continuité des travaux de l'Union entre deux Congrès.

**Article 14**

Congrès (Règl. gén. 101, 106)

1. Le Congrès est l'organe suprême de l'Union.
2. Le Congrès se compose des représentants des Pays-membres.

■ **Commentaires**

**14.1** Sous le régime antérieur au Congrès de Vienne 1964, l'Union était juridiquement renouvelée à chaque Congrès, puisque la Conv. en vigueur était chaque fois remplacée par une nouv. Actuellement, l'UPU a une base juridique permanente, ce qui fait que le Congrès n'est plus l'ass. gén. qui recrée l'Union tous les cinq ans, mais bien un organe même de l'Union au même titre que le CA et le CEP. Dans la hiérarchie des importances, le Congrès est l'organe suprême de l'Union.

Le Congrès détient toutes les attributions qui rentrent dans le cadre de l'UPU et qui n'ont pas été confiées expressément à un autre organe par les Actes de l'Union. Il est appelé en premier lieu à modifier les Actes de l'Union. A part cette activité législative, il assume une certaine compétence en matière d'administration (p. ex. examen des rapports sur l'ensemble de l'activité du CA et du CEP, fixation du plafond des dépenses annuelles pour la prochaine période quinquennale, approbation du plan stratégique, examen des problèmes d'ass. techn., élection du Directeur général et du Vice-Directeur général) (v. art. 109 du Règl. gén.). Il ne peut prendre que des décisions compatibles avec les Actes en vigueur. Il ne peut, p. ex., pas trancher lui-même un litige qui doit être soumis à l'arbit.

**14.2** Par «représentants», il faut entendre «toutes personnes habilitées à négocier et à signer (plénipotentiaires) ou simplement à négocier (délégués) au nom d'un Pays-membre». Le pouvoir de négocier comprend celui de prendre part aux délibérations et de voter. Ne sont pas considérés comme représentants les fonctionnaires attachés. Cependant, ceux-ci peuvent être autorisés à voter au nom de leur pays dans les séances des Comm. si leur chef de délégation les y autorise formellement, conformément au Règl. int. des Congrès.

**Article 15**

Congrès extraordinaires (Règl. gén. 101)

Un Congrès extraordinaire peut être réuni à la demande ou avec l'assentiment des deux tiers au moins des Pays-membres de l'Union.

■ **Commentaires**

**15** Un seul Congrès extraordinaire a eu lieu à Berne en 1900 (2 au 5 juillet), à l'occasion du 25<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de l'UPU. Il décida d'ériger le monument de l'UPU à Berne.

Le CA peut, à l'instar de chaque Pays-membre, prendre l'initiative de consulter les Pays-membres en vue de la réunion d'un Congrès extraordinaire.

Pour l'organisation matérielle de ces Congrès, v. art. 101, par. 7 et 8, du Règl. gén.

## Article 16

### Conférences administratives

(Supprimé)

#### ■ Commentaires

**16** Le Congrès de Hambourg 1984 a décidé de supprimer la possibilité de tenir des Conf. administratives. Des Conf. administratives ont eu lieu pour traiter de certains problèmes de portée restreinte:

- a) à Berne 1876 (17 au 27 janvier), pour l'admission de l'Inde britannique et de l'ensemble des colonies françaises comme membres de l'UPU et pour la fixation des frais de transit maritime afférents aux parcours plus longs que ceux de l'Europe aux Etats-Unis d'Amérique et à l'Egypte;
- b) à Paris 1880 (9 octobre au 3 novembre), pour conclure une convention spéciale ne concernant que l'échange des colis postaux; les délégués à cette Conf. avaient toutefois des pouvoirs de plénipotentiaires;
- c) à La Haye 1927 (1<sup>er</sup> au 10 septembre), pour l'établissement de disp. sur la poste aérienne.

## Article 17

### Conseil d'administration (Règl. gén. 102)

1. Entre deux Congrès, le Conseil d'administration (**CA**) assure la continuité des travaux de l'Union conformément aux dispositions des Actes de l'Union.

2. Les membres du Conseil d'administration exercent leurs fonctions au nom et dans l'intérêt de l'Union.

#### ■ Commentaires

**17** Art. modifié par le Prot. add. de Séoul 1994.

**17.1** Le CA est considéré comme un organe permanent de l'Union (v. art. 13).

L'expression «entre deux Congrès» peut donner lieu à deux interprétations («jusqu'à la réunion du prochain Congrès» ou «jusqu'à la mise en vigueur des Actes du prochain Congrès»). Pour résoudre ce problème, le Congrès a, à plusieurs reprises, adopté une résolution qui met en vigueur les disp. modifiées relatives aux deux Conseils dès qu'il les a arrêtées.

**17.2** Consécration du principe suivant lequel les membres du CA ne représentent ni leurs pays ni leurs groupes géographiques respectifs et que les intérêts particuliers doivent s'effacer devant les intérêts généraux.

## Article 18

### Conseil d'exploitation postale (Règl. gén. 104, 105)

Le Conseil d'exploitation postale (**CEP**) est chargé des questions d'exploitation commerciales, techniques et économiques intéressant le service postal.

#### ■ Commentaires

**18** Art. modifié par les Prot. add. de Tokyo 1969 et de Séoul 1994.

Le CEP est considéré comme un organe permanent de l'Union (v. art. 13).

## Article 19

### Commissions spéciales

(Supprimé)

#### ■ Commentaires

19 Le Congrès de Hamburg 1984 a décidé de supprimer la possibilité de tenir des Comm. spéciales. Les Comm. spéciales suivantes ont été convoquées entre deux Congrès:

1. Comm. d'étude, à Bruxelles 1890 (26 juin au 1<sup>er</sup> juillet), pour la préparation de l'Arr. des abonnements aux journaux; membres: les trois Adm. qui avaient présenté des projets.
2. Comm. d'étude, nommée par le Congrès de Madrid 1920, pour l'amélioration et la simplification des Actes quant à leur forme et à leur rédaction.
3. Comm. d'étude, instituée par le Congrès de Stockholm 1924, pour simplifier le travail des Congrès et en accélérer la marche.
4. Comm. préparatoire, désignée par le Congrès de Londres 1929, chargée de préparer le Congrès du Caire.
5. En outre, une Commission technique du transit (CTT) avait été instituée par le Congrès de Buenos Aires 1939. Elle était chargée de rechercher les bases les plus équitables pour la fixation des droits de transit et de suggérer les méthodes les plus indiquées pour simplifier le calcul des redevances dues de ce chef.

## Article 20

### Bureau international

Un office central, fonctionnant au siège de l'Union sous la dénomination de Bureau international de l'Union postale universelle, dirigé par un Directeur général et placé sous le contrôle du Conseil **d'administration**, sert d'**organe d'exécution, d'appui**, de liaison, d'information et de **consultation**.

#### ■ Commentaires

20 Art. modifié par les Prot. add. de Hamburg 1984 et de Séoul 1994.

Lors de sa création, le BI a été placé sous la haute surveillance du Gouvernement suisse, qui, à ce titre, arrêta et revisait périodiquement le Règlement régissant l'organisation, le fonctionnement et le contrôle de l'activité du BI. Cette situation dura jusqu'en 1972. A partir de cette date, c'est le CE qui arrêta le Statut du personnel et le Règlement financier de l'Union. Le Congrès de Rio de Janeiro 1979, pour sa part, décida de renoncer aux services du Gouvernement suisse pour l'alimentation de la trésorerie de l'Union et opta pour un système d'autofinancement semblable à celui des autres institutions spécialisées des Nations Unies. La haute surveillance du Gouvernement suisse étant ainsi pratiquement vidée de sa substance, le Congrès de Hamburg 1984 remplaça, à l'art. 20, la «haute surveillance du Gouvernement suisse» par le «contrôle du Conseil exécutif».

Le Gouvernement suisse continue toutefois à contrôler gratuitement les comptes de l'Union (v. art. 125, par. 10, du Règl. gén.).

Les contacts du BI avec d'autres organismes internationaux ont été pratiquement inexistants jusqu'au moment où l'UPU est devenue une institution spécialisée de l'ONU.

Puis ils se sont développés progressivement. Actuellement, le BI participe à de nombreuses réunions interorganisations, notamment dans le cadre de l'ONU (v. comm. à l'art. 10 et Accords ONU/UPU). A cet effet, le Règl. int. du CA dispose que le Secrétaire général de ce Conseil est chargé d'organiser, dans l'intervalle des sessions et conformément aux éventuelles directives du Conseil, la représentation de l'Union aux réunions des Nations Unies, des institutions spécialisées, des Unions restreintes et des autres organisations internationales auxquelles s'intéresse l'Union.

Le Congrès de Séoul 1994 précisa que le BI est aussi chargé d'exécuter toutes les tâches qui lui sont confiées ainsi que d'assumer les activités d'appui nécessaires.



## Chapitre IV

### Finances de l'Union

#### Article 21

Dépenses de l'Union. Contributions des Pays-membres (Règl. gén. 125, 126)

1. Chaque Congrès arrête le montant maximal que peuvent atteindre:
  - a) annuellement les dépenses de l'Union;
  - b) les dépenses afférentes à la réunion du prochain Congrès.
2. Le montant maximal des dépenses prévu au paragraphe 1 peut être dépassé si les circonstances l'exigent, sous réserve que soient observées les dispositions y relatives du Règlement général.
3. Les dépenses de l'Union, y compris éventuellement les dépenses visées au paragraphe 2, sont supportées en commun par les Pays-membres de l'Union. A cet effet, chaque Pays-membre choisit la classe de contribution dans laquelle il entend être rangé. Les classes de contribution sont fixées dans le Règlement général.
4. En cas d'adhésion ou d'admission à l'Union en vertu de l'article 11, le pays intéressé choisit librement la classe de contribution dans laquelle il désire être rangé au point de vue de la répartition des dépenses de l'Union.

#### ■ Commentaires

**21.1** Le Congrès fixe un «plafond financier» (qui correspond aux dépenses nettes) pour chaque année de la période allant de l'entrée en vigueur des Actes conclus à un Congrès jusqu'à l'entrée en vigueur des Actes du Congrès subséquent (en règle générale pour une période de cinq ans).

Un «plafond financier» séparé est fixé pour les frais relatifs à la réunion du prochain Congrès tels qu'ils sont définis à l'art. 125, par. 2, du Règl. gén., étant entendu que ces dépenses sont néanmoins imputées au budget ordinaire, dont elles constituent un chapitre particulier.

**21.2** Le plafond des dépenses de l'Union peut être dépassé dans certaines circonstances selon les règles prévues à l'art. 125, par. 2bis à 6, du Règl. gén. Cette disp. a été introduite par le Congrès de Vienne 1964 en ce qui concerne les par. 3 à 6 et par le Congrès de Séoul 1994 en ce qui concerne le par. 2bis en vue de faire face aux situations créées par des faits nouv. et imprévisibles entraînant des dépenses inévitables.

**21.3** Les dépenses annuelles de l'Union ainsi que celles relatives à la réunion du Congrès sont réparties globalement entre tous les membres de l'Union. Echappent à ce principe les frais de traduction vers une langue autre que la langue officielle et les frais des services d'interprétation simultanée (art. 108, par. 6, 7 et 12, du Règl. gén.).

Le Congrès de Lausanne 1974 a supprimé la compétence qu'avait antérieurement le Congrès de classer les Pays-membres dans les différentes classes de contribution et a consacré le principe du libre choix de la classe de contribution (v. aussi art. 126 du Règl. gén.).

**21.4** En consacrant le principe du libre choix de la classe de contribution en cas d'adhésion ou d'admission à l'Union, le Congrès de Washington 1989 n'a fait qu'entériner la pratique suivie jusqu'ici.

## Titre II

### Actes de l'Union

#### Chapitre I

#### Généralités

##### Article 22

##### Actes de l'Union

1. La Constitution est l'Acte fondamental de l'Union. Elle contient les règles organiques de l'Union.
2. Le Règlement général comporte les dispositions assurant l'application de la Constitution et le fonctionnement de l'Union. Il est obligatoire pour tous les Pays-membres.
3. La Convention postale universelle et son Règlement d'exécution comportent les règles communes applicables au service postal international et les dispositions concernant les services de la poste aux lettres. Ces Actes sont obligatoires pour tous les Pays-membres.
4. Les Arrangements de l'Union et leurs Règlements d'exécution règlent les services autres que ceux de la poste aux lettres entre les Pays-membres qui y sont parties. Ils ne sont obligatoires que pour ces pays.
5. Les Règlements d'exécution, qui contiennent les mesures d'application nécessaires à l'exécution de la Convention et des Arrangements, sont arrêtés par le Conseil **d'exploitation postale**, compte tenu des décisions prises par le Congrès.
6. Les Protocoles finals éventuels annexés aux Actes de l'Union visés aux paragraphes 3, 4 et 5 contiennent les réserves à ces Actes.

##### ■ Commentaires

22 Pour la structure des Actes, v. partie I, aperçu historique, chapitre III.

**22.1** Le Congrès de Vienne 1964 a créé la Const. pour assurer la pérennité de l'Union par un Acte stable et permanent analogue à celui des autres organisations internationales.

La Const. n'est pas destinée à être renouvelée à chaque Congrès, comme le furent jusqu'ici les autres Actes de l'Union.

Les changements apportés à la Const. ont fait l'objet respectivement du premier Prot. add. (Tokyo 1969), du deuxième Prot. add. (Lausanne 1974), du troisième Prot. add. (Hamburg 1984), du quatrième Prot. add. (Washington 1989) et du cinquième Prot. add. (Séoul 1994).

Pour assurer la stabilité de la Const., on n'a inclus dans cet Acte que les disp. organiques essentielles et véritablement stables et il a été nécessaire de créer parallèlement un nouv. Acte – le Règl. gén. – renouvelable à chaque Congrès pour les disp. destinées à assurer l'application de la Const. et le fonctionnement de l'Union.

**22.2** Le Règl. gén., la Conv. et son Règl. ont été déclarés «Actes obligatoires» afin de maintenir la situation qui existait antérieurement au Congrès de Vienne 1964. Tous les Pays-membres étaient alors tenus d'accepter non seulement l'ensemble des disp. régissant l'organisation et le fonctionnement de l'Union, mais également les disp. générales du service postal international et celles relatives au service de la poste aux lettres, les unes et les autres se trouvant réunies en un seul Acte. C'est en raison de ce caractère obligatoire que l'on a également maintenu le titre de Conv. pour les disp. de la poste aux lettres. On distingue ainsi mieux cet Acte des Arr., qui ont un caractère facultatif.

Le caractère obligatoire sur le plan international du Règl. gén., de la Conv. et du Règl. de celle-ci ne dispense pas les Pays-membres de faire approuver ces Actes sur le plan national d'après leurs règles constitutionnelles, conformément à l'art. 25, par. 4 (v. comm. à l'art. 25).

**22.4** Les Arr. qui règlent les services autres que ceux de la poste aux lettres sont:

- 1° Arr. concernant les colis postaux;
- 2° Arr. concernant les mandats de poste;
- 3° Arr. concernant le service des chèques postaux;
- 4° Arr. concernant les envois contre remboursement.

Ces Arr. ont également fait l'objet d'une édition spéciale, les Manuels, comportant des comm. du BI.

L'adhésion aux Arr. est facultative pour les Pays-membres de l'UPU.

**22.5** Jusqu'au Congrès de Washington 1989, les Règl. de la Conv. et des Arr. étaient arrêtés par les représentants des Adm., alors que la Const., le Règl. gén., la Conv. et les Arr. sont adoptés par les plénipotentiaires des Pays-membres. Cette distinction, qui remonte aux origines de l'Union (Traité de Berne 1874, art. 13), devait avoir pour conséquence de ne pas alourdir inutilement les travaux du Congrès par l'examen de questions purement techniques et secondaires, et de laisser aux seuls experts postaux le soin de reviser ces disp. dans des Conf. administratives. Toutefois, les Congrès prirent l'habitude, dès la fondation de l'Union, de reviser eux-mêmes les Règl. et de les soumettre à la signature en même temps que les autres Actes de l'UPU. Pour remédier à cet état de fait, le Congrès de Washington 1989 a transféré au CE et celui de Séoul 1994 au CEP la compétence d'arrêter et de reviser les Règl. Cette distinction dans la nature juridique des Actes de l'UPU a pour effet que l'UPU n'exige pas la ratification ou l'approbation des Règl. Dès lors, dans de nombreux pays, les Règl. ne sont pas compris dans la procédure de ratification à laquelle sont soumis les autres Actes.

**22.6** Le par. 6 oblige les pays qui désirent être mis au bénéfice d'une réserve à présenter celle-ci sous la forme d'une prop. et à la faire entériner par le Congrès ou le CEP en vue de son insertion dans le Prot. de l'Acte qu'elle concerne.

Le Congrès de Lausanne 1974 a confirmé cette pratique en adoptant la résolution C 32/1974.

En ce qui concerne la pratique générale en matière de réserve et celle de l'UPU, v. étude faite à ce sujet pour le Congrès de Lausanne 1974 (Congrès – Doc 6).

Quant aux déclarations unilatérales par lesquelles les Pays-membres réagissent à une situation politique donnée ou traitent de leurs relations avec tel autre Etat, elles ne sont pas à proprement parler des réserves. Elles ne visent pas l'application d'une disp. des Actes et découlent de considérations politiques qui se placent hors du cadre de l'UPU. Dès lors, elles ne sont soumises à aucune procédure particulière et peuvent être présentées à n'importe quel moment.

## Article 23

Application des Actes de l'Union aux territoires dont un Pays-membre assure les relations internationales

1. Tout pays peut déclarer à tout moment que l'acceptation par lui des Actes de l'Union comprend tous les territoires dont il assure les relations internationales, ou certains d'entre eux seulement.
2. La déclaration prévue au paragraphe 1 doit être adressée au Directeur général du Bureau international.
3. Tout Pays-membre peut en tout temps adresser au Directeur général du Bureau international une notification en vue de dénoncer l'application des Actes de l'Union pour lesquels il a fait la déclaration prévue au paragraphe 1. Cette notification produit ses effets un an après la date de sa réception par le Directeur général du Bureau international.
4. Les déclarations et notifications prévues aux paragraphes 1 et 3 sont communiquées aux Pays-membres par le Directeur général du Bureau international.
5. Les paragraphes 1 à 4 ne s'appliquent pas aux territoires possédant la qualité de membre de l'Union et dont un Pays-membre assure les relations internationales.

### ■ Commentaires

**23** Les territoires en question sont ceux qui ne font pas partie des ensembles de territoires auxquels l'Union a conféré la qualité de Pays-membre et qui sont liés par les Actes de l'Union selon les mêmes formalités que les autres Pays-membres (ratification, approbation, adhésion).

Cet art. a été ajouté au Congrès du Caire 1934 pour introduire à l'UPU une procédure pareille à celle qui se trouvait en usage dans d'autres traités internationaux pour les territoires dépendants.

**23.1** La déclaration en question peut avoir lieu soit au moment de l'admission à l'Union, de la signature des Actes d'un Congrès, de leur ratification ou d'un autre mode d'approbation, de l'adhésion à ceux-ci, ou enfin ultérieurement.

## Article 24

Législations nationales

Les stipulations des Actes de l'Union ne portent pas atteinte à la législation de chaque Pays-membre dans tout ce qui n'est pas expressément prévu par ces Actes.

### ■ Commentaires

**24** Selon un principe généralement admis par la doctrine et les tribunaux, le droit créé par un traité prime le droit interne des Etats contractants. Par conséquent, en tant que les Actes de l'UPU ont réglé une matière, c'est cette réglementation qui prévaut contre celle des lois internes qui pourraient être en contradiction avec elle.

Aussi longtemps qu'un pays n'est pas effectivement sorti de l'UPU (v. art. 12), sa législation intérieure ne peut pas déroger aux disp. obligatoires des Actes de l'UPU auxquels ce pays a adhéré.

A la législation intérieure est notamment réservée la réglementation des envois postaux qui ne sortent pas du territoire du pays d'origine.

En outre, les disp. de la législation intérieure s'appliquent, à titre complémentaire, aux envois du service postal international, soit lorsque cette application est expressément réservée dans les disp. des Actes de l'UPU, soit lorsque les questions dont il pourrait s'agir ont été laissées ouvertes dans les Actes de l'UPU.

## Chapitre II

### Acceptation et dénonciation des Actes de l'Union

#### Article 25

Signature, authentification, ratification et autres modes d'approbation des Actes de l'Union

1. Les Actes de l'Union issus du Congrès sont signés par les plénipotentiaires des Pays-membres.
2. Les Règlements d'exécution sont authentifiés par le Président et le Secrétaire général du Conseil **d'exploitation postale**.
3. La Constitution est ratifiée aussitôt que possible par les pays signataires.
4. L'approbation des Actes de l'Union autres que la Constitution est régie par les règles constitutionnelles de chaque pays signataire.
5. Lorsqu'un pays ne ratifie pas la Constitution ou n'approuve pas les autres Actes signés par lui, la Constitution et les autres Actes n'en sont pas moins valables pour les pays qui les ont ratifiés ou approuvés.

#### ■ Commentaires

**25** La signature donnée par les plénipotentiaires peut avoir une portée juridique différente selon l'Acte considéré et les disp. constitutionnelles des Pays-membres. Elle peut:

- soit lier définitivement le pays considéré si le droit interne le permet; cette faculté doit ressortir des pouvoirs dont sont munis les plénipotentiaires; elle n'est toutefois pas valable à l'égard de la Const. et du Prot. add., puisque l'UPU exige la ratification;
- soit être suivie de ratification ou d'un autre mode d'approbation; en l'absence de précisions à ce sujet dans les pouvoirs des plénipotentiaires, il y a une présomption en faveur d'une approbation formelle des traités par les autorités nationales.

La ratification est la formalité par laquelle un Etat s'engage définitivement à l'égard d'un traité; elle émane généralement de la plus haute autorité exécutive d'un Etat et elle donne lieu à l'établissement d'un acte diplomatique particulier qu'on appelle «instrument de ratification».

La ratification est très formelle. C'est ce qui la distingue des autres modes d'approbation, qui se font selon une procédure plus simple ne relevant pas forcément de l'autorité suprême. Il incombe bien entendu à la législation intérieure de déterminer cette procédure.

Dans le passé, la plupart des Pays-membres n'avaient pas ratifié les Actes de l'Union au moment où ces derniers entraient en vigueur, et pourtant ils les appliquaient. Pour résoudre les litiges qui se produisaient dans ces circonstances, on a admis le principe de la «ratification tacite», qui se fonde sur l'exécution effective des disp. contenues dans les nouv. Actes de l'Union (cf. Congrès de Washington 1897 et du Caire 1934). Ce principe a gardé sa valeur, avec deux nuances toutefois:

- 1° en raison des changements apportés à la procédure d'approbation des Actes par l'art. 25, il est plus correct de parler du principe de l'«approbation tacite» que de celui de la «ratification tacite»;
- 2° en ce qui concerne la Conv. et le Règl. gén., ce principe a perdu de sa valeur du fait que ces Actes ont été déclarés obligatoires par l'art. 22 et que tous les Pays-membres sont liés par les disp. de la Const.

## Article 26

### Notification des ratifications et des autres modes d'approbation des Actes de l'Union

Les instruments de ratification de la Constitution, des Protocoles additionnels à celle-ci et éventuellement d'approbation des autres Actes de l'Union sont déposés dans le plus bref délai auprès du Directeur général du Bureau international, qui notifie ces dépôts aux Gouvernements des Pays-membres.

#### ■ Commentaires

26 Antérieurement au Congrès de Vienne 1964, le pays où s'était tenu un Congrès assumait la fonction de dépositaire des Actes de l'Union, c'est-à-dire l'enregistrement officiel des instruments de ratification et la notification ensuite par la voie diplomatique aux Pays-membres de l'Union des ratifications ainsi enregistrées. Le Congrès de Vienne 1964 estima qu'il était préférable de confier à la même autorité le soin de s'occuper de toutes les notifications diplomatiques relatives aux Actes de l'UPU. Il choisit à cet effet la Confédération suisse, étant donné que Berne était le siège de l'UPU et que la Confédération suisse était déjà chargée de la procédure d'admission et d'adhésion à l'Union. Le Congrès de Washington 1989 a transféré cette compétence au Directeur général du BI (v. comm. à l'art. 11). C'est le dépôt de l'instrument de ratification ou d'approbation qui est déterminant pour fixer la date à laquelle ces formalités prennent effet.

## Article 27

### Adhésion aux Arrangements

1. Les Pays-membres peuvent, en tout temps, adhérer à un ou à plusieurs des Arrangements prévus à l'article 22, paragraphe 4.

2. L'adhésion des Pays-membres aux Arrangements est notifiée conformément à l'article 11, paragraphe 3.

#### ■ Commentaires

27 L'adhésion désigne l'acte juridique unilatéral par lequel un Pays-membre non signataire devient partie à l'un ou l'autre des Arr. Elle peut se faire en tout temps, alors que l'adhésion à la Const. et aux Actes obligatoires a lieu nécessairement lors de l'admission ou de l'adhésion à l'Union en vertu de l'art. 11, par. 3.

Cette notification doit se faire auprès du Directeur général du BI. L'adhésion prend effet à partir de la notification, étant donné que la disp. renvoie à l'art. 11, par. 3, et par analogie aux disp. du par. 5 du même art.

L'adhésion à un Arr. implique l'adhésion aux Prot. et Règl. respectifs.

## Article 28

### Dénonciation d'un Arrangement

Chaque Pays-membre a la faculté de cesser sa participation à un ou plusieurs des Arrangements, aux conditions stipulées à l'article 12.

#### ■ Commentaires

**28** L'art. 12 est applicable en ce qui concerne la procédure à suivre et la date à laquelle cette dénonciation prend effet.

## Chapitre III

### Modification des Actes de l'Union

## Article 29

### Présentation des propositions (Règl. gén. 120, 121)

1. L'Administration postale d'un Pays-membre a le droit de présenter, soit au Congrès, soit entre deux Congrès, des propositions concernant les Actes de l'Union auxquels son pays est partie.

2. Toutefois, les propositions concernant la Constitution et le Règlement général ne peuvent être soumises qu'au Congrès.

#### ■ Commentaires

**29.1** En ce qui concerne le droit du CA et du CEP de présenter des prop. au Congrès, v. art. 102, par. 6.23, et 104, par. 9.6, du Règl. gén.

**29.2** Antérieurement au Congrès de Vienne 1964, les disp. concernant l'organisation et le fonctionnement de l'Union pouvaient être modifiées entre deux Congrès, mais il fallait que les prop. portant sur ces disp. soient approuvées à l'unanimité des suffrages, ce qui était pratiquement irréalisable.

## Article 30

### Modification de la Constitution

1. Pour être adoptées, les propositions soumises au Congrès et relatives à la présente Constitution doivent être approuvées par les deux tiers au moins des Pays-membres de l'Union.

2. Les modifications adoptées par un Congrès font l'objet d'un protocole additionnel et, sauf décision contraire de ce Congrès, entrent en vigueur en même temps que les Actes renouvelés au cours du même Congrès. Elles sont ratifiées aussitôt que possible par les Pays-membres et les instruments de cette ratification sont traités conformément à la règle requise à l'article 26.

■ **Commentaires**

**30.2** Les modifications apportées jusqu'ici à la Const. ont fait l'objet du Prot. add. de Tokyo 1969, du deuxième Prot. add. de Lausanne 1974, du troisième Prot. add. de Hamburg 1984, du quatrième Prot. add. de Washington 1989 et du cinquième Prot. add. de Séoul 1994. Le texte de la présente Const. a été mis à jour sur la base de ces cinq Prot.

**Article 31**

**Modification du Règlement général, de la Convention et des Arrangements**

1. Le Règlement général, la Convention et les Arrangements fixent les conditions auxquelles est subordonnée l'approbation des propositions qui les concernent.

2. Les Actes visés au paragraphe 1 sont mis à exécution simultanément et ils ont la même durée. Dès le jour fixé par le Congrès pour la mise à exécution de ces Actes, les Actes correspondants du Congrès précédent sont abrogés.

■ **Commentaires**

**31.1** Les conditions de modification des Actes en Congrès sont soumises à une certaine gradation suivant l'importance de l'Acte visé:

Const.:	majorité des deux tiers des Pays-membres de l'Union (art. 30); les deux tiers de ceux-ci doivent être présents au moment du vote (Règl. int. des Congrès).
Règl. gén.:	majorité des Pays-membres représentés au Congrès; les deux tiers des Pays-membres de l'Union doivent être présents au moment du vote (art. 129 du Règl. gén.).
Conv.:	majorité des Pays-membres présents et votant; la moitié des Pays-membres représentés au Congrès doivent être présents au moment du vote (art. 59 de la Conv.).
Arr.:	majorité des Pays-membres présents et votant qui sont parties à l'Arr.; la moitié de ces Pays-membres représentés au Congrès doivent être présents au moment du vote (art. 42.1 des Colis, 13.3.1 des Mandats, 18.3.1 des Chèques et 9.2.1 des Remboursements).

Les conditions sont plus sévères pour la modification des Actes entre deux Congrès (art. 59.3 de la Conv., 42.3 des Colis, 13.3.3 des Mandats, 18.3.3 des Chèques et 9.2.3 des Remboursements).

**31.2** Le par. 2 tient compte des considérations suivantes:

- 1° Les très nombreuses modifications apportées aux Actes de l'Union lors des Congrès ont implanté la pratique selon laquelle l'UPU renouvelle l'ensemble de ces Actes à chaque Congrès.
- 2° Il est important, du point de vue pratique, que toutes les modifications apportées par un Congrès entrent en vigueur simultanément et indépendamment de leur approbation selon la législation intérieure. Cette exigence pratique est, de plus, conforme à l'esprit qui anime l'art. 1, par. 1, selon lequel les pays qui ont adopté la Const. forment un seul territoire pour l'échange réciproque des envois de la poste aux lettres. Vu d'ailleurs que le but d'une revision est le perfectionnement des services postaux (art. 1, par. 2), il y a tout intérêt à ce que les nouv. disp., une fois arrêtées, ne tardent pas à être mises à exécution.

Nonobstant ces deux considérations, il faut pourtant laisser aux parties contractantes le temps nécessaire pour prendre les mesures pratiques et législatives qui s'imposent et pour procéder à l'approbation des Actes.



## Chapitre IV

### Règlement des différends

#### Article 32

#### Arbitrages (Règl. gén. 128)

En cas de différend entre deux ou plusieurs Administrations postales des Pays-membres relativement à l'interprétation des Actes de l'Union ou de la responsabilité dérivant, pour une Administration postale, de l'application de ces Actes, la question en litige est réglée par jugement arbitral.

#### ■ Commentaires

**32** Dans le domaine international, tout différend existant ou surgissant entre deux parties peut être résolu par différents moyens, notamment par voie de négociation, d'enquête, de médiation, de conciliation, d'arbit. ou de règlement judiciaire (v. art. 33 de la Charte des Nations Unies).

L'Union, tout en n'excluant aucun moyen susceptible de trouver d'un commun accord une solution aux questions litigieuses entre deux Adm., a expressément arrêté à cet effet deux procédures dans le cadre de ses Actes:

- a) demander, d'un commun accord, l'avis du BI (art. 114, par. 2, du Règl. gén.); cet avis, il est vrai, ne liera pas les parties;
- b) recourir (unilatéralement ou d'un commun accord) à la procédure d'arbit. prévue aux art. 32 de la Const. et 128 du Règl. gén.; dans ce cas, les parties opposées sont obligées d'accepter l'arbit. Toutefois, il ne peut s'agir ici que de litiges entre Adm., étant entendu que ceux-ci peuvent avoir pour origine la réclamation d'un client. En revanche, les litiges entre les clients et les Adm. doivent être portés devant les instances judiciaires du pays de l'Adm. intimée, s'ils ne peuvent être résolus d'une autre manière. Si l'arbit. entre les Adm. se termine avant le procès intenté par le réclamant contre l'Adm. d'origine, le juge, selon la doctrine, ne sera pas lié par les constatations et la sentence des arbitres; il ne manquera pas, il est vrai, de les examiner de très près, mais il les appréciera souverainement avant de les faire siennes. L'arbitre/procédura de même si la cause entre l'expéditeur et l'Adm. d'origine prend fin avant la procédure arbitrale.

Le jugement arbitral – qu'il soit décidé à la majorité des voix des arbitres ou par un arbitre unique – est sans appel; il a force obligatoire pour les Adm. parties au différend.

Vingt-huit sentences arbitrales ont été rendues dans les cas suivants:

1. *Législation intérieure. Inviolabilité de la lettre close* (Journal 1877, p. 215 s.).
2. *Diverses questions de transit. Arrangements contraires* (Rapp. 1896, p. 6).
3. *Palement en pièces d'or* (Rapp. 1897, p. 7 et 8).
4. *Responsabilité* (Rapp. 1910, p. 6 et 7).
5. *Responsabilité pour envois contre remboursement* (Rapp. 1913, p. 7 s.).
6. *Transit par la voie la plus rapide* (Rapp. 1913, p. 10 s.).
7. *Clause libératoire de la force majeure* (Rapp. 1920, p. 6 s.).
8. *Transit par le train Simplon-Orient-Express* (Rapp. 1923, p. 9 s.; Journal 1923, p. 145 s.).
9. *Responsabilité en cas d'objets interdits* (Rapp. 1924, p. 9 s.; Journal 1925, p. 33 s.).
10. *Responsabilité* (Rapp. 1925, p. 12 s.; Journal 1926, p. 26 s.).
11. *Transit maritime* (Rapp. 1925, p. 13 s.; Journal 1926, p. 50 s.).
12. *Taux de conversion pour mandats de poste* (Rapp. 1926, p. 8 s.; Journal 1926, p. 149).
13. *Déclaration de valeur inférieure à la valeur réelle* (Rapp. 1927, p. 8 s.; Journal 1927, p. 93).
14. *Responsabilité* (Rapp. 1927, p. 11 s.; Journal 1927, p. 373 s.).
15. *Responsabilité* (Rapp. 1929, p. 12 s.; Journal 1929, p. 278 s.).
16. *Franc effectif* (Rapp. 1930, p. 8 s.; Journal 1930, p. 381 s.).
17. *Responsabilité* (Rapp. 1931, p. 10 s.; Journal 1931, p. 91 s.).
18. *Responsabilité* (Rapp. 1931, p. 14 s.; Journal 1932, p. 141).
19. *Responsabilité* (Rapp. 1932, p. 8 s.; Journal 1932, p. 201 s.).
20. *Responsabilité* (Rapp. 1932, p. 18 s.; Journal 1933, p. 1 s.).

21. *Statistique de transit* (Rapp. 1933, p. 8 s.).
22. *Responsabilité* (Rapp. 1934, p. 8 s.; Journal 1934, p. 273 s.).
23. *Responsabilité* (Rapp. 1935, p. 8 s.; Journal 1935, p. 43 s.).
24. *Indemnités en matière de transport maritime* (Rapp. 1945, p. 7 s.; Journal 1946, p. 10 s.).
25. *Responsabilité* (Rapp. 1948, p. 14 à 20).
26. *Compensation des créances. Succession de droit* (Rapp. 1956, p. 24 à 28; Journal 1956, p. 122 à 125).
27. *Responsabilité* (Rapp. 1966, p. 62 à 67).
28. *Taux de conversion d'un compte exprimé en fr-or* (Rapp. 1981, p. 94 à 97).

## Titre III

## Dispositions finales

### Article 33

#### Mise à exécution et durée de la Constitution

La présente Constitution sera mise à exécution le 1<sup>er</sup> janvier 1966 et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des pays contractants ont signé la présente Constitution en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement du pays siège de l'Union. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Gouvernement du pays siège du Congrès.

Fait à Vienne, le 10 juillet 1964.

#### ■ Commentaires

**33** Selon une pratique suivie à l'Union depuis sa fondation, le Congrès fixe la date de mise à exécution des Actes sans égard au nombre et à la date des ratifications déposées par les pays signataires. Cette procédure diffère de la pratique classique toujours utilisée, mais moins fréquemment qu'autrefois, selon laquelle les traités entrent en vigueur après qu'un certain nombre de pays signataires les ont ratifiés. L'UPU abandonna également très rapidement la procédure d'échange des instruments de ratification, qui était largement pratiquée autrefois et que l'UPU utilisa au début avant d'introduire la procédure de dépôt desdits instruments auprès du Gouvernement qui avait organisé le Congrès. Il y a lieu de signaler également que, malgré les retards apportés dans la ratification et l'approbation, les Actes de l'Union ont toujours été appliqués par l'ensemble des Pays-membres depuis la date de leur mise à exécution.

Antérieurement au Congrès de Vienne 1964, la fonction de dépositaire des Actes d'un Congrès était assumée par le pays siège de ce Congrès. Etant donné que la Const. est un Acte permanent et pour éviter que des Actes qui sont simultanément en vigueur soient déposés auprès des Gouvernements de différents pays, la fonction de dépositaire pour l'ensemble des Actes de l'Union a été confiée au Gouvernement du pays siège de l'UPU, soit au Gouvernement de la Confédération suisse, avant d'être transférée au Directeur général du BI par le Congrès de Washington 1989.

# Protocoles additionnels à la Constitution de l'Union postale universelle

## ■ Commentaires

Depuis l'adoption de la Const. de l'UPU au Congrès de Vienne 1964, celle-ci a été modifiée successivement aux Congrès de Tokyo 1969, de Lausanne 1974, de Hamburg 1984, de Washington 1989 et de Séoul 1994. Les modifications ont été insérées dans le texte de la Const. qui figure dans ce classeur. Toutefois, il a paru utile de reproduire les art. VIII et IX du cinquième Prot. add. de Séoul 1994, qui ne sont pas intégrés dans la Const., mais qui demeurent valables.

## Cinquième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle (Séoul 1994)

(Extrait)

### Table des matières

#### Art.

- I. (art. 8 modifié) Unions restreintes. Arrangements spéciaux
- II. (art. 13 modifié) Organes de l'Union
- III. (art. 17 modifié) Conseil **d'administration**
- IV. (art. 18 modifié) Conseil **d'exploitation postale**
- V. (art. 20 modifié) Bureau international
- VI. (art. 22 modifié) Actes de l'Union
- VII. (art. 25 modifié) Signature, authentification, ratification et autres modes d'approbation des Actes de l'Union
- VIII. Adhésion au Protocole additionnel et aux autres Actes de l'Union
- IX. Mise à exécution et durée du Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle

Les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres de l'Union postale universelle réunis en Congrès à Séoul, vu l'article 30, paragraphe 2, de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont adopté, sous réserve de ratification, les modifications suivantes à ladite Constitution.

...

## Article VIII

### Adhésion au Protocole additionnel et aux autres Actes de l'Union

1. Les Pays-membres qui n'ont pas signé le présent Protocole peuvent y adhérer en tout temps.
2. Les Pays-membres qui sont parties aux Actes renouvelés par le Congrès mais qui ne les ont pas signés sont tenus d'y adhérer dans le plus bref délai possible.
3. Les instruments d'adhésion relatifs aux cas visés aux paragraphes 1 et 2 doivent être adressés au Directeur général du Bureau international. Celui-ci notifie ce dépôt aux Gouvernements des Pays-membres.

## Article IX

### Mise à exécution et durée du Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle

Le présent Protocole additionnel sera mis à exécution le 1<sup>er</sup> janvier 1996 et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres ont dressé le présent Protocole additionnel, qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même de la Constitution, et ils l'ont signé en un exemplaire qui est déposé auprès du Directeur général du Bureau international. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Gouvernement du pays siège du Congrès.

Fait à Séoul, le 14 septembre 1994.

# Déclarations faites lors de la signature des Actes du Congrès de Séoul 1994

I

*Au nom de la République argentine:*

«Il est réitéré la réserve formulée lors de la ratification de la Constitution de l'Union postale universelle, signée à Vienne (Autriche) le 10 juillet 1964, par laquelle le Gouvernement argentin a expressément fait remarquer que l'article 23 de ladite charte organique ne vise ni ne comprend les îles Malouines, les îles Géorgie du Sud, les îles Sandwich du Sud ni l'Antarctide argentine. C'est pourquoi la République argentine réaffirme sa souveraineté sur lesdits territoires qui font partie intégrante de son territoire national. Il est également rappelé que l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté les résolutions 2065(XX), 3160(XVIII), 31/49, 37/9, 38/12, 39/6, 40/21, 41/40, 42/19 et 43/25, par lesquelles il est reconnu l'existence d'un litige de souveraineté et il est demandé aux Gouvernements de l'Argentine et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord d'engager des négociations afin de résoudre le litige et de trouver une solution pacifique et définitive aux problèmes en suspens entre les deux pays, y compris toutes les questions concernant l'avenir des îles Malouines, conformément à la Charte des Nations Unies. De même, la République argentine signale que la disposition contenue dans l'article 30, paragraphe 1, de la Convention postale universelle sur la circulation de timbres-poste valables dans le pays d'origine ne sera pas considérée comme obligatoire pour la République lorsque ceux-ci déforment la réalité géographique et juridique argentine, sans préjudice de l'application du paragraphe 15 de la Déclaration commune argentino-britannique du 1<sup>er</sup> juillet 1971 sur les communications et sur le mouvement entre le territoire continental argentin et les îles Malouines, approuvée par échange de lettres entre les deux Gouvernements le 5 août 1971.»

(Congrès – Doc 101)

II

*Au nom de la République fédérale d'Allemagne, de la Belgique, du Royaume de Danemark, de l'Espagne, de la République française, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, îles de la Manche et île de Man, de la Grèce, de l'Irlande, de l'Italie, du Luxembourg, des Pays-Bas, du Portugal:*

«Les délégations des pays membres de la Communauté européenne appliqueront les Actes adoptés par le présent Congrès, conformément aux obligations qui leur échoient en vertu du Traité établissant la Communauté européenne.»

(Congrès – Doc 101/Add 1)

### III

*Au nom de l'Autriche, de la Finlande, de l'Islande, de la Norvège, de la Suède:*

«Les délégations de l'Autriche, de la Finlande, de l'Islande, de la Norvège et de la Suède appliqueront les Actes adoptés par le présent Congrès conformément aux obligations qui leur échoient en vertu de l'accord établissant l'Espace économique européen.»

(Congrès – Doc 101/Add 2)

### IV

*Au nom de la République algérienne démocratique et populaire, du Royaume de l'Arabie saoudite, de l'Etat de Bahrain, des Emirats arabes unis, de la République d'Indonésie, de la République islamique d'Iran, de la République d'Iraq, de la Jamahiriya arabe libyenne populaire socialiste, de Kuwait, de la République libanaise, de la Malaisie, de la République islamique de Mauritanie, de la République islamique du Pakistan, de l'Etat de Qatar, de la République du Soudan, de la République arabe syrienne, de la République tunisienne, de la République du Yémen:*

«Les délégations susmentionnées,

considérant

la Quatrième Convention de Genève 1949 relative à la protection des civils en temps de guerre,

rappelant

que le sionisme présente tous les caractères de l'impérialisme par le fait qu'il est une source de conflit et de guerre avec les pays du Moyen-Orient (limitrophes),

constatant

que le sionisme pratique, de par sa philosophie fondamentale, un expansionnisme déclaré puisqu'il occupe des territoires reconnus de facto et de jure appartenant à des pays libres, indépendants, et membres de la communauté internationale,

conscientes

de ce que le peuple palestinien subit les affres des conditions d'occupation qui lui sont imposées et que, par conséquent, sa défense est une cause juste puisqu'elle vise le recouvrement de ses droits humains et sociaux, et le droit à l'autodétermination et la construction de son Etat indépendant sur le territoire de Palestine,

considérant

qu'Israël est le fer de lance de cette philosophie d'impérialisme, d'expansionnisme et de racisme,

*confirmation*

leur déclaration n° IX faite au Congrès de Vienne 1964, leur déclaration n° III faite au Congrès de Tokyo 1969, leur déclaration n° III faite au Congrès de Lausanne 1974, leur déclaration n° V faite au Congrès de Rio de Janeiro 1979 et leur déclaration n° XXVII faite au Congrès de Hamburg 1984 ainsi que leur déclaration n° III faite au Congrès de Washington 1989

*et réaffirment*

que leur signature de tous les Actes de l'Union postale universelle (Congrès de Séoul 1994) ainsi que la ratification éventuelle ultérieure de ces Actes par leur gouvernement respectif ne sont pas valables vis-à-vis du membre inscrit sous le nom d'Israël et n'impliquent aucunement sa reconnaissance.»

(Congrès – Doc 101/Add 3/Rev 2)

## V

*Au nom de la France:*

«La France exprime son désaccord à propos de la décision prise par le XXI<sup>e</sup> Congrès de l'Union postale universelle concernant la création d'un groupe linguistique français. Elle ne reconnaît pas la valeur juridique de cette décision au regard de la lettre et de l'esprit de la Constitution de l'Union postale universelle.

Elle ne s'estime, en conséquence, liée par aucune implication découlant de la création de ce groupe.

Elle déplore en outre que cette question particulièrement sensible ait été traitée de façon hâtive, sans étude préalable approfondie ni avis juridique, et sans la recherche du consensus indispensable pour statuer dans des conditions saines sur un problème de cette importance.»

(Congrès – Doc 101/Add 4)

VI

*Au nom d'Israël:*

A

«La délégation d'Israël au XXI<sup>e</sup> Congrès de l'Union postale universelle rejette sans réserve et dans leur intégralité toutes les déclarations ou réserves faites par certains Pays-membres de l'Union au XV<sup>e</sup> Congrès de l'Union (Vienne 1964), au XVI<sup>e</sup> Congrès (Tokyo 1969), au XVII<sup>e</sup> Congrès (Lausanne 1974), au XVIII<sup>e</sup> Congrès (Rio de Janeiro 1979), au XIX<sup>e</sup> Congrès (Hamburg 1984), au XX<sup>e</sup> Congrès (Washington 1989) et au XXI<sup>e</sup> Congrès (Séoul 1994) prétendant ne pas tenir compte de ses droits de membre de l'UPU. Elles sont en effet incompatibles avec le statut de membre de l'ONU et de l'UPU d'Israël. En outre, ces déclarations ont été faites dans l'intention de ne pas appliquer les dispositions des Actes de l'UPU et sont dès lors contraires à la lettre et à l'esprit de la Constitution, de la Convention et des Arrangements.

De ce fait, la délégation d'Israël considère ces déclarations comme illégales, nulles et non avenues.»

(Congrès – Doc 101/Add 5)

B

«Conformément à la lettre et à l'esprit de la Constitution de l'UPU, la délégation d'Israël considère que la résolution du Congrès sur les relations postales dans la péninsule Coréenne a force obligatoire dans les relations postales à l'échelle universelle.»

(Congrès – Doc 101/Add 6)

VII

*Au nom du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:*

«Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord n'a aucun doute quant à la souveraineté du Royaume-Uni sur les îles Falkland, la Géorgie du Sud et les îles Sandwich du Sud, ainsi que sur le Territoire britannique antarctique. A ce propos, il appelle l'attention sur l'article IV du Traité de l'Antarctique, auquel le Royaume-Uni et l'Argentine sont parties.

Le Gouvernement du Royaume-Uni n'accepte donc pas la déclaration de la République argentine qui prétend contester la souveraineté des territoires mentionnés ci-dessus et il n'accepte pas non plus la déclaration de la République argentine relative à l'article 30, paragraphe 1, de la Convention postale universelle (Congrès – Doc 101).



En ce qui concerne les autres questions visées dans la déclaration de la République argentine, le Gouvernement du Royaume-Uni réserve sa position.»

(Congrès – Doc 101/Add 7)

## VIII

### *Déclaration de la délégation de l'ex-République yougoslave de Macédoine*

«La Délégation gouvernementale de la République de Macédoine accepte les Actes finals adoptés par le XXI<sup>e</sup> Congrès de l'UPU qui a eu lieu à Séoul du 22 août au 14 septembre 1994, sous réserve de leur ratification officielle de la part de la République de Macédoine.»

(Congrès – Doc 101/Add 8)



# Partie III

## Règlement général de l'Union postale universelle

### Table des matières

#### Chapitre I

##### Fonctionnement des organes de l'Union

Art.

- 101. Organisation et réunion des Congrès et Congrès extraordinaires
- 102. Composition, fonctionnement et réunions du Conseil **d'administration**
- 103. Documentation sur les activités du Conseil **d'administration**
- 104. Composition, fonctionnement et réunions du Conseil **d'exploitation postale**
- 105. Documentation sur les activités du Conseil **d'exploitation postale**
- 106. Règlement intérieur des Congrès
- 107. Langues de travail du Bureau international**
- 108. Langues utilisées pour la documentation, les délibérations et la correspondance de service

#### Chapitre II

##### Bureau international

- 109.** Election du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international
- 110.** Fonctions du Directeur général
- 111.** Fonctions du Vice-Directeur général
- 112.** Secrétariat des organes de l'Union
- 113.** Liste des Pays-membres
- 114.** Renseignements. Avis. Demandes d'interprétation et de modification des Actes. Enquêtes. Intervention dans la liquidation des comptes
- 115.** Coopération technique
- 116.** Formules fournies par le Bureau international
- 117.** Actes des Unions restreintes et arrangements spéciaux
- 118.** Revue de l'Union
- 119.** Rapport annuel sur les activités de l'Union

## Chapitre III

### Procédure d'introduction et d'examen des propositions

- 120.** Procédure de présentation des propositions au Congrès
- 121.** Procédure de présentation des propositions entre deux Congrès
- 122.** Examen des propositions entre deux Congrès
- 123.** Notification des décisions adoptées entre deux Congrès
- 124.** Mise en vigueur des Règlements d'exécution et des autres décisions adoptés entre deux Congrès

## Chapitre IV

### Finances

- 125.** Fixation et règlement des dépenses de l'Union
- 126.** Classes de contribution
- 127.** Paiement des fournitures du Bureau international

## Chapitre V

### Arbitrages

- 128.** Procédure d'arbitrage

## Chapitre VI

### Dispositions finales

- 129.** Conditions d'approbation des propositions concernant le Règlement général
- 130.** Propositions concernant les Accords avec l'Organisation des Nations Unies
- 131.** Mise à exécution et durée du Règlement général

# Règlement général de l'Union postale universelle

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres de l'Union, vu l'article 22, paragraphe 2, de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont, d'un commun accord et sous réserve de l'article 25, paragraphe 4, de ladite Constitution, arrêté, dans le présent Règlement général, les dispositions suivantes assurant l'application de la Constitution et le fonctionnement de l'Union.

## Chapitre I

### Fonctionnement des organes de l'Union

#### Article 101

Organisation et réunion des Congrès et Congrès extraordinaires (Const. 14, 15)

1. Les représentants des Pays-membres se réunissent en Congrès au plus tard cinq ans après la date de mise à exécution des Actes du Congrès précédent.
2. Chaque Pays-membre se fait représenter au Congrès par un ou plusieurs plénipotentiaires munis, par leur Gouvernement, des pouvoirs nécessaires. Il peut, au besoin, se faire représenter par la délégation d'un autre Pays-membre. Toutefois, il est entendu qu'une délégation ne peut représenter qu'un seul Pays-membre autre que le sien.
3. Dans les délibérations, chaque Pays-membre dispose d'une voix.
4. En principe, chaque Congrès désigne le pays dans lequel le Congrès suivant aura lieu. Si cette désignation se révèle inapplicable, le Conseil **d'administration** est autorisé à désigner le pays où le Congrès tiendra ses assises, après entente avec ce dernier pays.
5. Après entente avec le Bureau international, le Gouvernement invitant fixe la date définitive et le lieu exact du Congrès. Un an, en principe, avant cette date, le Gouvernement invitant envoie une invitation au Gouvernement de chaque Pays-membre. Cette invitation peut être adressée soit directement, soit par l'intermédiaire d'un autre Gouvernement, soit par l'entremise du Directeur général du Bureau international. Le Gouvernement invitant est également chargé de la notification à tous les Gouvernements des Pays-membres des décisions prises par le Congrès.

6. Lorsqu'un Congrès doit être réuni sans qu'il y ait un Gouvernement invitant, le Bureau international, avec l'accord du Conseil d'**administration** et après entente avec le Gouvernement de la Confédération suisse, prend les dispositions nécessaires pour convoquer et organiser le Congrès dans le pays siège de l'Union. Dans ce cas, le Bureau international exerce les fonctions du Gouvernement invitant.

7. Le lieu de réunion d'un Congrès extraordinaire est fixé, après entente avec le Bureau international, par les Pays-membres ayant pris l'initiative de ce Congrès.

8. Les paragraphes 2 à 6 sont applicables par analogie aux Congrès extraordinaires.

#### ■ Commentaires

**101** Pour la liste des Congrès, v. partie I, aperçu historique, chapitre VII.

Le Congrès a pour tâche essentielle de reviser les Actes ou de les compléter, à l'exception des RE, dont la revision incombe au CEP. En outre:

- a) il désigne les Pays-membres du CA (art. 102, par. 3) et du CEP (art. 104, par. 2);
- b) il élit le Directeur général et le Vice-Directeur général du BI (art. 109, par. 1);
- c) il fixe le chiffre max. que peuvent atteindre les dépenses annuelles de l'Union (art. 125, par. 1) et les dépenses afférentes à la réunion du prochain Congrès (art. 125, par. 2);
- d) il examine le rapport que le CA, d'une part, et le CEP, d'autre part, lui présentent sur l'ensemble de leurs activités (art. 103, par. 2, et 105, par. 3);
- e) il arrête le programme général des activités de l'Union pour la période quinquennale suivante (v. résolution C 91/1989 du Congrès de Washington);
- f) il fixe les études que devra effectuer le CA (art. 102, par. 6.21);
- g) il examine et adopte le programme de travail du CEP (art. 104, par. 11);
- h) il arrête le plan stratégique;
- i) il adopte les décisions et les résolutions concernant le fonctionnement des différents organes de l'Union;
- j) il fixe les modalités d'application de certaines disp. des Actes de l'Union;
- k) il peut donner son interprétation (interprétation authentique) ou son avis sur l'application des disp. des Actes de l'Union ou sur une question d'intérêt commun;
- l) il prend certaines décisions de principe au sujet de l'administration du BI;
- m) il prend certaines décisions de principe au sujet de la coopération technique.

En ce qui concerne la portée juridique des avis, interprétations et vœux, le Congrès de Bruxelles 1952 a pris la résolution suivante: «Appelé à se prononcer sur la portée des avis, des interprétations et des vœux se rapportant aux Actes de l'Union, adoptés par les divers Congrès et relatés dans les procès-verbaux des séances, le Congrès de Bruxelles 1952 a exprimé l'avis que ceux-ci n'ont pas la même valeur juridique que les Actes auxquels ils se rapportent. Ces avis, interprétations, etc., ont pour objet de faciliter éventuellement l'interprétation de la Convention et des Arrangements.»

A part ces interprétations qui ressortent des procès-verbaux, il y a les interprétations authentiques des Actes de l'Union qui font l'objet d'une prop. formelle. Ces interprétations ont la même valeur que les Actes auxquels elles se rapportent; elles sont adoptées à la majorité des membres présents et votant, à moins que le Congrès n'en décide autrement à la majorité des Pays-membres présents et votant (art. 20, par. 2, du Règl. int. des Congrès).

**101.2** Jusqu'au Congrès de Paris 1947, le principe avait toujours prévalu de ne pas admettre aux réunions de l'UPU des organismes étrangers au service postal. V. aussi comm. à l'art. 20 de la Const. Les premiers observateurs qui ont été admis à cette époque furent l'ONU, l'OACI et l'IATA. A noter que, depuis le Congrès de Vienne 1964, il incombe au CA de désigner les organisations internationales intergouvernementales qui doivent être invitées à se faire représenter à un Congrès. Cette compétence a été étendue aux organisations non gouvernementales par le Congrès de Hambourg 1984 (v. art. 102, par. 6.19).

Un certain nombre d'organisations internationales sont actuellement considérées comme observateurs de droit au Congrès, car leur représentation découle d'une disp. ou d'une résolution. Ce sont:

- les représentants de l'ONU (Accord ONU/UPU);
- les représentants des Unions restreintes (art. 8, par. 2, de la Const.);

- des représentants de l'OUA, de la Ligue des Etats arabes (résolutions C 92/1974 du Congrès de Lausanne et C 7/1979 du Congrès de Rio de Janeiro);
- les mouvements de libération nationale (résolution C 3/1974 du Congrès de Lausanne).

«Gouvernement» désigne ici la plus haute autorité qui détient le pouvoir de négocier et de conclure les traités et conventions, soit le pouvoir exécutif représentant l'Etat. En fait, les pouvoirs des délégués sont signés soit par le Chef de l'Etat, par le Chef du Gouvernement ou par le Ministre des affaires étrangères, comme le prévoit le Règl. int. des Congrès.

La situation des délégués dont les pouvoirs font défaut ou sont irréguliers est réglée dans le Règl. int. des Congrès.

**101.3** Un Etat confédéré ou une confédération d'Etats avec un pouvoir central, même s'il se compose de plusieurs Etats ayant conservé une certaine autonomie ou souveraineté, ne peut pas prétendre à plusieurs voix.

**101.4** Le prochain Congrès aura lieu en Chine (Rép. pop.), en 1999.

Ce par. a été ajouté par le Congrès de Vienne 1964. Sous le régime des Actes antérieurs, le Congrès seul était habilité à désigner le pays siège du prochain Congrès. Cette pratique trop stricte a causé de sérieuses difficultés pour l'organisation du XV<sup>e</sup> Congrès. En effet, le pays hôte désigné par le Congrès d'Ottawa s'étant désisté, la CEL n'a eu d'autre ressource que de demander au Gouvernement suisse de procéder à une consultation diplomatique des Pays-membres de l'UPU pour approuver la candidature d'un nouv. pays siège. L'Inde, à son tour, ayant dû se désister, une seconde consultation diplomatique aboutit à la désignation de l'Autriche, qui devint ainsi le siège du XV<sup>e</sup> Congrès. La procédure actuelle, outre qu'elle laisse au Congrès la latitude de désigner le siège du prochain Congrès, permet au CA de régler lui-même cette question quand, par suite de circonstances particulières et imprévisibles, le pays hôte désigné n'est pas en mesure de faire face à ses engagements.

**101.5** Ce par., introduit par le Congrès de Vienne 1964, est en somme la consécration officielle de la pratique suivie jusqu'alors pour ce qui concerne les invitations à adresser aux Pays-membres en vue du prochain Congrès. Par ailleurs, il paraissait excessif de fixer cinq ans à l'avance la date définitive et le lieu exact du Congrès. Dorénavant, l'un et l'autre ne deviendront définitifs qu'au moment de la convocation officielle des Pays-membres par le Gouvernement du pays siège.

En ce qui concerne la notification des résolutions et décisions du Congrès autres que celles modifiant les Actes, le Congrès de Lausanne 1974 a adopté la résolution C 1/1974. Les décisions dont il s'agit figurent à la fin du tome III des Doc du Congrès et, sous cette même forme, elles ont été transmises aux Gouvernements des Pays-membres de l'Union avec les Actes définitifs dans le volume intitulé «Décisions du Congrès».

Des difficultés diplomatiques entre pays ne doivent pas influencer ou empêcher une invitation, soit directe, soit par l'intermédiaire d'un autre pays, ni la représentation du pays intéressé à un Congrès.

## Article 102

### Composition, fonctionnement et réunions du Conseil d'administration (Const. 17)

1. Le Conseil d'administration se compose de quarante et un membres qui exercent leurs fonctions durant la période qui sépare deux Congrès successifs.

2. La présidence est dévolue de droit au pays hôte du Congrès. Si ce pays se désiste, il devient membre de droit et, de ce fait, le groupe géographique auquel il appartient dispose d'un siège supplémentaire auquel les restrictions du paragraphe 3 ne sont pas applicables. Dans ce cas, le Conseil d'administration élit à la présidence un des membres appartenant au groupe géographique dont fait partie le pays hôte.

3. Les **quarante autres** membres du Conseil d'**administration** sont élus par le Congrès sur la base d'une répartition géographique équitable. La moitié au moins des membres est renouvelée à l'occasion de chaque Congrès; aucun Pays-membre ne peut être choisi successivement par trois Congrès.
4. **Chaque membre du Conseil d'administration désigne son représentant, qui doit être compétent dans le domaine postal.**
5. Les fonctions de membre du Conseil d'**administration** sont gratuites. Les frais de fonctionnement de ce Conseil sont à la charge de l'Union.
6. Le Conseil d'**administration** a les attributions suivantes:
- 6.1 **superviser** toutes les activités de l'Union dans l'intervalle des Congrès, **en tenant compte des décisions du Congrès, en étudiant les questions concernant les politiques gouvernementales en matière postale et en tenant compte des politiques réglementaires internationales telles que celles qui sont relatives au commerce des services et à la concurrence;**
  - 6.2 **examiner et approuver, dans le cadre de ses compétences,** toute action jugée nécessaire pour sauvegarder et renforcer la qualité du service postal international et le moderniser;
  - 6.3 favoriser, coordonner et superviser toutes les formes d'assistance technique postale dans le cadre de la coopération technique internationale;
  - 6.4 examiner et approuver le budget et les comptes annuels de l'Union;
  - 6.5 autoriser, si les circonstances l'exigent, le dépassement du plafond des dépenses conformément à l'article **125**, paragraphes **2bis**, 3, 4 et 5;
  - 6.6 arrêter le Règlement financier de l'UPU;
  - 6.7 arrêter les règles régissant le Fonds de réserve;
  - 6.8 **arrêter les règles régissant le Fonds spécial;**
  - 6.9 arrêter les règles régissant le Fonds des activités spéciales;
  - 6.10 **arrêter les règles régissant le Fonds volontaire;**
  - 6.11 assurer le contrôle de l'activité du Bureau international;
  - 6.12 autoriser, s'il est demandé, le choix d'une classe de contribution inférieure, conformément aux conditions prévues à l'article **126**, paragraphe 6;
  - 6.13 arrêter le Statut du personnel et les conditions de service des fonctionnaires élus;
  - 6.14 **créer ou supprimer les postes de travail du Bureau international en tenant compte des restrictions liées au plafond des dépenses fixé;**
  - 6.15 nommer ou promouvoir les fonctionnaires au grade de Sous-Directeur général (D 2);
  - 6.16 arrêter le Règlement du Fonds social;
  - 6.17 approuver le rapport annuel établi par le Bureau international sur les activités de l'Union et présenter, s'il y a lieu, des commentaires à son sujet;
  - 6.18 décider des contacts à prendre avec les Administrations postales pour remplir ses fonctions;
  - 6.19 **après consultation du Conseil d'exploitation postale,** décider des contacts à prendre avec les organisations qui ne sont pas des observateurs de droit, examiner et approuver les rapports du Bureau international sur les



relations de l'UPU avec les autres organismes internationaux, prendre les décisions qu'il juge opportunes sur la conduite de ces relations et la suite à leur donner; désigner, en temps utile, les organisations internationales intergouvernementales et non gouvernementales qui doivent être invitées à se faire représenter à un Congrès et charger le Directeur général du Bureau international d'envoyer les invitations nécessaires;

- 6.20 arrêter, au cas où il le juge utile, les principes dont le Conseil d'exploitation postale doit tenir compte lorsqu'il étudiera des questions ayant des répercussions financières importantes (taxes, frais terminaux, frais de transit, taux de base du transport aérien du courrier et dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres), suivre de près l'étude de ces questions et examiner et approuver, pour en assurer la conformité avec les principes précités, les propositions du Conseil d'exploitation postale portant sur les mêmes sujets;**
- 6.21 étudier, à la demande du Congrès, du Conseil d'exploitation postale ou des Administrations postales, les problèmes d'ordre administratif, législatif et juridique intéressant l'Union ou le service postal international; il appartient au Conseil d'administration de décider, dans les domaines susmentionnés, s'il est opportun ou non d'entreprendre les études demandées par les Administrations postales dans l'intervalle des Congrès;**
- 6.22 approuver les recommandations du Conseil d'exploitation postale concernant la modification, dans l'intervalle entre deux Congrès et selon la procédure prescrite dans la Convention postale universelle, des taxes d'affranchissement des envois de la poste aux lettres;**
- 6.23 formuler des propositions qui seront soumises à l'approbation soit du Congrès, soit des Administrations postales conformément à l'article 122;**
- 6.24 approuver, dans le cadre de ses compétences, les recommandations du Conseil d'exploitation postale concernant l'adoption, si nécessaire, d'une réglementation ou d'une nouvelle pratique en attendant que le Congrès décide en la matière;**
- 6.25 examiner le rapport annuel établi par le Conseil d'exploitation postale et, le cas échéant, les propositions soumises par ce dernier;**
- 6.26 soumettre des sujets d'étude à l'examen du Conseil d'exploitation postale, conformément à l'article 104, paragraphe 9.17;**
- 6.27 désigner le pays siège du prochain Congrès dans le cas prévu à l'article 101, paragraphe 4;**
- 6.28 déterminer, en temps utile et après consultation du Conseil d'exploitation postale, le nombre de Commissions nécessaires pour mener à bien les travaux du Congrès et en fixer les attributions;**
- 6.29 désigner, après consultation du Conseil d'exploitation postale et sous réserve de l'approbation du Congrès, les Pays-membres susceptibles:**
- d'assumer les vice-présidences du Congrès ainsi que les présidences et vice-présidences des Commissions, en tenant compte autant que possible de la répartition géographique équitable des Pays-membres;
  - de faire partie des Commissions restreintes du Congrès;

- 6.30** décider s'il y a lieu ou non de remplacer les procès-verbaux des séances d'une Commission du Congrès par des rapports;
- 6.31 examiner et approuver le projet de plan stratégique à présenter au Congrès et élaboré par le Conseil d'exploitation postale avec l'aide du Bureau international; examiner et approuver les revisions annuelles du plan arrêté par le Congrès sur la base des recommandations du Conseil d'exploitation postale et travailler en concertation avec le Conseil d'exploitation postale à l'élaboration et à l'actualisation annuelle du plan.**

7. Pour nommer les fonctionnaires au grade D 2, le Conseil **d'administration** examine les titres de compétence professionnelle des candidats recommandés par les Administrations postales des Pays-membres dont ils ont la nationalité, en veillant à ce que les postes des Sous-Directeurs généraux soient, dans toute la mesure possible, pourvus par des candidats provenant de régions différentes et d'autres régions que celles dont le Directeur général et le Vice-Directeur général sont originaires, compte tenu de la considération dominante de l'efficacité du Bureau international et tout en respectant le régime intérieur de promotions du Bureau.

8. A sa première réunion, qui est convoquée par le Président du Congrès, le Conseil **d'administration** élit, parmi ses membres, quatre Vice-Présidents et arrête son Règlement intérieur.

9. Sur convocation de son Président, le Conseil **d'administration** se réunit, en principe une fois par an, au siège de l'Union.

**10. Le Président, les Vice-Présidents, les Présidents des Commissions et le Président du Groupe de planification stratégique du Conseil d'administration forment le Comité de gestion. Ce Comité prépare et dirige les travaux de chaque session du Conseil d'administration et assume toutes les tâches que ce dernier décide de lui confier ou dont la nécessité apparaît durant le processus de planification stratégique.**

**11. Le représentant de chacun des membres du Conseil d'administration participant aux sessions de cet organe, à l'exception des réunions qui ont eu lieu pendant le Congrès, a droit au remboursement soit du prix d'un billet-avion aller et retour en classe économique ou d'un billet de chemin de fer en 1<sup>re</sup> classe, soit du coût du voyage par tout autre moyen, à condition que ce montant ne dépasse pas le prix du billet-avion aller et retour en classe économique. Le même droit est accordé au représentant de chaque membre de ses Commissions, de ses Groupes de travail ou de ses autres organes lorsque ceux-ci se réunissent en dehors du Congrès et des sessions du Conseil.**

**12. Le Président du Conseil d'exploitation postale représente celui-ci aux séances du Conseil d'administration à l'ordre du jour desquelles figurent des questions relatives à l'organe qu'il dirige.**

**13.** Afin d'assurer une liaison efficace entre les travaux des deux **organes**, le **Conseil d'exploitation postale peut désigner des représentants pour assister** aux réunions du **Conseil d'administration** en qualité d'observateurs.

**14.** L'Administration postale du pays où le **Conseil d'administration** se réunit est invitée à participer aux réunions en qualité d'observateur, si ce pays n'est pas membre du **Conseil d'administration**.

**15.** Le **Conseil d'administration** peut inviter à ses réunions, sans droit de vote, tout organisme international, **tout représentant d'association ou d'entreprise** ou toute personne qualifiée qu'il désire associer à ses travaux. Il peut également inviter dans les mêmes conditions une ou plusieurs Administrations postales des Pays-membres intéressées à des questions prévues à son ordre du jour.

**16.** **Les membres du Conseil d'administration participent effectivement à ses activités. Les Pays-membres n'appartenant pas au Conseil d'administration peuvent, sur leur demande, collaborer aux études entreprises, en respectant les conditions que le Conseil peut établir pour assurer le rendement et l'efficacité de son travail. Ils peuvent aussi être sollicités pour présider des Groupes de travail lorsque leurs connaissances ou leur expérience le justifient. La participation des Pays-membres n'appartenant pas au Conseil d'administration s'effectue sans frais supplémentaires pour l'Union.**

#### ■ Commentaires

**102** Les disp. relatives au CA entrent immédiatement en vigueur, conformément à la résolution C 41/1994 du Congrès de Séoul.

**102.1** En ce qui concerne l'interprétation à donner à la mention «durant la période qui sépare deux Congrès successifs», v. art. 17, par. 1, de la Const.

Antérieurement au Congrès de Lausanne 1974, le CE élisait lui-même son Président, qui était choisi, lors de la séance constitutive, parmi les membres du CE désignés par le Congrès. Par tradition, cette présidence était attribuée au pays hôte du Congrès. En introduisant la disp. du par. 2, le Congrès de Lausanne 1974 a entériné cette tradition et, de ce fait, le pays hôte du Congrès devient membre de droit du CA, que ce soit comme Président ou comme membre en cas de désistement, et il n'a pas besoin de poser sa candidature pour faire partie de cet organe.

Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a remplacé l'expression «zone géographique» par celle de «groupe géographique». On a considéré que les expressions «zone géographique» et «groupe géographique» sont synonymes, mais que l'expression «groupe géographique» est d'un usage plus anc. et est également utilisée à l'art. 112.

**102.2** Lors de sa session de mai 1953, la CEL a interprété le terme «Président» en ce sens que la présidence est confiée à un pays et non à une personne déterminée. Cette idée est confirmée par le par. 2 du présent art.

En raison de l'accroissement constant du nombre des Pays-membres de l'UPU, la plupart des Congrès ont augmenté le nombre des membres de la CEL, puis du CE et du CA. Depuis la création de cet organe, le nombre de ses membres a progressé comme suit:

	<i>Nombre des membres de la CEL/du CE/du CA</i>	<i>Nombre des Pays-membres de l'UPU</i>
Paris 1947	19	88
Bruxelles 1952	20	94
Ottawa 1957	20	96
Vienne 1964	27	125
Tokyo 1969	31	142
Lausanne 1974	40	153
Séoul 1994	41	189

Pour la composition du Conseil depuis 1947, v. Guides pratiques du CA et du CEP.

**102.3** Pour l'élection des membres du CA, le Congrès de Séoul 1994 a réparti de la manière suivante les sièges dudit Conseil (abstraction faite du siège réservé au pays hôte):

1. Hémisphère occidental = 8 sièges;
2. Europe orientale et Asie du Nord = 5 sièges;
3. Europe occidentale = 6 sièges;
4. Asie du Sud et Océanie = 10 sièges + la présidence;
5. Afrique = 11 sièges.

(Résolution C 19/1994)

Les membres du CA élus par le Congrès de Séoul se répartissent comme suit (les chiffres entre parenthèses indiquent le groupe géographique auquel appartient le pays):

Afrique du Sud (5)	Congo (Rép.) (5)	Grande-Bretagne (3)	Pays-Bas (3)
Allemagne (3)	Corée (Rép.) (4)	Inde (4)	Russie (Fédération de) (2)
Amérique (Etats-Unis) (1)	Côte d'Ivoire (Rép.) (5)	Indonésie (4)	Slovaquie (2)
Arabie saoudite (4)	Cuba (1)	Iran (Rép. islamique) (4)	Tanzanie (Rép. unie) (5)
Argentine (1)	Egypte (5)	Italie (3)	Thaïlande (4)
Bangladesh (4)	Emirats arabes unis (4)	Jordanie (4)	Tunisie (5)
Barbade (1)	Finlande (3)	Kazakhstan (2)	Ukraine (2)
Bulgarie (Rép.) (2)	France (3)	Kenya (5)	Uruguay (1)
Burkina Faso (5)	Gabon (5)	Kuwait (4)	Vénézuéla (1)
Chili (1)	Ghana (5)	Mexique (1)	Zimbabwe (5)
Chine (Rép. pop.) (4)			

Seize des 41 Pays-membres du CA élus par le Congrès de Séoul faisaient partie du CE de Washington 1989, 25 sont nouv.

N'entre pas dans cette notion de périodes successives la période pendant laquelle un Pays-membre assume la présidence du CA en sa qualité d'organisateur du précédent Congrès, ou devient membre de droit du CA pour cette même raison.

**102.4** Les disp. de ce par. ne s'appliquent pas aux séances tenues au cours du Congrès, du fait que certains pays élus membres du CA sont représentés au Congrès par des membres du corps diplomatique.

**102.6** Pour effectuer les tâches qui lui ont été confiées par le Congrès de Séoul 1994 ou qui résultent du présent art., le CA a constitué les six Comm. suivantes lors de sa séance constitutive de 1994:

- Comm. 1 (Affaires générales et structure de l'Union);
- Comm. 2 (Finances);
- Comm. 3 (Ressources humaines);
- Comm. 4 (Services et normes – Questions de politique et de principe);
- Comm. 5 (Coopération technique);
- Comm. 6 (Stratégie postale de Séoul).

**102.6.2** Cette clause vise à permettre au CA de répondre mieux et plus rapidement aux besoins changeants de la clientèle et d'adapter l'Union aux exigences commerciales et techniques actuelles.

**102.6.3** Le Congrès de Séoul 1994 a, par sa résolution C 16/1994, arrêté les priorités et principes d'action en matière d'ass. techn., tout en confiant au CA et au BI le soin de les mettre en application (v. art. 1 de la Const.).

**102.6.9** Le Fonds des activités spéciales, alimenté en partie par le budget de l'Union et en partie par les contributions volontaires des Adm., a été créé pour financer les travaux entrepris dans le cadre du «projet permanent visant à sauvegarder et renforcer la qualité du service postal international et à le moderniser» ainsi que pour permettre la réalisation de tâches urgentes ou imprévues.

**102.6.11** Parallèlement au contrôle du CE, le BI était, jusqu'au Congrès de Hambourg 1984, placé sous la haute surveillance du Gouvernement de la Confédération suisse. La délimitation des attributions entre les autorités suisses et la CEL/CE ont évolué progressivement depuis 1947 jusqu'à la suppression totale de la haute surveillance en 1984.

**102.6.13** Le Statut du personnel du BI, révisé, est en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1973. Quant aux conditions de service des fonctionnaires élus, v. art. 109, par. 1.

**102.6.15** Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a limité cette compétence du CA au grade de Sous-Directeur général (D 2), en la renforçant en même temps par la suppression des mots «sur proposition du Directeur général du Bureau international». Par la même occasion, il a été précisé que la compétence du CA comprend aussi bien les «nominations» (recrutements) que les «promotions» au grade D 2. Pour plus de détails, v. art. 110, par. 1.

**102.6.19** Pour trouver une solution à certains problèmes, l'UPU a parfois besoin du concours d'autres organismes internationaux qui admettent de coopérer avec elle dans des comités mixtes. C'est le cas notamment du Comité de contact OMD/UPU (Organisation mondiale des douanes/UPU), qui s'occupe des questions relatives au traitement douanier des envois postaux, ou du Comité de contact IATA/UPU (Association internationale du transport aérien/UPU) pour l'étude des problèmes concernant la poste aérienne.

En ce qui concerne les relations avec les autres institutions spécialisées de l'ONU, v. art. 9 de la Const.

Le CA devrait toutefois s'assurer que les organismes qu'il invite au Congrès ont de vastes responsabilités sur le plan international. Ainsi, dans le cadre des Nations Unies, ces invitations ne sont adressées qu'aux institutions spécialisées.

**102.6.24** La clause introduite par le Congrès de Hambourg 1984 permettait de faire face à certaines situations. En lui donnant une portée plus large ne se limitant pas à des circonstances exceptionnelles, le Congrès de Washington 1989 a assoupli cette clause pour permettre à l'UPU d'adopter de nouv. pratiques et ainsi de s'adapter suffisamment rapidement à l'évolution des techniques et aux besoins de la clientèle.

**102.7** Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a introduit pour la première fois une distinction claire entre les «nominations» et les «promotions» (soit entre «nommer» et «promouvoir»), afin d'aligner la terminologie du Régl. gén. sur celle du système commun des Nations Unies, terminologie qui a été reprise également dans le Statut du personnel du BI. Le terme «nommer» au sens du par. 7 ne vise donc que les nominations (recrutements).

**102.8** Lors de sa séance constitutive, le 12 septembre 1994 à Séoul, le CA a désigné le Congo (Rép.), Cuba, la Jordanie et l'Ukraine comme Vice-Présidents.

Le Régl. int. adopté par le CA est reproduit dans le présent classeur (v. Régl. int. du CA).

**102.9** En ce qui concerne la possibilité de tenir occasionnellement des réunions en dehors du siège de l'Union, il est nécessaire de sauvegarder les intérêts de l'Union et de prévoir les réunions là où cela paraît le plus raisonnable du point de vue économique.

Au terme de l'étude dont le Congrès de Hambourg 1984 l'avait chargé, le CE a estimé qu'il n'était pas opportun d'adopter des sanctions à l'encontre des membres de ces organes qui ne participent pas régulièrement à leurs travaux. Il a néanmoins recommandé aux Unions restreintes de rendre attentifs leurs pays membres candidats à des sièges des Conseils sur les obligations liées à leur éventuelle élection (décision CE 21/1985).

**102.11** La participation effective aux réunions du CA est une condition *sine qua non* pour le remboursement des frais de voyage. En outre, ces frais ne sont pas remboursés lorsque la réunion du CA a lieu pendant le Congrès, étant donné que la participation au Congrès est la raison primordiale du déplacement des délégués.

Antérieurement au Congrès de Lausanne 1974, les représentants des Pays-membres du CE avaient droit au remboursement du prix d'un billet-avion aller et retour en 1<sup>re</sup> classe. En modifiant cette disp., le Congrès de Lausanne 1974 a, d'une part, voulu réduire les dépenses de l'Union au titre du déplacement des membres du Conseil et, d'autre part, réglementer le remboursement des frais de voyage pour les déplacements effectués par un mode de transport autre que l'avion.

**102.13** Ce par. offre notamment au Président du CEP, qui a déjà le droit de représenter cet organe aux séances du CA à l'ordre du jour desquelles figurent des questions relatives au CEP (par. 12 du présent art.), la possibilité d'assister également aux autres séances comme les autres représentants désignés par le CEP.

## Article 103

Documentation sur les activités du Conseil **d'administration** (Règl. gén. 102)

1. **Après chaque session, le Conseil d'administration informe les Pays-membres de l'Union et les Unions restreintes sur ses activités en leur adressant notamment un compte rendu analytique ainsi que ses résolutions et décisions.**

2. Le Conseil **d'administration** fait au Congrès un rapport sur l'ensemble de son activité et le transmet aux Administrations postales au moins deux mois avant l'ouverture du Congrès.

### ■ Commentaires

**103.1** Les résolutions et décisions du CA sont publiées chaque année avec le compte rendu analytique. En outre, le BI a publié un recueil contenant les résolutions et décisions encore applicables à l'issue du Congrès de Séoul 1994 (1947–1995) (v. aussi comm. à l'art. 105).

## Article 104

Composition, fonctionnement et réunions du Conseil **d'exploitation postale** (Const. 18)

1. Le Conseil **d'exploitation postale** se compose de **quarante** membres qui exercent leurs fonctions durant la période qui sépare deux Congrès successifs.

2. Les membres du Conseil **d'exploitation postale** sont élus par le Congrès, en **fonction d'une répartition géographique spécifiée. Vingt-quatre sièges sont réservés aux pays en développement et seize sièges aux pays développés. La moitié au moins des membres est renouvelée à l'occasion de chaque Congrès.**

3. Le représentant de chacun des membres du Conseil **d'exploitation postale** est désigné par l'Administration postale de son pays. Ce représentant doit être un fonctionnaire qualifié de l'Administration postale.

4. Les frais de fonctionnement du Conseil **d'exploitation postale** sont à la charge de l'Union. Ses membres ne reçoivent aucune rémunération. Les frais de voyage et de séjour des représentants des Administrations participant au Conseil **d'exploitation postale** sont à la charge de celles-ci. Toutefois, le représentant de chacun des pays considérés comme défavorisés d'après les listes établies par l'Organisation des Nations Unies a droit, sauf pour les réunions qui ont lieu pendant le Congrès, au remboursement soit du prix d'un billet-avion aller et retour en classe économique ou d'un billet de chemin de fer en 1<sup>re</sup> classe, soit du coût du voyage par tout autre moyen, à condition que ce montant ne dépasse pas le prix du billet-avion aller et retour en classe économique.

5. A sa première réunion, qui est convoquée et ouverte par le Président du Congrès, le Conseil **d'exploitation postale** choisit, parmi ses membres, un Président, un **Vice-Président**, les Présidents des Commissions et le **Président du Groupe de planification stratégique**.

6. Le Conseil **d'exploitation postale** arrête son Règlement intérieur.

7. En principe, le Conseil **d'exploitation postale** se réunit tous les ans au siège de l'Union. La date et le lieu de la réunion sont fixés par son Président, après accord avec le Président du Conseil **d'administration** et le Directeur général du Bureau international.

8. Le Président, le **Vice-Président**, les Présidents des Commissions et le **Président du Groupe de planification stratégique** du Conseil **d'exploitation postale** forment le Comité de gestion. Ce Comité prépare et dirige les travaux de chaque session du Conseil **d'exploitation postale** et assume toutes les tâches que ce dernier décide de lui confier ou dont la nécessité apparaît durant le processus de planification stratégique.

9. Les attributions du Conseil **d'exploitation postale** sont les suivantes:

9.1 **conduire** l'étude des problèmes **d'exploitation, commerciaux, techniques, économiques** et de coopération technique les plus importants qui présentent de l'intérêt pour les Administrations postales de tous les Pays-membres de l'Union, **notamment des questions ayant des répercussions financières importantes (taxes, frais terminaux, frais de transit, taux de base du transport aérien du courrier, quotes-parts des colis postaux et dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres)**, élaborer des informations et des avis à leur sujet et **recommander des mesures à prendre à leur égard;**

9.2 **procéder à la revision des Règlements d'exécution de l'Union dans les six mois qui suivent la clôture du Congrès, à moins que celui-ci n'en décide autrement; en cas d'urgente nécessité, le Conseil d'exploitation postale peut également modifier lesdits Règlements à d'autres sessions; dans les deux cas, le Conseil d'exploitation reste subordonné aux directives du Conseil d'administration en ce qui concerne les politiques et les principes fondamentaux;**

- 9.3** coordonner les mesures pratiques pour le développement et l'amélioration des services postaux internationaux;
- 9.4** entreprendre, sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration dans le cadre des compétences de ce dernier, toute action jugée nécessaire pour sauvegarder et renforcer la qualité du service postal international et le moderniser;
- 9.5** réviser et modifier, dans l'intervalle entre deux Congrès et selon la procédure prescrite dans la Convention postale universelle, sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration, les taxes d'affranchissement des envois de la poste aux lettres;
- 9.6** formuler des propositions qui seront soumises à l'approbation soit du Congrès, soit des Administrations postales conformément à l'article 122; l'approbation du Conseil d'administration est requise lorsque ces propositions portent sur des questions relevant de la compétence de ce dernier;
- 9.7** examiner, à la demande de l'Administration postale d'un Pays-membre, toute proposition que cette Administration transmet au Bureau international selon l'article 121, en préparer les commentaires et charger le Bureau de les annexer à ladite proposition avant de la soumettre à l'approbation des Administrations postales des Pays-membres;
- 9.8** recommander, si nécessaire, et éventuellement après approbation par le Conseil d'administration et consultation de l'ensemble des Administrations postales, l'adoption d'une réglementation ou d'une nouvelle pratique en attendant que le Congrès décide en la matière;
- 9.9** élaborer et présenter, sous forme de recommandations aux Administrations postales, des normes en matière technique, d'exploitation et dans d'autres domaines de sa compétence où une pratique uniforme est indispensable; de même, il procède, en cas de besoin, à des modifications de normes qu'il a déjà établies;
- 9.10** élaborer, avec l'aide du Bureau international ainsi qu'en consultation avec le Conseil d'administration et avec son approbation, le projet de plan stratégique à soumettre au Congrès; réviser le plan approuvé par le Congrès, chaque année, également avec l'aide du Bureau international et l'approbation du Conseil d'administration;
- 9.11** approuver le rapport annuel établi par le Bureau international sur les activités de l'Union dans ses parties qui ont trait aux responsabilités et fonctions du Conseil d'exploitation postale;
- 9.12** décider des contacts à prendre avec les Administrations postales pour remplir ses fonctions;
- 9.13** procéder à l'étude des problèmes d'enseignement et de formation professionnelle intéressant les pays nouveaux et en développement;
- 9.14** prendre les mesures nécessaires en vue d'étudier et de diffuser les expériences et les progrès faits par certains pays dans les domaines de la technique, de l'exploitation, de l'économie et de la formation professionnelle intéressant les services postaux;
- 9.15** étudier la situation actuelle et les besoins des services postaux dans les pays nouveaux et en développement et élaborer des recommandations



convenables sur les voies et les moyens d'améliorer les services postaux dans ces pays;

- 9.16 prendre, après entente avec le Conseil **d'administration**, les mesures appropriées dans le domaine de la coopération technique avec tous les Pays-membres de l'Union, en particulier avec les pays nouveaux et en développement;
- 9.17 examiner toutes autres questions qui lui sont soumises par un membre du Conseil **d'exploitation postale**, par le Conseil **d'administration** ou par toute Administration d'un Pays-membre.

10. Les membres du Conseil **d'exploitation postale** participent effectivement à ses activités. Les **Administrations postales des Pays-membres** n'appartenant pas au Conseil **d'exploitation postale** peuvent, sur leur demande, collaborer aux études entreprises, **en respectant les conditions que le Conseil peut établir pour assurer le rendement et l'efficacité de son travail. Elles peuvent aussi être sollicitées pour présider des Groupes de travail lorsque leurs connaissances ou leur expérience le justifient.**

11. Le Conseil **d'exploitation postale** établit, à sa session précédant le Congrès, le projet de programme de travail de base du prochain Conseil à soumettre au Congrès, compte tenu **du projet de plan stratégique, ainsi que** des demandes des Pays-membres de l'Union, du Conseil **d'administration** et du Bureau international. Ce programme de base, comprenant un nombre limité d'études sur des sujets d'actualité et d'intérêt commun, est revisable chaque année en fonction des réalités et des priorités nouvelles.

12. Afin d'assurer une liaison efficace entre les travaux des deux organes, **le Conseil d'administration peut désigner des représentants pour assister aux réunions du Conseil d'exploitation postale en qualité d'observateurs.**

13. Le Conseil **d'exploitation postale** peut inviter à ses réunions, sans droit de vote:

- 13.1 tout organisme international ou toute personne qualifiée qu'il désire associer à ses travaux;
- 13.2 des Administrations postales de Pays-membres n'appartenant pas au Conseil **d'exploitation postale**;
- 13.3 **toute association ou entreprise qu'il souhaite consulter sur des questions concernant ses activités.**

#### ■ Commentaires

**104** Les disp. relatives au CEP entrent immédiatement en vigueur, conformément à la résolution C 41/1994 du Congrès de Séoul.

**104.2** Le Congrès de Séoul 1994 a décidé de porter à 40 le nombre de membres du CEP et a élu les pays suivants: Afrique du Sud, Allemagne, Amérique (Etats-Unis), Argentine, Australie, Belgique, Brésil, Cameroun, Canada, Chine (Rép. pop.), Corée (Rép.), Cuba, Egypte, Espagne, Ethiopie, France, Grande-Bretagne, Grèce, Hongrie (Rép.), Inde, Indonésie, Italie, Japon, Jordanie, Kenya, Maroc, Mexique, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Pays-Bas, Portugal, Roumanie, Russie (Fédération de), Sierra Leone, Singapour, Suisse, Thaïlande, Zambie.

Pour établir un équilibre entre pays industrialisés et pays en développement représentés au sein du CCEP, le Congrès de Lausanne 1974 a adopté le principe de la répartition géographique «aussi large que possible» pour l'élection des membres du CCEP, étant entendu que la moitié des sièges devrait, d'une manière générale, revenir aux pays en développement. Le Congrès de Séoul 1994 a adopté le principe de la représentation géographique «spécifiée»; cette spécification est faite par le Congrès, étant entendu que 24 sièges sont réservés aux pays en développement et 16 sièges aux pays développés. Le Congrès de Séoul a par ailleurs décidé que 60 pour cent des sièges du CA alloués à chaque groupe géographique seront réservés au même groupe dans la composition du CEP (résolution C 30/1994). En outre, le Congrès a introduit un système de rotation obligatoire des membres du CEP. Pour la composition du Conseil depuis 1957, v. Guides pratiques du CA et du CEP.

**104.3** Compte tenu de la séparation, dans certains Pays-membres, entre les fonctions réglementaires et les fonctions opérationnelles et commerciales, le Congrès de Séoul 1994 a adopté le principe selon lequel ces pays auront la faculté de désigner des fonctionnaires représentant la fonction réglementaire et la fonction opérationnelle et commerciale pour siéger au CEP, la fonction opérationnelle et commerciale jouant un rôle prépondérant au sein de cet organe. Ces disp. ne s'appliquent pas aux séances tenues au cours du Congrès, du fait que certains pays élus membres du CEP sont représentés au Congrès par des membres du corps diplomatique.

**104.4** L'idée du remboursement du prix du billet-avion aux représentants des pays défavorisés a été introduite par le Congrès de Lausanne 1974 et complétée par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 pour faciliter la participation des pays en développement aux réunions du CCEP. Elle s'applique aux membres du CEP faisant partie des pays considérés comme défavorisés par l'ONU, ainsi qu'ils sont définis au renvoi 1 de la résolution C 37/1979 du Congrès de Rio de Janeiro et à la résolution C 38/1984 du Congrès de Hambourg. Compte tenu des résolutions C 6/1989 du Congrès de Washington et C 16/1994 du Congrès de Séoul, la liste des pays bénéficiaires est établie comme suit:

*I. Pays les moins avancés (48).* Afghanistan, Angola, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cap-Vert, Centrafrique, Comores, Djibouti, Erythrée, Ethiopie, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Haïti, Kiribati, Lao (Rép. dém. pop.), Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Maldives, Mali, Mauritanie, Mozambique, Myanmar, Népal, Niger, Ouganda, Rép. dém. du Congo, Rwanda, Salomon (îles), Samoa occidentale, Sao Tomé-et-Principe, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Tanzanie (Rép. unie), Tchad, Togo, Tuvalu, Vanuatu, Yémen, Zambie.

*II. Pays insulaires ou sans littoral (à l'exclusion des pays les moins avancés) (16).* Bolivie, Cuba, Dominicaine (Rép.), Fidji, Grenade, Indonésie, Jamaïque, Mongolie, Papouasie – Nouvelle-Guinée, Paraguay, Philippines, Saint-Vincent-et-Grenadines, Sri Lanka, Swaziland, Tonga (y compris Niuafo'ou), Zimbabwe.

*III. Pays considérés par le PNUD comme les moins avancés (ASIF).* Nicaragua, Sénégal.

**104.5** Faisant suite à la résolution C 28/1994 du Congrès de Séoul, le CEP a défini sa structure au cours de sa séance constitutive du 12 septembre 1994: le Comité de gestion (composé des Président et Vice-Président du CEP, des Présidents des Comm. et du Président du Groupe de planification stratégique du CEP); la Comm. 1 (Poste aux lettres); la Comm. 2 (Colis postaux); la Comm. 3 (Services financiers postaux); la Comm. 4 (Développement des services rapides/à délai défini); la Comm. 5 (Qualité de service); la Comm. 6 (Marketing); la Comm. 7 (Développement télématique); la Comm. 8 (Modernisation) et la Comm. 9 (Développement postal et Stratégie postale de Séoul).

**104.9** Le CEP est le point central pour les aspects opérationnels, commerciaux et d'exécution de la politique de tous les services, obligatoires et facultatifs. Il assume la responsabilité des changements à apporter aux Règl., ainsi que des questions ayant une incidence financière importante (sous réserve de l'approbation du CA). Il est chargé d'adopter des normes techniques, d'établir le plan stratégique et de chercher à résoudre les questions d'application pratique.

## Article 105

Documentation sur les activités du Conseil **d'exploitation postale** (Règl. gén. 104)

1. **Après chaque session, le Conseil d'exploitation postale informe les Administrations postales des Pays-membres et les Unions restreintes sur ses activités en leur adressant notamment un compte rendu analytique ainsi que ses résolutions et décisions.**

2. Le Conseil **d'exploitation postale** établit, à l'intention du Conseil **d'administration**, un rapport annuel sur ses activités.

3. Le Conseil **d'exploitation postale** établit, à l'intention du Congrès, un rapport sur l'ensemble de son activité et le transmet aux Administrations postales des Pays-membres au moins deux mois avant l'ouverture du Congrès.

### ■ Commentaires

**105** Le CE et le CCEP avaient entrepris des études sur la production des doc, qui reste un problème primordial compte tenu de leur volume et de l'exigence de les présenter sous une forme moderne qui en facilite la lecture. Le Congrès de Séoul 1994 a laissé aux nouv. organes (CA et CEP) une plus large liberté dans la manière d'informer les membres de l'Union sur leurs activités.

## Article 106

Règlement intérieur des Congrès (Const. 14)

1. Pour l'organisation de ses travaux et la conduite de ses délibérations, le Congrès applique le Règlement intérieur des Congrès, qui est annexé au présent Règlement général.

2. Chaque Congrès peut modifier ce Règlement dans les conditions fixées au Règlement intérieur lui-même.

### ■ Commentaires

**106** Un Congrès peut modifier son Règl. int. à tout moment aux conditions posées dans le Règl. int. des Congrès.

## Article 107

**Langues de travail du Bureau international**

**Les langues de travail du Bureau international sont le français et l'anglais.**

### ■ Commentaires

**107** Nouv. art. créé par le Congrès de Séoul 1994 afin d'ajouter l'anglais comme langue de travail du BI, en plus du français, langue officielle de l'Union et considérée jusque-là comme étant également la seule langue de travail du BI. Le Congrès de Séoul 1994 a également chargé le CA d'examiner toutes les conséquences, notamment financières, de l'introduction éventuelle d'autres langues de travail (résolution C 77/1994). V. aussi partie I, aperçu historique, chapitre VIII.

## Article 108

Langues utilisées pour la documentation, les délibérations et la correspondance de service

1. Pour la documentation de l'Union, les langues française, anglaise, arabe et espagnole sont utilisées. Sont également utilisées les langues allemande, chinoise, portugaise et russe, à condition que la production dans ces dernières langues se limite à la documentation de base la plus importante. D'autres langues sont également utilisées, **à condition que les Pays-membres qui en font la demande en supportent tous les coûts.**
2. Le ou les Pays-membres ayant demandé une langue autre que la langue officielle constituent un groupe linguistique. **Les Pays-membres utilisant la langue officielle constituent le groupe linguistique français.**
3. La documentation est publiée par le Bureau international dans la langue officielle et dans les langues des **autres** groupes linguistiques constitués, soit directement, soit par l'intermédiaire des bureaux régionaux de ces groupes, conformément aux modalités convenues avec le Bureau international. La publication dans les différentes langues est faite selon le même modèle.
4. La documentation publiée directement par le Bureau international est, **dans la mesure du possible**, distribuée simultanément dans les différentes langues demandées.
5. Les correspondances entre les Administrations postales et le Bureau international et entre ce dernier et des tiers peuvent être échangées en toute langue pour laquelle le Bureau international dispose d'un service de traduction.
6. Les frais de traduction vers une langue **quelle qu'elle soit**, y compris ceux résultant de l'application du paragraphe 5, sont supportés par le groupe linguistique ayant demandé cette langue. Sont supportés par **le groupe linguistique français** les frais de traduction vers la langue officielle des documents et des correspondances reçues en langues anglaise, arabe et espagnole. **Tous** les autres frais afférents à la fourniture des documents **sont supportés par l'Union**. Le plafond des frais à supporter par l'Union pour la production des documents en allemand, chinois, portugais et russe est fixé par une résolution du Congrès.
7. Les frais à supporter par un groupe linguistique sont répartis entre les membres de ce groupe proportionnellement à leur contribution aux dépenses de l'Union. Ces frais peuvent être répartis entre les membres du groupe linguistique selon une autre clé de répartition, à condition que les intéressés s'entendent à ce sujet et notifient leur décision au Bureau international par l'intermédiaire du porte-parole du groupe.
8. Le Bureau international donne suite à tout changement de choix de langue demandé par un Pays-membre après un délai qui ne doit pas dépasser deux ans.

9. Pour les délibérations des réunions des organes de l'Union, les langues française, anglaise, espagnole et russe sont admises, moyennant un système d'interprétation – avec ou sans équipement électronique – dont le choix est laissé à l'appréciation des organisateurs de la réunion après consultation du Directeur général du Bureau international et des Pays-membres intéressés.

10. D'autres langues sont également autorisées pour les délibérations et les réunions indiquées au paragraphe 9.

11. Les délégations qui emploient d'autres langues assurent l'interprétation simultanée en l'une des langues mentionnées au paragraphe 9, soit par le système indiqué au même paragraphe, lorsque les modifications d'ordre technique nécessaires peuvent y être apportées, soit par des interprètes particuliers.

12. Les frais des services d'interprétation sont répartis entre les Pays-membres utilisant la même langue dans la proportion de leur contribution aux dépenses de l'Union. Toutefois, les frais d'installation et d'entretien de l'équipement technique sont supportés par l'Union.

13. Les Administrations postales peuvent s'entendre au sujet de la langue à employer pour la correspondance de service dans leurs relations réciproques. A défaut d'une telle entente, la langue à employer est le français.

#### ■ Commentaires

**108** A la suite du Congrès de Hambourg 1984, le CE a procédé à une étude de portée purement rédactionnelle en vue de définir les termes «documentation», «document» et «publication» utilisés dans les Actes de l'Union. Il a retenu comme critère de référence les définitions données par l'art. 19 des «Prescriptions internes» du BI, dont le texte est le suivant:

##### *«Documents et publications»*

1. La documentation de l'Union se compose de documents et de publications.
2. Est considéré comme «document» tout texte préparé à l'intention d'une réunion d'un organe de l'Union et, en général, toute autre pièce écrite ou imprimée non destinée à la vente.
3. Les textes reproduits sous forme de brochures ou de livres (classeurs à feuilles mobiles) et disponibles pour la vente sont des «publications».

**108.1** Les premières disp. relatives à la traduction des doc et publications ont été introduites après de longs débats au Congrès de Vienne 1964 (v. art. 6 de la Const.). Les difficultés rencontrées à ce sujet par ledit Congrès n'ont cependant pas permis à celui-ci d'arrêter toutes les modalités d'exécution du nouv. régime linguistique. C'est pourquoi il a chargé le CE de procéder à certaines études et de prendre certaines décisions complémentaires, conformément à la résolution C 19/1964.

L'étude des modalités pratiques et économiques de traduction par l'intermédiaire du BI des doc et publications a été menée conjointement avec celle relative à la distribution de la documentation de l'Union. Au terme de ces études, le CE a pris la décision CE 7/1966, qui instaurait un nouv. régime linguistique.

Après de longues délibérations, le Congrès de Lausanne 1974 a arrêté pour la publication de la documentation le nouv. régime linguistique défini aux par. 1 à 6.

Les principales modifications par rapport au régime linguistique antérieur résident dans le fait que l'art. 108, par. 1, précise que la documentation de l'Union est publiée en français, en anglais, en arabe et en espagnol, alors que, sous l'anc. régime, elle était fournie en toute langue aux frais des bénéficiaires. En outre, les groupes linguistiques anglais, arabe et espagnol ne supportent plus que les frais de traduction vers leur langue, tous les frais afférents à la reproduction et à la fourniture de la documentation étant mis à la charge de l'Union.

Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a admis les langues allemande, chinoise, portugaise et russe pour la publication de la documentation de base de l'Union, étant entendu que la contribution de l'Union ne doit pas excéder un plafond financier commun aux quatre groupes (v. par. 6 in fine) (résolution C 106/1979). Le Congrès de Hambourg 1984 a porté à 150 000 fr suisses la subvention versée aux quatre groupes précités (résolution C 63/1984).

L'utilisation d'autres langues est liée à la condition qu'il n'en résulte aucuns frais supplémentaires pour l'Union; ce qui signifie que le ou les Pays-membres qui désireraient faire publier la documentation dans une langue autre que celles qui sont énumérées au par. 1 devraient prendre à leur charge la totalité des frais qui en résulteraient, c'est-à-dire aussi bien les frais de traduction que ceux de reproduction et de fourniture.

**108.2** Le Congrès de Séoul 1994 a décidé l'établissement d'un groupe linguistique français. Auparavant, les Pays-membres qui utilisaient la langue officielle ne constituaient pas un groupe linguistique. Par conséquent, ils ne devaient pas supporter les frais de traduction vers cette langue, lesquels étaient mis à la charge de l'Union.

**108.4** L'expression «dans la mesure du possible» a été ajoutée par le Congrès de Séoul 1994; elle s'applique non seulement aux langues qui ne sont pas traduites à Berne, mais également à la documentation imprimée à Berne, pour autant que, par suite de circonstances exceptionnelles, une version ne puisse être achevée suffisamment vite et risque de retarder indûment la diffusion des autres versions. Dans de tels cas, il est dans l'intérêt des Adm. de pouvoir obtenir la version officielle des textes urgents le plus tôt possible.

**108.6** En vue de l'interprétation et de l'application du par. 6, le CA a adopté la résolution CA 11/1997 suivante:

«Le Conseil d'administration, considérant l'intérêt pour l'ensemble des Pays-membres de trouver une formule simple pour la fixation du montant à payer par les Pays-membres utilisant la langue officielle, constatant que la plupart de ces pays ont déjà payé le même montant par unité que les pays utilisant la deuxième langue de travail du Bureau international pour les deux années 1996 et 1997, considérant que le paiement du même montant par unité par les deux groupes est équitable et compatible avec l'article 108, paragraphe 6, du Règlement général, fixe le montant par unité à payer par tous les Pays-membres utilisant la langue officielle au même montant que celui qui sera facturé aux Pays-membres du groupe linguistique anglais pour la période qui reste à courir jusqu'à l'entrée en vigueur des Actes du Congrès de Beijing.»

Pour la facturation des contributions, le BI a précisé que sont réputés utiliser la langue officielle les pays qui:

- a) n'appartiennent à aucun des sept groupes linguistiques constitués (anglais, allemand, arabe, chinois, espagnol, portugais, russe);
- b) sont affiliés à l'un de ces derniers mais souhaitent recevoir dans la langue officielle plus d'un exemplaire de la documentation de l'Union.

Les autres frais supportés par l'Union comprennent notamment les frais de traitement de texte de micro-édition, de reproduction et d'expédition des versions française, anglaise, arabe et espagnole des correspondances, doc et publications du BI ainsi que l'ensemble des frais administratifs (gestion, locaux, etc.) des services de traduction de ces langues installés auprès du BI.

**108.9** Jusqu'au Congrès de Bruxelles 1952, chaque réunion (Congrès, Conf., Comm.) fixait elle-même, par une disp. de son Règl. int., le régime linguistique applicable à ses délibérations. Depuis Bruxelles, les disp. y relatives sont comprises dans les Actes de l'Union.

**108.12** Jusqu'au Congrès de Tokyo 1969, les frais des services d'interprétation des sessions du CE et du CCEP étaient répartis entre les membres des groupes linguistiques, que ceux-ci soient ou non représentés à ces sessions. Le CE a modifié, lors de sa session de 1971, son Règl. int. de façon à ne pas faire supporter les frais d'interprétation aux membres des groupes linguistiques dont la langue n'est pas utilisée lors d'une réunion, à la condition toutefois que le BI n'ait pas pris d'engagement à ce sujet. Sur recommandation du CE, le CCEP a modifié son Règl. int. dans le même sens lors de sa session de 1972.

Antérieurement au Congrès de Vienne 1964, les frais d'installation et d'entretien de l'équipement technique n'étaient supportés par l'Union que pour les langues française, anglaise, espagnole et russe. La nouv. disp. s'applique à toute langue pour laquelle un pays ou un groupe de pays demande l'interprétation simultanée.

**108.13** Le Congrès de Paris 1947 a arrêté pour la première fois une disp. relative à la langue à employer pour la correspondance de service entre les Adm. (art. 33, par. 4, de la Conv. (Paris 1947)). Le Congrès du Caire 1934 a précisé qu'une Adm. peut refuser d'accepter des lettres dans une langue autre que le français, si une entente n'est pas intervenue.

## Chapitre II

### Bureau international

#### ■ Commentaires

Le présent chapitre concerne la direction et le personnel du BI; il résume également les principales fonctions et attributions du BI. L'art. 110, notamment, constitue, en quelque sorte, la synthèse de toutes ces compétences qui sont énumérées en détail.

En ce qui concerne le fonctionnement proprement dit du BI, il fait l'objet également des disp. suivantes, qui ne sont pas reproduites dans le présent classeur:

- Statut du personnel, qui est arrêté par le CA conformément à l'art. 102, par. 6.13;
- Règlement du personnel, qui comprend les disp. d'exécution du Statut du personnel et qui est de la compétence du Directeur général;
- conditions de service du Directeur général et du Vice-Directeur général, qui sont adoptées par le CA conformément à l'art. 102, par. 6.13; à ce sujet, v. également les résolutions C 51/1979 et C 52/1979 du Congrès de Rio de Janeiro concernant respectivement les conditions de service et les pensions de retraite des fonctionnaires élus;
- instructions administratives concernant le personnel et l'administration du BI, que le Directeur général arrête au fur et à mesure des besoins;
- Statuts de la Caisse de prévoyance de l'UPU, qui sont adoptés par le Conseil de fondation de celle-ci avec l'approbation de l'Autorité de surveillance de la Fondation;
- Fonds social pour le personnel du BI de l'UPU, qui est alimenté par ce que ristourne l'Adm. suisse au BI pour la vente des timbres de service de l'UPU et dont le Règlement est arrêté par le CA conformément à l'art. 102, par. 6.16;
- Règlement financier, qui est arrêté par le CA conformément à l'art. 102, par. 6.6;
- Règles de gestion financière, d'organisation comptable et de contrôle, qui sont adoptées par le Directeur général conformément aux disp. du Règlement financier;
- Fonds de réserve, qui sert à la stabilisation des contributions des Pays-membres et dont le CA fixe les disp. régissant l'alimentation et l'utilisation conformément à l'art. 102, par. 6.7 (v. art. 124, par. 11);
- Fonds des activités spéciales, alimenté en partie par le budget de l'Union et en partie par des contributions volontaires des Adm., conformément à l'art. 102, par. 6.9.

#### Article 109

##### Election du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international

1. Le Directeur général et le Vice-Directeur général du Bureau international sont élus par le Congrès pour la période séparant deux Congrès successifs, la durée minimale de leur mandat étant de cinq ans. Leur mandat est renouvelable une seule fois. Sauf décision contraire du Congrès, la date de leur entrée en fonctions est fixée au 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui suit le Congrès.

2. Au moins sept mois avant l'ouverture du Congrès, le Directeur général du Bureau international adresse une note aux Gouvernements des Pays-membres en les invitant à présenter les candidatures éventuelles pour les postes de Directeur général et de Vice-Directeur général et en indiquant en même temps si le Directeur

général ou le Vice-Directeur général en fonctions sont intéressés au renouvellement éventuel de leur mandat initial. Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae, doivent parvenir au Bureau international deux mois au moins avant l'ouverture du Congrès. Les candidats doivent être des ressortissants des Pays-membres qui les présentent. Le Bureau international élabore la documentation nécessaire pour le Congrès. L'élection du Directeur général et celle du Vice-Directeur général ont lieu au scrutin secret, la première élection portant sur le poste de Directeur général.

3. En cas de vacance du poste de Directeur général, le Vice-Directeur général assume les fonctions de Directeur général jusqu'à la fin du mandat prévu pour celui-ci; il est éligible à ce poste et est admis d'office comme candidat, sous réserve que son mandat initial en tant que Vice-Directeur général n'ait pas déjà été renouvelé une fois par le Congrès précédent et qu'il déclare son intérêt à être considéré comme candidat au poste de Directeur général.

4. En cas de vacance simultanée des postes de Directeur général et de Vice-Directeur général, le Conseil **d'administration** élit, sur la base des candidatures reçues à la suite d'une mise au concours, un Vice-Directeur général pour la période allant jusqu'au prochain Congrès. Pour la présentation des candidatures, le paragraphe 2 s'applique par analogie.

5. En cas de vacance du poste de Vice-Directeur général, le Conseil **d'administration** charge, sur proposition du Directeur général, un des Sous-Directeurs généraux au Bureau international d'assumer, jusqu'au prochain Congrès, les fonctions de Vice-Directeur général.

#### ■ Commentaires

**109** Jusqu'au Congrès de Lausanne 1974, le Directeur général (DG) était nommé par le CE, alors que le Vice-Directeur général (VDG) était nommé par le Directeur général, cette nomination étant ensuite soumise à l'approbation du CE. Aucune disp. ne limitait la durée de leur mandat. Dans la pratique, ils étaient nommés à titre permanent comme les autres fonctionnaires du BI. Le Congrès de Lausanne 1974 a décidé de faire élire ces deux hauts fonctionnaires par le Congrès et de limiter la durée de leur mandat.

En réponse à une question posée par une délégation au sein de la Comm. 4 du Congrès de Rio de Janeiro 1979, le BI a émis l'avis selon lequel un VDG qui a accompli un premier mandat de cinq ans ne peut être élu qu'une seule fois au poste de DG, son mandat dans cette nouv. fonction n'étant donc pas renouvelable. Cette interprétation se base sur l'esprit de l'art. 108, par. 1, 2<sup>e</sup> phrase, qui veut que la période de service accomplie en qualité de fonctionnaire élu ne dépasse en aucun cas dix ans, que l'intéressé ait exercé exclusivement les fonctions de VDG ou celles de DG, ou les deux successivement.

La Comm. 4, tout en partageant cette manière de voir, n'a pas estimé nécessaire d'amender en ce sens la disp. précitée, dont le libellé actuel lui paraissait suffisamment clair.

Les conditions de service des fonctionnaires élus (DG et VDG) sont actuellement réglées par les résolutions C 51/1979 et C 52/1979 du Congrès de Rio de Janeiro ainsi que par la résolution CE 1/1977.

**109.2** La déclaration écrite du DG ou du VDG, selon laquelle il serait intéressé au renouvellement éventuel de son mandat, doit être considérée comme suffisante.

A la suite d'un examen de la question de savoir dans quelles conditions un Sous-Directeur général (SDG) pourrait faire acte de candidature au poste vacant de DG et de VDG, le CE a décidé, en 1983, que la procédure prévue à l'art. 109 s'applique à toutes les candidatures, y compris celles des fonctionnaires du BI (décision CE 8/1983).



**109.5** Il s'agit de pourvoir provisoirement, sans tarder, le poste vacant de VDG en vue d'assurer la continuité des travaux et d'éviter des difficultés lors des absences du DG. Le SDG désigné par le CA conserve son grade D 2; il exerce simplement ad interim les fonctions de VDG sans être nommé à ce grade. Cela étant, les par. 2 et 3 de l'art. 109 ne lui sont pas applicables, interprétation qui a été confirmée par le CE en 1982 (décision CE 10/1982).

## Article 110

### Fonctions du Directeur général

1. Le Directeur général organise, administre et dirige le Bureau international, dont il est le représentant légal. Il est compétent pour classer les postes des grades G 1 à D 1 et pour nommer et promouvoir les fonctionnaires dans ces grades. Pour les nominations dans les grades P 1 à D 1, **il doit prendre en considération les qualifications professionnelles** des candidats recommandés par les Administrations postales des Pays-membres dont ils ont la nationalité, **ou dans lesquels ils exercent leur activité professionnelle**, en tenant compte d'une équitable répartition géographique continentale et des langues ainsi que de toutes autres considérations y relatives, tout en respectant le régime intérieur de promotions du Bureau. **Toutefois, dans le cas de postes exigeant des qualifications spéciales, le Directeur général peut s'adresser à l'extérieur.** Il tient également compte, **lors de la nomination d'un nouveau fonctionnaire**, de ce qu'en principe les personnes qui occupent les postes des grades D 2, D 1 et P 5 doivent être des ressortissants de différents Pays-membres de l'Union. **Lors de la promotion d'un fonctionnaire du Bureau international aux grades D 1 et P 5, il n'est pas tenu à l'application du même principe. En outre, les exigences d'une équitable répartition géographique et des langues passent après le mérite dans le processus de recrutement.** Le Directeur général informe le Conseil d'administration une fois par an, dans le rapport sur les activités de l'Union, des nominations et des promotions aux grades P 4 à D 1.

2. Le Directeur général a les attributions suivantes:
- 2.1 assurer les fonctions de dépositaire des Actes de l'Union et d'intermédiaire dans la procédure d'adhésion et d'admission à l'Union ainsi que de sortie de celle-ci;
- 2.2 notifier à l'ensemble des Administrations les Règlements d'exécution arrêtés ou révisés par le Conseil **d'exploitation postale**;
- 2.3 préparer le projet de budget annuel de l'Union au niveau le plus bas possible compatible avec les besoins de l'Union et le soumettre en temps opportun à l'examen du Conseil **d'administration**; communiquer le budget aux Pays-membres de l'Union après l'approbation du Conseil **d'administration et l'exécuter**;
- 2.4 **exécuter les activités spécifiques demandées par les organes de l'Union et celles que lui attribuent les Actes**;
- 2.5 **prendre les initiatives visant à réaliser les objectifs fixés par les organes de l'Union, dans le cadre de la politique établie et des fonds disponibles**;
- 2.6 **soumettre des suggestions et des propositions au Conseil d'administration ou au Conseil d'exploitation postale**;

- 2.7** préparer, à l'intention du Conseil d'exploitation postale et sur la base des directives données par ce dernier, le projet de plan stratégique à soumettre au Congrès et le projet de revision annuelle;
- 2.8** assurer la représentation de l'Union;
- 2.9** servir d'intermédiaire dans les relations entre:
- l'UPU et les Unions restreintes;
  - l'UPU et l'Organisation des Nations Unies;
  - l'UPU et les organisations internationales dont les activités présentent un intérêt pour l'Union;
  - **l'UPU et les organismes internationaux, associations ou entreprises que les organes de l'Union souhaitent consulter ou associer à leurs travaux;**
- 2.10** assumer la fonction de Secrétaire général des organes de l'Union et veiller à ce titre, compte tenu des dispositions spéciales du présent Règlement, notamment:
- à la préparation et à l'organisation des travaux des organes de l'Union;
  - à l'élaboration, à la production et à la distribution des documents, rapports et procès-verbaux;
  - au fonctionnement du secrétariat durant les réunions des organes de l'Union;
- 2.11** assister aux séances des organes de l'Union et prendre part aux délibérations sans droit de vote, avec la possibilité de se faire représenter.

#### ■ Commentaires

**110.1** Les compétences du Directeur général concernant l'administration du BI dans les domaines du personnel et des finances sont déterminées dans le Statut du personnel du BI et dans le Règlement financier de l'UPU, arrêtés par le CA.

Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a introduit pour la première fois, aux art. 102 et 110, une distinction claire entre «nominations» et «promotions» (soit entre «nommer» et «promouvoir»), afin d'aligner la terminologie du Régl. gén. sur celle du système commun des Nations Unies, terminologie qui a été reprise également par le Statut du personnel du BI. Selon cette terminologie, «nomination» signifie le recrutement d'un candidat de l'extérieur en qualité de fonctionnaire international, alors que la «promotion» constitue un acte administratif par lequel un fonctionnaire déjà en service passe à un grade plus élevé.

Antérieurement au Congrès de Vienne 1964, le CE nommait, sur prop. du Gouvernement suisse, tout le personnel hors classe, y compris le Directeur général. Depuis ce Congrès, le personnel hors classe et les fonctionnaires des 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> classes (correspondant aux grades actuels P 4, P 3 et P 2) ont été nommés par le Directeur général, ces nominations devant être ensuite approuvées par le CE.

Au Congrès de Lausanne 1974, la compétence de nommer le Directeur général et le Vice-Directeur général a été attribuée au Congrès. Ce même Congrès a également supprimé l'approbation du CE pour les nominations effectuées par le Directeur général des fonctionnaires des grades P 4, P 3 et P 2. Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a élargi aux grades D 1 (Conseiller supérieur) et P 5 (Conseiller) la compétence du Directeur général de nommer et promouvoir, sans approbation du CE, les fonctionnaires du BI. En même temps, il a renforcé, à l'art. 102, par. 6.15, la compétence du CE en ce qui concerne les nominations et promotions au grade D 2 (Sous-Directeur général), en supprimant dans l'anc. ch. 3<sup>o</sup> les mots «sur proposition du Directeur général du Bureau international».

Le Congrès de Vienne 1964 a recommandé que le Directeur général du BI avise par circ. tous les Pays-membres de l'UPU des postes qui sont vacants au BI et qui ne sont pas repourvus par voie de promotion dans le cadre dudit Bureau, en vue de proposer des candidatures. Les Adm. devraient être avisées de toutes les vacances concernant les postes hors classe à Troisième Secrétaire. Les capacités requises pour chaque fonction, telles que l'expérience, la formation, etc., devraient être indiquées dans chaque mise au

concours. Les disp. régissant le recrutement (y compris la procédure de la mise au concours des postes vacants), les nominations et les promotions figurent aujourd'hui dans le Statut du personnel du BI, arrêté par le CA. Selon ces disp., les postes vacants au BI sont pourvus soit par recrutement à l'extérieur (nominations), soit par mutation ou promotion à l'intérieur du BI. Sans entraver l'apport de nouv. talents aux divers grades, il doit être pleinement tenu compte, pour occuper les postes vacants, des aptitudes et de l'expérience que peuvent posséder des fonctionnaires qui sont déjà au service de l'Union. Le Directeur général avise, par lettre-circ., les Adm. des postes vacants des grades D 2 à P 1 qui ne sont pas pourvus dans le cadre du BI, en vue de proposer des candidatures. Lors de l'examen des candidatures reçues de l'extérieur, il faut passer d'office en revue également les cas des fonctionnaires du BI du grade immédiatement inférieur à celui du poste vacant. Un Comité des nominations et des promotions est chargé de conseiller le Directeur général dans tous les cas de nominations et de promotions dans les postes vacants (jusqu'au grade D 1).

Le principe d'une équitable répartition géographique s'applique aux postes vacants des catégories hors classe (grades D 2, D 1 et P 5) et professionnelle (grades P 4 à P 1), alors que les postes vacants de la catégorie des services généraux (grades G 7 à G 1) sont normalement pourvus par recrutement sur le plan local. En raison du nombre restreint des postes soumis à la répartition géographique (59 postes en 1994) par rapport au nombre total des Pays-membres (189 en 1994), l'UPU ne connaît pas, aux fins des nominations sur le plan international, un système de «quotas par pays», mais elle comprend le principe d'une équitable répartition géographique dans un sens «continental» (c'est-à-dire dans un sens qui vise les cinq groupes géographiques connus à l'UPU).

**110.2** Lorsque le CE fut chargé d'élaborer un art. sur les attributions et les obligations du BI, la question s'est posée de savoir s'il fallait distinguer les attributions du BI en tant qu'organe de l'Union de celles de son Directeur général. Craignant qu'une telle distinction ne soit de nature à entraîner des confusions sur le plan des responsabilités, le CE a décidé que le Directeur général serait désigné comme l'unique responsable aux yeux des Pays-membres, étant entendu que, pour exercer son autorité, il dispose des moyens nécessaires, à savoir le BI. L'art. 110 a été conçu dans ce sens. Néanmoins, dans les divers art. des Actes, on a maintenu la distinction entre les compétences du Directeur général et celles du BI, qui sont les suivantes:

#### **a) Tâches attribuées au Directeur général**

##### *Constitution*

- 1° Notifier l'adhésion à l'Union ou consulter les Pays-membres sur la demande d'admission à l'Union (art. 11, par. 3 et 5).
- 2° Communiquer aux Gouvernements des Pays-membres la dénonciation de la Const. (art. 12, par. 1).
- 3° Assumer la direction du BI (art. 20).
- 4° Communiquer aux Pays-membres les déclarations et notifications prévues à l'art. 23, par. 1 et 3 (art. 23, par. 4).
- 5° Notifier aux Gouvernements des Pays-membres le dépôt des instruments de ratification ou d'approbation des Actes (art. 26).
- 6° Notifier l'adhésion aux Arr. (art. 27, par. 2).
- 7° Communiquer aux Gouvernements des Pays-membres la dénonciation d'un Arr. (art. 28).

##### *Règlement général*

- 8° Le cas échéant, servir d'intermédiaire pour la transmission des invitations au Congrès envoyées par le Gouvernement invitant aux Gouvernements des Pays-membres (art. 101, par. 5, 7 et 8).
- 9° Envoyer les invitations nécessaires aux organisations internationales intergouvernementales et non gouvernementales que le CA a désignées pour se faire représenter à un Congrès (art. 102, par. 6.19).
- 10° Donner son accord pour la fixation de la date et du lieu de la réunion du CEP (art. 104, par. 7).
- 11° Donner son avis aux organisateurs des réunions d'organes de l'Union quant au choix du système d'interprétation à utiliser pour les délibérations (art. 108, par. 9).
- 12° Adresser une note aux Gouvernements des Pays-membres concernant les candidatures aux postes de Directeur général et de Vice-Directeur général, recueillir les candidatures et élaborer la documentation nécessaire pour le Congrès (art. 109, par. 2).
- 13° Proposer au CA, en cas de vacance du poste de Vice-Directeur général, un des Sous-Directeurs généraux pour assumer, jusqu'au prochain Congrès, les fonctions de Vice-Directeur général (art. 109, par. 5).

- 14° Organiser, administrer et diriger le BI et en être le représentant légal (art. 110, par. 1).
- 15° Classer les postes des grades G 1 à D 1; nommer et promouvoir les fonctionnaires dans ces grades et informer une fois par an des nominations et des promotions aux grades P 4 à D 1 (art. 110, par. 1).
- 16° Assurer les fonctions de dépositaire des Actes de l'Union et d'intermédiaire dans la procédure d'adhésion et d'admission à l'Union ainsi que de sortie de celle-ci (art. 110, par. 2.1).
- 17° Notifier à l'ensemble des Adm. les Règl. arrêtés ou révisés par le CEP (art. 110, par. 2.2).
- 18° Préparer le projet de budget annuel de l'Union au niveau le plus bas possible compatible avec les besoins de l'Union et le soumettre en temps opportun à l'examen du CA. Communiquer le budget aux Pays-membres de l'Union après l'approbation du CA et l'exécuter (art. 110, par. 2.3).
- 19° Exécuter les activités spécifiques demandées par les organes de l'Union et celles que lui attribuent les Actes (art. 110, par. 2.4).
- 20° Prendre les initiatives visant à réaliser les objectifs fixés par les organes de l'Union, dans le cadre de la politique établie et des fonds disponibles (art. 110, par. 2.5).
- 21° Soumettre des suggestions et des prop. au CA ou au CEP (art. 110, par. 2.6).
- 22° Préparer, à l'intention du CEP et sur la base des directives données par ce dernier, le projet de plan stratégique à soumettre au Congrès et le projet de révision annuelle (art. 110, par. 2.7).
- 23° Assurer la représentation de l'Union (art. 110, par. 2.8).
- 24° Servir d'intermédiaire dans les relations entre l'UPU et les Unions restreintes, l'UPU et l'ONU, l'UPU et les organisations internationales dont les activités présentent un intérêt pour l'Union, l'UPU et les organismes internationaux, associations ou entreprises que les organes de l'Union souhaitent consulter ou associer à leurs travaux (art. 110, par. 2.9).
- 25° Assumer la fonction de Secrétaire général des organes de l'Union et, à ce titre, veiller notamment à la préparation et à l'organisation des travaux des organes de l'Union, à l'élaboration, à la production et à la distribution des doc, rapports et procès-verbaux, au fonctionnement du secrétariat durant les réunions des organes de l'Union (art. 110, par. 2.10).
- 26° Assister aux séances des organes de l'Union et prendre part aux délibérations sans droit de vote, avec la possibilité de se faire représenter (art. 110, par. 2.11).
- 27° Assumer la responsabilité du secrétariat des organes de l'Union, qui est assuré par le BI (art. 112).
- 28° Autoriser, en cas d'extrême urgence, un dépassement des limites fixées pour faire face aux réparations importantes et imprévues du bâtiment du BI, sans toutefois que le montant du dépassement ne puisse excéder 125 000 fr suisses par année (art. 125, par. 5).

## **b) Tâches attribuées au Bureau international**

### *Constitution*

- 1° Servir d'organe d'exécution, d'appui, de liaison, d'information et de consultation (art. 20).

### *Règlement général*

- 2° S'entendre avec le Gouvernement invitant avant que celui-ci fixe la date définitive et le lieu exact du Congrès (art. 101, par. 5).
- 3° Avec l'accord du CA et après entente avec le Gouvernement de la Confédération suisse, prendre les disp. nécessaires pour convoquer et organiser le Congrès dans le pays siège de l'Union, lorsque le Congrès doit être réuni sans qu'il y ait un Gouvernement invitant. Exercer dans ce cas les fonctions du Gouvernement invitant (art. 101, par. 6).
- 4° S'entendre avec les Pays-membres ayant pris l'initiative d'un Congrès extraordinaire avant que ceux-ci fixent le lieu de réunion de ce Congrès; le cas échéant, prendre les disp. nécessaires pour convoquer et organiser le Congrès et exercer les fonctions du Gouvernement invitant (art. 101, par. 7 et 8).
- 5° Annexer à toute prop. présentée en vertu de l'art. 121, et avant de la soumettre à l'approbation des Adm. des Pays-membres, les comm. que le CEP aurait préparés à la demande de l'Adm. auteur de ladite prop. (art. 104, par. 9.7).
- 6° Formuler des demandes pour le projet de programme de travail de base du prochain CEP à soumettre au Congrès (art. 104, par. 11).
- 7° Publier la documentation dans la langue officielle et dans les langues des autres groupes linguistiques constitués, soit directement, soit par l'intermédiaire des bureaux régionaux de ces groupes, conformément aux modalités convenues avec ces bureaux régionaux (art. 108, par. 3).
- 8° Distribuer, dans la mesure du possible, simultanément dans les différentes langues demandées la documentation qu'il publie directement (art. 108, par. 4).

- 9° Echanger les correspondances avec les Adm. en toute langue pour laquelle il dispose d'un service de traduction (art. 108, par. 5).
- 10° Donner suite à tout changement de choix de langue demandé par un Pays-membre après un délai qui ne doit pas dépasser deux ans (art. 108, par. 8).
- 11° Assurer, sous la responsabilité du Directeur général, le secrétariat des organes de l'Union. Adresser tous les doc publiés à l'occasion de chaque session aux Adm. des membres de l'organe, aux Adm. des pays qui, sans être membres de l'organe, collaborent aux études entreprises, aux Unions restreintes ainsi qu'aux autres Adm. des Pays-membres qui en font la demande (art. 112).
- 12° Etablir et tenir à jour la liste des Pays-membres de l'Union en y indiquant leur classe de contribution, leur groupe géographique et leur situation par rapport aux Actes de l'Union (art. 113).
- 13° Se tenir en tout temps à la disposition du CA, du CEP et des Adm. pour leur fournir tous renseignements utiles sur les questions relatives au service (art. 114, par. 1).
- 14° Entre autres, réunir, coordonner, publier et distribuer les renseignements de toute nature qui intéressent le service postal international; émettre, à la demande des parties en cause, un avis sur les questions litigieuses; donner suite aux demandes d'interprétation et de modification des Actes de l'Union et, en général, procéder aux études et aux travaux de rédaction ou de documentation que lesdits Actes lui attribuent ou dont il serait saisi dans l'intérêt de l'Union (art. 114, par. 2).
- 15° Procéder aux enquêtes qui sont demandées par les Adm. en vue de connaître l'opinion des autres Adm. sur une question déterminée (art. 114, par. 3).
- 16° Intervenir, à titre d'office de compensation, dans la liquidation des comptes de toute nature relatifs au service postal international, entre les Adm. qui réclament cette intervention (art. 114, par. 4).
- 17° Développer l'ass. techn. postale sous toutes ses formes, dans le cadre de la coopération technique internationale (art. 115).
- 18° Faire confectionner les coupons-réponse internationaux et en approvisionner, au prix de revient, les Adm. qui en font la demande (art. 116).
- 19° Veiller à ce que les Actes des Unions restreintes et les arr. spéciaux ne prévoient pas des conditions moins favorables pour le public que celles qui sont prévues dans les Actes de l'Union et informer les Adm. de l'existence des Unions et des arr. susdits. Signaler au CA toute irrégularité constatée en vertu de la présente disp. (art. 117, par. 2).
- 20° Rédiger, à l'aide des doc qui sont mis à sa disposition, une revue en langues allemande, anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française et russe (art. 118).
- 21° Faire, sur les activités de l'Union, un rapp. annuel qui est communiqué, après approbation par le CA et le CEP, aux Adm., aux Unions restreintes et à l'ONU (art. 119).
- 22° Servir d'intermédiaire pour adresser aux autres Adm. les prop. visées à l'art. 121, par. 1 (art. 121, par. 2).
- 23° Notifier par circ. toute prop. présentée en vertu de l'art. 121, par. 1, les Adm. disposant d'un délai de deux mois pour examiner la prop. et, le cas échéant, pour faire parvenir leurs observations au Bl. Réunir les réponses et les communiquer aux Adm., avec invitation de se prononcer pour ou contre la prop. (art. 122, par. 1).
- 24° Notifier aux Gouvernements des Pays-membres les modifications apportées à la Conv., aux Arr. et à leurs Prot. fin. (art. 123, par. 1).
- 25° Notifier aux Adm. les modifications apportées par le CEP aux Règl. et à leurs Prot. fin. ainsi que les interprétations visées à l'art. 59.3.3.2 de la Conv. et aux disp. correspondantes des Arr. (art. 123, par. 2).
- 26° Porter à l'attention du Congrès les changements ultérieurs de classe de contribution que les Pays-membres lui ont notifiés avant l'ouverture du Congrès (art. 126, par. 4).
- 27° Au cas où l'une des Adm. en cause ne donne pas suite à une prop. d'arbit. dans le délai de six mois, provoquer à son tour, si la demande lui en est faite, la désignation d'un arbitre par l'Adm. défaillante ou en désigner un lui-même d'office (art. 128, par. 2).
- 28° Fonctionner comme arbitre unique dans une procédure d'arbit. lorsque les parties en cause le désignent après entente (art. 128, par. 3).
- 29° Désigner, pour trancher un différend en cas de partage des voix, une Adm. parmi celles qui ne sont pas proposées par les arbitres, lorsque ceux-ci ne peuvent s'entendre sur le choix d'une autre Adm. également désintéressée dans le litige (art. 128, par. 5).

*Règlement intérieur des Congrès*

- 30° S'entendre avec l'Adm. du pays siège du Congrès pour suggérer la désignation du Doyen du Congrès (art. 6, par. 1).

- 31° Tenir compte des observations éventuelles que les délégués des Pays-membres lui communiquent dans un délai de quarante jours après l'envoi des procès-verbaux ou des rapports des dernières séances qui n'ont pu être approuvés en Congrès ou en Comm., mais qui l'ont été par les Présidents respectifs de ces réunions (art. 23, par. 5).
- 32° Rectifier dans les procès-verbaux ou les rapports des séances du Congrès et des Comm. les erreurs matérielles qui n'auraient pas été relevées lors de leur approbation (art. 23, par. 6).
- 33° Rectifier dans les Actes définitifs et dans les décisions autres que les Actes les erreurs matérielles qui n'auraient pas été relevées lors de l'examen de ceux-ci, le numérotage des art. et des par. ainsi que les références (art. 24, par. 5 et 6).

Les références aux autres Actes (Conv., Arr., Règl.) ne sont pas reproduites.

## Article 111

### Fonctions du Vice-Directeur général

1. Le Vice-Directeur général assiste le Directeur général et il est responsable devant lui.
2. En cas d'absence ou empêchement du Directeur général, le Vice-Directeur général exerce les pouvoirs de celui-ci. Il en est de même dans le cas de vacance du poste de Directeur général visé à l'article 109, paragraphe 3.

## Article 112

### Secrétariat des organes de l'Union (Const. 14, 15, 17, 18)

Le secrétariat des organes de l'Union est assuré par le Bureau international sous la responsabilité du Directeur général. Il adresse tous les documents publiés à l'occasion de chaque session aux Administrations postales des membres de l'organe, aux Administrations postales des pays qui, sans être membres de l'organe, collaborent aux études entreprises, aux Unions restreintes ainsi qu'aux autres Administrations postales des Pays-membres qui en font la demande.

#### ■ Commentaires

**112** Pour délimiter les tâches incombant au pays hôte, d'une part, et au BI, d'autre part, en ce qui concerne l'organisation du Congrès, le Directeur général du BI conclut un accord particulier avec les Adm. organisatrices des Congrès.

Cette disp. implique que le secrétariat doit non seulement envoyer tous les doc publiés avant une session, mais également ceux qui sont diffusés pendant ou peu après une session, notamment les rapports des Comm. et les procès-verbaux.

## Article 113

### Liste des Pays-membres (Const. 2)

Le Bureau international établit et tient à jour la liste des Pays-membres de l'Union en y indiquant leur classe de contribution, leur groupe géographique et leur situation par rapport aux Actes de l'Union.

## ■ Commentaires

**113** L'établissement de cette liste est la conséquence, d'une part, de la décision prise par le Congrès de Vienne 1964 de ne pas reprendre dans le préambule de la Const. l'énumération des Pays-membres de l'Union qui figurait antérieurement dans le préambule de la Conv. et, d'autre part, de la suppression de l'art. 113 du Règl. de la Conv. (Ottawa 1957), qui donnait le classement des pays en vue de la répartition des dépenses de l'UPU. Cette liste a un caractère déclaratoire. Elle est publiée une fois par année en annexe au Rapp. V. aussi partie I, répertoire général des Pays-membres de l'UPU et des territoires compris dans l'Union.

## Article 114

Renseignements. Avis. Demandes d'interprétation et de modification des Actes. Enquêtes. Intervention dans la liquidation des comptes  
(Const. 20, Règl. gén. 121, 122, 123)

1. Le Bureau international se tient en tout temps à la disposition du Conseil **d'administration**, du Conseil **d'exploitation postale** et des Administrations postales pour leur fournir tous renseignements utiles sur les questions relatives au service.

2. Il est chargé, notamment, de réunir, de coordonner, de publier et de distribuer les renseignements de toute nature qui intéressent le service postal international; d'émettre, à la demande des parties en cause, un avis sur les questions litigieuses; de donner suite aux demandes d'interprétation et de modification des Actes de l'Union et, en général, de procéder aux études et aux travaux de rédaction ou de documentation que lesdits Actes lui attribuent ou dont il serait saisi dans l'intérêt de l'Union.

3. Il procède également aux enquêtes qui sont demandées par les Administrations postales en vue de connaître l'opinion des autres Administrations sur une question déterminée. Le résultat d'une enquête ne revêt pas le caractère d'un vote et ne lie pas formellement.

4. Il intervient, à titre d'office de compensation, dans la liquidation des comptes de toute nature relatifs au service postal international, entre les Administrations postales qui réclament cette intervention.

## ■ Commentaires

**114.1** En fait, le BI fournit au CA, au CEP et aux Adm. des renseignements non seulement sur les questions relatives au service postal, mais sur les questions de toute nature qui peuvent intéresser les uns et les autres et qu'il est à même de donner ou de se procurer.

**114.2** Déjà en 1878, la question s'est posée de savoir quelle interprétation devait être donnée aux mots «à la demande des parties en cause». Le BI, après examen attentif, et d'entente avec l'Autorité de surveillance, a estimé que, dans toute contestation formelle, c'est-à-dire dès qu'il ne s'agit plus de simples différences d'appréciation d'une importance toute secondaire, il n'est autorisé à émettre son avis que si la demande lui en est faite par ou au nom des différentes Adm. directement intéressées dans le litige, et non pas seulement par l'une d'entre elles. Il s'est toujours conformé, dès lors, à cette pratique, tacitement approuvée par l'ensemble des Adm. En plus des questions litigieuses, le BI a aussi été souvent appelé à émettre un avis sur des questions non litigieuses. Un certain nombre des avis (questions litigieuses et non litigieuses) sont mentionnés dans les comm. relatifs aux art. respectifs des Actes. Au surplus, les avis sur les questions non litigieuses sont publiés chaque année dans le Rapp. En ce qui concerne les arbit. dans lesquels le BI peut intervenir comme arbitre unique, v. art. 128, par. 2 et 5.

Le BI n'a pas qualité pour intervenir dans les rapports entre les Adm. et leurs clients, p. ex. en matière de réclamations ou de recherches d'envois postaux du service international, etc. En pareil cas, le BI renvoie toujours les réclamations aux Adm. respectives.

**114.4** Le Congrès de Séoul 1994 a, au vu des résultats d'une étude du CE sur la comptabilité internationale, chargé le BI de faire connaître les avantages du décompte général, d'encourager les Adm. à en faire usage et de faire de son mieux pour l'amélioration du système. Il a en outre adopté la facturation directe par les comptes AV 5 et CP 16 et a chargé le CEP de contrôler et d'évaluer la marche du nouv. système dans les trois ans suivant l'entrée en vigueur des Actes de Séoul et, le cas échéant, d'adopter les actions qui s'avéreraient nécessaires pour la mise au point continue des systèmes de comptabilité en question (v. résolutions C 83 et C 84/Séoul 1994, recommandation C 82/Séoul 1994 ainsi que décision C 86/Séoul 1994).

Actuellement, le BI procède à la compensation pour:

- a) les frais de transit et les frais terminaux;
- b) les coupons-réponse internationaux.

### Article 115

#### Coopération technique (Const. 1)

Le Bureau international est chargé, dans le cadre de la coopération technique internationale, de développer l'assistance technique postale sous toutes ses formes.

#### ■ Commentaires

**115** V. partie I, aperçu historique, chapitre IX.

Le BI sert notamment d'intermédiaire entre les Adm. et les services des Nations Unies s'occupant de la préparation, de l'exécution et de l'évaluation des différents programmes d'ass. techn., indépendamment de son intervention en matière d'assistance bilatérale.

### Article 116

#### Formules fournies par le Bureau international (Const. 20)

Le Bureau international est chargé de faire **confectionner les** coupons-réponse internationaux et d'en approvisionner, au prix de revient, les Administrations postales qui en font la demande.

#### ■ Commentaires

**116** Le prix de revient est fixé par le BI et communiqué aux Adm. par circ.

Les disp. réglementaires relatives aux coupons-réponse internationaux figurent à l'art. 15 de la Conv.

### Article 117

#### Actes des Unions restreintes et arrangements spéciaux (Const. 8)

1. Deux exemplaires des Actes des Unions restreintes et des arrangements spéciaux conclus en application de l'article 8 de la Constitution doivent être transmis au Bureau international par les bureaux de ces Unions ou, à défaut, par une des parties contractantes.



2. Le Bureau international veille à ce que les Actes des Unions restreintes et les arrangements spéciaux ne prévoient pas des conditions moins favorables pour le public que celles qui sont prévues dans les Actes de l'Union et informe les Administrations postales de l'existence des Unions et des arrangements susdits. Il signale au Conseil **d'administration** toute irrégularité constatée en vertu de la présente disposition.

■ **Commentaires**

**117** Au fur et à mesure de la réception de ces doc, le BI informe les Adm. par voie de circ. Le BI publie également la conclusion d'arr. qui règlent l'échange du courrier avec un pays non membre de l'UPU ou un Pays-membre non signataire de l'Arr. de l'UPU. Cette documentation est tenue à la disposition des Adm. par le service de prêt du BI.

**Article 118**

**Revue de l'Union**

Le Bureau international rédige, à l'aide des documents qui sont mis à sa disposition, une revue en langues allemande, anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française et russe.

■ **Commentaires**

**118** Il s'agit d'«Union Postale», revue trimestrielle qui contient des renseignements et des nouvelles d'intérêt postal et administratif.

Les articles de la Revue sont publiés simultanément dans les sept langues mentionnées à cet art.

Selon le désir du Congrès de Buenos Aires 1939, les articles doivent être tenus dans les limites d'une stricte objectivité et être exempts de toute tendance politique.

Le Congrès d'Ottawa 1957 a adopté, à l'égard de la Revue, la résolution C 7/1957, chargeant notamment le BI d'assurer une plus large place dans la Revue à la publication des problèmes actuels du service postal concernant des expériences faites, des progrès scientifiques et techniques de différents pays, des questions de la mécanisation et de l'automatisation des processus de la production, des problèmes économiques essentiels du service postal.

Le Congrès de Vienne 1964 a adopté la recommandation C 4/1964 suivante concernant l'élargissement de la rubrique bibliographique de la Revue: «Les Administrations postales sont invitées à faire accompagner les publications périodiques qu'elles envoient au Bureau international d'une traduction en langue française ou, à défaut, en une des autres langues utilisées par la revue «Union Postale», de la table des matières et, si possible, d'un résumé des articles qu'elles jugent importants.»

Concernant les modalités de publication et le prix de la Revue, v. décisions CE 10/1968, CE 11/1973, CE 25/1976, CE 19/1981, CE 15/1987, CE 17/1987, CE 18/1987, CE 19/1987 et CE 29/1991.

**Article 119**

**Rapport annuel sur les activités de l'Union (Const. 20, Règl. gén. 102, par. 6.17)**

Le Bureau international fait, sur les activités de l'Union, un rapport annuel qui est communiqué, après approbation par le Conseil **d'administration**, aux Administrations postales, aux Unions restreintes et à l'Organisation des Nations Unies.

#### ■ Commentaires

**119** Le Congrès de Buenos Aires 1939 a exprimé le vœu: a) que les comptes de gestion annuels du BI soient appuyés d'une form. d'approbation par l'organisme compétent du Gouvernement fédéral suisse; b) qu'il soit soumis à chaque Congrès un état comparatif des recettes et des dépenses pour les années écoulées depuis le Congrès précédent. Cet état indiquera, le cas échéant, l'affectation donnée annuellement aux excédents, de quelque nature qu'ils soient. Le BI donne suite au vœu mentionné sous a) dans les Rapp. depuis 1939. D'autre part, en ce qui concerne le vœu figurant sous b), le BI y satisfait en présentant à chaque Congrès un rapport de son Directeur sur les finances de l'Union.

Le Rapp. comporte en annexe:

- la liste des Pays-membres de l'UPU, avec indication de leur situation par rapport aux Actes de l'UPU;
- les projets de coopération technique au titre du PNUD;
- un état des Adm. débitrices;
- le rapport de gestion de la Caisse de prévoyance de l'UPU;
- le rapport sur les services de traduction.

## Chapitre III

### Procédure d'introduction et d'examen des propositions

#### Article 120

Procédure de présentation des propositions au Congrès (Const. 29)

1. Sous réserve des exceptions prévues aux paragraphes 2 et 5, la procédure suivante règle l'introduction des propositions de toute nature à soumettre au Congrès par les Administrations postales des Pays-membres:

- a) sont admises les propositions qui parviennent au Bureau international au moins six mois avant la date fixée pour le Congrès;
- b) aucune proposition d'ordre rédactionnel n'est admise pendant la période de six mois qui précède la date fixée pour le Congrès;
- c) les propositions de fond qui parviennent au Bureau international dans l'intervalle compris entre six et quatre mois avant la date fixée pour le Congrès ne sont admises que si elles sont appuyées par au moins deux Administrations;
- d) les propositions de fond qui parviennent au Bureau international dans l'intervalle compris entre quatre et deux mois qui précède la date fixée pour le Congrès ne sont admises que si elles sont appuyées par au moins huit Administrations; les propositions qui parviennent ultérieurement ne sont plus admises;
- e) les déclarations d'appui doivent parvenir au Bureau international dans le même délai que les propositions qu'elles concernent.

2. Les propositions concernant la Constitution ou le Règlement général doivent parvenir au Bureau international six mois au moins avant l'ouverture du Congrès; celles qui parviennent postérieurement à cette date mais avant l'ouverture du Congrès ne peuvent être prises en considération que si le Congrès en

décide ainsi à la majorité des deux tiers des pays représentés au Congrès et si les conditions prévues au paragraphe 1 sont respectées.

3. Chaque proposition ne doit avoir en principe qu'un objectif et ne contenir que les modifications justifiées par cet objectif.

4. Les propositions d'ordre rédactionnel sont munies, en tête, de la mention «Proposition d'ordre rédactionnel» par les Administrations qui les présentent et publiées par le Bureau international sous un numéro suivi de la lettre R. Les propositions non munies de cette mention mais qui, de l'avis du Bureau international, ne touchent que la rédaction sont publiées avec une annotation appropriée; le Bureau international établit une liste de ces propositions à l'intention du Congrès.

5. La procédure prescrite aux paragraphes 1 et 4 ne s'applique ni aux propositions concernant le Règlement intérieur des Congrès ni aux amendements à des propositions déjà faites.

#### ■ Commentaires

**120** Il incombe au BI, en vertu de l'art. 112, de prendre toutes les mesures nécessaires en vue de la publication des prop. à soumettre au Congrès. La procédure réglant le traitement des prop. en Congrès est régie par l'art. 15 du Règl. int. des Congrès.

**120.1** Le délai de présentation des prop. de fond a été limité à deux mois avant l'ouverture du Congrès pour permettre au BI de traduire les prop. dans les langues prévues à cet effet et de les diffuser en temps opportun pour que les Adm. puissent les recevoir et les étudier avant l'ouverture du Congrès.

**120.2** Cette disp., qui s'applique aux prop. concernant la Const. et le Règl. gén., a été introduite afin que chaque Adm. ait le temps de les examiner d'une manière approfondie.

**120.5** Les prop. concernant le Règl. int. des Congrès ne sont pas soumises à la procédure prévue dans le présent art. en raison de leur caractère particulier. La notion d'amendement est précisée dans le Règl. int. des Congrès.

### Article 121

Procédure de présentation des propositions entre deux Congrès  
(Const. 29, Règl. gén. 114)

1. Pour être prise en considération, chaque proposition concernant la Convention ou les Arrangements et introduite par une Administration postale entre deux Congrès doit être appuyée par au moins deux autres Administrations. Ces propositions restent sans suite lorsque le Bureau international ne reçoit pas, en même temps, les déclarations d'appui nécessaires.

2. Ces propositions sont adressées aux autres Administrations postales par l'intermédiaire du Bureau international.

3. Les propositions concernant les Règlements d'exécution n'ont pas besoin d'appui, mais ne sont prises en considération par le Conseil d'**exploitation postale** que si celui-ci en approuve l'urgente nécessité.

#### ■ Commentaires

**121** Cette procédure vise non seulement la modification des Actes de l'Union, mais également leur interprétation, leur application ou leur suspension temporaire ou toute autre question qui requiert l'assentiment général des Pays-membres de l'Union.

Quoique la Conv. et les Arr. soient des traités conclus par les Gouvernements, le Règl. gén. autorise les Adm. à traiter les prop. de modification ou d'interprétation de ces Actes entre deux Congrès.

#### Article 122

Examen des propositions entre deux Congrès (Const. 29, Règl. gén. 114, 121)

1. Toute proposition concernant la Convention, les Arrangements et leurs Protocoles finals est soumise à la procédure suivante: un délai de deux mois est laissé aux Administrations postales des Pays-membres pour examiner la proposition notifiée par circulaire du Bureau international et, le cas échéant, pour faire parvenir leurs observations audit Bureau. Les amendements ne sont pas admis. Les réponses sont réunies par les soins du Bureau international et communiquées aux Administrations postales avec invitation de se prononcer pour ou contre la proposition. Celles qui n'ont pas fait parvenir leur vote dans un délai de deux mois sont considérées comme s'abstenant. Les délais précités comptent à partir de la date des circulaires du Bureau international.

2. Les propositions de modification des Règlements d'exécution sont traitées par le Conseil **d'exploitation postale**.

3. Si la proposition concerne un Arrangement ou son Protocole final, seules les Administrations postales de Pays-membres qui sont parties à cet Arrangement peuvent prendre part aux opérations indiquées au paragraphe 1.

#### ■ Commentaires

**122.1** La même procédure a été suivie à l'égard de deux prop. particulières soumises en 1948 par la CEL aux Adm. de l'Union. Il s'agissait, d'une part, de la question de l'acceptation, par l'Union, de l'annexe VIII à la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées et, d'autre part, de la conclusion d'un Accord additionnel à l'Accord entre l'ONU et l'UPU, Accord additionnel qui avait pour objet de conférer aux fonctionnaires de l'Union le droit d'utiliser les laissez-passer des Nations Unies (v. partie V). La CEL avait décidé que, pour la consultation relative au premier point, la majorité requise serait celle des deux tiers des suffrages, alors que, pour le second, il faudrait l'unanimité, l'Accord additionnel dont il était question se rapportant à l'art. 2 de la Conv. (Paris 1947). Ces deux prop. ont été acceptées par l'Union.

Suivant l'art. 104, par. 9.7, le pays qui présente une prop. dans l'intervalle entre deux Congrès peut demander au CEP de l'examiner et d'en préparer les comm., lesquels seront annexés par le BI à ladite prop. avant de la soumettre à l'approbation des Pays-membres de l'Union.

#### Article 123

Notification des décisions adoptées entre deux Congrès  
(Const. 29, Règl. gén. 121, 122)

1. Les modifications apportées à la Convention, aux Arrangements et aux Protocoles finals de ces Actes sont consacrées par une notification du Directeur général du Bureau international aux Gouvernements des Pays-membres.

2. Les modifications apportées par le Conseil **d'exploitation postale** aux Règlements d'exécution et à leurs Protocoles finals sont notifiées aux Administrations postales par le Bureau international. Il en est de même des interprétations visées à l'article **59.3.3.2** de la Convention et aux dispositions correspondantes des Arrangements.

#### Article 124

Mise en vigueur des Règlements d'exécution et des autres décisions adoptés entre deux Congrès

1. Les Règlements d'exécution entrent en vigueur à la même date et ont la même durée que les Actes issus du Congrès.

2. Sous réserve du paragraphe 1, les décisions de modification des Actes de l'Union qui sont adoptées entre deux Congrès ne sont exécutoires que trois mois, au moins, après leur notification.

#### ■ Commentaires

**124.1** Ce par. vise à coordonner dans le temps l'entrée en vigueur et la durée des Actes issus du Congrès et des Règl. arrêtés par le CEP.

## Chapitre IV

### Finances

#### Article 125

Fixation et règlement des dépenses de l'Union (Const. 21)

1. Sous réserve des paragraphes 2 à 6, les dépenses annuelles afférentes aux activités des organes de l'Union ne doivent pas dépasser les sommes ci-après pour les années **1996** et suivantes:

**35 278 600** francs suisses pour l'année **1996**;

**35 126 900** francs suisses pour l'année **1997**;

**35 242 900** francs suisses pour l'année **1998**;

**35 451 300** francs suisses pour l'année **1999**;

**35 640 700** francs suisses pour l'année **2000**.

La limite de base pour l'année **2000** s'applique également aux années postérieures en cas de report du Congrès prévu pour **1999**.

2. Les dépenses afférentes à la réunion du prochain Congrès (déplacement du secrétariat, frais de transport, frais d'installation technique de l'interprétation simultanée, frais de reproduction des documents durant le Congrès, etc.) ne doivent pas dépasser la limite de **3 599 300** francs suisses.

**2bis. Le Conseil d'administration est autorisé à dépasser les limites fixées au paragraphe 1 pour tenir compte de la réédition de la Nomenclature internationale des bureaux de poste. Le montant total du dépassement autorisé à cet effet ne doit pas excéder 900 000 francs suisses.**

3. Le Conseil **d'administration** est autorisé à dépasser les limites fixées aux paragraphes 1 et 2 pour tenir compte des augmentations des échelles de traitement, des contributions au titre des pensions ou indemnités, y compris les indemnités de poste, admises par les Nations Unies pour être appliquées à leur personnel en fonction à Genève.

4. Le Conseil **d'administration** est également autorisé à ajuster, chaque année, le montant des dépenses autres que celles relatives au personnel en fonction de l'indice suisse des prix à la consommation.

5. Par dérogation au paragraphe 1, le Conseil **d'administration**, ou en cas d'extrême urgence le Directeur général, peut autoriser un dépassement des limites fixées pour faire face aux réparations importantes et imprévues du bâtiment du Bureau international, sans toutefois que le montant du dépassement puisse excéder **125 000 francs suisses** par année.

6. Si les crédits prévus par les paragraphes 1 et 2 se révèlent insuffisants pour assurer le bon fonctionnement de l'Union, ces limites ne peuvent être dépassées qu'avec l'approbation de la majorité des Pays-membres de l'Union. Toute consultation doit comporter un exposé complet des faits justifiant une telle demande.

7. Les pays qui adhèrent à l'Union ou qui sont admis en qualité de membres de l'Union ainsi que ceux qui sortent de l'Union doivent acquitter leur cotisation pour l'année entière au cours de laquelle leur admission ou leur sortie devient effective.

8. Les Pays-membres paient à l'avance leur part contributive aux dépenses annuelles de l'Union, sur la base du budget arrêté par le Conseil **d'administration**. Ces parts contributives doivent être payées au plus tard le premier jour de l'exercice financier auquel se rapporte le budget. Passé ce terme, les sommes dues sont productives d'intérêts au profit de l'Union, à raison de 3 pour cent par an durant les six premiers mois et de 6 pour cent par an à partir du septième mois.

9. **Dans des circonstances exceptionnelles, le Conseil d'administration peut libérer un Pays-membre de tout ou partie des intérêts dus si celui-ci s'est acquitté, en capital, de l'intégralité de ses dettes arriérées.**

10. **Un Pays-membre peut également être libéré, dans le cadre d'un plan d'amortissement de ses comptes arriérés approuvé par le Conseil d'administration, de tout ou partie des intérêts accumulés ou à courir; la libération est toutefois subordonnée à l'exécution complète et ponctuelle du plan d'amortissement dans un délai convenu de cinq ans au maximum.**

**11.** Pour pallier les insuffisances de trésorerie de l'Union, il est constitué un Fonds de réserve dont le montant est fixé par le Conseil d'administration. Ce Fonds est alimenté en premier lieu par les excédents budgétaires. Il peut servir également à équilibrer le budget ou à réduire le montant des contributions des Pays-membres.

**12.** En ce qui concerne les insuffisances passagères de trésorerie, le Gouvernement de la Confédération suisse fait, à court terme, les avances nécessaires selon des conditions qui sont à fixer d'un commun accord. Ce Gouvernement surveille sans frais la tenue des comptes financiers ainsi que la comptabilité du Bureau international dans les limites des crédits fixés par le Congrès.

#### ■ Commentaires

**125.1** Le Congrès fixe un «plafond financier» pour chacune des cinq années de la période couverte par les Actes d'un Congrès. Les sommes fixées s'entendent de la totalité des dépenses nettes de l'Union, à l'exception toutefois des dépenses non récurrentes, pour lesquelles le Congrès fixe un plafond séparé (v. par. 2 et 2bis).

Le plafond est exprimé en fr suisses (monnaie du pays siège), cette monnaie étant ainsi la même que celle utilisée pour l'établissement du budget, la tenue des comptes et les paiements à faire à l'Union.

Le plafond ayant été fixé pour chacune des années allant de 1996 jusqu'à 2000 selon une méthode récurrente basée sur une somme initiale de 32 165 490 fr suisses, le montant du plafond qui serait applicable aux années subséquentes en cas d'ajournement du prochain Congrès se déterminerait en extrapolant selon la même méthode la limite de base ainsi fixée pour l'année 1996.

**125.2** Les frais afférents à la réunion d'un Congrès représentant une dépense importante à caractère cyclique, un plafond séparé est fixé pour de telles dépenses qui se bornent aux seuls frais encourus pendant la réunion du Congrès, à l'exclusion de ceux occasionnés, p. ex., pour la production de Doc avant ou après la réunion proprement dite.

**125.2bis** La réédition de la Nomenclature internationale des bureaux de poste, dont le besoin a été reconnu par le Congrès de Séoul 1994, constitue une dépense unique de nature exceptionnelle et qui ne se renouvelle pas chaque année, qu'il sied par conséquent de distinguer des dépenses annuelles proprement dites et pour laquelle un plafond distinct est fixé.

**125.4** Concernant la prise en compte des effets de la hausse du coût de la vie à l'égard des dépenses générales autres que celles relatives au personnel, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 s'est écarté de la pratique suivie par les Congrès antérieurs (inclusion dans le plafond d'un taux d'inflation fixé forfaitairement à 5 pour cent par an) et a préféré donner au CA la faculté d'ajuster (en hausse ou en baisse), chaque année, le montant des dépenses générales incluses dans le plafond en fonction de l'indice suisse des prix à la consommation.

**125.5** Au sujet des réparations éventuelles du bâtiment du BI, le Congrès de Lausanne 1974 a écarté la constitution d'un fonds d'entretien et a jugé préférable d'autoriser le CA, ou en cas d'extrême urgence le Directeur général, à dépasser le plafond des dépenses fixé au par. 1.

**125.6** Vu que le plafond est fixé pour chacune des années de la période couverte par les Actes d'un Congrès et compte tenu des clauses de souplesse prévues aux par. 3 à 5, une élévation du plafond découlant d'une autre cause ne peut être autorisée qu'avec l'approbation de la majorité des Pays-membres de l'Union dûment consultés.

**125.7** Ce texte est conforme à l'usage suivi à l'UPU depuis longtemps. Il y a lieu de relever que, dans les autres institutions spécialisées du système commun des Nations Unies, la contribution initiale est calculée *pro rata temporis*.

**125.8** Alors que, depuis la fondation de l'UPU, le Gouvernement de la Confédération suisse effectuait les avances de trésorerie nécessaires au fonctionnement de l'Union, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a mis fin à cette pratique et a adopté, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1981, un système d'autofinancement analogue à celui des autres institutions spécialisées des Nations Unies, selon lequel les parts contributives sont payables à l'avance sur la base du budget de l'année suivante, et non plus *a posteriori* sur la base des dépenses effectives de l'année écoulée.

En ce qui concerne l'intérêt moratoire, lors de l'adoption du nouv. système de financement instauré à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1981, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 s'est prononcé pour un alignement sur la pratique de l'UIT, à savoir un taux de 3 pour cent durant les six premiers mois et de 6 pour cent par la suite, alors qu'auparavant ce taux était fixé uniformément à 5 pour cent par an. Lors de l'adoption de cette disp., il a cependant été entendu que le BI manifesterait toute la souplesse possible à l'égard des pays qui, exceptionnellement et compte tenu de leur législation interne, ne peuvent pas verser leurs contributions avant le début de l'exercice auquel elles se rapportent, à la condition que:

- 1° les Adm. concernées annoncent leur retard dans le versement de leur contribution au moins quinze jours avant le début de l'exercice auquel celle-ci se rapporte;
- 2° le manque éventuel de liquidités n'oblige pas le BI à emprunter des sommes à court terme auprès de la Confédération suisse; il est quasi certain que cette deuxième condition ne se produira pas, car il y aura très peu de pays qui se trouveront dans une telle situation et qui devront procéder au versement de leur contribution après le début de l'exercice.

Au sujet de la mise en compte d'intérêts pour les fournitures du BI non payées dans le délai prescrit, v. art. 127.

**125.9** Une remise accordée sur les intérêts arriérés dus pourrait inciter certains pays débiteurs à consentir des efforts particuliers en vue de payer leurs arriérés de contributions dans un court délai. Elle faciliterait également les démarches auprès des autorités nationales compétentes.

**125.10** La résolution C 61/Washington 1989 permet de transférer sur un compte spécial, non productif d'intérêts, les débiteurs qui font l'objet d'un arr. particulier, c'est-à-dire qui s'engagent à amortir leurs dettes envers l'Union selon un plan agréé par le CA. La remise de tout ou partie des intérêts passés facilite la négociation de tels plans d'amortissement. Elle est cependant soumise à la condition que le pays débiteur respecte intégralement les disp. du plan et s'acquitte de ses obligations dans les délais fixés, qui ne peuvent dépasser cinq ans. Le CA a décidé, pour des raisons d'efficacité, de prolonger ce délai à dix ans au max. (décisions CA 4/1997 et CA 7/1997).

**125.11** Bien que les parts contributives soient payables d'avance, un fonds est néanmoins nécessaire pour assurer que la trésorerie soit suffisante pour permettre à l'Union de faire face à ses obligations au cas où certaines parts contributives ne seraient pas versées à temps. Le Fonds de réserve, qui est propriété de l'Union, est contrôlé par le CA, qui fixe son niveau et surveille l'emploi qui en est fait conformément aux modalités précisées au Règlement financier de l'UPU.

**125.12** Au cas où le Fonds de réserve s'avérerait passagèrement insuffisant pour faire face aux besoins de trésorerie de l'Union, le Gouvernement de la Confédération suisse s'est déclaré disposé à faire, à court terme et aux conditions les plus favorables, les avances qui seraient nécessaires pour pallier de telles insuffisances de trésorerie.

Le Gouvernement de la Confédération suisse nomme un vérificateur extérieur qui procède à la vérification formelle et matérielle de tous les comptes de l'Union et atteste leur exactitude.

## Article 126

Classes de contribution (Const. 21, Règl. gén. 113, 125)

1. Les Pays-membres contribuent à la couverture des dépenses de l'Union selon la classe de contribution à laquelle ils appartiennent. Ces classes sont les suivantes:



classe de 50 unités;  
 classe de 40 unités;  
 classe de 35 unités;  
 classe de 25 unités;  
 classe de 20 unités;  
 classe de 15 unités;  
 classe de 10 unités;  
 classe de 5 unités;  
 classe de 3 unités;  
 classe de 1 unité;  
 classe de 0,5 unité, réservée aux pays les moins avancés énumérés par l'Organisation des Nations Unies et à d'autres pays désignés par le Conseil **d'administration**.

2. Outre les classes de contribution énumérées au paragraphe 1, tout Pays-membre peut choisir de payer un nombre d'unités de contribution supérieur à 50 unités.

3. Les Pays-membres sont rangés dans l'une des classes de contribution précitées au moment de leur admission ou de leur adhésion à l'Union, selon la procédure visée à l'article 21, paragraphe 4, de la Constitution.

4. Les Pays-membres peuvent changer ultérieurement de classe de contribution, à la condition que ce changement soit notifié au Bureau international avant l'ouverture du Congrès. Cette notification, qui est portée à l'attention du Congrès, prend effet à la date de mise en vigueur des dispositions financières arrêtées par le Congrès.

5. Les Pays-membres ne peuvent pas exiger d'être déclassés de plus d'une classe à la fois. Les Pays-membres qui ne font pas connaître leur désir de changer de classe de contribution avant l'ouverture du Congrès sont maintenus dans la classe à laquelle ils appartenaient jusqu'alors.

6. Toutefois, dans des circonstances exceptionnelles telles que des catastrophes naturelles nécessitant des programmes d'aide internationale, le Conseil **d'administration** peut autoriser le déclassement d'une classe de contribution à la demande d'un Pays-membre si celui-ci apporte la preuve qu'il ne peut plus maintenir sa contribution selon la classe initialement choisie.

7. Par dérogation aux paragraphes 4 et 5, les surclassements ne sont soumis à aucune restriction.

#### ■ Commentaires

**126** Lors de la fondation de l'UPU, le Congrès de Berne 1874 avait adopté, pour cette répartition, la même classification que celle qui avait été établie à Vienne 1868 par l'Union télégraphique pour son office central, classification qui prenait en considération le chiffre de la population, l'étendue des lignes et le nombre des bureaux.

Au Congrès de Paris 1947, une prop. visant à ce que les contributions des pays de l'Union soient basées sur les principes et le barème en vigueur pour l'ONU a été rejetée. Le Congrès d'Ottawa 1957 n'a pas non plus retenu une prop. visant trois variantes éventuelles pour la répartition des frais: a) barème de l'ONU;

b) barème fondé sur le revenu brut de chaque Adm.; c) quatorze classes de contribution, à l'instar de l'UIT. Au terme d'une étude qu'il a entreprise entre 1965 et 1969, fondée sur les principes de la collaboration internationale, sur des éléments de comparaison entre Pays-membres ainsi que sur l'importance de services rendus, le CE s'est prononcé en faveur du droit absolu des Pays-membres de choisir librement leur classe de contribution. Indépendamment de cette étude, le Congrès de Tokyo 1969 a été saisi d'une prop. suggérant de retenir le trafic international de départ des envois de la poste aux lettres comme critère de classement ainsi que d'une prop. prévoyant d'augmenter le nombre d'unités contributives des deux premières classes afin d'élargir de 50 unités à 1 unité l'assiette de répartition des classes de contribution. Compte tenu du désir exprimé par plusieurs Pays-membres d'adapter leur contribution à leurs possibilités économiques, le Congrès de Tokyo 1969, tout en maintenant le système de répartition en vigueur, a chargé le CE d'entreprendre une nouv. étude sur la répartition des dépenses de l'Union.

Le Congrès de Lausanne 1974 a adopté le résultat de l'étude entreprise par le CE. Le nouv. système de répartition des dépenses de l'Union confirme le principe du libre choix de la classe de contribution et rend plus réelle l'application de ce principe. En outre, il prévoit huit classes de contribution, une nouv. classe de 50 unités ayant été ajoutée aux sept classes existantes pour permettre aux pays économiquement forts de prendre à leur charge une part des dépenses de l'Union qui corresponde mieux à leurs possibilités économiques. Divers appels ont été lancés à tous les Pays-membres afin qu'ils reconsidèrent le choix de leur classe de contribution en fonction de leurs possibilités économiques.

Pour mieux répartir les parts contributives des Pays-membres aux dépenses de l'Union en fonction de leurs possibilités financières et économiques, le Congrès de Hamburg 1984 a ajouté trois nouv. classes de contribution avec respectivement 40, 35 et 0,5 unités. Cette dernière classe est réservée aux pays les moins avancés (PMA) énumérés par l'ONU et à d'autres pays auxquels le CE pourrait accorder cette facilité dans des circonstances exceptionnelles.

Jusqu'au Congrès de Vienne 1964, les Actes de l'Union comportaient un art. qui contenait la classification des Pays-membres pour la répartition des dépenses de l'Union. Les Pays-membres qui désiraient changer de classe de contribution devaient faire modifier l'art. en question soit en soumettant une prop. à cet effet au Congrès, soit en utilisant la procédure de modification des Actes dans l'intervalle des Congrès. Le Congrès de Vienne a supprimé l'art. en question et a admis que seul le Congrès pouvait se prononcer sur les demandes de changement de classe de contribution, sous réserve de l'application du par. 6. La classe de contribution de chaque Pays-membre est indiquée dans la liste des Pays-membres de l'Union, conformément à l'art. 113.

**126.1** L'expression «autres pays désignés par le Conseil d'administration» concerne les pays qui ne font pas partie des pays les moins avancés (PMA) et qui demandent à être inscrits dans la classe de 0,5 unité. Etant donné que les demandes formulées ont pour objet l'inscription permanente dans la classe de 0,5 unité, réservée en priorité aux PMA, le CA 1996 a décidé d'appliquer les mêmes critères que l'UIT pour prendre des décisions concernant ce type de demandes de nature récurrente. Les critères ci-après donnent des indications quantitatives, en combinant la population et le produit national brut (PNB) par habitant, pour permettre de déterminer quels «autres pays» peuvent être placés dans la classe de 0,5 unité.

<i>Population</i>	<i>PNB utilisé par l'ONU comme critère pour définir les PMA</i>	<i>Multiplicateur</i>	<i>PNB cible USD</i>
Plus de 1 million	600 USD	0	0
1 million ou moins		1	600
750 000 ou moins		2	1200
500 000 ou moins		3	1800
250 000 ou moins		4	2400

Ces critères comprennent les données démographiques et le PNB par habitant concernant les pays autres que les PMA. Pour pouvoir être inscrit dans la classe de 0,5 unité, un pays ne faisant pas partie des PMA ne doit pas compter plus d'un million d'habitants. P. ex., un pays de ce genre avec une population de 600 000 habitants doit également avoir un PNB n'excédant pas 1200 USD par habitant.

**126.4** Les raisons pour lesquelles les Pays-membres sont invités à communiquer leur intention de changer de classe de contribution avant l'ouverture d'un Congrès n'ont pas pour but de permettre à cet organe de s'y opposer, mais simplement de le mettre dans la possibilité de réagir devant de trop

nombreuses demandes de déclassement ou de prendre certaines mesures adéquates, notamment lors de la fixation du plafond des dépenses annuelles.

**126.6** Le CE a fait usage de cette possibilité en 1985 et 1989 en autorisant un déclassement pour une période de deux ans. En 1993 et 1994, il a autorisé quatre déclassements en précisant que ses décisions étaient définitives puisque le Règl. gén. ne fixe en la matière aucune durée d'application; le Comité de coordination des organes permanents de l'Union a cependant estimé que le CA devrait étudier la question de savoir si un pays déclassé entre deux Congrès peut présenter une nouv. demande de déclassement au Congrès suivant.

**126.7** Chaque Pays-membre a la faculté de demander à être surclassé d'une ou de plusieurs classes. Ces demandes peuvent être présentées à tout moment, que ce soit avant, pendant ou après un Congrès.

## Article 127

### Païement des fournitures du Bureau international (Règl. gén. 116)

Les fournitures que le Bureau international livre à titre onéreux aux Administrations postales doivent être payées dans le plus bref délai possible, et au plus tard dans les six mois à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'envoi du compte par ledit Bureau. Passé ce délai, les sommes dues sont productives d'intérêts au profit de l'Union, à raison de 5 pour cent par an, à compter du jour de l'expiration dudit délai.

#### ■ Commentaires

**127** Entrent dans le cadre de cet art. notamment:

- la fourniture des publications qui ne sont pas remises gratuitement en vertu du Règl. de la Conv.;
- la fourniture de coupons-réponse internationaux;
- les frais des services d'interprétation;
- les abonnements à la Revue;
- la fourniture de bulletins rectificatifs et de mises à jour.

Ne sont pas visées par cet art. les dépenses des services de traduction installés auprès du BI. Celles-ci sont soumises aux règles qui régissent le paiement des parts contributives (v. décision CE 7/1966).

Au sujet de la mise en compte d'intérêts pour des parts contributives non payées dans le délai prescrit, v. art. 125, par. 8.

## Chapitre V

### Arbitrages

#### Article 128

##### Procédure d'arbitrage (Const. 32)

1. En cas de différend à régler par jugement arbitral, chacune des Administrations postales en cause choisit une Administration postale d'un Pays-membre qui n'est pas directement intéressée dans le litige. Lorsque plusieurs Administrations font cause commune, elles ne comptent, pour l'application de cette disposition, que pour une seule.

2. Au cas où l'une des Administrations en cause ne donne pas suite à une proposition d'arbitrage dans le délai de six mois, le Bureau international, si la demande lui en est faite, provoque à son tour la désignation d'un arbitre par l'Administration défaillante ou en désigne un lui-même, d'office.

3. Les parties en cause peuvent s'entendre pour désigner un arbitre unique, qui peut être le Bureau international.

4. La décision des arbitres est prise à la majorité des voix.

5. En cas de partage des voix, les arbitres choisissent, pour trancher le différend, une autre Administration postale également désintéressée dans le litige. A défaut d'une entente sur le choix, cette Administration est désignée par le Bureau international parmi les Administrations non proposées par les arbitres.

6. S'il s'agit d'un différend concernant l'un des Arrangements, les arbitres ne peuvent être désignés en dehors des Administrations qui participent à cet Arrangement.

#### ■ Commentaires

**128** Le présent art. ne traite qu'une partie de la procédure d'arbit., à savoir le choix des arbitres (ou de l'arbitre) et la manière de prendre les décisions. Il laisse ouverte la question des règles de procédure à suivre, d'exécution de la sentence, de la revision ou de la nullité de celle-ci, des frais d'arbit., etc. Cela étant, les arbitres (ou l'arbitre) peuvent décider librement de la procédure à suivre, tout en étant au moins liés par les règles générales du droit international.

**128.1** L'Adm. choisie en tant qu'arbitre ne doit pas être concernée par le litige et elle doit agir en toute indépendance vis-à-vis de l'Adm. qui la choisit et en toute neutralité dans la procédure d'arbit.

Des questions litigieuses peuvent se poser où plus de deux Adm. sont impliquées dans le différend. Afin d'éviter que chacune des Adm. ne choisisse séparément un arbitre, les Adm. ayant des intérêts communs ne comptent, en ce qui concerne le choix d'arbitres, que pour une seule Adm.

**128.2** L'intervention du BI (par. 2 et 5) est la conséquence de la soumission obligatoire des Pays-membres à l'arbit.

## Chapitre VI

### Dispositions finales

#### Article 129

##### Conditions d'approbation des propositions concernant le Règlement général

Pour devenir exécutoires, les propositions soumises au Congrès et relatives au présent Règlement général doivent être approuvées par la majorité des Pays-membres représentés au Congrès. Les deux tiers au moins des Pays-membres de l'Union doivent être présents au moment du vote.

■ **Commentaires**

**129** V. comm. à l'art. 31.1 de la Const.

**Article 130**

Propositions concernant les Accords avec l'Organisation des Nations Unies  
(Const. 9)

Les conditions d'approbation visées à l'article **129** s'appliquent également aux propositions tendant à modifier les Accords conclus entre l'Union postale universelle et l'Organisation des Nations Unies dans la mesure où ces Accords ne prévoient pas les conditions de modification des dispositions qu'ils contiennent.

■ **Commentaires**

**130** Les modifications des Accords entre l'ONU et l'Union sont assujetties à une double procédure: d'une part, celle qui est propre à chaque organisation contractante et qui est basée sur la réglementation intérieure de chacune d'elles et, d'autre part, celle qui découle des arr. d'ordre procédural qui peuvent être pris par les deux organisations en fonction de l'art. XVI de l'Accord ONU/UPU. Le présent art. a trait à la procédure propre à l'Union.

Le Congrès de Lausanne 1974 a adopté la résolution C 7/1974, par laquelle il demande au CA de soumettre, le cas échéant, les projets de nouv. disp. à l'approbation des Pays-membres. Par analogie avec l'art. 129, les modifications à apporter éventuellement à ces Accords ne seront considérées comme adoptées par l'UPU que si elles recueillent l'approbation de la majorité des Pays-membres de l'Union, les deux tiers au moins d'entre eux devant participer au vote.

**Article 131**

Mise à exécution et durée du Règlement général

Le présent Règlement général sera mis à exécution le 1<sup>er</sup> janvier **1996** et demeurera en vigueur jusqu'à la mise à exécution des Actes du prochain Congrès.

■ **Commentaires**

**131** V. comm. à l'art. 33 de la Const. ainsi que l'art. 31.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres ont signé le présent Règlement général en un exemplaire qui est déposé auprès du Directeur général du Bureau international. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Gouvernement du pays siège du Congrès.

Fait à **Séoul**, le **14 septembre 1994**.



# Partie IV

## Règlements intérieurs

### Règlement intérieur des Congrès

#### Sommaire

Art.

1. Dispositions générales
2. Délégations
3. Pouvoirs des délégués
4. Ordre des places
5. Observateurs
6. Doyen du Congrès
7. Présidences et vice-présidences du Congrès et des Commissions
8. Bureau du Congrès
9. Membres des Commissions
10. Groupes de travail
11. Secrétariat du Congrès et des Commissions
12. Langues de délibération
13. Langues de rédaction des documents du Congrès
14. Propositions
15. Examen des propositions en Congrès et Commissions
16. Délibérations
17. Motions d'ordre et motions de procédure
18. Quorum
19. Principe et procédure de vote
20. Conditions d'approbation des propositions
21. Election des membres du Conseil **d'administration** et du Conseil **d'exploitation postale**
22. Election du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international
23. Procès-verbaux
24. Approbation par le Congrès des projets de décisions (Actes, résolutions, etc.)
25. Attribution des études au Conseil **d'administration** et au Conseil **d'exploitation postale**
26. Réserves aux Actes
27. Signature des Actes
28. Modifications au Règlement

## Article premier

### Dispositions générales

Le présent Règlement intérieur, ci-après dénommé le «Règlement», est établi en application des Actes de l'Union et leur est subordonné. En cas de divergence entre l'une de ses dispositions et une disposition des Actes, cette dernière fait autorité.

## Article 2

### Délégations

1. Le terme «délégation» s'entend de la personne ou de l'ensemble des personnes désignées par un Pays-membre pour participer au Congrès. La délégation se compose d'un Chef de délégation ainsi que, le cas échéant, d'un suppléant du Chef de délégation, d'un ou de plusieurs délégués et, éventuellement, d'un ou de plusieurs fonctionnaires attachés (y compris experts, secrétaires, etc.).

2. Les Chefs de délégation, leurs suppléants ainsi que les délégués sont les représentants des Pays-membres au sens de l'article 14, paragraphe 2, de la Constitution s'ils sont munis de pouvoirs répondant aux conditions fixées à l'article 3 du présent Règlement.

3. Les fonctionnaires attachés sont admis aux séances et ont le droit de participer aux délibérations, mais ils n'ont pas, en principe, le droit de vote. Toutefois, ils peuvent être autorisés par leur Chef de délégation à voter au nom de leur pays dans les séances des Commissions. De telles autorisations doivent être remises par écrit avant le début de la séance au Président de la Commission intéressée.

#### ■ Commentaires

2 V. comm. à l'art. 14.2 de la Const. et aux art. 101.2 et 101.3 du Règl. gén.

2.3 Cette disp. tient compte du fait que, généralement, deux Comm. du Congrès siègent simultanément dans deux salles différentes et que certains pays ne sont représentés au Congrès que par un seul délégué muni des pouvoirs lui permettant de prendre part aux délibérations.

## Article 3

### Pouvoirs des délégués

1. Les pouvoirs des délégués doivent être signés par le Chef de l'Etat ou par le Chef du Gouvernement ou par le Ministre des affaires étrangères du pays intéressé. Ils doivent être libellés en bonne et due forme. Les pouvoirs des délégués habilités à signer les Actes (plénipotentiaires) doivent indiquer la portée de cette signature (signature sous réserve de ratification ou d'approbation, signature «ad referendum», signature définitive). En l'absence d'une telle précision, la signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation. Les pouvoirs autorisant à signer les Actes comprennent implicitement le droit de délibérer et de voter. Les délégués auxquels les autorités compétentes ont conféré les pleins



pouvoirs sans en préciser la portée sont autorisés à délibérer, à voter et à signer les Actes, à moins que le contraire ne ressorte explicitement du libellé des pouvoirs.

2. Les pouvoirs doivent être déposés dès l'ouverture du Congrès auprès de l'autorité désignée à cette fin.

3. Les délégués non munis de pouvoirs ou qui n'auront pas déposé leurs pouvoirs peuvent, s'ils ont été annoncés par leur Gouvernement au Gouvernement du pays invitant, prendre part aux délibérations et voter dès l'instant où ils commencent à participer aux travaux du Congrès. Il en est de même pour ceux dont les pouvoirs sont reconnus comme étant entachés d'irrégularités. Ces délégués ne seront plus autorisés à voter à partir du moment où le Congrès aura approuvé le dernier rapport de la Commission de vérification des pouvoirs constatant que leurs pouvoirs font défaut ou sont irréguliers et aussi longtemps que la situation n'est pas régularisée. Le dernier rapport doit être approuvé par le Congrès avant les élections autres que celle du Président du Congrès et avant l'approbation des projets d'Actes.

4. Les pouvoirs d'un Pays-membre qui se fait représenter au Congrès par la délégation d'un autre Pays-membre (procuration) doivent revêtir la même forme que ceux qui sont mentionnés au paragraphe 1.

5. Les pouvoirs et les procurations adressés par télégramme ne sont pas admis. En revanche, sont acceptés les télégrammes répondant à une demande d'information relative à une question de pouvoirs.

6. Une délégation qui, après avoir déposé ses pouvoirs, est empêchée d'assister à une ou plusieurs séances a la faculté de se faire représenter par la délégation d'un autre pays, à la condition d'en donner avis par écrit au Président de la réunion intéressée. Toutefois, une délégation ne peut représenter qu'un seul pays autre que le sien.

7. Les délégués des Pays-membres qui ne sont pas parties à un Arrangement peuvent prendre part, sans droit de vote, aux délibérations du Congrès concernant cet Arrangement.

#### ■ Commentaires

3.1 Le Congrès de Vienne 1964 a adopté un vœu aux termes duquel le BI est invité à transmettre aux Pays-membres et en temps opportun une formule indiquant les conditions auxquelles les pleins pouvoirs doivent répondre pour être reconnus en bonne et due forme.

Antérieurement au Congrès de Hambourg 1984, le Règl. int. des Congrès prévoyait que les pouvoirs des délégués ne comportant pas expressément le pouvoir de signature donnaient simplement le droit de voter; mais, pour tenir compte de la Convention de Vienne sur le droit des traités et d'une pratique de plus en plus généralisée, les Congrès de Tokyo 1969, de Lausanne 1974 et de Rio de Janeiro 1979 avaient assoupli cette règle en décidant que les pouvoirs donnant les pleins pouvoirs aux délégués sans préciser la portée de ceux-ci comportaient implicitement le pouvoir de signature. Le Congrès de Hambourg 1984 a entériné cette pratique.

3.2 En règle générale, les pouvoirs sont déposés auprès du Secrétariat de la Comm. de vérification des pouvoirs.

**3.3** Ce texte fait apparaître clairement que les délégués dont les pouvoirs font défaut ou sont entachés d'irrégularités ne sont plus autorisés à voter à partir du moment où le Congrès a approuvé le dernier rapport de la Comm. de vérification des pouvoirs, étant entendu que cette approbation doit avoir lieu avant toute élection et avant l'approbation des projets d'Actes.

**3.7** V. comm. à l'art. 9.3.

## Article 4

### Ordre des places

1. Aux séances du Congrès et des Commissions, les délégations sont rangées d'après l'ordre alphabétique français des Pays-membres représentés.

2. Le Président du Conseil **d'administration** tire au sort, en temps opportun, le nom du pays qui prendra place en tête devant la tribune présidentielle, lors des séances du Congrès et des Commissions.

#### ■ Commentaires

4 Antérieurement au Congrès de Tokyo 1969, les délégations étaient placées selon l'ordre alphabétique de leur pays et en commençant par la lettre A à partir de la tribune présidentielle. Cette nouv. pratique a été adoptée afin d'éviter que ce soient toujours les mêmes délégations qui siègent au fond des salles de conf. Lorsque deux salles sont utilisées pour les séances du Congrès et des Comm., l'ordre des places est le même dans chacune d'elles.

## Article 5

### Observateurs

1. Des représentants de l'Organisation des Nations Unies peuvent participer aux délibérations du Congrès.

2. Les observateurs des **organisations intergouvernementales** sont admis aux séances du Congrès ou de ses Commissions lorsque sont discutées des questions intéressant ces organisations. Dans les mêmes cas, les observateurs des organisations internationales non gouvernementales peuvent être admis aux séances des Commissions si la Commission concernée y consent.

3. Sont également admis comme observateurs les représentants qualifiés des Unions restreintes établies conformément à l'article 8, paragraphe 1, de la Constitution lorsqu'elles en expriment le désir.

4. Les observateurs dont il est question aux paragraphes 1 à 3 prennent part aux délibérations sans droit de vote.

#### ■ Commentaires

5 Jusqu'au Congrès de Paris 1947, les organismes étrangers au service postal n'étaient pas admis aux réunions de l'UPU. A partir de ce Congrès, l'ONU et différentes organisations internationales intergouvernementales ont participé aux Congrès en qualité d'observateurs. Avec l'entrée en vigueur de l'Accord ONU/UPU, le 1<sup>er</sup> juillet 1948, l'ONU est devenue observateur de droit aux réunions de l'UPU. Cette disp. découle de l'art. II, par. 1, de l'Accord ONU/UPU (v. p. D.2).

Le Congrès de Lausanne 1974 a également admis comme observateurs de droit au sein du Congrès les mouvements de libération nationale reconnus par l'Organisation de l'unité africaine ou par la Ligue des Etats arabes (résolution C 3/1974) et l'Organisation de l'unité africaine (OUA) (décision C 92/1974). Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a accepté à son tour la Ligue des Etats arabes, en qualité d'observateur, à toutes les réunions des organes de l'UPU (résolution C 7/1979).

Jusqu'au Congrès de Vienne 1964, c'était le Congrès lui-même qui décidait, lors de l'adoption de son Règl. int., ceux qu'il désirait inviter à participer à ses travaux. Cette pratique présentait un inconvénient du fait que les invitations ne pouvaient être envoyées qu'après le début du Congrès. Elle fut modifiée par le Congrès de Vienne 1964, qui a chargé le CE, maintenant le CA, de désigner en temps utile les organisations internationales intergouvernementales qui doivent être invitées à se faire représenter au Congrès, les invitations étant envoyées par le Directeur général du BI. Le Congrès de Hambourg 1984 a étendu cette compétence du CA aux organisations internationales non gouvernementales (art. 102, par. 6.19, du Règl. gén.) en précisant que ces dernières peuvent uniquement participer aux travaux des Comm. du Congrès, comme l'indique la présente disp.

## Article 6

### Doyen du Congrès

1. L'Administration postale du pays siège du Congrès suggère la désignation du Doyen du Congrès d'entente avec le Bureau international. Le Conseil **d'administration** procède, en temps opportun, à l'adoption de cette désignation.

2. A l'ouverture de la première séance plénière de chaque Congrès, le Doyen assume la présidence du Congrès jusqu'à ce que celui-ci ait élu son Président. Au surplus, il exerce les fonctions qui lui sont attribuées par le présent Règlement.

#### ■ Commentaires

**6.2** La première phrase du par. 2 consacre la fonction traditionnelle du Doyen. Antérieurement au Congrès de Hambourg 1984, le Doyen proposait au Congrès les Pays-membres qui étaient pressentis pour la présidence et les vice-présidences du Congrès ainsi que pour les diverses présidences et vice-présidences des Comm. Ces fonctions, à l'exception de la présidence du Congrès, ont été transférées au CA à la suite de l'étude sur l'organisation, le fonctionnement et les méthodes de travail du Congrès (v. aussi art. 7, par. 1).

## Article 7

### Présidences et vice-présidences du Congrès et des Commissions

1. Dans sa première séance plénière, le Congrès élit, sur proposition du Doyen, le Président du Congrès, puis approuve, sur proposition du Conseil **d'administration**, la désignation des Pays-membres qui assumeront les vice-présidences du Congrès ainsi que les présidences et vice-présidences des Commissions. Ces fonctions sont attribuées en tenant compte autant que possible de la répartition géographique équitable des Pays-membres.

2. Les Présidents ouvrent et clôturent les séances qu'ils président, dirigent les discussions, donnent la parole aux orateurs, mettent aux voix les propositions et indiquent la majorité requise pour les votes, proclament les décisions et, sous réserve de l'approbation du Congrès, donnent éventuellement une interprétation de ces décisions.

3. Les Présidents veillent au respect du présent Règlement et au maintien de l'ordre au cours des séances.

4. Toute délégation peut en appeler, devant le Congrès ou la Commission, d'une décision prise par le Président de ceux-ci sur la base d'une disposition du Règlement ou d'une interprétation de celui-ci; la décision du Président reste toutefois valable si elle n'est pas annulée par la majorité des membres présents et votant.

5. Si le Pays-membre chargé de la présidence n'est plus en mesure d'assurer cette fonction, l'un des Vice-Présidents est désigné par le Congrès ou par la Commission pour le remplacer.

■ **Commentaires**

7.1 Conformément à une tradition qui remonte aux origines de l'Union, la présidence du Congrès est confiée au pays hôte.

## Article 8

### Bureau du Congrès

1. Le Bureau est l'organe central chargé de diriger les travaux du Congrès. Il est composé du Président et des Vice-Présidents du Congrès ainsi que des Présidents des Commissions. Il se réunit périodiquement pour examiner le déroulement des travaux du Congrès et de ses Commissions et pour formuler des recommandations tendant à favoriser ce déroulement. Il aide le Président à élaborer l'ordre du jour de chaque séance plénière et à coordonner les travaux des Commissions. Il fait des recommandations relatives à la clôture du Congrès.

2. Le Secrétaire général du Congrès et le Secrétaire général adjoint mentionnés à l'article 11, paragraphe 1, assistent aux réunions du Bureau.

■ **Commentaires**

8 Le Bureau est présidé par le Président du Congrès.

## Article 9

### Membres des Commissions

1. Les Pays-membres représentés au Congrès sont, de droit, membres des Commissions chargées de l'examen des propositions relatives à la Constitution, au Règlement général, à la Convention et au Règlement d'exécution de celle-ci.

2. Les Pays-membres représentés au Congrès qui sont parties à un ou plusieurs des Arrangements facultatifs sont de droit membres de la ou des Commissions chargées de la révision de ces Arrangements. Le droit de vote des membres de cette ou de ces Commissions est limité à l'Arrangement ou aux Arrangements auxquels ils sont parties.

3. Les délégations qui ne sont pas membres des Commissions traitant des Arrangements et de leurs Règlements d'exécution ont la faculté d'assister aux séances de celles-ci et de prendre part aux délibérations sans droit de vote.

#### ■ Commentaires

9.1 Depuis le Congrès de Tokyo 1969, tous les Pays-membres représentés au Congrès sont admis comme membres de droit de la Comm. des finances, alors qu'auparavant la composition de cette Comm. était restreinte. Par contre, le nombre des membres de la Comm. de vérification des pouvoirs et celui de la Comm. de rédaction sont limités respectivement à onze et douze membres.

9.3 Suivant une disp. qui remonte au Congrès de Vienne 1891 et qui a été reprise dans le Règl. int. des Congrès postérieurs jusqu'à celui de Vienne 1964, les délégués des pays qui ne participent pas à un Arr. étaient «admis à voter s'ils déclaraient être chargés par leur Gouvernement de signer cet Arrangement». Cette disp. n'a pas été reprise dans le Règl. int. permanent, d'une part parce qu'elle était en opposition avec l'art. relatif aux conditions d'approbation des prop. concernant chaque Arr. et en vertu duquel lesdites prop. «doivent être approuvées par la majorité des Pays-membres présents et votant qui sont parties à l'Arrangement» et, d'autre part, parce que le Règl. int. des Congrès est subordonné aux disp. des Actes (art. 1) (v. aussi art. 3, par. 7).

### Article 10

#### Groupes de travail

**Le Congrès et chaque Commission peuvent constituer des Groupes de travail pour l'étude de questions spéciales.**

### Article 11

#### Secrétariat du Congrès et des Commissions

1. Le Directeur général et le Vice-Directeur général du Bureau international assument respectivement les fonctions de Secrétaire général et de Secrétaire général adjoint du Congrès.

2. Le Secrétaire général et le Secrétaire général adjoint assistent aux séances du Congrès et du Bureau du Congrès, où ils prennent part aux délibérations sans droit de vote. Ils peuvent aussi, dans les mêmes conditions, assister aux séances des Commissions ou s'y faire représenter par un fonctionnaire supérieur du Bureau international.

3. Les travaux du Secrétariat du Congrès, du Bureau du Congrès et des Commissions sont assurés par le personnel du Bureau international, en collaboration avec l'Administration du pays invitant.

4. Les fonctionnaires supérieurs du Bureau international assument les fonctions de Secrétaires du Congrès, du Bureau du Congrès et des Commissions. Ils assistent le Président pendant les séances et sont responsables de la rédaction des procès-verbaux ou des rapports.

5. Les Secrétaires du Congrès et des Commissions sont assistés par des Secrétaires adjoints.

6. Des rapporteurs possédant la langue française sont chargés de la rédaction des procès-verbaux du Congrès et des Commissions.

■ **Commentaires**

11.1 V. art. 110, par. 2.10, du Règl. gén.

11.3 L'organisation et le fonctionnement d'un Congrès sont en fait assurés par deux secrétariats. L'un, composé du personnel du BI, s'occupe de l'organisation, du fonctionnement et du secrétariat proprement dit du Congrès, l'autre, constitué par les agents mis à la disposition par l'Adm. du pays invitant, s'occupe des questions matérielles liées à la tenue d'un Congrès (locaux, machines, reproduction des doc, hôtels, excursions, etc.). La collaboration et la répartition des tâches entre ces deux secrétariats sont précisées dans un accord passé entre le BI et le pays invitant.

11.6 V. également art. 23.

## Article 12

### Langues de délibération

1. Sous réserve du paragraphe 2, les langues française, anglaise, espagnole et russe sont admises pour les délibérations, moyennant un système d'interprétation simultanée ou consécutive.

2. Les délibérations de la Commission de rédaction ont lieu en langue française.

3. D'autres langues sont également autorisées pour les délibérations indiquées au paragraphe 1. La langue du pays hôte jouit d'un droit de priorité à cet égard. Les délégations qui emploient d'autres langues assurent l'interprétation simultanée en l'une des langues mentionnées au paragraphe 1, soit par le système d'interprétation simultanée, lorsque des modifications d'ordre technique peuvent y être apportées, soit par des interprètes particuliers.

4. Les frais d'installation et d'entretien de l'équipement technique sont à la charge de l'Union.

5. Les frais des services d'interprétation sont répartis entre les Pays-membres utilisant la même langue dans la proportion de leur contribution aux dépenses de l'Union.

■ **Commentaires**

12.2 Du fait que les Actes officiels de l'UPU sont rédigés en français, langue officielle de l'Union, les membres de la Comm. de rédaction sont choisis parmi les délégations qui disposent de membres possédant cette langue.

12.3 Au Congrès de Séoul 1994, les langues allemande, arabe, chinoise, coréenne, japonaise et portugaise ont été utilisées en plus des langues énumérées au par. 1.

12.4 V. comm. à l'art. 108.12 du Règl. gén.

12.5 V. art. 108, par. 7, du Règl. gén.

## Article 13

### Langues de rédaction des documents du Congrès

1. Les documents élaborés pendant le Congrès, y compris les projets de décisions soumis à l'approbation du Congrès, sont publiés en langue française par le Secrétariat du Congrès.
2. A cet effet, les documents provenant des délégations des Pays-membres doivent être présentés dans cette langue, soit directement, soit par l'intermédiaire des services de traduction adjoints au Secrétariat du Congrès.
3. Ces services, organisés à leurs frais par les groupes linguistiques constitués selon les dispositions correspondantes du Règlement général, peuvent aussi traduire des documents du Congrès dans leurs langues respectives.

#### ■ Commentaires

**13** Le mot «documents» doit être pris ici dans un sens très large. Il désigne non seulement ce qui est publié sous la cote Congrès – Doc, mais également les prop., les procès-verbaux, les projets de décisions, etc.

Pour la publication des doc, le Congrès de Lausanne 1974 a adopté un nouv. régime (v. art. 107 et 108 du Règl. gén.). Ce nouv. régime s'applique également aux doc du Congrès.

**13.3** Au Congrès de Séoul 1994, des services de traduction ont fonctionné pour les langues anglaise, arabe, espagnole, portugaise et russe.

## Article 14

### Propositions

1. Toutes les questions portées devant le Congrès font l'objet de propositions.
2. Toutes les propositions publiées par le Bureau international avant l'ouverture du Congrès sont considérées comme soumises au Congrès.
3. Deux mois avant l'ouverture du Congrès, aucune proposition ne sera prise en considération, sauf celles qui tendent à l'amendement de propositions antérieures.
4. Est considérée comme amendement toute proposition de modification qui, sans altérer le fond de la proposition, comporte une suppression, une addition à une partie de la proposition originale ou la révision d'une partie de cette proposition. Aucune proposition de modification ne sera considérée comme un amendement si elle est incompatible avec le sens ou l'intention de la proposition originale. Dans les cas douteux, il incombe au Congrès ou à la Commission de trancher la question.
5. Les amendements présentés en Congrès au sujet de propositions déjà faites doivent être remis par écrit en langue française au Secrétariat avant midi l'avant-veille du jour de leur mise en délibération, de façon à pouvoir être distribués

le même jour aux délégués. Ce délai ne s'applique pas aux amendements résultant directement des discussions en Congrès ou en Commission. Dans ce dernier cas, si cela est demandé, l'auteur de l'amendement doit présenter son texte par écrit en langue française ou, en cas de difficulté, en toute autre langue de débat. Le Président intéressé en donnera ou en fera donner lecture.

6. La procédure prévue au paragraphe 5 s'applique également à la présentation des propositions ne visant pas à modifier le texte des Actes (projets de résolution, de recommandation, de vœu, etc.).

7. Toute proposition ou amendement doit revêtir la forme définitive du texte à introduire dans les Actes de l'Union, sous réserve bien entendu de mise au point par la Commission de rédaction.

#### ■ Commentaires

**14.1** Le mot «propositions» a un sens très général. Il comprend aussi bien les prop. de modification des Actes que les projets de résolution, de recommandation, de vœu, etc.

**14.4** Le texte du par. 4 tente de donner une définition aussi précise que possible de l'amendement pour éviter les contestations qui ont lieu parfois au sujet des prop. présentées en dehors des délais et que leurs auteurs cherchent à faire considérer comme des amendements pour les rendre recevables. Le Congrès de Hambourg 1984 a apporté certaines précisions au texte antérieur.

**14.5** V. comm. à l'art. 13.

Bien que le français soit la langue officielle, les Congrès ont admis que les amendements résultant directement des discussions puissent être présentés dans une langue de débat autre que le français, lorsque la rédaction du texte dans cette dernière langue présente des difficultés pour l'auteur de l'amendement.

**14.6** Le par. 6 vise les projets de résolution, de recommandation, de vœu, etc., qui résultent des travaux du Congrès. Par conséquent, il ne peut en aucun cas être interprété dans le sens que des prop. ne modifiant pas les Actes peuvent être introduites après l'ouverture du Congrès, car il serait en contradiction avec l'art. 120 du Règl. gén.

## Article 15

### Examen des propositions en Congrès et Commissions

1. Les propositions d'ordre rédactionnel (dont le numéro est suivi de la lettre R) sont attribuées à la Commission de rédaction soit directement si, de la part du Bureau international, il n'y a aucun doute quant à leur nature (une liste en est établie par le Bureau international à l'intention de la Commission de rédaction), soit si, de l'avis du Bureau international, il y a doute sur leur nature, après que les autres Commissions en ont confirmé la nature purement rédactionnelle (une liste en est aussi établie à l'intention des Commissions intéressées). Toutefois, si de telles propositions sont liées à d'autres propositions de fond à traiter par le Congrès ou par d'autres Commissions, la Commission de rédaction n'en aborde l'étude qu'après que le Congrès ou les autres Commissions se sont prononcés à l'égard des propositions de fond correspondantes. Les propositions dont le numéro n'est pas suivi de la lettre R, mais qui, de l'avis du Bureau international, sont des propositions d'ordre rédactionnel, sont déferées directement aux Commissions



qui s'occupent des propositions de fond correspondantes. Ces Commissions décident, dès l'ouverture de leurs travaux, lesquelles de ces propositions seront attribuées directement à la Commission de rédaction. Une liste de ces propositions est établie par le Bureau international à l'intention des Commissions en cause.

2. En principe, les propositions de modification des Règlements d'exécution qui sont la conséquence de propositions de modification de la Convention et des Arrangements sont traitées par la Commission concernée, à moins que celle-ci ne décide de leur renvoi au Conseil **d'exploitation postale** sur proposition de son Président ou d'une délégation. Si ce renvoi fait l'objet d'une objection, le Président soumet immédiatement la question à un vote de procédure.

3. En revanche, les propositions de modification des Règlements d'exécution qui ne sont pas la conséquence de propositions de modification de la Convention et des Arrangements sont renvoyées au Conseil **d'exploitation postale**, à moins que la Commission ne décide de leur traitement en Congrès sur proposition de son Président ou d'une délégation. Si une telle proposition fait l'objet d'une objection, le Président soumet immédiatement la question à un vote de procédure.

4. Si une même question fait l'objet de plusieurs propositions, le Président décide de leur ordre de discussion en commençant, en principe, par la proposition qui s'éloigne le plus du texte de base et qui comporte le changement le plus profond par rapport au statu quo.

5. Si une proposition peut être subdivisée en plusieurs parties, chacune d'elles peut, avec l'accord de l'auteur de la proposition ou de l'assemblée, être examinée et mise aux voix séparément.

6. Toute proposition retirée en Congrès ou en Commission par son auteur peut être reprise par la délégation d'un autre Pays-membre. De même, si un amendement à une proposition est accepté par l'auteur de celle-ci, une autre délégation peut reprendre la proposition originale non amendée.

7. Tout amendement à une proposition, accepté par la délégation qui présente cette proposition, est aussitôt incorporé dans le texte de la proposition. Si l'auteur de la proposition originale n'accepte pas un amendement, le Président décide si l'on doit voter d'abord sur l'amendement ou sur la proposition, en partant du libellé qui s'écarte le plus du sens ou de l'intention du texte de base et qui entraîne le changement le plus profond par rapport au statu quo.

8. La procédure décrite au paragraphe 7 s'applique également lorsqu'il est présenté plusieurs amendements à une même proposition.

9. Le Président du Congrès et les Présidents des Commissions font remettre à la Commission de rédaction, après chaque séance, le texte écrit des propositions, amendements ou décisions adoptés.

10. Au terme de leurs travaux, les Commissions établissent, au sujet des Règlements d'exécution qui les concernent, une résolution en deux parties qui comportent:

- 1° les numéros des propositions renvoyées au Conseil **d'exploitation postale** pour examen;
- 2° les numéros des propositions renvoyées au Conseil **d'exploitation postale** pour examen avec des directives du Congrès.

Quant aux propositions de modification des Règlements d'exécution qui ont été adoptées par une Commission et transmises ensuite à la Commission de rédaction, elles font l'objet d'une résolution comprenant en annexe le texte définitif des propositions retenues.

#### ■ Commentaires

15 La plupart des prop. sont examinées tout d'abord par les Comm. que le Congrès crée à cet effet; puis les décisions prises dans ce cadre sont soumises à l'approbation des séances plénières. Au début de ses travaux, le Congrès décide quelles sont les prop. qui seront traitées directement en séance plénière, ou confiées à telle Comm. plutôt qu'à telle autre, ou traitées conjointement par plusieurs Comm. Pour les appels, v. art. 24.

15.6 Le par. 6 autorise tout Pays-membre qui est partie à un Acte concerné par une prop. à reprendre cette prop. si elle est retirée par son auteur, même dans le cas où le Pays-membre ne figure pas parmi ceux qui ont appuyé ladite prop. avant son retrait.

## Article 16

### Délibérations

1. Les délégués ne peuvent prendre la parole qu'après avoir été autorisés par le Président de la réunion. Il leur est recommandé de parler sans hâte et distinctement. Le Président doit laisser aux délégués la possibilité d'exprimer librement et pleinement leur avis sur le sujet en discussion, pour autant que cela soit compatible avec le déroulement normal des délibérations.

2. Sauf décision contraire prise à la majorité des membres présents et votant, les discours ne peuvent excéder cinq minutes. Le Président est autorisé à interrompre tout orateur qui dépasse ledit temps de parole. Il peut aussi inviter le délégué à ne pas s'écarter du sujet.

3. Au cours d'un débat, le Président peut, avec l'accord de la majorité des membres présents et votant, déclarer close la liste des orateurs après en avoir donné lecture. Lorsque la liste est épuisée, il prononce la clôture du débat, sous réserve d'accorder à l'auteur de la proposition en discussion, même après la clôture de la liste, le droit de répondre à tout discours prononcé.

4. Le Président peut aussi, avec l'accord de la majorité des membres présents et votant, limiter le nombre des interventions d'une même délégation sur une proposition ou un groupe de propositions déterminé, la possibilité devant cependant être accordée à l'auteur de la proposition d'introduire celle-ci et d'intervenir

ultérieurement, s'il le demande, pour apporter des éléments nouveaux en réponse aux interventions des autres délégations, de telle façon qu'il puisse avoir la parole en dernier lieu s'il la demande.

5. Avec l'accord de la majorité des membres présents et votant, le Président peut limiter le nombre des interventions sur une proposition ou un groupe de propositions déterminé; cette limitation ne peut être inférieure à cinq pour et cinq contre la proposition en discussion.

## Article 17

### Motions d'ordre et motions de procédure

1. Au cours de la discussion de toute question et même, le cas échéant, après la clôture du débat, une délégation peut soulever une motion d'ordre à l'effet de demander:

- des éclaircissements sur le déroulement des débats;
- le respect du Règlement intérieur;
- la modification de l'ordre de discussion des propositions suggéré par le Président.

La motion d'ordre a la priorité sur toutes les questions, y compris les motions de procédure mentionnées au paragraphe 3.

2. Le Président donne immédiatement les précisions désirées ou prend la décision qu'il juge opportune au sujet de la motion d'ordre. En cas d'objection, la décision du Président est aussitôt mise aux voix.

3. En outre, au cours de la discussion d'une question, une délégation peut introduire une motion de procédure ayant pour objet de proposer:

- a) la suspension de la séance;
- b) la levée de la séance;
- c) l'ajournement du débat sur la question en discussion;
- d) la clôture du débat sur la question en discussion.

Les motions de procédure ont la priorité, dans l'ordre établi ci-dessus, sur toutes les autres propositions, hormis les motions d'ordre visées au paragraphe 1.

4. Les motions tendant à la suspension ou à la levée de la séance ne sont pas discutées, mais immédiatement mises aux voix.

5. Lorsqu'une délégation propose l'ajournement ou la clôture du débat sur une question en discussion, la parole n'est accordée qu'à deux orateurs opposés à l'ajournement ou à la clôture du débat, après quoi la motion est mise aux voix.

6. La délégation qui présente une motion d'ordre ou de procédure ne peut pas, dans son intervention, traiter du fond de la question en discussion. L'auteur d'une motion de procédure peut la retirer avant qu'elle soit mise aux voix et toute motion de l'espèce, amendée ou non, qui serait retirée peut être reprise par une autre délégation.

■ **Commentaires**

17 A l'origine de cette disp., il y a d'abord l'emploi abusif que certaines délégations faisaient des motions d'ordre pour se faire entendre en priorité sur le fond du problème en discussion, mais il y a aussi l'imprécision du texte antérieur qui ouvrait la porte à toutes les interprétations et, partant, à tous les abus.

**Article 18**

**Quorum**

1. Sous réserve des paragraphes 2 et 3, le quorum nécessaire pour l'ouverture des séances et pour les votations est constitué par la moitié des Pays-membres représentés au Congrès et ayant droit de vote.
2. Au moment des votes sur la modification de la Constitution et du Règlement général, le quorum exigé est constitué par les deux tiers des Pays-membres de l'Union.
3. En ce qui concerne les Arrangements et leurs Règlements d'exécution, le quorum exigé pour l'ouverture des séances et pour les votations est constitué par la moitié des Pays-membres représentés au Congrès qui sont parties à l'Arrangement dont il s'agit et qui ont droit de vote.
4. Les délégations présentes qui ne participent pas à un vote déterminé ou qui déclarent ne pas vouloir y participer ne sont pas considérées comme absentes en vue de la détermination du quorum exigé aux paragraphes 1, 2 et 3.

■ **Commentaires**

18.1 Le Règl. int. adopté par le Congrès de Tokyo 1969 prévoyait un quorum plus rigoureux en ce qui concernait la Const. et le Règl. gén. Cette restriction a été supprimée par le Congrès de Lausanne 1974 afin de permettre au Congrès de débattre n'importe quelle question, même si la prise d'une décision exige une majorité qualifiée.

**Article 19**

**Principe et procédure de vote**

1. Les questions qui ne peuvent être réglées d'un commun accord sont tranchées par votation.
2. Les votes ont lieu par le système traditionnel ou par le dispositif électronique de votation. Ils sont en principe effectués par le dispositif électronique lorsque celui-ci est à la disposition de l'assemblée. Toutefois, pour un vote secret, le recours au système traditionnel peut avoir lieu si la demande présentée dans ce sens par une délégation est appuyée par la majorité des délégations présentes et votant.
3. Pour le système traditionnel, les procédures de vote sont les suivantes:
  - a) à main levée: si le résultat d'un tel vote donne lieu à des doutes, le Président peut, à son gré ou à la demande d'une délégation, faire procéder immédiatement à un vote par appel nominal sur la même question;

- b) par appel nominal: sur demande d'une délégation ou au gré du Président; l'appel se fait en suivant l'ordre alphabétique français des pays représentés en commençant par le pays dont le nom est tiré au sort par le Président; le résultat du vote, avec la liste des pays par nature de vote, est consigné au procès-verbal de la séance;
  - c) au scrutin secret: par bulletin de vote sur demande de deux délégations; le Président de la réunion désigne en ce cas trois scrutateurs et prend les mesures nécessaires pour assurer le secret du vote.
4. Par le dispositif électronique, les procédures de vote sont les suivantes:
- a) vote non enregistré: il remplace un vote à main levée;
  - b) vote enregistré: il remplace un vote par appel nominal; toutefois, il n'est pas procédé à l'appel des noms des pays, sauf si une délégation le demande et si cette proposition est appuyée par la majorité des délégations présentes et votant;
  - c) vote secret: il remplace un scrutin secret par bulletins de vote.
5. Quel que soit le système utilisé, le vote au scrutin secret a priorité sur toute autre procédure de vote.
6. Quand un vote est commencé, aucune délégation ne peut l'interrompre, sauf s'il s'agit d'une motion d'ordre relative à la manière suivant laquelle s'effectue le vote.
7. Après le vote, le Président peut autoriser les délégués à expliquer leur vote.

## Article 20

### Conditions d'approbation des propositions

1. Pour être adoptées, les propositions visant à la modification des Actes doivent être approuvées:
- a) pour la Constitution: par les deux tiers au moins des Pays-membres de l'Union;
  - b) pour le Règlement général: par la majorité des Pays-membres représentés au Congrès;
  - c) pour la Convention et son Règlement d'exécution: par la majorité des Pays-membres présents et votant;
  - d) pour les Arrangements et leurs Règlements d'exécution: par la majorité des Pays-membres présents et votant qui sont parties aux Arrangements.
2. Les questions de procédure qui ne peuvent être résolues d'un commun accord sont décidées par la majorité des Pays-membres présents et votant. Il en est de même pour des décisions ne concernant pas la modification des Actes, à moins que le Congrès n'en décide autrement à la majorité des Pays-membres présents et votant.

3. Sous réserve du paragraphe 5, par Pays-membres présents et votant, il faut entendre les Pays-membres votant «pour» ou «contre», les abstentions n'étant pas prises en considération dans le décompte des voix nécessaires pour constituer la majorité, de même d'ailleurs que les bulletins blancs ou nuls en cas de vote au scrutin secret.

4. En cas d'égalité des suffrages, la proposition est considérée comme rejetée.

5. Lorsque le nombre d'abstentions et de bulletins blancs ou nuls dépasse la moitié du nombre des suffrages exprimés (pour, contre, abstentions), l'examen de la question est renvoyé à une séance ultérieure au cours de laquelle les abstentions ainsi que les bulletins blancs ou nuls n'entreront plus en ligne de compte.

#### ■ Commentaires

**20.5** Les abstentions dont il est question au par. 5 sont les abstentions manifestées formellement sur le bulletin de vote ou par pression sur le bouton correspondant. On distingue les abstentions des non-participations à un vote, qui, elles, n'entrent pas en considération.

### Article 21

#### Election des membres du Conseil **d'administration** et du Conseil **d'exploitation postale**

En vue de départager les pays ayant obtenu le même nombre de voix aux élections des membres du Conseil **d'administration** ou du Conseil **d'exploitation postale**, le Président procède au tirage au sort.

### Article 22

#### Election du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international

1. Les élections du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international ont lieu au scrutin secret successivement à une ou à plusieurs séances se tenant le même jour. Est élu le candidat qui obtient la majorité des suffrages exprimés par les Pays-membres présents et votant. Il est procédé à autant de scrutins qu'il est nécessaire pour qu'un candidat obtienne cette majorité.

2. Sont considérés comme Pays-membres présents et votant ceux qui votent pour l'un des candidats régulièrement annoncés, les abstentions n'étant pas prises en considération dans le décompte des voix nécessaires pour constituer la majorité, de même que les bulletins blancs ou nuls.

3. Lorsque le nombre d'abstentions et de bulletins blancs ou nuls dépasse la moitié du nombre des suffrages exprimés conformément au paragraphe 2, l'élection est renvoyée à une séance ultérieure au cours de laquelle les abstentions ainsi que les bulletins blancs ou nuls n'entreront plus en ligne de compte.

4. Le candidat qui, à un tour de scrutin, a obtenu le moins de voix est éliminé.

5. En cas d'égalité des voix, il est procédé à un premier, voire à un second scrutin supplémentaire, pour tenter de départager les candidats ex aequo, le vote portant uniquement sur ces candidats. Si le résultat est négatif, le sort décide. Le tirage au sort est opéré par le Président.

## Article 23

### Procès-verbaux

1. Les procès-verbaux des séances du Congrès et des Commissions reproduisent la marche des séances, résumant brièvement les interventions, mentionnent les propositions et le résultat des délibérations. Des procès-verbaux sont établis pour les séances plénières et des procès-verbaux sommaires pour les séances de Commissions.

2. Les procès-verbaux des séances d'une Commission peuvent être remplacés par des rapports à l'intention du Congrès si le Conseil **d'administration** en décide ainsi. En règle générale, les Groupes de travail établissent un rapport à l'intention de l'organe qui les a créés.

3. Toutefois, chaque délégué a le droit de demander l'insertion analytique ou in extenso au procès-verbal ou au rapport de toute déclaration faite par lui, à la condition d'en remettre le texte français au Secrétariat deux heures au plus tard après la fin de la séance.

4. A partir du moment où l'épreuve du procès-verbal ou du rapport a été distribuée, les délégués disposent d'un délai de vingt-quatre heures pour présenter leurs observations au Secrétariat, qui, le cas échéant, sert d'intermédiaire entre l'intéressé et le Président de la séance en question.

5. En règle générale et sous réserve du paragraphe 4, au début des séances du Congrès, le Président soumet à l'approbation le procès-verbal d'une séance précédente. Il en est de même pour les Commissions dont les délibérations font l'objet d'un procès-verbal ou d'un rapport. Les procès-verbaux ou les rapports des dernières séances qui n'auraient pu être approuvés en Congrès ou en Commission sont approuvés par les Présidents respectifs de ces réunions. Le Bureau international tiendra compte également des observations éventuelles que les délégués des Pays-membres lui communiqueront dans un délai de quarante jours après l'envoi desdits procès-verbaux.

6. Le Bureau international est autorisé à rectifier dans les procès-verbaux ou les rapports des séances du Congrès et des Commissions les erreurs matérielles qui n'auraient pas été relevées lors de leur approbation conformément au paragraphe 5.

#### ■ Commentaires

23.2 De tels rapports ont été établis au Congrès de Séoul 1994 pour toutes les Comm.

## Article 24

Approbation par le Congrès des projets de décisions (Actes, résolutions, etc.)

1. En règle générale, chaque projet d'Acte présenté par la Commission de rédaction est examiné article par article. Il ne peut être considéré comme adopté qu'après un vote d'ensemble favorable. L'article 20, paragraphe 1, est applicable à ce vote.
2. Au cours de cet examen, chaque délégation peut reprendre une proposition qui a été adoptée ou rejetée en Commission. L'appel concernant de telles propositions est subordonné à la condition que la délégation en ait informé par écrit le Président du Congrès au moins un jour avant la séance où la disposition visée du projet d'Acte sera soumise à l'approbation du Congrès.
3. Toutefois, il est toujours possible, si le Président le juge opportun pour la suite des travaux du Congrès, de procéder à l'examen des appels avant l'examen des projets d'Actes présentés par la Commission de rédaction.
4. Lorsqu'une proposition a été adoptée ou rejetée par le Congrès, elle ne peut être examinée à nouveau par le même Congrès que si l'appel a été appuyé par au moins dix délégations et approuvé à la majorité des deux tiers des membres présents et votant. Cette faculté se limite aux propositions soumises directement aux séances plénières, étant entendu qu'une même question ne peut donner lieu à plus d'un appel.
5. Le Bureau international est autorisé à rectifier dans les Actes définitifs les erreurs matérielles qui n'auraient pas été relevées lors de l'examen des projets d'Actes, le numérotage des articles et des paragraphes ainsi que les références.
6. **Les projets des décisions autres que celles modifiant les Actes, présentés par la Commission de rédaction, sont en règle générale examinés globalement.** Les paragraphes 2 à 5 sont également applicables aux projets de ces décisions.

### ■ Commentaires

**24.1** Puisqu'il s'agit d'une règle générale, le Président peut, avec l'accord de la majorité, suivre une procédure plus rapide, p. ex. examen chapitre par chapitre.

**24.4** Le par. 4 donne au Congrès la possibilité de revenir sur une décision qui aurait été prise à la hâte.

**24.6** L'adjonction apportée par le Congrès de Séoul 1994 est conforme à la pratique suivie par les Congrès précédents.



#### Article 25

##### Attribution des études au Conseil **d'administration** et au Conseil **d'exploitation postale**

Sur recommandation de son Bureau, le Congrès **attribue les études** au Conseil **d'administration** et au Conseil **d'exploitation postale, suivant** la composition et **les compétences** respectives de ces deux organes, **telles qu'elles sont décrites aux articles 102 et 104 du Règlement général.**

#### Article 26

##### Réserves aux Actes

Les réserves doivent être présentées par écrit en langue française (propositions relatives au Protocole final) de manière à pouvoir être examinées par le Congrès avant la signature des Actes.

#### Article 27

##### Signature des Actes

Les Actes définitivement approuvés par le Congrès sont soumis à la signature des Plénipotentiaires.

#### Article 28

##### Modifications au Règlement

1. Chaque Congrès peut modifier le Règlement intérieur. Pour être mises en délibération, les propositions de modification au présent Règlement, à moins qu'elles ne soient présentées par un organe de l'UPU habilité à introduire des propositions, doivent être appuyées en Congrès par au moins dix délégations.

2. Pour être adoptées, les propositions de modification au présent Règlement doivent être approuvées par les deux tiers au moins des Pays-membres représentés au Congrès.

##### ■ Commentaires

**28.1** Dans le Règl. int. adopté au Congrès de Tokyo 1969, on distinguait les compléments des modifications à apporter audit Règl., les uns et les autres étant soumis à des conditions d'approbation différentes.

Chargé par le Congrès de Tokyo de définir ces notions de «compléments» et de «modifications», le CE a estimé qu'il était extrêmement difficile de trouver un critère de distinction entre ces deux notions. Aussi a-t-il proposé au Congrès de Lausanne 1974 de supprimer le terme «compléments», prop. qui a été adoptée.

**28.2** Les prop. de modification du Règl. int. peuvent être introduites à tout moment, c'est-à-dire même au cours du Congrès (art. 120, par. 5, du Règl. gén.).

# Règlement intérieur du Conseil d'administration

## Sommaire

### Art.

1. But et attributions du Conseil d'administration
2. Membres du Conseil
3. Observateurs de droit
4. Invités
5. Présidences et vice-présidences
6. Comité de gestion
7. Groupe de planification stratégique
8. Secrétariat général
9. Sessions
10. Ordre des places
11. Ordre du jour
12. Commissions, Groupes de travail, Comités de contact et Intergroupes
13. Incidences financières des propositions formulées par les Commissions
14. Questions urgentes soulevées entre deux sessions
15. Langues
16. Quorum
17. Votations
18. Motions d'ordre et motions de procédure
19. Remise en discussion de propositions
20. Election et remplacement du Vice-Directeur général
21. Nomination et promotion des fonctionnaires au grade de Sous-Directeur général (D 2)
22. Résumé des débats et rapports
23. Remboursement des frais de voyage aux représentants des membres et aux invités du Conseil et de ses organes
24. Mise en vigueur

### Article premier

#### But et attributions du Conseil d'administration

1. Le Conseil d'administration, désigné ci-après par le «Conseil», a pour mission d'assurer, entre deux Congrès, la continuité des travaux de l'Union, conformément aux dispositions des Actes de l'Union. Ses attributions découlent notamment de l'article 102 du Règlement général et des décisions du Congrès.

## Article 2

### Membres du Conseil

1. Le Conseil se compose de quarante et un membres, soit un Président et quarante autres membres élus par le Congrès selon l'article 102, paragraphe 3, du Règlement général.
2. Chaque membre du Conseil désigne son représentant, qui doit être compétent dans le domaine postal. Ce représentant peut être accompagné d'un ou de plusieurs autres délégués également habilités à prendre part aux discussions et à voter.

## Article 3

### Observateurs de droit

1. Des représentants de l'Organisation des Nations Unies sont invités à assister et à participer aux délibérations du Conseil.
2. Les représentants du Conseil d'exploitation postale, désignés par celui-ci, peuvent assister aux réunions du Conseil en qualité d'observateurs.
3. Les Unions restreintes peuvent envoyer des observateurs aux réunions du Conseil.
4. L'Administration postale du pays où le Conseil se réunit est invitée à participer aux réunions en qualité d'observateur, si ce pays n'est pas membre du Conseil.
5. La Ligue des Etats arabes et l'Organisation de l'unité africaine (OUA) sont admises en qualité d'observateurs aux travaux du Conseil.
6. Les observateurs visés aux paragraphes 1 à 5 n'ont pas le droit de vote, mais ils peuvent prendre la parole avec l'autorisation du Président.
7. Les observateurs de droit peuvent également participer aux réunions des Commissions et des Groupes de travail, moyennant préavis oral ou écrit donné au Président de l'organe intéressé.

## Article 4

### Invités

1. Les institutions spécialisées de l'ONU peuvent être invitées par le Secrétaire général à assister aux sessions du Conseil.

2. Le Président du Conseil est autorisé à inviter aux réunions de celui-ci, après consultation du Secrétaire général et, le cas échéant, du Président de la Commission concernée, tout organisme international, tout représentant d'association ou d'entreprise ou toute personne qualifiée lorsqu'il estime que cela est dans l'intérêt de l'Union ou des travaux du Conseil. Il peut également inviter dans les mêmes conditions un ou plusieurs Pays-membres non élus au Conseil, intéressés à des questions prévues à l'ordre du jour, compte tenu, en particulier, des dispositions de l'article 102, paragraphe 16, du Règlement général.

3. Les invités ne peuvent participer aux réunions des Groupes de travail que s'ils y ont été formellement autorisés.

4. Les invités n'ont pas le droit de vote, mais ils peuvent prendre la parole après autorisation du Président.

## Article 5

### Présidences et vice-présidences

1. La présidence du Conseil est dévolue de droit au pays hôte du dernier Congrès. Si ce pays se désiste, il devient membre de droit et le Conseil élit à la présidence un des membres appartenant au groupe géographique dont fait partie le pays hôte. Au cours de sa première réunion, le Conseil élit, sur la base d'une répartition géographique équitable, les quatre Vice-Présidents, ainsi que les Présidents et Vice-Présidents des Commissions.

2. Le Président convoque le Conseil, dirige les délibérations et approuve le compte rendu analytique. Il a, en outre, la direction générale des travaux et de l'activité du Conseil. En cas d'empêchement, il est remplacé par un des Vice-Présidents, qui est désigné par tirage au sort.

3. Le Président peut désigner un autre membre du Conseil pour animer une partie des délibérations, par exemple un Président de Commission pour les discussions relatives à certaines attributions de cette Commission.

4. Conformément à l'article 104, paragraphe 7, du Règlement général, le Président du Conseil donne son accord au sujet du lieu et de la date des réunions du Conseil d'exploitation postale.

## Article 6

### Comité de gestion

1. Le Président et les Vice-Présidents du Conseil ainsi que les Présidents de ses Commissions et le Président de son Groupe de planification stratégique constituent le Comité de gestion, qui se réunit à la demande du Président du Conseil. Le Secrétaire général du Conseil et le Secrétaire général adjoint mentionnés à l'article 8, paragraphe 1, assistent aux réunions du Comité de gestion.

2. Le Comité de gestion prépare et dirige les travaux de chaque session; il examine le déroulement des travaux du Conseil et de ses Commissions. Il aide le Président à élaborer l'ordre du jour des séances plénières et à coordonner les travaux des Commissions.

3. Le Comité de gestion assume toutes les tâches que le Conseil décide de lui confier ou dont la nécessité apparaît durant le processus de planification stratégique.

4. Le Président du Conseil d'exploitation postale est invité à assister, en qualité d'observateur, aux réunions du Comité de gestion. Sont également invités à participer aux réunions du Comité de gestion, en qualité d'observateurs, le Président du Groupe de planification stratégique du Conseil d'exploitation postale et le Président du Groupe d'action pour la sécurité postale (GASP).

## Article 7

### Groupe de planification stratégique

1. Le Conseil constitue un Groupe de planification stratégique, relevant du Comité de gestion.

2. Le Groupe de planification stratégique est notamment chargé d'informer le Conseil d'exploitation postale de la politique et des orientations émanant du Conseil d'administration.

3. Le Président du Groupe de planification stratégique du CA, le Président du Groupe de planification stratégique du CEP et le Bureau international forment l'Inter groupe de planification stratégique CA/CEP/BI.

## Article 8

### Secrétariat général

1. Le Directeur général et le Vice-Directeur général du Bureau international assument respectivement les fonctions de Secrétaire général et de Secrétaire général adjoint du Conseil. Les travaux du secrétariat sont assurés par le personnel du Bureau international.

2. Le Secrétaire général est chargé:

2.1 de préparer les travaux du Conseil et d'adresser tous les documents publiés à l'occasion de chaque session aux Pays-membres du Conseil, aux pays qui, sans être membres du Conseil, collaborent aux études entreprises, aux observateurs de droit ainsi qu'aux autres Pays-membres qui en font la demande; les documents publiés avant la session sont envoyés en principe trente jours avant l'ouverture de celle-ci;

- 2.2 de rédiger le résumé des débats des séances du Conseil et les rapports des Commissions, des Groupes de travail, etc.;
  - 2.3 de rédiger le compte rendu analytique des sessions prévu à l'article 103, paragraphe 1, du Règlement général et de le communiquer, après approbation par le Président, avec les résolutions et décisions, aux Pays-membres de l'Union et aux observateurs de droit;
  - 2.4 de préparer le rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil visé à l'article 103, paragraphe 2, du Règlement général et de le communiquer, après approbation par le Conseil, au moins deux mois avant l'ouverture du Congrès, aux Pays-membres de l'Union;
  - 2.5 d'assurer la liaison avec le Conseil d'exploitation postale et de soumettre à celui-ci les questions que le Conseil décide de lui confier conformément à l'article 102, paragraphe 6.26, du Règlement général;
  - 2.6 d'exécuter les décisions du Conseil suivant les directives de ce dernier;
  - 2.7 d'organiser, dans l'intervalle des sessions et conformément aux éventuelles directives du Conseil, la représentation de l'Union aux réunions des Nations Unies, des institutions spécialisées, des Unions restreintes et des autres organisations internationales auxquelles s'intéresse l'Union;
  - 2.8 de transmettre aux Commissions compétentes pour préavis les questions soumises au Conseil, dans l'intervalle des sessions, par un Pays-membre de l'Union ou par les organismes internationaux;
  - 2.9 de liquider, après entente avec le Président, les affaires courantes du Conseil;
  - 2.10 de rédiger la correspondance et de conserver les archives.
3. Le Secrétaire général peut être chargé, par le Président ou par le Conseil lui-même, de l'étude de certaines questions spéciales; dans les mêmes conditions et en vue de simplifier la gestion, certaines attributions peuvent lui être déléguées.

## Article 9 Sessions

1. Le Conseil fixe la date approximative de sa prochaine session annuelle. Si les circonstances l'y obligent, le Président, après avis du Secrétaire général, peut modifier la date fixée, sous réserve de notifier ce changement en temps utile aux membres du Conseil.
2. Le Conseil peut se réunir exceptionnellement lorsque la demande en est faite ou approuvée par un tiers au moins de ses membres ou à l'initiative de son Président. La date est fixée par le Président, après avis du Secrétaire général.

## Article 10

### Ordre des places

1. Aux séances du Conseil et des Commissions, les délégations sont rangées d'après l'ordre alphabétique français des membres.
2. Le Président du Conseil tire au sort, en temps opportun, le nom du pays qui prendra place à la session suivante en tête devant la tribune présidentielle.

## Article 11

### Ordre du jour

1. Le Président établit, sur proposition ou après avis du Secrétaire général, l'ordre du jour provisoire de chaque session. Cet ordre du jour est communiqué aux membres du Conseil en même temps que la convocation.
2. Sont portées, entre autres, à l'ordre du jour provisoire des sessions du Conseil:
  - 2.1 les questions retenues au cours de la session précédente;
  - 2.2 les questions soumises par les membres du Conseil ou par les Pays-membres de l'Union dans l'intervalle des sessions et notifiées au Secrétaire général six semaines au moins avant l'ouverture de la session au cours de laquelle elles doivent être examinées; les questions notifiées au Secrétaire général moins de six semaines avant l'ouverture de la session ne peuvent être prises en considération que si le Conseil en décide ainsi à la majorité des membres présents et votant;
  - 2.3 les suggestions et propositions soumises par le Directeur général du Bureau international.

## Article 12

### Commissions, Groupes de travail, Comités de contact et Intergroupes

1. Le Conseil constitue ses Commissions et détermine leurs attributions; le Conseil et les Commissions, sous réserve du paragraphe 7, peuvent constituer des Groupes de travail pour l'étude des questions spéciales. Le Conseil peut également, avec la participation d'autres organisations internationales, créer des Comités de contact ou des Groupes de travail mixtes pour traiter des problèmes d'intérêt commun.
2. Les dispositions pertinentes du présent Règlement intérieur s'appliquent aux travaux des organes du Conseil.
3. Les membres du Conseil sont, de droit, membres de toutes les Commissions. Toutefois, dans le cas de Commissions traitant exclusivement d'arrangements facultatifs, seuls les membres du Conseil signataires d'un ou des arrangements en question sont membres de droit de ces Commissions.

4. La composition des Groupes de travail, Comités de contact et Intergroupes est déterminée en tenant compte de la question traitée, des souhaits exprimés par les Pays-membres et d'une répartition géographique équitable.

5. Les pays non membres d'une Commission ou d'un Groupe de travail peuvent, moyennant préavis oral ou écrit donné au Président de l'organe intéressé, assister aux séances de celui-ci et prendre part aux délibérations sans droit de vote. Avec l'autorisation du Président de l'organe intéressé, du Président du Conseil et du Secrétaire général, les observateurs peuvent être admis exceptionnellement aux réunions des Comités de contact et des Groupes de travail mixtes s'ils assument des tâches particulières par rapport aux problèmes discutés par ces organes.

6. En accord avec le Conseil d'exploitation postale, le Conseil peut constituer des Intergroupes CA/CEP pour l'étude des questions spéciales intéressant les deux organes. Les règles de fonctionnement sont fixées dans la décision instituant l'Intergroupe. Toutefois, les frais des services d'interprétation sont répartis par moitié entre le CA et le CEP.

7. Le Conseil approuve lors de sa session le calendrier, établi après entente avec les Présidents intéressés et après avis du Secrétaire général, des réunions que les Commissions et les Groupes de travail tiendront jusqu'à la prochaine session. Toute réunion envisagée ultérieurement en dehors de ce calendrier doit, si elle entraîne des dépenses supplémentaires, être autorisée par le Président du Conseil après avis du Secrétaire général.

#### Article 13

##### Incidences financières des propositions formulées par les Commissions

1. Toute proposition présentée par les Commissions qui a des répercussions financières pour l'Union doit être soumise pour examen à la Commission des finances avant que le Conseil procède à son examen. Cette Commission, que le Conseil doit constituer, en fait rapport au Conseil.

#### Article 14

##### Questions urgentes soulevées entre deux sessions

1. Les questions urgentes soulevées entre deux sessions sont traitées par le Président.

2. S'il s'agit de questions de principe, le Président consulte les membres du Conseil et, s'il le juge utile, l'ensemble des Pays-membres de l'Union; il informe les membres consultés des solutions intervenues.



## Article 15

### Langues

1. La langue officielle du Conseil est la langue française.
2. Pour les délibérations du Conseil et des Commissions, ainsi que pour les réunions des Groupes de travail lorsque cela est nécessaire, les langues française, anglaise, espagnole et russe sont admises, moyennant un système d'interprétation simultanée.
3. Les frais des services d'interprétation dans les langues mentionnées au paragraphe 2 sont supportés, selon les modalités fixées au paragraphe 4, par les membres des quatre groupes de pays indiqués ci-après:

<i>Français</i>	<i>Anglais</i>	<i>Espagnol</i>	<i>Russe</i>
Burkina Faso	Afrique du Sud	Argentine	Bulgarie (Rép.)
Congo (Rép.)	Amérique (Etats-Unis)	Chili	Kazakhstan
Côte d'Ivoire (Rép.)	Bangladesh	Cuba	Russie
France	Barbade	Mexique	(Fédération de)
Gabon	Corée (Rép.)	Uruguay	Ukraine
Italie	Emirats arabes unis	Vénézuéla	
	Finlande		
	Ghana		
	Grande-Bretagne		
	Inde		
	Indonésie		
	Iran (Rép. islamique)		
	Kenya		
	Pays-Bas		
	Slovaquie		
	Tanzanie (Rép. unie)		
	Thaïlande		
	Zimbabwe		

Dans l'intervalle de deux sessions du Conseil, tout Pays-membre qui désire changer de langue de délibération doit en informer le Secrétaire général.

4. Les frais des services d'interprétation sont, en principe, divisés en quatre parts égales dont chacune est répartie entre les pays du groupe auquel ils appartiennent dans la proportion de leur contribution aux dépenses de l'Union. Toutefois, si l'interprétation dans une des langues fixées au paragraphe 2 n'est pas utilisée pour une session du Conseil ou pour la réunion intérimaire d'un organe de celui-ci, et à condition que le Bureau international n'ait pas encore pris d'engagements à ce sujet, les frais mentionnés au paragraphe 3 sont divisés en parts égales entre les groupes linguistiques représentés à ladite réunion.
5. Si des membres du Conseil désirent employer d'autres langues, ils doivent assurer l'interprétation simultanée dans l'une des langues anglaise, espagnole, française ou russe, soit par le système indiqué au paragraphe 2, lorsque les modi-

fications d'ordre technique nécessaires peuvent y être apportées, soit par des interprètes particuliers. Les demandes d'emploi d'autres langues doivent être adressées au Secrétaire général au moins six mois avant l'ouverture de la réunion en cause<sup>1</sup>.

6. Les frais relatifs à l'emploi d'autres langues sont répartis entre les Pays-membres qui se servent de ces langues, dans la proportion de leur contribution aux dépenses de l'Union.

7. En dérogation aux dispositions des paragraphes 4 et 6, il appartient à tout groupe de pays intéressés de notifier au Bureau international, directement ou par l'intermédiaire d'un porte-parole reconnu, qu'ils constituent, en ce qui concerne les frais d'interprétation mentionnés aux paragraphes 4 et 6 ci-dessus, un groupe linguistique prenant à sa charge les frais en question, tout en indiquant la clé de répartition entre eux. Le Bureau international tiendra compte de cette déclaration dans la récupération desdits frais.

8. Les frais d'installation et d'entretien de l'équipement technique sont supportés par l'Union.

## Article 16

### Quorum

1. Les délibérations du Conseil ne sont valables que si la moitié au moins de ses membres est présente.

2. En ce qui concerne les Commissions traitant exclusivement d'arrangements facultatifs, le quorum est constitué par la moitié des membres de droit desdites Commissions.

## Article 17

### Votations

1. Chaque membre du Conseil dispose d'une seule voix.

2. Si un membre du Conseil, représenté à une session, est empêché d'assister à une séance, il a la faculté de déléguer exceptionnellement son droit de vote à

---

<sup>1</sup> Les Pays-membres suivants ont demandé à pouvoir employer une autre langue:

<i>Allemand</i>	<i>Arabe</i>	<i>Chinois</i>	<i>Coréen</i>	<i>Japonais</i>
Allemagne	Arabie saoudite Egypte Emirats arabes unis Jordanie Koweït Tunisie	Chine (Rép. pop.)	Corée (Rép.)	Japon (observateur)

un représentant d'un autre membre, à condition d'en donner préalablement avis, par écrit, au Président du Conseil. Toutefois, il est entendu qu'un membre du Conseil ne peut assumer la représentation que d'un seul pays autre que le sien.

3. Les questions qui ne peuvent être réglées d'un commun accord sont décidées par la majorité des membres présents et votant. En cas d'égalité des suffrages, la proposition est considérée comme rejetée.

4. Le vote a lieu:

4.1 à main levée;

4.2 par appel nominal: sur demande d'un membre du Conseil ou au gré du Président; l'appel se fait suivant l'ordre alphabétique français des pays représentés au Conseil;

4.3 au scrutin secret: sur demande de deux membres du Conseil; les mesures nécessaires sont alors prises pour garantir le fonctionnement régulier de cette procédure; celle-ci a la priorité sur les autres procédures de vote.

5. L'expression «membres présents et votant» s'entend des membres votant «pour» ou «contre». Les abstentions ne sont pas prises en considération; de même, il n'est pas tenu compte des bulletins blancs ou nuls en cas de scrutin secret.

6. Quand un vote est commencé, aucune délégation ne peut l'interrompre, sauf s'il s'agit d'une motion d'ordre relative à la manière suivant laquelle s'effectue le vote.

7. Les règles de vote s'appliquent aux décisions prises par la plénière ou par les Commissions.

## Article 18

### Motions d'ordre et motions de procédure

1. Au cours de la discussion de toute question et même, le cas échéant, après la clôture du débat, une délégation peut soulever une motion d'ordre à l'effet de demander:

1.1 des éclaircissements sur le déroulement des débats;

1.2 le respect du Règlement intérieur;

1.3 la modification de l'ordre de discussion des propositions suggéré par le Président.

La motion d'ordre a la priorité sur toutes les questions, y compris les motions de procédure mentionnées au paragraphe 3.

2. Le Président donne immédiatement les précisions désirées ou prend la décision qu'il juge opportune au sujet de la motion d'ordre. En cas d'objection, la décision du Président est aussitôt mise aux voix.

3. En outre, au cours de la discussion d'une question, une délégation peut introduire une motion de procédure ayant pour objet de proposer:

3.1 la suspension de la séance;

3.2 la levée de la séance;

3.3 l'ajournement du débat sur la question en discussion;

3.4 la clôture du débat sur la question en discussion.

Les motions de procédure ont la priorité, dans l'ordre établi ci-dessus, sur toutes les autres propositions, hormis les motions d'ordre visées au paragraphe 1.

4. Les motions tendant à la suspension ou à la levée de la séance ne sont pas discutées, mais immédiatement mises aux voix.

5. Lorsqu'une délégation propose l'ajournement ou la clôture du débat sur une question en discussion, la parole n'est accordée qu'à deux orateurs opposés à l'ajournement ou à la clôture du débat, après quoi la motion est mise aux voix.

6. La délégation qui présente une motion d'ordre ou de procédure ne peut pas, dans son intervention, traiter du fond de la question en discussion. L'auteur d'une motion de procédure peut la retirer avant qu'elle soit mise aux voix, et toute motion de l'espèce, amendée ou non, qui serait retirée peut être reprise par une autre délégation.

## Article 19

### Remise en discussion de propositions

1. Lorsqu'une proposition a été adoptée ou rejetée par le Conseil ou par une Commission, elle ne peut être examinée à nouveau que si le Conseil approuve le principe de ce nouvel examen par un vote effectué de la même manière (à main levée, par appel nominal ou vote secret) que le scrutin précédemment appliqué à la proposition en cause.

## Article 20

### Election et remplacement du Vice-Directeur général

1. Lorsque, dans le cas prévu à l'article 109, paragraphe 4, du Règlement général, le Conseil doit procéder à l'élection du Vice-Directeur général du Bureau international, cette élection a lieu au scrutin secret. Est élu le candidat qui obtient la majorité des suffrages définie à l'article 17, paragraphes 3 et 5. Il est procédé à autant de scrutins qu'il est nécessaire pour obtenir cette majorité.

2. Le candidat qui, à un tour de scrutin, a obtenu le moins de voix est éliminé.

3. En cas d'égalité des voix, il est procédé à un premier, voire à un second scrutin supplémentaire, pour tenter de départager les candidats ex aequo, le vote portant uniquement sur ces candidats. Si le résultat est négatif, le sort décide. Le tirage au sort est opéré par le Président.

4. Si plusieurs candidats n'obtiennent aucune voix lors d'un tour de scrutin, tous ces candidats sont éliminés sans que l'on procède à un scrutin supplémentaire pour tenter de les départager.

5. En cas de vacance du poste de Vice-Directeur général, le Conseil charge, sur proposition du Directeur général, un des Sous-Directeurs généraux d'assumer, jusqu'au prochain Congrès, les fonctions de Vice-Directeur général.

#### Article 21

Nomination et promotion des fonctionnaires au grade de Sous-Directeur général (D 2)

1. Le Conseil est compétent pour nommer et promouvoir les fonctionnaires au grade de Sous-Directeur général (D 2).

2. La nomination et la promotion des fonctionnaires au grade de Sous-Directeur général (D 2) se font au scrutin secret, selon la procédure prévue à l'article 20 pour l'élection du Vice-Directeur général.

#### Article 22

Résumé des débats et rapports

1. Les débats des séances du Conseil font l'objet d'un résumé reproduisant la marche des séances, reprenant brièvement les interventions et mentionnant le résultat des délibérations. Le résumé des débats est diffusé comme les autres documents publiés à l'occasion de chaque session et visés à l'article 8, paragraphe 2.1.

2. Les organes du Conseil établissent, à l'intention du Conseil, des rapports décrivant succinctement leurs travaux.

#### Article 23

Remboursement des frais de voyage aux représentants des membres et aux invités du Conseil et de ses organes

1. Conformément à l'article 102, paragraphe 11, du Règlement général, le représentant de chacun des membres du Conseil participant aux sessions de cet organe, à l'exception des réunions qui ont lieu pendant le Congrès, a droit au remboursement soit du prix d'un billet-avion aller et retour en classe économique ou d'un billet de chemin de fer en 1<sup>re</sup> classe, soit du coût du voyage par tout autre moyen, à condition que ce montant ne dépasse pas le prix du billet-avion aller et retour en classe économique.

2. En application du paragraphe 1, les dispositions suivantes doivent être observées:

- 2.1 si un Pays-membre du Conseil se fait représenter par une même personne ou par des personnes différentes à la session du Conseil et à des réunions de ses organes siégeant au même endroit dans la période qui précède ou suit la session, il ne reçoit qu'une fois le remboursement du prix d'un billet de voyage;
- 2.2 si un Pays-membre du Conseil est convoqué et se fait représenter par une même personne ou par des personnes différentes, dans l'intervalle des sessions du Conseil, à des réunions des organes du Conseil siégeant au même endroit dans un laps de temps n'excédant pas trente jours pour l'ensemble des réunions, il ne reçoit qu'une fois le remboursement du prix d'un billet de voyage.

3. Les frais de voyage des représentants d'un organisme international ou de toutes autres personnes que le Conseil désire associer à ses travaux ne peuvent être mis à la charge de l'Union qu'avec l'accord préalable du Président du Conseil et du Secrétaire général et si cette participation est dans l'intérêt de l'Union ou des travaux du Conseil. Il en est de même des frais de voyage des représentants des Administrations des pays non membres du Conseil que celui-ci désire expressément associer à ses travaux.

#### Article 24

##### Mise en vigueur

- 1. Le présent Règlement entre immédiatement en vigueur.

Ainsi adopté à Berne, le 23 octobre 1995.

Au nom du Conseil d'administration:

Le Président,  
Young-su KWON

Le Secrétaire général,  
Thomas E. LEAVEY

# Règlement intérieur du Conseil d'exploitation postale

(modifié par décisions CEP 22/1996, CEP 14/1997 et CEP 1/1999.1)

## Sommaire

### Art.

1. But et attributions du Conseil d'exploitation postale
2. Membres du CEP
3. Observateurs de droit
4. Invités
5. Présidences, vice-présidences
6. Représentation du CEP aux réunions des organes de l'UPU
7. Comité de gestion
8. Groupe de planification stratégique
9. Secrétariat général
10. Sessions
11. Ordre des places
12. Ordre du jour
13. Revision des Règlements d'exécution
14. Réserves aux Règlements d'exécution révisés par le CEP
15. Commissions, Groupes d'action, Groupes de travail, Comités de contact et Intergroupes
16. Questions urgentes soulevées entre deux sessions
17. Langues
18. Quorum
19. Votations
- 19bis. Election du Président et du Vice-Président
20. Motions d'ordre et motions de procédure
21. Remise en discussion de décisions
22. Résumé des débats et rapports
23. Remboursement des frais de voyage aux représentants des membres, aux observateurs et aux invités du CEP et de ses organes
24. Mise en vigueur

### Article premier

#### But et attributions du Conseil d'exploitation postale

1. Le Conseil d'exploitation postale, désigné ci-après par le «CEP», est chargé de tous les problèmes opérationnels, commerciaux, techniques, économiques et de coopération technique qui présentent de l'intérêt pour les Administrations postales de tous les Pays-membres de l'Union. Ses attributions découlent de l'article 104 du Règlement général.

2. Il remplit cette mission conformément aux Actes de l'Union et formule, s'il y a lieu, des propositions à l'intention du Congrès ou du Conseil d'administration

découlant directement de ses activités définies par l'article 104 du Règlement général. Les propositions à l'intention du Congrès sont soumises par le CEP lui-même, après entente avec le Conseil d'administration lorsqu'il s'agit de questions relevant de la compétence de celui-ci.

## Article 2

### Membres du CEP

1. Le CEP se compose de quarante membres élus par le Congrès.
2. Le représentant de chacun des membres du CEP est désigné par l'Administration postale selon l'article 104, paragraphe 3, du Règlement général. Ce représentant peut être accompagné d'un ou de plusieurs autres fonctionnaires également habilités à prendre part aux discussions et à voter.
3. Les membres du CEP participent effectivement à ses activités.

## Article 3

### Observateurs de droit

1. Le Conseil d'administration peut désigner ses représentants pour assister aux réunions du CEP, en qualité d'observateurs.
2. Les Unions restreintes peuvent envoyer des observateurs aux réunions du CEP.
3. L'Administration postale du pays où le CEP se réunit participe, en qualité d'observateur, aux réunions de celui-ci, si ce pays n'est pas membre du CEP.
4. L'Organisation de l'unité africaine (OUA) et la Ligue des Etats arabes sont admises en qualité d'observateurs aux travaux du CEP.
5. Les observateurs visés aux paragraphes 1 à 4 n'ont pas le droit de vote, mais ils peuvent prendre la parole avec l'autorisation du Président.
6. Les observateurs de droit peuvent également participer aux réunions des Commissions et des Groupes de travail, sous réserve d'en informer au préalable le Président de l'organe intéressé soit par écrit, soit verbalement.

## Article 4

### Invités

1. Le Président du CEP est autorisé à inviter aux réunions de celui-ci, après consultation du Secrétaire général et, le cas échéant, du Président de la Commission concernée, tout organisme international ou toute personne qualifiée lorsqu'il



estime que cela est dans l'intérêt de l'Union ou des travaux du CEP. Il peut également inviter, dans les mêmes conditions, des Administrations postales des Pays-membres n'appartenant pas au CEP et toute association ou entreprise que le CEP souhaite consulter sur des questions concernant son activité.

2. Il n'est pas versé d'honoraires aux Administrations postales invitées. Les autres invités visés au paragraphe 1 peuvent éventuellement recevoir des honoraires dans des cas exceptionnels et après accord préalable entre le Président du CEP, le Président du Conseil d'administration et le Secrétaire général.

3. Les Administrations postales des Pays-membres de l'Union qui collaborent aux activités du CEP sans en être membres sont informées de la tenue des sessions du CEP. Elles peuvent, sur leur demande et à leurs frais, participer, en qualité d'observateurs, aux séances du Conseil ou des Commissions traitant de ces activités.

4. Les invités ne peuvent participer aux réunions des Groupes de travail que s'ils y ont été formellement autorisés par les Présidents/rapporteurs de ces Groupes.

5. Les invités visés aux paragraphes 1 à 4 n'ont pas le droit de vote, mais ils peuvent prendre la parole après autorisation du Président de séance.

## Article 5

### Présidences, vice-présidences

1. A sa première réunion, qui est convoquée et ouverte par le Président du Congrès, le CEP élit, parmi ses membres, les pays qui assument respectivement la présidence, la vice-présidence, les présidences et vice-présidences des Commissions et la présidence du Groupe de planification stratégique.

2. Le Président du CEP convoque les sessions de cet organe et dirige les délibérations. Il a en outre la direction générale des travaux et de l'activité du Conseil. En cas d'empêchement en cours de session, il est remplacé par le Vice-Président et, en cas d'empêchement du Vice-Président, par l'un des Présidents de Commission désigné par tirage au sort.

3. Le Vice-Président assiste le Président dans la direction et l'animation du CEP. A ce titre, il est notamment tenu informé de la préparation et de la programmation des sessions du CEP. Il suit et coordonne les études et les questions particulières réparties entre différentes Commissions.

4. Le Président peut désigner un autre membre du Conseil pour animer une partie des délibérations, par exemple un Président de Commission pour les discussions relatives à certaines affaires de cette Commission, qui, le cas échéant, pourraient être traitées directement en séance plénière.

## Article 6

### Représentation du CEP aux réunions des organes de l'UPU

1. Le Président du CEP représente celui-ci aux réunions du Conseil d'administration, conformément aux dispositions de l'article 102, paragraphe 12, du Règlement général. Le Président du CEP participe aux réunions du «Comité de coordination des travaux des organes permanents de l'Union», en sa qualité de membre de ce Comité.
2. Le CEP peut désigner ses représentants pour assister aux réunions du Conseil d'administration, en qualité d'observateurs, conformément aux dispositions de l'article 102, paragraphe 13, du Règlement général.

## Article 7

### Comité de gestion

1. Le Président, le Vice-Président, les Présidents des Commissions et le Président du Groupe de planification stratégique du CEP forment le Comité de gestion, qui se réunit à la demande du Président. Le Président du Conseil d'administration est invité à participer, en qualité d'observateur, aux réunions du Comité de gestion. Sont également invités à participer aux réunions du Comité de gestion, en qualité d'observateurs, le Président du Groupe de planification stratégique du Conseil d'administration et le Président du Groupe d'action pour la sécurité postale (GASP). Le Secrétaire général du CEP et le Secrétaire général adjoint mentionnés à l'article 9, paragraphe 1, assistent aux réunions du Comité de gestion.
2. Le Comité de gestion prépare les travaux de chaque session et contrôle le déroulement des travaux du CEP et de ses Commissions. Il aide le Président à élaborer l'ordre du jour des séances plénières et à coordonner les travaux des Commissions.
3. Le Comité de gestion assume toutes les tâches que le CEP décide de lui confier ou dont la nécessité apparaît durant le processus de planification stratégique.
4. L'article 23, paragraphe 1, du présent Règlement intérieur ne s'applique pas aux réunions du Comité de gestion.

## Article 8

### Groupe de planification stratégique

1. Le CEP établit un Groupe de planification stratégique relevant du Comité de gestion.
2. Le Président du Groupe de planification stratégique du CEP, le Président du Groupe de planification stratégique du CA et le Bureau international forment

l'Intergroupe de planification stratégique (CA.CEP.BI). Les fonctions et responsabilités en matière de planification stratégique sont décrites dans la résolution C 46/1994 de Séoul.

## Article 9

### Secrétariat général

1. Les fonctions de Secrétaire général et de Secrétaire général adjoint du CEP sont exercées respectivement par le Directeur général et le Vice-Directeur général du Bureau international. Le Secrétariat du CEP est assuré par le Bureau international.

2. Le Secrétaire général du CEP:

- a) prend part aux délibérations du Conseil et de ses organes sans droit de vote; il peut également se faire représenter;
- b) notifie à l'ensemble des Administrations de l'Union les Règlements d'exécution arrêtés ou modifiés par les soins du CEP;
- c) adresse aux Administrations des Pays-membres du CEP, des Pays-membres de l'Union qui, sans être membres du CEP, collaborent aux activités entreprises, aux observateurs de droit ainsi qu'aux autres Administrations postales des Pays-membres qui en font la demande, en principe trente jours avant l'ouverture de la session, tous les documents préparés par le Secrétariat; il leur transmet également les documents publiés pendant et immédiatement après la session;
- d) informe les Administrations postales des Pays-membres de l'Union et les observateurs de droit désignés à l'article 3 du présent Règlement intérieur sur les activités du CEP en leur adressant notamment, après approbation par le Président du CEP, un compte rendu analytique, ainsi que les résolutions et décisions du CEP;
- e) adresse aux membres du Conseil d'administration, après approbation par le Président du CEP, le rapport annuel sur les activités du CEP établi à l'intention du Conseil d'administration;
- f) adresse aux Administrations postales des Pays-membres de l'Union, aux Unions restreintes, à l'OUA et à la Ligue des États arabes, au moins deux mois avant l'ouverture du Congrès, le rapport sur l'ensemble de l'activité du CEP approuvé par ce dernier;
- g) assure la liaison entre les membres du CEP;
- h) assure la liaison avec le Conseil d'administration et soumet au CEP les questions que le Conseil d'administration décide de lui confier;
- i) exécute les décisions du CEP suivant les directives de ce dernier;
- j) prépare les plans stratégique et financier qu'il soumet au CEP;
- k) établit les rapports financiers se rapportant à l'exécution du plan stratégique et les soumet au CEP;
- l) liquide, après entente avec le Président, les affaires courantes du CEP.

3. Le Secrétaire général procède également aux enquêtes qui sont demandées par les Administrations postales en vue de connaître l'opinion des autres

Administrations sur des sujets relevant de la compétence du CEP. Il informe, à toutes fins utiles, le Président, le Vice-Président du CEP et, le cas échéant, le Président de la Commission intéressée de la publication d'une circulaire traitant de ces sujets et, si ceux-ci entrent dans le cadre de l'une des activités, la documentation recueillie est mise à la disposition de ladite Commission.

4. Le Secrétariat du CEP:

- a) prépare les travaux du CEP et les divers rapports sur les activités du CEP;
- b) rédige les résumés et rapports des séances du CEP et de ses organes, ainsi que le compte rendu analytique;
- c) rédige la correspondance et conserve les archives.

## Article 10

### Sessions

1. En principe, le CEP se réunit tous les ans au siège de l'Union. Le Conseil fixe la date et la durée approximatives de sa prochaine session annuelle. Si les circonstances l'y obligent, le Président, avec l'accord préalable du Président du Conseil d'administration et du Secrétaire général, peut modifier la date ou la durée fixée, sous réserve de notifier ce changement en temps utile aux membres du Conseil.

2. Le Conseil peut se réunir exceptionnellement lorsque la demande en est faite ou approuvée par un tiers au moins de ses membres ou à l'initiative de son Président. La date est fixée par le Président, avec l'accord préalable du Président du Conseil d'administration et du Secrétaire général.

## Article 11

### Ordre des places

1. Aux séances du CEP, de ses Commissions et de ses Groupes de travail, les délégations sont rangées d'après l'ordre alphabétique français des membres.

2. Le Président du CEP tire au sort, en temps opportun, le nom du pays qui prendra place à la session suivante en tête devant la tribune présidentielle.

## Article 12

### Ordre du jour

1. Le Président établit, sur proposition ou après avis du Secrétaire général, l'ordre du jour provisoire de chaque session. Cet ordre du jour est communiqué aux membres du CEP ainsi qu'aux observateurs et invités en même temps que la convocation.

2. Chaque Président de Commission établit également, sur proposition ou après avis du Secrétaire général, l'ordre du jour des séances réservées à sa Commission.
3. Sont portées, entre autres, à l'ordre du jour provisoire du CEP:
  - a) les questions retenues au cours de la session précédente;
  - b) les questions soumises par les membres du CEP ou par les Administrations postales des Pays-membres de l'Union dans l'intervalle des sessions et notifiées au Secrétaire général six semaines au moins avant l'ouverture de la session au cours de laquelle elles doivent être examinées; les questions notifiées au Secrétaire général moins de six semaines avant l'ouverture de la session ne peuvent être prises en considération que si le CEP en décide ainsi à la majorité des membres présents et votant;
  - c) les suggestions et propositions soumises par le Directeur général du Bureau international.

### Article 13

#### Revision des Règlements d'exécution

1. Les Règlements d'exécution de la Convention postale universelle et des Arrangements sont arrêtés par le CEP, compte tenu des décisions prises par le Congrès.
2. Les propositions concernant les Règlements d'exécution soumises au CEP entre deux Congrès par les Administrations postales doivent être notifiées au Secrétaire général six semaines au moins avant l'ouverture de la session au cours de laquelle elles seront examinées. En outre, elles ne seront prises en considération que si le CEP en approuve l'urgente nécessité. Les propositions notifiées au Secrétaire général moins de six semaines avant l'ouverture de la session ne peuvent être prises en considération que si le CEP en décide ainsi à la majorité des membres présents et votant.
3. Les propositions découlant des travaux conduits par les Groupes de travail ou par les pays rapporteurs, au nom des Commissions du CEP, sont également soumises aux dispositions du paragraphe 2 ci-dessus lorsqu'elles modifient les règles communes de la Convention applicables au service international postal, ainsi que les règles de la Convention ou des Arrangements ayant des implications financières ou du domaine de la responsabilité des Administrations postales.
4. Les amendements aux propositions relatives à la modification des Règlements d'exécution doivent être remis par écrit au Secrétaire au moins un jour avant la séance lors de laquelle ils seront examinés. Ce délai ne s'applique pas aux amendements résultant directement des discussions en plénière du CEP ou en Commission.
5. Les Règlements d'exécution sont authentifiés par le Président et le Secrétaire général du CEP.

## Article 14

### Réserves aux Règlements d'exécution révisés par le Conseil d'exploitation postale

1. Les réserves aux Règlements d'exécution doivent faire l'objet de propositions présentées par écrit et relatives aux Protocoles finals desdits Règlements.
2. Les Pays-membres qui veulent maintenir les réserves dont ils bénéficient déjà ne sont pas tenus de représenter des propositions à cet effet. Le Bureau international reprend d'office les réserves figurant dans les Protocoles finals précédents, sauf si le pays bénéficiaire déclare y renoncer.
3. Les réserves formulées jusqu'à l'adoption finale des Règlements d'exécution sont examinées par le CEP en même temps que lesdits Règlements.
4. Les réserves formulées après l'adoption finale des Règlements d'exécution, notamment par les pays qui ne sont pas membres du CEP, sont examinées par le CEP à sa session suivante. Toutefois, dans le cas où ladite session se tiendrait après la date de l'entrée en vigueur des Actes du Congrès, le Comité de gestion est autorisé à adopter provisoirement ces réserves.

## Article 15

### Commissions, Groupes d'action, Groupes de travail, Comités de contact et Intergroupes

1. Le CEP constitue ses Commissions et détermine leurs attributions. Il peut également, avec la participation d'autres organisations internationales, créer des Comités de contact ou des Groupes de travail mixtes pour traiter des problèmes d'intérêt commun.
2. Le CEP désigne les membres devant composer la représentation de l'UPU au sein des Comités de contact et des Groupes de travail mixtes œuvrant dans les domaines de sa compétence.
3. Le CEP et les Commissions constituent des Groupes d'action et des Groupes de travail composés d'experts désignés sur la base de leurs compétences et connaissances professionnelles et responsables devant les Pays-membres du CEP. Les Présidents des organes intéressés déterminent les méthodes de travail qui conviennent le mieux pour mener leurs activités à bonne fin. Lorsque les Groupes d'action sont chargés d'études d'intérêt commun au CEP et au CA, ils présentent un rapport à chacun de ces deux organes, soit à une Commission, soit en plénière.
4. Le CEP et les Commissions peuvent constituer, en accord avec le Conseil d'administration, des Intergroupes CA/CEP chargés des études d'intérêt commun. Les règles de fonctionnement sont fixées dans la décision instituant l'Intergroupe.

5. Chaque membre du CEP peut participer aux travaux des Commissions. Les Pays-membres n'appartenant pas au CEP peuvent, sur leur demande ou sur invitation du Président compétent, participer en tant qu'observateurs aux travaux des Commissions, en respectant les conditions que le Conseil peut établir pour assurer le rendement et l'efficacité de son travail. Ils peuvent être sollicités afin de mettre à disposition des experts pour présider ou être membres des Groupes de travail lorsque leurs connaissances ou leur expérience le justifient. Toutefois, dans le cas de Commissions traitant exclusivement d'Arrangements facultatifs, seuls les membres du CEP signataires d'un ou des Arrangements en question sont membres de droit de ces Commissions.

6. La mise en œuvre du Programme et budget nécessite que des rapports sur l'état d'avancement des travaux soient établis trimestriellement et, dans ce but, le Bureau international invite, à intervalles réguliers, les rapporteurs et les Présidents des Groupes de travail à lui adresser un rapport type par l'intermédiaire des Présidents de Commission concernés. Avant chaque session, le Président de chacun des Groupes de travail chargés des programmes et études entrepris par le CEP établit un rapport plus complet sur l'état général d'avancement des travaux et l'adresse au Président de la Commission intéressée. Après y avoir apporté, le cas échéant, des commentaires et compléments, notamment en ce qui concerne les points de caractère général, chaque Président transmet ensuite ces rapports par la voie la plus rapide au Bureau international, à charge pour ce dernier de mettre au point le document et de le diffuser dans les conditions prévues à l'article 9, paragraphe 2, lettre c).

7. Lors de chaque session, le CEP:

- a) procède à des échanges de vues sur les travaux effectués ou en cours et formule, le cas échéant, des recommandations à leur sujet;
- b) arrête le programme des travaux à entreprendre jusqu'à sa prochaine session et coordonne les travaux des Commissions;
- c) examine toutes autres questions qui lui sont soumises par un membre du CEP, par le Conseil d'administration ou par l'Administration postale d'un Pays-membre de l'Union;
- d) approuve le calendrier établi, après entente avec les Présidents de Commission intéressés et après avis du Secrétaire général, des réunions qui se tiendront jusqu'à la prochaine session; toute réunion envisagée en dehors de ce calendrier doit, si elle entraîne des dépenses supplémentaires, être autorisée par le Président du CEP, après avis du Secrétaire général;
- e) procède à la revision annuelle de son programme de travail ainsi qu'il est prévu à l'article 104, paragraphe 11, du Règlement général, sur la base des propositions qui lui sont faites par les Administrations postales et/ou par le Bureau international;
- f) procède à l'actualisation annuelle du plan stratégique et du plan financier qui s'y rapporte, sur la base des propositions qui lui sont faites par l'Inter-groupe de planification CA.CEP.BI.

## Article 16

### Questions urgentes soulevées entre deux sessions

1. Les questions urgentes soulevées entre deux sessions sont traitées par le Président.
2. S'il s'agit de questions de principe, le Président consulte les membres du CEP et les informe des solutions intervenues.

## Article 17

### Langues

1. La langue officielle du CEP est la langue française.
2. Pour les délibérations du CEP et de ses organes, les langues française, anglaise, espagnole et russe sont admises, moyennant un système d'interprétation simultanée<sup>1</sup>.
3. Les frais des services d'interprétation sont supportés, selon les modalités fixées au paragraphe 4, par les groupes indiqués ci-après:

<i>Français</i>	<i>Anglais</i>	<i>Espagnol</i>	<i>Russe</i>
Belgique	Afrique du Sud	Argentine	Russie
Cameroun	Amérique (Etats-Unis)	Cuba	(Fédération de)
Canada	Australie	Espagne	
France	Canada	Mexique	
Grèce	Corée (Rép.)		
Hongrie (Rép.)	Ethiopie		
Italie	Grande-Bretagne		
Roumanie	Inde		
Suisse	Indonésie		
	Kenya		
	Nigéria		
	Norvège		
	Nouvelle-Zélande		
	Pakistan		
	Pays-Bas		
	Sierra Leone		
	Singapour		
	Thaïlande		
	Zambie		

<sup>1</sup> Conformément à l'art. 108, par. 10, du Règl. gén., les pays suivants ont opté pour d'autres langues que celles mentionnées au par. 2:

<i>Allemand</i>	<i>Arabe</i>	<i>Chinois</i>	<i>Japonais</i>	<i>Portugais</i>
Allemagne	Egypte	Chine (Rép. pop.)	Japon	Brésil
	Jordanie			Portugal
	Maroc			



Dans l'intervalle de deux sessions du CEP, tout Pays-membre qui désire changer de langue de délibération doit en informer le Secrétaire général.

4. Les frais mentionnés au paragraphe 3 sont divisés, en principe, en quatre parts égales dont chacune est répartie entre les pays du groupe auquel ils appartiennent, dans la proportion de leur contribution aux dépenses de l'Union.

5. Toutefois, si l'interprétation dans une des langues fixées au paragraphe 2 n'est pas utilisée pour une session du CEP ou pour la réunion intérimaire d'un organe de celui-ci, à condition que le Bureau international n'ait pas encore pris d'engagements à ce sujet, les frais mentionnés au paragraphe 3 sont divisés en parts égales entre les groupes linguistiques représentés à ladite réunion.

6. Si des membres du CEP désirent employer d'autres langues, ils doivent assurer l'interprétation simultanée dans l'une des langues anglaise, espagnole, française ou russe, soit par le système indiqué au paragraphe 2, lorsque les modifications techniques nécessaires peuvent y être apportées, soit par des interprètes particuliers. Les demandes d'emploi d'autres langues doivent être adressées au Secrétariat général au moins six mois avant l'ouverture de la réunion en cause.

7. Les frais relatifs à l'emploi d'autres langues sont répartis entre les Pays-membres qui se servent de ces langues, dans la proportion de leur contribution aux dépenses de l'Union.

8. En dérogation aux dispositions des paragraphes 4, 5 et 7, il appartient à tout groupe de pays intéressés de notifier au Bureau international, directement ou par l'intermédiaire d'un porte-parole reconnu, qu'ils constituent, en ce qui concerne les frais d'interprétation mentionnés aux paragraphes 4, 5 et 7 ci-devant, un groupe linguistique prenant à sa charge les frais en question, tout en indiquant la clé de répartition entre eux. Le Bureau international tiendra compte de cette déclaration dans la récupération desdits frais.

9. Les frais d'installation et d'entretien de l'équipement technique sont supportés par l'Union.

## Article 18

### Quorum

1. Les délibérations ne sont valables que si le CEP réunit la moitié au moins de ses membres.

2. En ce qui concerne les Règlements d'exécution des Arrangements, le quorum est constitué par la moitié des membres du CEP qui sont parties à l'Arrangement dont il s'agit.

3. Au moment des votes sur le Règlement d'exécution de la Convention, le quorum exigé est constitué par la majorité des membres du CEP.

4. Au moment des votes sur les Règlements d'exécution des Arrangements, le quorum exigé est constitué par la majorité des membres du CEP qui sont parties à l'Arrangement dont il s'agit.

#### Article 19

##### Votations

1. Chaque membre du CEP dispose d'une seule voix.

2. Si un membre du CEP, représenté à une session, est empêché d'assister à une séance, il a la faculté de déléguer exceptionnellement son droit de vote à un représentant d'un autre membre, à condition d'en donner préalablement avis par écrit au Président du CEP. Toutefois, il est entendu qu'un membre du CEP ne peut assumer la représentation que d'un seul pays autre que le sien.

3. Les questions qui ne peuvent être réglées d'un commun accord sont décidées par la majorité des membres présents et votant. En cas d'égalité des suffrages, la proposition est considérée comme repoussée.

4. Les propositions relatives au Règlement d'exécution de la Convention doivent être approuvées par la majorité des membres du CEP. Pour les propositions qui concernent les Règlements d'exécution des Arrangements, la majorité requise est celle des membres du CEP qui sont parties à ces Arrangements.

5. La revision et la modification des taxes indicatives mentionnées à l'article 9.2 de la Convention, des barèmes mentionnés à l'article 48.1 de la Convention et des rémunérations mentionnées aux articles 49.2 et 49.4.1.1 de la Convention doivent être approuvées par la majorité des membres du CEP.

6. La revision et la modification des tableaux mentionnés aux articles 35.1 et 36.2 de l'Arrangement concernant les colis postaux doivent être approuvées par la majorité des membres du CEP qui sont parties à cet Arrangement.

7. Le vote a lieu:

- a) à main levée;
- b) par appel nominal: sur demande d'un membre du CEP ou au gré du Président; l'appel se fait suivant l'ordre alphabétique français des pays représentés au CEP;
- c) au scrutin secret: sur demande de deux membres du CEP; les mesures nécessaires sont alors prises pour garantir le fonctionnement régulier de cette procédure.

8. L'expression «membres présents et votant» s'entend des membres votant «pour» ou «contre». Les abstentions ne sont pas prises en considération; de même, il n'est pas tenu compte des bulletins blancs ou nuls en cas de scrutin secret.

9. Quand un vote est commencé, aucune délégation ne peut l'interrompre, sauf s'il s'agit d'une motion d'ordre relative à la manière suivant laquelle s'effectue le vote.

#### Article 19bis

##### Election du Président et du Vice-Président

1. Le Président, le Vice-Président et le Président du CA doivent provenir de groupes géographiques différents.
2. Le Président et le Vice-Président ne peuvent pas être deux pays développés ou deux pays en développement.
3. Pour être valable, toute candidature doit être présentée par écrit au Secrétaire général du Congrès au plus tard l'avant-veille du jour prévu pour l'élection et être appuyée par au moins deux autres pays.
4. Un pays peut présenter sa candidature à la fois pour la présidence et la vice-présidence du Conseil.
5. Les élections du Président et du Vice-Président ont lieu au scrutin secret. Est élu le candidat qui obtient la majorité des suffrages définie à l'article 19, paragraphes 3 et 8. Il est procédé à autant de scrutins qu'il est nécessaire pour obtenir cette majorité.
6. Le candidat, ou les candidats en cas d'égalité de voix, qui, à un tour de scrutin, a obtenu le moins de voix est éliminé. Si plusieurs candidats n'obtiennent pas au moins 10 pour cent des suffrages exprimés lors d'un tour de scrutin, tous ces candidats sont éliminés.
7. Avant chaque tour de scrutin, tout candidat peut retirer sa candidature.

#### Article 20

##### Motions d'ordre et motions de procédure

1. Au cours de la discussion de toute question et même, le cas échéant, après la clôture du débat, une délégation peut soulever une motion d'ordre à l'effet de demander:
  - a) des éclaircissements sur le déroulement des débats;
  - b) le respect du Règlement intérieur;
  - c) la modification de l'ordre de discussion des propositions suggéré par le Président.

La motion d'ordre a la priorité sur toutes les questions, y compris les motions de procédure mentionnées au paragraphe 3.

2. Le Président donne immédiatement les précisions désirées ou prend la décision qu'il juge opportune au sujet de la motion d'ordre. En cas d'objection, la décision du Président est aussitôt mise aux voix.

3. En outre, au cours de la discussion d'une question, une délégation peut introduire une motion de procédure ayant pour objet de proposer:

- a) la suspension de la séance;
- b) la levée de la séance;
- c) l'ajournement du débat sur la question en discussion;
- d) la clôture du débat sur la question en discussion.

Les motions de procédure ont la priorité, dans l'ordre établi ci-dessus, sur toutes les autres propositions, hormis les motions d'ordre visées au paragraphe 1.

4. Les motions tendant à la suspension ou à la levée de la séance ne sont pas discutées, mais immédiatement mises aux voix.

5. Lorsqu'une délégation propose l'ajournement ou la clôture du débat sur une question en discussion, la parole n'est accordée qu'à deux orateurs opposés à l'ajournement ou à la clôture du débat, après quoi la motion est mise aux voix.

6. La délégation qui présente une motion d'ordre ou de procédure ne peut pas, dans son intervention, traiter du fond de la question en discussion. L'auteur de la motion de procédure peut la retirer avant qu'elle soit mise aux voix, et toute motion de l'espèce, amendée ou non, qui serait retirée, peut être reprise par une autre délégation.

## Article 21

### Remise en discussion de décisions

1. Lorsqu'une décision a été prise par le Conseil ou par une Commission, la question ne peut être examinée à nouveau que si le Conseil approuve le principe de ce nouvel examen. L'approbation de la remise en discussion est soumise aux majorités fixées à l'article 19, paragraphes 3, 4, 5 et 6.

## Article 22

### Résumé des débats et rapports

1. Les débats des séances du CEP font l'objet d'un résumé reproduisant la marche des séances, reprenant brièvement les interventions et mentionnant le résultat des délibérations. Le résumé des débats est diffusé comme les autres documents publiés à l'occasion de chaque session et visés à l'article 9, paragraphe 2, lettre c).

2. Les organes du CEP établissent, à l'intention du Conseil, des rapports décrivant succinctement leurs travaux.

## Article 23

Remboursement des frais de voyage aux représentants des membres, aux observateurs et aux invités du CEP et de ses organes

1. Conformément à l'article 104, paragraphe 4, du Règlement général, le représentant de chacun des Pays-membres du CEP considérés comme défavorisés d'après les listes établies par l'Organisation des Nations Unies et participant aux réunions du Conseil et de ses organes, à l'exception de celles qui ont lieu pendant le Congrès, a droit au remboursement soit du prix d'un billet-avion aller et retour en classe économique ou d'un billet de chemin de fer en 1<sup>re</sup> classe, soit du coût du voyage par tout autre moyen, à condition que ce montant ne dépasse pas le coût du billet-avion aller et retour en classe économique.

2. En application du paragraphe 1, les dispositions suivantes doivent être observées:

- a) si l'un des Pays-membres du CEP auxquels se réfère le paragraphe 1 se fait représenter par une même personne ou par des personnes différentes à la session du CEP et à des réunions de ses organes siégeant au même endroit dans la période qui précède ou suit la session, le représentant ne reçoit qu'une fois le remboursement du prix du billet de voyage;
- b) si l'un des Pays-membres du CEP auxquels se réfère le paragraphe 1 est convoqué et se fait représenter par une même personne ou par des personnes différentes dans l'intervalle des sessions du CEP, à des réunions de Commissions ou de Groupes de travail siégeant au même endroit dans un laps de temps n'excédant pas trente jours pour l'ensemble des réunions, le représentant ne reçoit qu'une seule fois le remboursement du prix du billet de voyage.

3. Les paragraphes 1 et 2 sont applicables aux observateurs dont il est question à l'article 3, paragraphe 1, lorsqu'ils sont considérés comme défavorisés d'après les listes établies par l'Organisation des Nations Unies.

4. Les frais de voyage des représentants d'un organisme international ou de toutes autres personnes que le CEP désire associer à ses travaux ne peuvent être mis à la charge de l'Union que dans des cas exceptionnels et avec l'accord préalable du Président du CEP, du Président du Conseil d'administration et du Secrétaire général. Il en est de même des frais de voyage des représentants des Administrations des pays non membres du CEP que celui-ci désire explicitement associer à ses travaux et qui font partie du groupe visé à l'article 104, paragraphe 4, du Règlement général.

Article 24

Mise en vigueur

Le présent Règlement intérieur entre immédiatement en vigueur.

Ainsi adopté à Berne, le 15 février 1995.

Au nom du Conseil d'exploitation postale:

Le Président,  
B.P. BOUTENKO

Le Secrétaire général,  
Thomas E. LEAVEY



# Partie V

## Relations avec l'ONU et statut juridique

### Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union postale universelle

#### ■ Commentaires

Les textes des Accords reproduits ci-après sont annexés à la Const., en vertu des disp. de l'art. 9 de ladite Const.

V. également partie I, aperçu historique, chapitre XI.

#### Préambule

Vu les obligations qui incombent à l'Organisation des Nations Unies selon l'article 57 de la Charte des Nations Unies, l'Organisation des Nations Unies et l'Union postale universelle conviennent de ce qui suit:

#### ■ Commentaires

L'art. 57 de la Charte traite des relations de l'ONU avec les institutions spécialisées. La compétence parallèle de l'UPU découle de l'art. 9 de la Const., qui confirme indirectement la capacité de l'Union de conclure des accords. Cela signifie que l'Union a, dans le cadre de la famille des Nations Unies, la capacité juridique appartenant à un sujet de droit international.

Le préambule n'indique pas les organes compétents pour conclure l'Accord. Toutefois, il découle de l'art. XV ainsi que du Protocole relatif à l'entrée en vigueur de l'Accord ONU/UPU que c'est l'Ass. gén. de l'ONU et le Congrès de l'UPU qui étaient compétents pour approuver l'Accord. Tout en étant annexé à l'Acte fondamental de l'Union, l'Accord ne dépend pas de celui-ci. Sa validité pour l'UPU est déterminée par le fait que l'organe suprême de l'UPU ayant «la capacité de conclure des traités» l'avait approuvé. Pour les membres de l'ONU, les engagements découlant de la Charte prévalent sur ceux des Actes de l'UPU.

#### Article I

L'Organisation des Nations Unies reconnaît l'Union postale universelle (désignée ci-dessous sous le nom de «l'Union») comme étant l'institution spécialisée chargée de prendre toutes les mesures conformes à son acte constitutif pour atteindre les buts qu'elle s'est fixés dans cet acte.

#### ■ Commentaires

I Aux termes de l'art. I du présent Accord, l'ONU a reconnu que l'UPU remplit les conditions énoncées par la Charte pour être considérée comme une institution spécialisée, à savoir qu'elle a été créée par un acte intergouvernemental et qu'elle est pourvue d'attributions internationales étendues dans le domaine économique. Elle a reconnu en outre que l'UPU est, en matière de service postal international, et conformément à son acte constitutif, la seule organisation qui ait la compétence dans ce domaine. Cette entière responsabilité exclut du domaine postal universel les activités de toute autre institution spécialisée.

V. aussi comm. à l'art. 10 de la Const.



## Article II

### Représentation réciproque

1. Des représentants de l'Organisation des Nations Unies seront invités à assister aux Congrès, Conférences administratives et Commissions de l'Union et à participer, sans droit de vote, aux délibérations de ces réunions.
2. Des représentants de l'Union seront invités à assister aux réunions du Conseil économique et social des Nations Unies (désigné ci-dessous sous le nom de «le Conseil»), de ses Commissions ou Comités et à participer, sans droit de vote, aux délibérations de ces organes, lorsque seront traitées les questions inscrites à l'ordre du jour auxquelles l'Union serait intéressée.
3. Des représentants de l'Union seront invités à assister, à titre consultatif, aux réunions de l'Assemblée générale au cours desquelles des questions qui sont de la compétence de l'Union doivent être discutées et à participer, sans droit de vote, aux délibérations des Commissions principales de l'Assemblée générale traitant des questions auxquelles l'Union serait intéressée.
4. Le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies effectuera la distribution de toutes communications écrites présentées par l'Union aux membres de l'Assemblée générale, du Conseil et de ses organes ainsi que du Conseil de tutelle, selon le cas. De même, des communications écrites présentées par l'Organisation des Nations Unies seront distribuées par l'Union à ses membres.

#### ■ Commentaires

II Le Congrès de Paris 1947 décida d'admettre, pour la première fois, des observateurs de l'ONU, avec voix consultative. Ensuite, en vertu de l'art. II, par. 1, de l'Accord, les représentants de l'ONU sont devenus observateurs de droit aux réunions des organes de l'UPU.

L'art. II prévoit une représentation réciproque des deux organisations. Toutefois, il n'y a pas de réciprocité totale dans tous les domaines, l'Accord prévoyant que les Nations Unies seront représentées sans droit de vote aux Congrès, Conf. administratives (le Congrès de Hamburg 1984 a décidé de supprimer la possibilité de tenir des Conf. administratives) et Comm. de l'Union, quelles que soient les questions examinées, tandis que la participation des représentants de l'Union, sans droit de vote ou à titre consultatif, n'est possible qu'aux conditions exposées dans les par. 2 et 3.

Il faut remarquer à ce sujet que les représentants des institutions spécialisées bénéficient, dans la pratique, d'un traitement identique dans les diverses réunions des Nations Unies.

L'UPU est également invitée aux Conf. internationales convoquées par l'ONU. Selon l'art. 8 du Règlement concernant la convocation des Conf. internationales d'Etats, le Conseil «peut inviter à participer aux Conférences des institutions spécialisées reliées à l'ONU». Dans cet ordre d'idée, l'UPU a été invitée et a participé à diverses Conf. et réunions des Nations Unies. Ces Conf. et réunions sont mentionnées dans les Rapp.

Les disp. de l'art. II, par. 1, ne permettent pas aux représentants de l'ONU de participer aux réunions des Unions restreintes.

## Article III

## Inscription de questions à l'ordre du jour

Sous réserve des consultations préliminaires qui pourraient être nécessaires, l'Union inscrira à l'ordre du jour de ses Congrès, Conférences administratives ou Commissions ou, le cas échéant, soumettra à ses membres, suivant la procédure prévue par la Convention postale universelle, les questions portées devant elle par l'Organisation des Nations Unies. Réciproquement, le Conseil, ses Commissions et Comités, de même que le Conseil de tutelle, inscriront à leur ordre du jour les questions qui leur seront soumises par l'Union.

## Article IV

## Recommandations de l'Organisation des Nations Unies

1. L'Union prendra toutes mesures pour soumettre aussitôt que possible, à toutes fins utiles, à ses Congrès, Conférences administratives et Commissions ou à ses membres, suivant la procédure prévue par la Convention postale universelle, toute recommandation officielle que l'Organisation des Nations Unies pourrait lui adresser. Ces recommandations seront adressées à l'Union et non directement à ses membres.

2. L'Union procédera à des échanges de vues avec l'Organisation des Nations Unies sur sa demande, au sujet de ces recommandations, et fera rapport en temps opportun à l'organisation sur la suite donnée par l'Union ou par ses membres auxdites recommandations ou sur tous autres résultats qui auraient suivi la prise en considération de ses recommandations.

3. L'Union coopérera à toute autre mesure nécessaire pour assurer la coordination effective des activités des institutions spécialisées et de l'Organisation des Nations Unies. En particulier, elle collaborera avec tout organe que le Conseil pourrait créer en vue de favoriser cette coordination et pour fournir les informations nécessaires à l'accomplissement de cette tâche.

## ■ Commentaires

IV C'est en principe à l'Ass. gén. qu'il incombe de faire des recommandations; cependant, le Conseil économique et social, selon l'art. 63, par. 2, de la Charte, peut également adresser des recommandations à l'Union, sous l'autorité de l'Ass. gén. (art. 60 de la Charte). D'autre part, le Conseil de sécurité et le Comité spécial chargé de l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux adressent également des recommandations aux institutions spécialisées.

Ces recommandations n'ont pas un caractère impératif; l'Union et ses membres sont donc libres d'y donner suite ou de ne pas en tenir compte.

Conformément à cet art., le BI communique aux Congrès, au CA et, le cas échéant, aux Adm., diverses résolutions concernant notamment:

- l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;
- le développement et la coordination de l'ensemble des activités et des programmes de l'ONU et des institutions spécialisées (p. ex. activité du Corps commun d'inspection);
- la coopération au développement;
- les décennies et années internationales.

Depuis 1964, les Congrès ont adopté plusieurs résolutions en application des recommandations de l'ONU.

## Article V

### Echange d'informations et de documents

1. Sous réserve des mesures nécessaires à la sauvegarde du caractère confidentiel de certains documents, l'échange le plus complet et le plus rapide d'informations et de documents sera effectué entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union.
2. Sans porter préjudice au caractère général des dispositions de l'alinéa précédent:
  - a) l'Union fournira à l'Organisation des Nations Unies un rapport de gestion annuel;
  - b) l'Union donnera suite, dans toute la mesure possible, à toute demande de rapports spéciaux, d'études ou d'informations que l'Organisation des Nations Unies pourrait lui adresser, sous réserve des dispositions de l'article XI du présent Accord;
  - c) l'Union donnera des avis écrits sur des questions de sa compétence qui pourraient lui être demandés par le Conseil de tutelle;
  - d) le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies procédera avec le Directeur du Bureau international de l'Union, à la demande de celui-ci, à des échanges de vues susceptibles de fournir à l'Union des informations présentant pour elle un intérêt particulier.

#### ■ Commentaires

V L'obligation pour l'UPU de fournir à l'ONU le Rapp. a été insérée dans le Règl. gén. (art. 119) par le Congrès de Vienne 1964.

## Article VI

### Assistance à l'Organisation des Nations Unies

1. L'Union convient de coopérer avec l'Organisation des Nations Unies, ses organes principaux et subsidiaires, et de leur prêter son concours dans la mesure compatible avec les dispositions de la Convention postale universelle.
2. En ce qui concerne les membres de l'Organisation des Nations Unies, l'Union reconnaît que, conformément aux dispositions de l'article 103 de la Charte, aucune disposition de la Convention postale universelle ou de ses Arrangements connexes ne peut être invoquée comme faisant obstacle ou apportant une limitation quelconque à l'observation par un Etat de ses obligations envers l'Organisation des Nations Unies.

#### ■ Commentaires

VI Cet art., qui a été désigné au Comité des négociations comme le «cœur de l'Accord», groupe en deux al. deux idées bien distinctes. Le premier al., traitant de la collaboration générale, concerne l'ensemble des membres de l'Union, indépendamment de leur qualité de membre à l'ONU; le second al. règle les conflits de lois qui peuvent se produire entre les disp. de l'ONU et celles de l'UPU; il ne concerne que les membres de l'Union qui sont des Etats membres de l'ONU.

**VI.1** On y retient le principe de la coopération et de l'assistance directes entre l'ONU, ses organes principaux et subsidiaires (art. 7, par. 1 et 2, de la Charte de l'ONU) et l'Union.

**VI.2** En cas de conflit entre les obligations découlant de la Charte et les obligations contenues dans les Actes de l'Union, l'Union a expressément reconnu, pour les membres de l'ONU, le principe contenu dans l'art. 103 de la Charte, selon lequel les obligations émanant de la Charte prévalent sur celles qui découlent des Actes de l'Union. Ce conflit des obligations pourrait surgir notamment en vertu des disp. concernant la liberté de transit et de l'art. 41 de la Charte, qui a la teneur suivante:

«Article 41

Le Conseil de sécurité peut décider quelles mesures n'impliquant pas l'emploi de la force armée doivent être prises pour donner effet à ses décisions, et peut inviter les Membres des Nations Unies à appliquer ces mesures. Celles-ci peuvent comprendre l'interruption complète ou partielle des relations économiques et des communications ferroviaires, maritimes, aériennes, postales, télégraphiques, radio-électriques et des autres moyens de communication, ainsi que la rupture des relations diplomatiques.»

Il est bien entendu que, s'il existe de telles sanctions, le seul mode de transmission aux Adm. est la notification de cette mesure par l'ONU elle-même à chacun de ses membres qui le feront savoir aux Adm. intéressées (v. Doc du Congrès de Paris 1947, II 454).

## Article VII

### Arrangements concernant le personnel

L'Organisation des Nations Unies et l'Union coopéreront, dans la mesure nécessaire, pour assurer autant d'uniformité que possible aux conditions d'emploi du personnel et éviter la concurrence dans son recrutement.

#### ■ Commentaires

**VII** Pendant les dix années qui suivirent l'adoption de l'Accord ONU/UPU, l'UPU conserva le système antérieur des conditions de service pour son personnel, système qui était fortement inspiré du régime applicable aux fonctionnaires de la Confédération suisse.

Depuis 1958, à la suite d'une résolution de la CEL, l'UPU adopta au fil des ans une série de réformes qui aboutirent à un alignement quasi total des conditions de service du BI sur celles du régime commun des Nations Unies. En outre, les conditions d'emploi des experts et consultants de l'Union, engagés au titre des projets d'ass. techn., sont principalement basées sur les disp. de l'ONU.

Quant au système de prévoyance des fonctionnaires du BI, il est pratiquement semblable à celui de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, mais il en est juridiquement indépendant, la Caisse de prévoyance de l'UPU ayant été constituée sous la forme d'une fondation au sens du droit suisse (art. 80 s. du Code civil suisse).

## Article VIII

### Service de statistiques

1. L'Organisation des Nations Unies et l'Union conviennent de coopérer en vue d'assurer la plus grande efficacité et l'usage le plus étendu des informations et des données statistiques.

2. L'Union reconnaît que l'Organisation des Nations Unies constitue l'organisme central chargé de recueillir, analyser, publier, unifier et améliorer les statistiques servant aux buts généraux des organisations internationales.

3. L'Organisation des Nations Unies reconnaît que l'Union est l'organisme qualifié pour recueillir, analyser, publier, unifier et améliorer les statistiques relevant de son domaine propre, sans préjudice de l'intérêt que l'Organisation des Nations

Unies peut avoir à ces statistiques, en tant qu'elles sont essentielles à la réalisation de son propre but et au développement des statistiques à travers le monde.

■ **Commentaires**

**VIII** Sur la base de cette disp., le BI fait parvenir régulièrement à l'ONU les données statistiques de l'Union qui ont été publiées sous forme de doc; il lui communique en outre les statistiques postales qui doivent figurer dans l'Annuaire statistique des Nations Unies.

**Article IX**

**Services administratifs et techniques**

1. L'Organisation des Nations Unies et l'Union reconnaissent que, afin d'employer au mieux leur personnel et leurs ressources, il est souhaitable d'éviter la création de services qui se font concurrence ou font double emploi.

2. L'Organisation des Nations Unies et l'Union prendront toutes dispositions utiles pour l'enregistrement et le dépôt des documents officiels.

■ **Commentaires**

**IX** Selon l'art. 102, par. 1, de la Charte, «tout traité ou accord international conclu par un membre des Nations Unies après l'entrée en vigueur de la présente Charte sera, le plus tôt possible, enregistré au Secrétariat et publié par lui». D'après le Règlement destiné à mettre en application l'art. 102 de la Charte des Nations Unies, un tel traité ou accord international peut être enregistré au Secrétariat de l'ONU par l'institution spécialisée dans les cas suivants:

- a) quand l'acte constitutif de l'institution spécialisée prévoit cet enregistrement;
- b) quand le traité ou l'accord a été enregistré auprès de l'institution spécialisée conformément aux termes de son acte constitutif;
- c) quand le traité ou l'accord a autorisé l'institution spécialisée à effectuer l'enregistrement.

La présente clause n'a pour objet que d'assurer une procédure régulière et ordonnée dans tous les cas où, selon les disp. pertinentes dudit Règlement, l'institution spécialisée est en mesure d'effectuer l'enregistrement pour le compte des parties contractantes. Vu que de telles disp. n'existent pas dans les Actes de l'Union ou dans les accords conclus dans le domaine postal, l'enregistrement d'un traité ou d'un accord international postal, conclu par des membres de l'ONU, n'incombe qu'aux parties contractantes seules.

**Article X**

**Dispositions budgétaires**

Le budget annuel de l'Union sera communiqué à l'Organisation des Nations Unies et l'Assemblée générale aura la faculté de faire à son sujet des recommandations au Congrès de l'Union.

■ **Commentaires**

**X** Dans le domaine budgétaire, l'Union a gardé son autonomie financière. Le montant général des crédits annuels est fixé par le Congrès (v. art. 21 de la Const.), le projet de budget est examiné et approuvé par le CA (v. art. 102, par. 6.4, du Règl. gén.). L'Accord ne stipule que l'obligation de communiquer le budget annuel de l'Union à l'ONU pour que celle-ci puisse, éventuellement, faire des recommandations à son sujet. Il ne s'agit donc, en aucune manière, de la possibilité pour l'ONU d'approuver ou de désapprouver le budget comme tel.

Un Corps commun d'inspection (CCI), organe d'études des Nations Unies, effectue des enquêtes et des inspections sur place dans les différentes organisations des Nations Unies en vue d'aider ces dernières à poursuivre leurs activités de la façon la plus économique possible et en utilisant au mieux les ressources dont elles disposent.

## Article XI

### Couverture des frais de services spéciaux

Si l'Union avait à faire face à des dépenses extraordinaires importantes, en suite de rapports spéciaux, d'études ou d'informations demandées par l'Organisation des Nations Unies en vertu de l'article V ou de toute autre disposition du présent Accord, un échange de vues aurait lieu pour déterminer la manière la plus équitable de couvrir ces dépenses.

## Article XII

### Accords entre institutions

L'Union informera le Conseil de la nature et de la portée de tout accord qu'elle conclurait avec une autre institution spécialisée ou avec toute autre organisation intergouvernementale; en outre, elle informera le Conseil de la préparation de tels accords.

#### ■ Commentaires

**XII** L'obligation d'informer ne donne pas le droit à l'ONU d'intervenir dans les négociations.

## Article XIII

### Liaison

1. En convenant des dispositions ci-dessus, l'Organisation des Nations Unies et l'Union expriment l'espoir qu'elles contribueront à assurer une liaison efficace entre les deux organisations. Elles affirment leur intention de prendre d'un commun accord les mesures nécessaires à cet effet.

2. Les dispositions relatives aux liaisons prévues dans le présent Accord s'appliqueront, dans la mesure souhaitable, aux relations de l'Union avec l'Organisation des Nations Unies, y compris ses services annexes et régionaux.

#### ■ Commentaires

**XIII** Cette liaison doit assurer non seulement la coordination réciproque des mesures nécessaires entre les organismes centraux, mais doit s'étendre également, si besoin en est, à la coopération entre les différents services des deux organisations sur le plan régional, même local. Toutefois, il est entendu qu'en principe les deux organisations ne devraient s'adresser à de tels services régionaux que par l'intermédiaire des organismes centraux.

## Article XIV

### Exécution de l'Accord

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Président de la Commission exécutive et de liaison de l'Union peuvent conclure tous arrangements complémentaires, en vue d'appliquer le présent Accord, qui peuvent paraître souhaitables à la lumière de l'expérience des deux organisations.

■ **Commentaires**

**XIV** En application de cet art., l'Union a conclu, en 1949, avec l'ONU un Accord additionnel au présent Accord relatif à la délivrance aux fonctionnaires de l'UPU des laissez-passer des Nations Unies.

Le changement de dénomination de «Commission exécutive et de liaison» en «Conseil exécutif» puis en «Conseil d'administration» ne justifie pas une modification de l'art. XIV de l'Accord, vu que le changement est purement rédactionnel et que le fond de cet art. n'en est pas altéré.

**Article XV**

**Entrée en vigueur**

Le présent Accord est annexé à la Convention postale universelle conclue à Paris en 1947. Il entrera en vigueur après approbation par l'Assemblée générale des Nations Unies et au plus tôt en même temps que cette Convention.

■ **Commentaires**

**XV** Le Congrès de Paris 1947 et l'Ass. gén. de l'ONU l'ayant approuvé le 4 juillet 1947 et le 15 novembre 1947 respectivement – résolution 124 (II), l'Accord est entré en vigueur aux termes du présent art. simultanément avec la Conv. de Paris, c'est-à-dire le 1<sup>er</sup> juillet 1948.

**Article XVI**

**Revision**

Après un préavis de six mois donné par l'une ou l'autre des parties, le présent Accord pourra être révisé par voie d'entente entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union.

Paris, le 4 juillet 1947.

(signé) J.-J. Le Mouël  
Président du XII<sup>e</sup> Congrès  
de l'Union postale universelle

(signé) Jan Papanek  
Président par intérim du Comité  
du Conseil économique et social  
chargé des négociations  
avec les institutions spécialisées

■ **Commentaires**

**XVI** Le terme «revision» ne comprend pas seulement la revision de certains art.; il englobe aussi l'abrogation de l'Accord même.

La question de la revision ne s'est pas encore posée à l'Union.

# Accord additionnel à l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union postale universelle

## ■ Commentaires

Contrairement à ce qui était le cas pour d'autres institutions spécialisées, l'Accord ONU/UPU ne comportait aucune clause relative à l'utilisation des laissez-passer des Nations Unies par les fonctionnaires de l'UPU.

Considérant que, par la résolution 136 (VI) adoptée le 25 février 1948 par le Conseil économique et social, le Secrétaire général des Nations Unies est prié de conclure, avec toute institution spécialisée qui le demanderait, un accord supplémentaire étendant aux fonctionnaires de cette institution le bénéfice des dispositions de l'article VII de la Convention sur les privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies et de soumettre tout accord supplémentaire de ce genre à l'Assemblée générale pour approbation, et considérant que l'Union postale universelle désire conclure un accord supplémentaire de ce genre complétant l'Accord conclu, conformément à l'article 63 de la Charte, entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union postale universelle; il est convenu, par les présentes, de ce qui suit:

## Article I

La clause ci-dessous sera ajoutée comme article supplémentaire à l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union postale universelle:

«Les fonctionnaires de l'Union postale universelle auront le droit d'utiliser les laissez-passer des Nations Unies conformément à des arrangements spéciaux négociés en application de l'article XIV.»

## ■ Commentaires

I Le laissez-passer ne peut être délivré qu'aux seuls fonctionnaires de l'UPU, aucune clause n'en prévoyant la délivrance aux représentants des membres de l'Union. Toutefois, il est prévu, à la section 26 de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies, de classer ces personnes dans la catégorie des experts et de leur délivrer des certificats lorsqu'ils se déplacent en mission officielle.



## Article II

Le présent Accord entrera en vigueur dès qu'il aura été approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies et l'Union postale universelle.

Pour l'Union postale universelle:

Fait à Paris, le 13 juillet 1949.

(signé) J.-J. Le Mouël  
Président de la Commission  
exécutive et de liaison  
de l'Union postale universelle

Pour l'Organisation des Nations Unies:

Fait à Lake Success, New York,  
le 27 juillet 1949.

(signé) Byron Price  
Secrétaire général par intérim

### ■ Commentaires

II Cet Accord additionnel a été signé le 13 juillet 1949 par le Président de la CEL après que tous les Pays-membres de l'Union eurent été consultés conformément à la procédure prescrite par les art. 22 et 23 de la Conv. (Paris 1947) et que le projet d'Accord eut recueilli l'unanimité des suffrages. Il a été approuvé le 22 octobre 1949 par l'Ass. gén. (résolution 361 (IV)) et il est entré en vigueur à la même date.

# Documents relatifs au statut juridique de l'Union postale universelle

## ■ Commentaires

Contrairement à celle d'autres organisations internationales, la Const. de l'UPU ne contient pas de disp. stipulant le statut juridique de l'Union sur le territoire des Pays-membres.

## A. Sur le territoire suisse

### **I. Accord sur les privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies conclu entre le Conseil fédéral suisse et le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies**

(Du 1<sup>er</sup> juillet 1946)

*Le Conseil fédéral suisse,  
d'une part, et  
le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies,  
d'autre part,*

*considérant* que l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, le 12 février 1946, a approuvé un Plan commun visant le transfert de certains avoirs de la Société des Nations à l'Organisation des Nations Unies, qui avait précédemment fait l'objet d'un accord entre un comité constitué par la Commission préparatoire des Nations Unies et la Commission de contrôle de la Société des Nations,

*considérant* que l'Assemblée de la Société des Nations a approuvé ledit Plan commun le 18 avril 1946,

ont conclu l'Arrangement provisoire ci-après en vue de déterminer les privilèges et immunités à octroyer à l'Organisation, aux représentants de ses membres et à ses fonctionnaires, et de régler d'autres questions connexes.

## ■ Commentaires

Eu égard à la situation de l'Union comme institution spécialisée de l'ONU, le Conseil fédéral suisse a décidé, en date du 3 février 1948, qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1948 le présent Accord s'appliquerait, par analogie, à l'UPU, à ses organes, aux représentants d'Etats membres, aux experts et aux fonctionnaires de cette Union. La CEL, à sa session d'avril 1948, a pris acte avec satisfaction de la décision du Conseil fédéral. La correspondance y relative est reproduite ci-après.

A l'égard des boursiers des organisations internationales qui viennent en Suisse, les autorités fédérales ont adopté une réglementation uniforme qui les met au bénéfice de certaines facilités. Ce traitement particulier a fait l'objet d'une lettre-circ. des autorités suisses aux organisations internationales du 5 décembre 1969. Cette lettre est reproduite ci-après.

Le titre de cet Accord a été modifié par un échange de lettres intervenu entre le Département politique fédéral et l'Office européen des Nations Unies les 5 et 11 avril 1963. Précédemment, il s'intitulait «Arrangement provisoire sur les privilèges...».

Article premier  
Personnalité juridique

- Section 1 Le Conseil fédéral suisse reconnaît la personnalité internationale et la capacité juridique de l'Organisation des Nations Unies. Cette Organisation ne peut, en conséquence, selon les règles du droit international, être traduite devant les tribunaux suisses sans son consentement exprès.

Article II  
Biens, fonds et avoirs

- Section 2 Les locaux de l'Organisation sont inviolables. Ses biens et avoirs en Suisse ne peuvent faire l'objet de perquisition, réquisition, confiscation, expropriation ou de toute autre forme de contrainte exécutive, administrative, judiciaire ou législative.

- Section 3 Les archives de l'Organisation et, d'une manière générale, tous les documents lui appartenant ou détenus par elle en Suisse sont inviolables.

- Section 4 Sans être astreinte à aucun contrôle, réglementation ou moratoire financiers:

- a) l'Organisation peut détenir des fonds, de l'or ou des devises quelconques et avoir des comptes en n'importe quelle monnaie;
- b) l'Organisation peut transférer librement ses fonds, son or ou ses devises en Suisse, hors de Suisse, ou à l'intérieur de la Suisse et convertir toutes devises détenues par elle en toute autre monnaie.

Dans l'exercice des droits qui lui sont accordés en vertu de la présente section, l'Organisation tiendra compte de toutes représentations du Conseil fédéral suisse dans la mesure où elle estimera pouvoir y donner suite sans porter préjudice à ses propres intérêts.

- Section 5 L'Organisation des Nations Unies, ses avoirs, revenus et autres biens sont:

- a) exonérés de tout impôt direct ou indirect, fédéral, cantonal ou communal; il est entendu, toutefois, que l'Organisation ne demandera pas l'exonération des impôts qui ne représenteraient en fait que la simple rémunération de services publics;
- b) exonérés de droit de timbre sur les coupons institué par la loi fédérale suisse du 25 juin 1921 et de l'impôt anticipé institué par l'arrêté du Conseil fédéral du 1<sup>er</sup> septembre 1943, complété par l'arrêté du Conseil fédéral du 31 octobre 1944; l'exonération est effectuée par le remboursement à l'Organisation des droits perçus sur ses avoirs;

- c) exonérés de tous droits de douane sur les objets importés ou exportés par l'Organisation des Nations Unies pour son usage officiel; il est entendu, toutefois, que les articles ainsi importés en franchise ne seront pas vendus en Suisse, à moins que ce ne soit à des conditions agréées par le Conseil fédéral suisse;
- d) affranchis de toute prohibition et restriction d'importation ou d'exportation à l'égard d'objets destinés à l'Organisation des Nations Unies pour son usage officiel, étant entendu qu'il appartient à l'Organisation des Nations Unies d'user de ses bons offices pour obtenir de tout autre Etat intéressé le consentement éventuellement nécessaire, et sous réserve des dispositions des conventions internationales générales et des mesures d'ordre sanitaire;
- e) exonérés de tout droit de douane et de toutes prohibitions et restrictions d'importation et d'exportation à l'égard de ses publications.

L'Organisation des Nations Unies est disposée en principe à ne pas revendiquer l'exonération des impôts indirects ainsi que des taxes à la vente qui entrent dans le prix des biens mobiliers et immobiliers; elle entend limiter cette exonération aux achats importants effectués par elle pour son usage officiel et dont le prix comprendrait des impôts et taxes de cette nature. Dans ces cas, le Conseil fédéral suisse prendra les dispositions administratives appropriées en vue de la remise ou du remboursement du montant de ces impôts et taxes.

Section 6

### Article III

#### Facilités de communications

L'Organisation des Nations Unies bénéficiera en Suisse, pour ses communications officielles, d'un traitement au moins aussi favorable que le traitement accordé par le Conseil fédéral suisse à tout gouvernement, y compris sa mission diplomatique, en ce qui concerne les priorités, tarifs et taxes sur le courrier, les câblogrammes, télégrammes, radiotélégrammes, téléphotos, communications téléphoniques et autres communications, ainsi que sur les tarifs de presse pour les informations à la presse et à la radio, en conformité avec la convention internationale des télécommunications. La correspondance officielle et les autres communications officielles de l'Organisation ne pourront être censurées.

Section 7

L'Organisation des Nations Unies aura le droit d'employer des codes ainsi que d'expédier et de recevoir sa correspondance par des courriers ou valises qui jouiront des mêmes privilèges et immunités que les courriers et valises diplomatiques.

Section 8

## Article IV

### Représentants des Membres de l'Organisation des Nations Unies

- Section 9 Les représentants des Membres de l'Organisation auprès de ses organes principaux et subsidiaires et aux conférences convoquées par l'Organisation jouissent, durant l'exercice de leurs fonctions et au cours des voyages à destination ou en provenance du lieu de la réunion, des immunités et privilèges suivants:
- a) immunité d'arrestation personnelle ou de détention et de saisie de leurs bagages personnels et, en ce qui concerne les actes accomplis par eux en leur qualité de représentants, y compris leurs paroles et écrits, immunité de toute juridiction;
  - b) inviolabilité de tous papiers et documents;
  - c) droit de faire usage de codes et de recevoir des documents ou de la correspondance par courrier ou par valises scellées;
  - d) exemption pour eux-mêmes et pour leurs conjoints à l'égard de toutes mesures restrictives relatives à l'immigration, de toutes formalités d'enregistrement des étrangers et de toutes obligations de service national;
  - e) les mêmes facilités en ce qui concerne les réglementations monétaires ou de change que celles accordées aux représentants de gouvernements étrangers en mission officielle temporaire;
  - f) les mêmes immunités et facilités en ce qui concerne leurs bagages personnels que celles accordées aux agents diplomatiques;
  - g) tels autres privilèges, immunités et facilités non incompatibles avec ce qui précède dont jouissent les agents diplomatiques, sauf le droit de réclamer l'exemption des droits de douane sur des objets importés (autres que ceux qui font partie de leurs bagages personnels) ou l'exemption d'impôts indirects ou de taxe à la vente.
- Section 10 En vue d'assurer aux représentants des Membres de l'Organisation auprès de ses organes principaux et subsidiaires et aux conférences convoquées par l'Organisation une complète liberté de parole et une complète indépendance dans l'accomplissement de leurs fonctions, l'immunité de juridiction en ce qui concerne les paroles ou les écrits ou les actes émanant d'eux dans l'accomplissement de leurs fonctions continuera à leur être accordée, même après que ces personnes auront cessé d'être les représentants de Membres.
- Section 11 Dans les cas où l'incidence d'un impôt quelconque est subordonnée à la résidence de l'assujetti en Suisse, les périodes pendant lesquelles les représentants des Membres de l'Organisation auprès de ses organes principaux et subsidiaires et aux conférences convoquées par l'Organisation se trouveront en Suisse pour l'exercice de leurs fonctions ne seront pas considérées comme des périodes de résidence.

Les privilèges et immunités sont accordés aux représentants des Membres de l'Organisation, non à leur avantage personnel, mais dans le but d'assurer en toute indépendance l'exercice de leurs fonctions en rapport avec l'Organisation. Par conséquent, un Membre de l'Organisation a non seulement le droit, mais le devoir de lever l'immunité de son représentant dans tous les cas où, à son avis, l'immunité entraverait l'action de la justice et où elle peut être levée sans compromettre les fins pour lesquelles elle avait été accordée.

Section 12

Aux fins du présent article, le terme «représentants» est considéré comme comprenant tous les délégués, délégués adjoints, conseillers, experts techniques et secrétaires de délégation.

Section 13

## Article V

### Fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies

Le Secrétaire général communiquera au Conseil fédéral suisse périodiquement et de la même manière qu'aux gouvernements des Etats membres les noms des fonctionnaires auxquels les dispositions du présent article et de l'article VII sont applicables.

Section 14

Les fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies:

Section 15

- a) jouiront de l'immunité de juridiction pour les actes accomplis par eux en leur qualité officielle, y compris leurs paroles et écrits;
- b) seront exonérés de tout impôt sur les traitements et émoluments versés par l'Organisation des Nations Unies;
- c) seront exempts de toute obligation relative au service national, sous réserve des dispositions spéciales concernant les fonctionnaires de nationalité suisse prévues dans l'annexe au présent Arrangement;
- d) ne seront pas soumis, non plus que leurs conjoints et les membres de leur famille vivant à leur charge, aux dispositions limitant l'immigration et aux formalités d'enregistrement des étrangers;
- e) jouiront, en ce qui concerne les facilités de change, des mêmes privilèges que les fonctionnaires d'un rang comparable appartenant aux missions diplomatiques accréditées auprès du Conseil fédéral suisse;
- f) jouiront, ainsi que leurs conjoints et les membres de leur famille vivant à leur charge, des mêmes facilités de rapatriement que les agents diplomatiques en période de crise internationale;
- g) jouiront du droit d'importer en franchise leur mobilier et leurs effets à l'occasion de leur première entrée en fonctions en Suisse.

- Section 16 Le Secrétaire général, les Sous-Secrétaires généraux et les fonctionnaires assimilés jouiront, tant en ce qui les concerne qu'en ce qui concerne leurs conjoints et enfants mineurs, des privilèges, immunités, exemptions et facilités accordés aux envoyés diplomatiques, conformément au droit des gens et aux usages internationaux.
- En outre, les fonctionnaires des catégories désignées par le Secrétaire général, ou la personne par lui déléguée, et agréées par le Conseil fédéral suisse jouiront des privilèges, immunités, exemptions et facilités accordés aux agents diplomatiques non chefs de mission.

■ **Commentaires**

Le texte actuel de cette section est le résultat d'un échange de lettres intervenu entre le Département politique fédéral et l'Office européen des Nations Unies les 5 et 11 avril 1963.

Le Gouvernement suisse laisse à l'ONU comme à l'UPU et aux autres institutions spécialisées le soin de déterminer elles-mêmes les bénéficiaires, étant entendu que le pourcentage de ceux-ci ne doit pas dépasser le 12 pour cent de l'ensemble du personnel (lettre du Département politique fédéral 0.723.71.GG du 16 juin 1970). Toutefois, quelques restrictions ont été apportées par le Gouvernement suisse dans l'application de ce pourcentage par les institutions spécialisées.

- Section 17 Les privilèges et immunités sont accordés aux fonctionnaires uniquement dans l'intérêt de l'Organisation des Nations Unies et non à leur avantage personnel. Le Secrétaire général pourra et devra lever l'immunité accordée à un fonctionnaire dans tous les cas où, à son avis, cette immunité entraverait l'action de la justice et où elle peut être levée sans porter préjudice aux intérêts de l'Organisation. A l'égard du Secrétaire général, le Conseil de sécurité a qualité pour prononcer la levée des immunités.

- Section 18 L'Organisation des Nations Unies collaborera, en tout temps, avec les autorités suisses compétentes en vue de faciliter la bonne administration de la justice, d'assurer l'observation des règlements de police et d'éviter tout abus auquel pourraient donner lieu les privilèges, immunités et facilités énumérés dans le présent article.

**Article VI**

**Experts en mission pour l'Organisation des Nations Unies**

- Section 19 Les experts (autres que les fonctionnaires visés à l'article V), qui accomplissent des missions pour l'Organisation des Nations Unies, jouissent pendant la durée de cette mission, y compris le temps de voyage, des privilèges et immunités nécessaires pour exercer leurs fonctions en toute indépendance. Ils jouissent en particulier des immunités et privilèges suivants:

- a) immunité d'arrestation personnelle ou de détention et de saisie de leurs bagages personnels;
- b) immunité de toute action judiciaire en ce qui concerne les actes accomplis par eux au cours de leurs missions, y compris leurs paroles et écrits; cette immunité continuera à leur être accordée même après que ces personnes auront cessé de remplir leur mission pour l'Organisation des Nations Unies;
- c) inviolabilité de tous papiers et documents;
- d) droit de faire usage de codes et de recevoir des documents et de la correspondance par courrier ou par valises scellées, pour leurs communications avec l'Organisation des Nations Unies;
- e) les mêmes facilités en ce qui concerne les réglementations monétaires ou de change que celles qui sont accordées aux représentants des gouvernements étrangers en mission officielle temporaire;
- f) les mêmes immunités et facilités en ce qui concerne leurs bagages personnels que celles qui sont accordées aux agents diplomatiques.

Les privilèges et immunités sont accordés aux experts dans l'intérêt de l'Organisation des Nations Unies et non à leur avantage personnel. Le Secrétaire général pourra et devra lever l'immunité accordée à un expert dans tous les cas où, à son avis, cette immunité entraverait l'action de la justice et où elle peut être levée sans porter préjudice aux intérêts de l'Organisation.

Section 20

## Article VII

### Laissez-passer des Nations Unies

L'Organisation des Nations Unies pourra délivrer des laissez-passer à ses fonctionnaires. Ces laissez-passer seront reconnus et acceptés, par les autorités suisses, comme titres valables de voyage, compte tenu des dispositions de la section 22.

Section 21

Les demandes de visas (lorsque des visas sont nécessaires) émanant des titulaires de ces laissez-passer, et accompagnés d'un certificat attestant que ces fonctionnaires voyagent pour le compte de l'Organisation, devront être examinées dans le plus bref délai possible. En outre, des facilités de voyage rapide seront accordées aux titulaires de ces laissez-passer.

Section 22

Des facilités analogues à celles qui sont mentionnées à la section 22 seront accordées aux experts et autres personnes qui, sans être munis d'un laissez-passer des Nations Unies, seront porteurs d'un certificat attestant qu'ils voyagent pour le compte de l'Organisation.

Section 23



- Section 24 Le Secrétaire général, les Sous-Secrétaires généraux et les directeurs et, si le Secrétaire général le désire, le principal haut fonctionnaire de l'Organisation en Suisse, voyageant pour le compte de l'Organisation et munis d'un laissez-passer délivré par celle-ci, jouiront des mêmes facilités que les envoyés diplomatiques.
- Section 25 Les dispositions du présent article peuvent être appliquées aux fonctionnaires de rang analogue appartenant à des institutions spécialisées, si les accords fixant les relations desdites institutions avec l'Organisation, aux termes de l'article 63 de la Charte, comportent une disposition à cet effet.

## Article VIII

### Règlement des différends

- Section 26 L'Organisation des Nations Unies devra prévoir des modes de règlement appropriés pour:
- a) les différends en matière de contrats ou autres différends de droit privé dans lesquels l'Organisation serait partie;
  - b) les différends dans lesquels serait impliqué un fonctionnaire de l'Organisation qui, du fait de sa situation officielle, jouit de l'immunité, si cette immunité n'a pas été levée par le Secrétaire général.
- Section 27 Toute contestation entre l'Organisation des Nations Unies et le Conseil fédéral suisse, portant sur l'interprétation ou l'application du présent Arrangement provisoire ou de tout arrangement ou accord additionnel et qui n'aura pas été réglée par voie de négociation, sera soumise à la décision d'un collège de trois arbitres; le premier sera nommé par le Conseil fédéral suisse, le second par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, et un surarbitre par le Président de la Cour internationale de justice; à moins que, dans un cas donné, les parties ne conviennent d'avoir recours à un autre mode de règlement.

## Article final

- Section 28 Le présent Arrangement provisoire entrera en vigueur dès qu'il aura été signé au nom du Conseil fédéral suisse et par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, ou en son nom.

Les dispositions du présent Arrangement provisoire ne pourront être modifiées que d'un commun accord entre le Secrétaire général et le Conseil fédéral suisse. Si l'accord ne peut être réalisé, le Secrétaire général ou le Conseil fédéral suisse pourra dénoncer la totalité ou une section quelconque du présent Arrangement. Dans ce cas, et à moins que le Secrétaire général et le Conseil fédéral suisse n'en décident autrement d'un commun accord, l'Arrangement ou les sections en question resteront en vigueur pendant une durée de trois mois à partir de la date de cette dénonciation. Section 29

Fait et signé à Berne, le 11 juin 1946, et à New York, le 1<sup>er</sup> juillet 1946, en quadruple exemplaire, dont deux en français et deux en anglais, les deux textes étant également authentiques.

Pour la Confédération suisse:  
Le Chef du Département politique,  
(signé) Max Petitpierre

Pour l'Organisation  
des Nations Unies:  
(signé) Trygve Lie

### *Annexe à l'Arrangement*

1. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies communiquera au Conseil fédéral suisse la liste des fonctionnaires de nationalité suisse astreints à des obligations de caractère militaire.
2. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Conseil fédéral suisse établiront, d'un commun accord, une liste restreinte de fonctionnaires de nationalité suisse qui, en raison de leurs fonctions, bénéficieront de dispenses.
3. En cas de mobilisation d'autres fonctionnaires de nationalité suisse, le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies aura la possibilité de solliciter, par l'entremise du Département politique fédéral, un sursis d'appel ou toutes autres mesures appropriées.

## **II. Correspondance échangée entre le Département politique fédéral suisse et le Secrétaire général de la Commission exécutive et de liaison au sujet du statut juridique de l'Union postale universelle en Suisse**

A

Département politique fédéral

Berne, le 5 février 1948

Au Bureau international  
de l'Union postale universelle  
Schwarztorstrasse 38  
Berne

Monsieur le Directeur,

Nous avons l'honneur de vous informer qu'en sa séance du 3 février 1948 le Conseil fédéral a décidé qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1948 l'Arrangement provisoire conclu le 19 avril 1946 entre le Conseil fédéral et le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies sera appliqué par analogie à l'Union postale universelle, à ses organes, aux représentants d'Etats membres, aux experts et aux fonctionnaires de cette Union.

La décision du Conseil fédéral (article 10 du Statut du 31 janvier 1947) accordant pendant la durée de leurs fonctions aux Directeurs, Vice-Directeurs et Conseillers non suisses, ainsi qu'aux membres de leurs familles, les privilèges et immunités diplomatiques est maintenue pour le Bureau international de l'Union postale universelle à condition que le nombre des bénéficiaires de cette décision demeure aussi restreint qu'il l'est actuellement.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de notre haute considération.

Département politique fédéral:  
Organisations internationales,  
(signé) Secrétaire

### **■ Commentaires**

Le Statut du 31 janvier 1947 dont il est question au deuxième al. de cette lettre était celui qui régissait à l'époque l'ensemble des bureaux internationaux placés sous la surveillance des autorités de la Confédération suisse. En raison de l'extension prise par l'UIT, le Conseil fédéral prit, le 7 juillet 1953, la décision suivante qui a remplacé ledit al. par le texte suivant:

«Le Secrétaire général et les Directeurs non suisses de l'UPU et de l'UIT jouiront, pendant la durée de leurs fonctions, des privilèges et immunités reconnus aux envoyés diplomatiques conformément au droit international.

Les Secrétaires généraux adjoints, les Vice-Directeurs et les Conseillers non suisses seront mis, en application par analogie de la décision du Conseil fédéral du 30 décembre 1947 concernant l'octroi de facilités à certains fonctionnaires supérieurs de l'Office européen des Nations Unies, au bénéfice des privilèges et immunités accordés aux collaborateurs diplomatiques des chefs de mission accrédités auprès de la Confédération suisse.» (Lettre du Département politique fédéral au BI, n° o.F. 13.6.7. A-MX du 22 juillet 1953.) V. comm. à l'art. V.

La décision du Conseil fédéral du 7 juillet 1953 a été rendue caduque par la modification en 1963 de la section 16 de l'Accord sur les privilèges et immunités de l'ONU; c'est cette section qui est maintenant applicable aux fonctionnaires du BI (v. comm. à l'art. V).

B

Union postale universelle  
Commission exécutive et de liaison  
Le Secrétaire général

Siège: Berne, Schwarztorstr. 38,  
le 22 avril 1948

Département politique fédéral  
Organisations internationales  
Berne

Monsieur le Conseiller de légation,

Au cours de la session qu'elle vient de tenir à Berne, la Commission provisoire exécutive et de liaison de l'Union postale universelle a pris officiellement connaissance de la décision du Conseil fédéral, du 3 février dernier, d'appliquer par analogie, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1948, à l'Union postale universelle, à ses organes, aux représentants d'Etats membres, aux experts et aux fonctionnaires de cette Union, l'Arrangement provisoire conclu le 19 avril 1946 entre le Conseil fédéral et le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

La nouvelle de cette décision a suscité un vif intérêt au sein de la Commission. Le Président a déclaré qu'en ce qui concerne le territoire helvétique elle donne entière satisfaction à l'Union postale universelle. En outre, traduisant le sentiment unanime de ses collègues, le représentant de la Grande-Bretagne, Sir David Lidbury, a exprimé la gratitude de la Commission au Gouvernement fédéral pour la faveur qu'il a ainsi accordée à cette Union.

D'autre part, la Commission a approuvé la résolution suivante qui lui a été soumise par le soussigné:

- a) la Commission prend acte, avec satisfaction, de la décision ci-dessus;
- b) elle prie le Conseil fédéral de bien vouloir la communiquer, par la voie diplomatique, aux Gouvernements des Etats membres de l'Union postale universelle, comme l'avait été le «Statut des Bureaux internationaux placés sous la surveillance des autorités de la Confédération suisse», du 31 janvier 1947, Statut qui est ainsi devenu caduc à l'égard de l'Union postale universelle.

Je vous serais en conséquence fort obligé de bien vouloir, si cela n'a pas déjà été fait, donner suite à ce vœu de la Commission.

Veuillez agréer, Monsieur le Conseiller de légation, l'assurance de ma haute considération.

Le Secrétaire général,  
(signé) Muri

### III

#### **A. Arrêté fédéral concernant le statut juridique en Suisse de l'Organisation des Nations Unies, d'institutions spécialisées des Nations Unies et d'autres organisations internationales**

(Du 29 septembre 1955)

*L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,*

vu l'article 85, chiffre 5, de la constitution,  
vu le message du Conseil fédéral du 28 juillet 1955,

*arrête:*

##### Article premier

Sont approuvés:

- a) l'accord, l'arrangement d'exécution et l'échange de lettres concernant le statut juridique de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), du 10 mars 1955;
- b) l'accord et l'échange de lettres concernant le statut juridique de l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN), du 11 juin 1955.

Le Conseil fédéral est autorisé à ratifier ces deux accords.

##### Art. 2

Sont approuvés:

- a) l'arrangement provisoire sur les privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies (ONU), du 19 avril 1946; l'échange de lettres entre le chef du Département politique et le Secrétaire général des Nations Unies, des 22 octobre et 4 novembre 1946;
- b) l'accord et l'arrangement d'exécution concernant le statut juridique de l'Organisation internationale du travail (OIT), du 11 mars 1946;
- c) l'échange de lettres concernant le statut juridique de l'Union postale universelle (UPU), des 5 février et 22 avril 1948;
- d) l'échange de lettres concernant le statut juridique de l'Union internationale des télécommunications (UIT), des 6 et 25 février 1948;
- e) l'accord et l'arrangement d'exécution concernant le statut juridique de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), du 19 septembre 1946;
- f) l'accord concernant le statut juridique du Bureau international d'éducation (BIE), du 15 novembre 1946;

- g) l'échange de lettres concernant le statut juridique du Comité intergouvernemental pour les migrations européennes (CIME), des 7 avril et 3 mai 1954.

Ainsi arrêté par le Conseil des Etats.  
Berne, le 27 septembre 1955.

Le président, A. Locher  
Le secrétaire, F. Weber

Ainsi arrêté par le Conseil national.  
Berne, le 29 septembre 1955.

Le président, Häberlin  
Le secrétaire, Ch. Oser

**B. Arrêté fédéral concernant la conclusion ou la modification d'accords avec des organisations internationales en vue de déterminer leur statut juridique en Suisse**

(Du 30 septembre 1955)

*L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,*

vu l'article 85, chiffre 2, de la constitution,  
vu le message du Conseil fédéral du 28 juillet 1955,

*arrête:*

**Article premier**

Le Conseil fédéral est autorisé à modifier ou à compléter les accords conclus avec des organisations internationales en vue de déterminer leur statut juridique en Suisse, en tant que les dispositions nouvelles sont compatibles avec le droit fédéral. Les dispositions nouvelles peuvent toutefois prévoir des exceptions à la législation fiscale de la Confédération.

**Art. 2**

Si une institution spécialisée des Nations Unies désire fixer en Suisse son siège principal ou un siège subsidiaire, le Conseil fédéral pourra conclure avec elle un accord lui reconnaissant un statut juridique analogue à celui qui a été reconnu aux institutions spécialisées des Nations Unies déjà établies en Suisse.

Art. 3

Si une organisation internationale qui n'est pas une institution spécialisée des Nations Unies désire fixer en Suisse son siège principal ou un siège subsidiaire, le Conseil fédéral pourra conclure avec elle un accord déterminant son statut juridique en Suisse, en tant que les dispositions de cet accord sont compatibles avec le droit fédéral. Le Conseil fédéral peut toutefois accorder des exceptions à la législation fiscale de la Confédération.

Art. 4

Si les accords prévus aux articles précédents comportent des dispositions contraires au droit cantonal du siège de l'organisation internationale (par exemple droit fiscal), l'approbation du canton intéressé devra être obtenue.

Art. 5

Est réservée la compétence de l'Assemblée fédérale dans le cas des accords visés par l'article 89, 3<sup>e</sup> alinéa, de la constitution.

Art. 6

Le Conseil fédéral publiera le présent arrêté conformément à la loi fédérale du 17 juin 1874 concernant les votations populaires sur les lois et arrêtés fédéraux et il fixera la date de son entrée en vigueur.

Ainsi arrêté par le Conseil des Etats.  
Berne, le 30 septembre 1955.

Le président, A. Locher  
Le secrétaire, F. Weber

Ainsi arrêté par le Conseil national.  
Berne, le 30 septembre 1955.

Le président, Häberlin  
Le secrétaire, Ch. Oser

Le Conseil fédéral arrête:

L'arrêté fédéral ci-dessus, publié le 6 octobre 1955, sera inséré dans le *Recueil des lois fédérales* et entre en vigueur le 8 juin 1956.

Berne, le 8 juin 1956.

Par ordre du Conseil fédéral suisse:  
Le chancelier de la Confédération,  
Ch. Oser

## C. Correspondance concernant le statut des boursiers en Suisse

Mission permanente de la Suisse  
auprès des  
organisations internationales

Genève, le 5 décembre 1969

Lettre-circulaire aux organisations  
intergouvernementales  
ayant leur siège en Suisse

### *Traitement des boursiers*

Messieurs,

J'ai l'honneur de soumettre l'affaire suivante à votre obligeante attention:  
Les autorités fédérales, ayant constaté que les autorités cantonales de police des étrangers appliquaient aux boursiers venant en Suisse pour y effectuer un stage de formation des traitements différents, ont décidé d'édicter des normes visant à établir un régime uniforme à leur égard. Ces dispositions seraient les suivantes:

A. Boursiers des organisations internationales qui ont conclu un accord de siège avec la Suisse

*1. Boursiers effectuant leur stage dans des pays étrangers et appelés à se rendre auprès de l'organisation internationale concernée pour recevoir des instructions au sujet des études et des stages qu'ils vont accomplir ou pour lui présenter des rapports de fin de stage*

Les représentations de Suisse à l'étranger sont autorisées à délivrer de leur chef aux intéressés soumis à l'obligation du visa, sans égard à leur nationalité:

- un visa valable pour deux entrées pour des séjours jusqu'à dix jours à chaque entrée, si le deuxième voyage doit s'effectuer dans les six mois à compter de la délivrance du visa;
- ou un visa valable pour une entrée pour un séjour jusqu'à dix jours, si le deuxième voyage est prévu dans un délai de plus de six mois à compter de la délivrance du visa; pour le second voyage, l'intéressé sollicitera le visa dont il a besoin auprès de la représentation de Suisse compétente pour son lieu de résidence, qui lui accordera aussi de son propre chef le visa pour un séjour jusqu'à dix jours.

L'octroi des visas sera subordonné à la condition que l'intéressé possède les visas nécessaires pour poursuivre son voyage après son séjour en Suisse et qu'il soit porteur d'un document de l'organisation internationale concernée attestant qu'il est attendu par cette organisation.



*2. Boursiers effectuant leur stage en Suisse auprès d'une organisation internationale au bénéfice d'un accord de siège avec la Suisse*

*Stage jusqu'à trois mois*

- a) Les étrangers non soumis à l'obligation du visa peuvent entrer en Suisse sur présentation du titre de voyage ou d'un des titres de voyage prévus par les accords existant entre la Suisse et le pays d'origine.
- b) Les représentations de Suisse à l'étranger sont autorisées à délivrer de leur propre chef aux intéressés soumis à l'obligation du visa, sans égard à leur nationalité, des visas valables pour la durée du stage et pour un nombre indéterminé d'entrées, à condition qu'ils soient munis d'un passeport national valable et qu'ils soient porteurs d'un document de l'organisation internationale concernée attestant qu'ils sont attendus auprès de cette organisation pour y effectuer un stage comme boursiers et indiquant la durée du stage.
- c) L'organisation internationale concernée délivrera aux intéressés, à leur arrivée en Suisse, un document attestant leur qualité de boursier et la durée de leur présence, à ce titre, auprès d'elle. Ce document servira de pièce de légitimation à l'égard des autorités suisses quant à la présence dans le pays de son titulaire.

*Stage de plus de trois mois*

- a) Les étrangers non soumis à l'obligation du visa peuvent entrer en Suisse sur présentation du titre de voyage ou d'un des titres de voyage prévus par les accords existant entre la Suisse et le pays d'origine.
- b) Les représentations de Suisse à l'étranger sont autorisées à délivrer de leur propre chef aux intéressés soumis à l'obligation du visa, sans égard à leur nationalité, un visa simple d'entrée, à condition qu'ils soient en possession d'un passeport national valable et qu'ils soient porteurs d'un document de l'organisation internationale concernée attestant qu'ils sont attendus auprès de cette organisation pour y effectuer un stage comme boursier et indiquant la durée du stage. Le visa mentionnera la durée du stage indiquée dans l'attestation.
- c) L'organisation internationale concernée entreprendra, dès l'arrivée du boursier en Suisse, les démarches nécessaires auprès du service compétent du Département politique fédéral pour que l'intéressé soit muni d'une carte de légitimation de ce département. Cette carte servira de pièce de légitimation à l'égard des autorités suisses quant à la présence dans le pays de son titulaire. Conformément aux règles en vigueur, le porteur de cette carte, astreint à l'obligation du visa, peut, s'il s'absente momentanément de Suisse, y revenir sans être muni d'un visa de retour sur production de son passeport en cours de validité et de la carte de légitimation également en cours de validité.

**B. Boursiers effectuant leur stage en Suisse en dehors des organisations internationales ayant conclu un accord de siège avec la Suisse**

- a) Ces boursiers sont soumis au régime de droit commun pour leur entrée et leur séjour en Suisse.
- b) Les demandes de stage seront présentées par l'organisation internationale concernée auprès des autorités fédérales compétentes en matière de coopération technique (Département politique fédéral, service de la coopération technique, ou auprès du Service fédéral de l'hygiène publique). Ces autorités sont à la disposition des organisations internationales pour la préparation et l'établissement d'un programme de stage.
- c) Les conditions de séjour de ces boursiers sont réglées par les cantons.

*Gratuité des visas et des permis de séjour*

Les représentations de Suisse à l'étranger ne percevront pas de taxe pour les visas qu'elles délivreront.

Les cantons ne prélèveront pas les taxes cantonales pour la délivrance des autorisations de séjour sollicitées par les boursiers des organisations internationales soumis au régime de droit commun.

*Membres de la famille des boursiers*

Les membres de la famille à charge au premier degré des boursiers visés aux chiffres 1 et 2 ci-dessus (boursiers effectuant un stage dans un pays étranger et boursiers effectuant un stage en Suisse auprès d'une organisation internationale au bénéfice d'un accord de siège), à savoir le conjoint et les enfants non mariés et âgés de moins de 21 ans, seront traités comme le chef de famille si l'attestation de l'organisation concernée indique qu'ils accompagnent ce dernier. Ils recevront également une carte de légitimation du Département politique fédéral dans les cas où le chef de famille sera muni de cette carte. Le régime de droit commun est applicable dans les autres cas. Il est entendu que les titulaires de carte de légitimation sont exemptés de régler leurs conditions de séjour dans la mesure où ils n'exercent pas d'activité lucrative et font ménage commun avec le boursier.

Les membres de la famille des boursiers visés à la lettre B ci-dessus (boursiers effectuant un stage en Suisse en dehors des organisations internationales au bénéfice d'un accord de siège avec la Suisse) sont soumis, comme le chef de famille lui-même, au régime de droit commun.

Les dispositions du chapitre B ne vous concernent pas directement; je les ai toutefois mentionnées à titre d'information.

Je ne doute pas que vous puissiez approuver cette procédure, dont seront informées tant les représentations de Suisse à l'étranger que les polices cantonales des étrangers. Si vous aviez néanmoins une remarque à faire valoir à son sujet, vous voudriez bien me la faire connaître dès que possible. Je ne manquerai pas, le moment venu, de vous faire tenir des exemplaires à votre usage des dispositions prises en cette matière.

Je vous remercie d'avance de votre précieuse collaboration et vous prie d'agréer, Messieurs, l'assurance de ma haute considération.

L'ambassadeur, représentant permanent:  
Humbert

## B. Hors de Suisse

### IV. Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées

*Considérant* que l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies a adopté le 13 février 1946 une résolution tendant à l'unification, dans la mesure du possible, des privilèges et immunités dont jouissent l'Organisation des Nations Unies et les différentes institutions spécialisées;

*Considérant* que des consultations ont eu lieu entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées en vue de donner effet à ladite résolution;

*En conséquence*, par la résolution 179 (II) adoptée le 21 novembre 1947, l'Assemblée générale a approuvé la Convention ci-après, qui est soumise pour acceptation aux institutions spécialisées, et pour adhésion à tout Membre de l'Organisation des Nations Unies ainsi qu'à tout autre Etat membre d'une ou de plusieurs institutions spécialisées.

#### ■ Commentaires

Hors de Suisse, le statut juridique de l'UPU se trouve généralement réglé par la présente Convention qui a été mise sur pied dans le cadre de l'ONU. Cette Convention a été soumise, pour acceptation, aux différentes institutions spécialisées, entre autres à l'UPU; son texte est, en fait, très semblable à celui de l'Arr. réglant le statut juridique de l'Union au siège.

En ce qui concerne l'adhésion à la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées, voici la liste des pays qui, d'après les informations de l'ONU, se sont engagés à appliquer à l'UPU les disp. de ladite Convention (état au 1<sup>er</sup> décembre 1997):

<i>Pays</i>	<i>Date du dépôt de l'instrument d'adhésion ou de la réception de la notification ultérieure</i>
Algérie .....	25 mars 1964
Allemagne .....	19 mai 1958
Antigua-et-Barbuda .....	14 décembre 1988
Argentine .....	10 octobre 1963
Australie .....	9 mai 1986
Autriche .....	21 juillet 1950
Bahamas .....	17 mars 1977
Barbade .....	19 novembre 1971
Bélarus .....	18 mars 1966
Belgique .....	14 mars 1962
Bosnie-Herzégovine .....	1 <sup>er</sup> septembre 1993
Botswana .....	5 avril 1983
Brésil .....	22 mars 1963
Bulgarie (Rép.) .....	13 juin 1968
Burkina Faso .....	6 avril 1962
Cambodge .....	15 octobre 1953
Cameroun .....	30 avril 1992
Chili .....	21 septembre 1951
Chine (Rép. pop.) .....	11 septembre 1979
Chypre .....	6 mai 1964
Corée (Rép.) .....	13 mai 1977
Côte d'Ivoire (Rép.) .....	28 décembre 1961
Croatie .....	8 octobre 1991
Cuba .....	13 septembre 1972
Danemark .....	25 janvier 1950
Dominique .....	24 juin 1988

## Pays

Date du dépôt de l'instrument d'adhésion  
ou de la réception de la notification ultérieure

Egypte .....	28 septembre 1954
Equateur .....	12 décembre 1958
Espagne .....	26 septembre 1974
Estonie .....	8 octobre 1997
Fidji .....	21 juin 1971
Finlande .....	31 juillet 1958
Gabon .....	30 novembre 1982
Gambie .....	1 <sup>er</sup> août 1966
Ghana .....	9 septembre 1958
Grande-Bretagne .....	17 décembre 1954
Grèce .....	21 juin 1977
Guatémala .....	30 juin 1951
Guinée .....	29 mars 1968
Guyane .....	13 septembre 1973
Haïti .....	16 avril 1952
Hongrie (Rép.) .....	2 août 1967
Inde .....	19 octobre 1949
Indonésie .....	8 mars 1972
Iran (Rép. islamique) .....	16 mai 1974
Iraq .....	9 juillet 1954
Irlande .....	10 mai 1967
Italie .....	30 août 1985
Jamaïque .....	4 novembre 1963
Japon .....	18 avril 1963
Jordanie .....	12 décembre 1950
Kenya .....	1 <sup>er</sup> juillet 1965
Kuwait .....	7 février 1963
Lao (Rép. dém. pop.) .....	9 août 1960
Lesotho .....	26 novembre 1969
Lituanie .....	10 février 1997
Luxembourg .....	20 septembre 1950
Madagascar .....	3 janvier 1966
Malaisie .....	29 mars 1962
Malawi .....	2 août 1965
Maldives .....	26 mai 1969
Mali .....	24 juin 1968
Malte .....	27 juin 1968
Maroc .....	13 août 1958
Maurice .....	18 juillet 1969
Mongolie .....	3 mars 1970
Népal .....	28 septembre 1965
Nicaragua .....	6 avril 1959
Niger .....	15 mai 1968
Nigéria .....	26 juin 1961
Norvège .....	25 janvier 1950
Nouvelle-Zélande .....	25 novembre 1960
Ouganda .....	11 août 1983
Ouzbékistan .....	18 février 1997
Pakistan .....	15 septembre 1961
Pays-Bas .....	14 mai 1952
Pologne (Rép.) .....	19 juin 1969
Rép. dém. du Congo .....	8 décembre 1964
Roumanie .....	15 septembre 1970
Russie (Fédération de) .....	10 janvier 1966
Rwanda .....	15 avril 1964
Sainte-Lucie .....	2 septembre 1986
Sénégal .....	2 mars 1966
Seychelles .....	24 juillet 1985
Sierra Leone .....	13 mars 1962

## Pays

## Date du dépôt de l'instrument d'adhésion ou de la réception de la notification ultérieure

Singapour .....	18 mars 1966
Slovaquie .....	22 février 1993
Slovénie .....	6 juillet 1992
Suède .....	12 septembre 1951
Tchèque (Rép.) .....	22 février 1993
Thaïlande .....	28 avril 1965
Togo .....	16 septembre 1975
Tonga .....	17 mars 1976
Trinité-et-Tobago .....	19 octobre 1965
Tunisie .....	3 décembre 1957
Ukraine .....	13 avril 1966
Uruguay .....	29 décembre 1977
Yougoslavie .....	23 novembre 1951
Zambie .....	16 juin 1975

Certains pays qui n'ont pas adhéré à la Convention adoptée dans le cadre de l'ONU ont néanmoins pris des mesures unilatérales pour accorder à l'UPU les privilèges et immunités nécessaires. Tel est notamment le cas des Etats-Unis d'Amérique, qui ont reconnu la qualité d'organisation internationale ayant droit aux privilèges, exemptions et immunités conférés par l'«International Organisations Immunities Act» (décision du Président n° 10727 du 31 août 1957; cf. Rapp. 1957, p. 1).

Lorsque les Congrès se sont tenus dans des pays qui n'avaient pas signé la Convention de l'ONU sur les privilèges et immunités, des avantages analogues ont néanmoins été accordés à l'UPU pour la durée de la réunion (Bruxelles 1952, Ottawa 1957, Washington 1989).

## Article premier

### Définition et champ d'application

#### Section 1 Aux fins de la présente Convention:

- i) Les mots «clauses standard» visent les dispositions des articles II à IX.
- ii) Les mots «institutions spécialisées» visent:
  - a) l'Organisation internationale du travail;
  - b) l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture;
  - c) l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture;
  - d) l'Organisation de l'aviation civile internationale;
  - e) le Fonds monétaire international;
  - f) la Banque internationale pour la reconstruction et la mise en valeur;
  - g) l'Organisation mondiale de la santé;
  - h) l'Union postale universelle;
  - i) l'Union internationale des télécommunications;
  - j) toute autre institution liée à l'Organisation des Nations Unies conformément aux articles 57 et 63 de la Charte.
- iii) Le mot «Convention», en tant qu'il s'applique à une institution spécialisée déterminée, vise les clauses standard modifiées par le texte final (ou révisé) de l'annexe transmise par ladite institution conformément aux sections 36 et 38.

- iv) Aux fins de l'article III, les mots «biens et avoirs» s'appliquent également aux biens et fonds administrés par une institution spécialisée dans l'exercice de ses attributions organiques.
- v) Aux fins des articles V et VII, l'expression «représentants des membres» est considérée comme comprenant tous les représentants, représentants suppléants, conseillers, experts techniques et secrétaires de délégation.
- vi) Aux fins des sections 13, 14, 15 et 25, l'expression «réunions convoquées par une institution spécialisée» vise les réunions: 1° de son assemblée ou de son conseil de direction (quel que soit le terme utilisé pour les désigner); 2° de toute commission prévue par son acte organique; 3° de toute conférence internationale convoquée par elle; 4° de toute commission de l'un quelconque des organes précédents.
- vii) Le terme «directeur général» désigne le *fonctionnaire principal* de l'institution spécialisée en question, que son titre soit celui de directeur général ou tout autre.

Tout Etat partie à la présente Convention accordera, en ce qui concerne toute institution spécialisée couverte par son adhésion et à laquelle la présente Convention est devenue applicable en vertu de la section 37, les privilèges et immunités prévus par les clauses standard aux conditions qui y sont spécifiées, sous réserve de toutes modifications apportées auxdites clauses par les dispositions du texte final (ou révisé) de l'annexe relative à cette institution, dûment transmise conformément aux sections 36 ou 38.

Section 2

## Article II

### Personnalité juridique

Les institutions spécialisées possèdent la personnalité juridique. Elles ont la capacité a) de contracter, b) d'acquérir et de disposer des biens immobiliers et mobiliers, c) d'ester en justice.

Section 3

## Article III

### Biens, fonds et avoirs

Les institutions spécialisées, leurs biens et avoirs, en quelque endroit qu'ils se trouvent et quel qu'en soit le détenteur, jouissent de l'immunité de juridiction, sauf dans la mesure où elles y ont expressément renoncé dans un cas particulier. Il est entendu toutefois que la renonciation ne peut s'étendre à des mesures d'exécution.

Section 4

Les locaux des institutions spécialisées sont inviolables. Leurs biens et avoirs, en quelque endroit qu'ils se trouvent et quel qu'en soit le détenteur, sont exempts de perquisition, réquisition, confiscation, expropriation.

Section 5

tion ou de toute autre forme de contrainte exécutive, administrative, judiciaire ou législative.

- Section 6 Les archives des institutions spécialisées et, d'une manière générale, tous les documents leur appartenant ou détenus par elles sont inviolables en quelque endroit qu'ils se trouvent.
- Section 7 Sans être astreintes à aucun contrôle, réglementation ou moratoire financiers:
- a) les institutions spécialisées peuvent détenir des fonds, de l'or ou des devises de toute nature et avoir des comptes en n'importe quelle monnaie;
  - b) les institutions spécialisées peuvent transférer librement leurs fonds, leur or ou leurs devises d'un pays dans un autre ou à l'intérieur d'un pays quelconque et convertir toutes devises détenues par elles en toute autre monnaie.
- Section 8 Dans l'exercice des droits qui lui sont accordés en vertu de la section 7 ci-dessus, chacune des institutions spécialisées tiendra compte de toutes représentations qui lui seraient faites par le Gouvernement de tout Etat partie à la présente Convention dans la mesure où elle estimera pouvoir y donner suite sans porter préjudice à ses propres intérêts.
- Section 9 Les institutions spécialisées, leurs avoirs, revenus et autres biens sont:
- a) exonérés de tout impôt direct; il est entendu, toutefois, que les institutions spécialisées ne demanderont pas l'exonération d'impôts qui ne seraient pas en excès de la simple rémunération de services d'utilité publique;
  - b) exonérés de tout droit de douane et de toutes prohibitions et restrictions d'importation ou d'exportation à l'égard d'objets importés ou exportés par les institutions spécialisées pour leur usage officiel; il est entendu, toutefois, que les articles ainsi importés en franchise ne seront pas vendus sur le territoire du pays dans lequel ils auront été introduits, à moins que ce ne soit à des conditions agréées par le Gouvernement de ce pays;
  - c) exonérés de tout droit de douane et de toutes prohibitions et restrictions d'importation ou d'exportation à l'égard de leurs publications.
- Section 10 Bien que les institutions spécialisées ne revendiquent pas, en règle générale, l'exonération des droits d'accise et des taxes à la vente entrant dans le prix des biens mobiliers ou immobiliers, cependant, quand elles effectuent pour leur usage officiel des achats importants dont le prix comprend des droits et taxes de cette nature, les Etats parties à la présente Convention prendront, chaque fois qu'il leur sera possible, les arrangements administratifs appropriés en vue de la remise ou du remboursement du montant de ces droits et taxes.

## Article IV

### Facilités de communications

Chacune des institutions spécialisées jouira, pour ses communications officielles, sur le territoire de tout Etat partie à la présente Convention en ce qui concerne cette institution, d'un traitement non moins favorable que le traitement accordé par le Gouvernement de cet Etat à tout autre Gouvernement, y compris à sa mission diplomatique, en matière de priorités, tarifs et taxes sur le courrier, les câblogrammes, télégrammes, radiotélégrammes, téléphotos, communications téléphoniques et autres communications, ainsi qu'en matière de tarifs de presse pour les informations à la presse et à la radio. Section 11

La correspondance officielle et les autres communications officielles des institutions spécialisées ne pourront être censurées. Section 12

Les institutions spécialisées auront le droit d'employer des codes ainsi que d'expédier et de recevoir leur correspondance par des courriers ou valises scellées qui jouiront des mêmes privilèges et immunités que les courriers et valises diplomatiques.

La présente section ne pourra en aucune manière être interprétée comme interdisant l'adoption de mesures de sécurité appropriées, à déterminer suivant l'accord entre l'Etat partie à la présente Convention et une institution spécialisée.

## Article V

### Représentants des membres

Les représentants des membres aux réunions convoquées par une institution spécialisée jouissent, pendant l'exercice de leurs fonctions et au cours de leurs voyages à destination ou en provenance du lieu de la réunion, des privilèges et immunités suivants: Section 13

- a) immunité d'arrestation ou de détention et de saisie de leurs bagages personnels et, en ce qui concerne les actes accomplis par eux en leur qualité officielle (y compris leurs paroles et écrits), immunité de toute juridiction;
- b) inviolabilité de tous papiers et documents;
- c) droit de faire usage de codes et de recevoir des documents ou de la correspondance par courriers ou par valises scellées;
- d) exemption pour eux-mêmes et pour leurs conjoints à l'égard de toutes mesures restrictives relatives à l'immigration, de toutes formalités d'enregistrement des étrangers, et de toutes obligations de service national dans les pays visités ou traversés par eux dans l'exercice de leurs fonctions;
- e) mêmes facilités en ce qui concerne les restrictions monétaires ou de change que celles qui sont accordées aux représentants de Gouvernements étrangers en mission officielle temporaire;



- f) mêmes immunités et facilités en ce qui concerne leurs bagages personnels que celles qui sont accordées aux membres des missions diplomatiques d'un rang comparable.

Section 14 En vue d'assurer aux représentants des membres des institutions spécialisées aux réunions convoquées par elles une complète liberté de parole et une complète indépendance dans l'accomplissement de leurs fonctions, l'immunité de juridiction en ce qui concerne les paroles ou les écrits ou les actes émanant d'eux dans l'accomplissement de leurs fonctions continuera à leur être accordée même après que le mandat de ces personnes aura pris fin.

Section 15 Dans le cas où l'incidence d'un impôt quelconque est subordonnée à la résidence de l'assujetti, les périodes pendant lesquelles les représentants des membres des institutions spécialisées aux réunions convoquées par celles-ci se trouveront sur le territoire d'un membre pour l'exercice de leurs fonctions ne seront pas considérées comme des périodes de résidence.

Section 16 Les privilèges et immunités sont accordés aux représentants des membres, non pour leur bénéfice personnel, mais dans le but d'assurer en toute indépendance l'exercice de leurs fonctions en ce qui concerne les institutions spécialisées. Par conséquent, un membre a non seulement le droit, mais le devoir de lever l'immunité de son représentant dans tous les cas où, à son avis, l'immunité empêcherait que justice ne soit faite et où l'immunité peut être levée sans nuire au but pour lequel elle est accordée.

Section 17 Les dispositions des sections 13, 14 et 15 ne sont pas opposables aux autorités de l'Etat dont la personne est ressortissante ou dont elle est ou a été le représentant.

## Article VI Fonctionnaires

Section 18 Chaque institution spécialisée déterminera les catégories de fonctionnaires auxquelles s'appliquent les dispositions du présent article ainsi que celles de l'article VIII. Elle en donnera communication aux Gouvernements de tous les Etats parties à la présente Convention en ce qui concerne ladite institution ainsi qu'au Secrétaire général des Nations Unies. Les noms des fonctionnaires compris dans ces catégories seront communiqués de temps à autre aux Gouvernements précités.

Section 19 Les fonctionnaires des institutions spécialisées:  
a) jouiront de l'immunité de juridiction pour les actes accomplis par eux en leur qualité officielle (y compris leurs paroles et écrits);

- b) jouiront, en ce qui concerne les traitements et émoluments qui leur sont versés par les institutions spécialisées, des mêmes exonérations d'impôt que celles dont jouissent les fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies, et dans les mêmes conditions;
- c) ne seront pas soumis, non plus que leurs conjoints et les membres de leur famille vivant à leur charge, aux mesures restrictives relatives à l'immigration, ni aux formalités d'enregistrement des étrangers;
- d) jouiront, en ce qui concerne les facilités de change, des mêmes privilèges que les membres des missions diplomatiques d'un rang comparable;
- e) jouiront, en période de crise internationale, ainsi que leurs conjoints et les membres de leur famille vivant à leur charge, des mêmes facilités de rapatriement que les membres des missions diplomatiques de rang comparable;
- f) jouiront du droit d'importer en franchise leur mobilier et leurs effets à l'occasion de leur première prise de fonction dans le pays intéressé.

Les fonctionnaires des institutions spécialisées seront exempts de toute obligation relative au service national. Toutefois, cette exemption sera, par rapport aux Etats dont ils sont les ressortissants, limitée à ceux des fonctionnaires des institutions spécialisées qui, en raison de leurs fonctions, auront été nommément désignés sur une liste établie par le directeur général de l'institution spécialisée et approuvée par l'Etat dont ils sont les ressortissants.

Section 20

En cas d'appel au service national d'autres fonctionnaires des institutions spécialisées, l'Etat intéressé accordera, à la demande de l'institution spécialisée, les sursis d'appel qui pourraient être nécessaires en vue d'éviter l'interruption d'un service essentiel.

Outre les privilèges et immunités prévus aux sections 19 et 20, le directeur général de chaque institution spécialisée, ainsi que tout fonctionnaire agissant en son nom pendant son absence, tant en ce qui le concerne qu'en ce qui concerne ses conjoints et enfants mineurs, jouira des privilèges, immunités, exemptions et facilités accordés, conformément au droit international, aux envoyés diplomatiques.

Section 21

Les privilèges et immunités sont accordés aux fonctionnaires uniquement dans l'intérêt des institutions spécialisées et non pour leur bénéfice personnel. Chaque institution spécialisée pourra et devra lever l'immunité accordée à un fonctionnaire dans tous les cas où, à son avis, cette immunité empêcherait que justice ne soit faite et où l'immunité peut être levée sans porter préjudice aux intérêts de l'institution spécialisée.

Section 22

Chaque institution spécialisée collaborera en tout temps avec les autorités compétentes des Etats membres en vue de faciliter la bonne

Section 23

administration de la justice, d'assurer l'observation des règlements de police et d'éviter tout abus auquel pourraient donner lieu les privilèges, immunités et facilités énumérés au présent article.

## Article VII

### Abus des privilèges

Section 24 Si un Etat partie à la présente Convention estime qu'il y a eu abus d'un privilège ou d'une immunité accordés par la présente Convention, des consultations auront lieu entre cet Etat et l'institution spécialisée intéressée en vue de déterminer si un tel abus s'est produit et, dans l'affirmative, d'essayer d'en prévenir la répétition. Si de telles consultations n'aboutissent pas à un résultat satisfaisant pour l'Etat et l'institution spécialisée intéressée, la question de savoir s'il y a eu abus d'un privilège ou d'une immunité sera portée devant la Cour internationale de justice, conformément à la section 32. Si la Cour internationale de justice constate qu'un tel abus s'est produit, l'Etat partie à la présente Convention et affecté par ledit abus aura le droit, après notification à l'institution spécialisée, de cesser d'accorder, dans ses rapports avec cette institution, le bénéfice du privilège ou de l'immunité dont il aurait été fait abus.

Section 25 1. Les représentants des membres aux réunions convoquées par les institutions spécialisées, pendant l'exercice de leurs fonctions et au cours de leurs voyages à destination ou en provenance du lieu de réunion, ainsi que les fonctionnaires visés à la section 18, ne seront pas contraints par les autorités territoriales de quitter le pays dans lequel ils exercent leurs fonctions en raison d'activités exercées par eux en leur qualité officielle. Toutefois, dans le cas où une telle personne abuserait du privilège de résidence en exerçant dans ce pays des activités sans rapport avec ses fonctions officielles, elle pourra être contrainte de quitter le pays par le Gouvernement de celui-ci, sous réserve des dispositions ci-après:

2. I) Les représentants des membres ou les personnes jouissant de l'immunité diplomatique aux termes de la section 21 ne seront pas contraints de quitter le pays si ce n'est conformément à la procédure diplomatique applicable aux envoyés diplomatiques accrédités dans ce pays.

II) Dans le cas d'un fonctionnaire auquel ne s'applique pas la section 21, aucune décision d'expulsion ne sera prise sans l'approbation du ministre des affaires étrangères du pays en question, approbation qui ne sera donnée qu'après consultation avec le directeur général de l'institution spécialisée intéressée; et si une procédure d'expulsion est engagée contre un fonctionnaire, le directeur général de l'institution spécialisée aura le droit d'intervenir dans cette procédure pour la personne contre laquelle la procédure est intentée.

## Article VIII

### Laissez-passer

Les fonctionnaires des institutions spécialisées auront le droit d'utiliser les laissez-passer des Nations Unies, et ce conformément à des arrangements administratifs qui seront négociés entre le Secrétaire général des Nations Unies et les autorités compétentes des institutions spécialisées auxquelles seront délégués les pouvoirs spéciaux de délivrer les laissez-passer. Le Secrétaire général des Nations Unies notifiera à chacun des Etats parties à la présente Convention les arrangements administratifs qui auront été conclus. Section 26

Les laissez-passer des Nations Unies délivrés aux fonctionnaires des institutions spécialisées seront reconnus et acceptés comme titres valables de voyage par les Etats parties à la présente Convention. Section 27

Les demandes de visas (lorsque des visas sont nécessaires) émanant de fonctionnaires des institutions spécialisées titulaires de laissez-passer des Nations Unies et accompagnées d'un certificat attestant que ces fonctionnaires voyagent pour le compte d'une institution spécialisée devront être examinées dans le plus bref délai possible. En outre, des facilités de voyage rapide seront accordées aux titulaires de ces laissez-passer. Section 28

Des facilités analogues à celles qui sont mentionnées à la section 28 seront accordées aux experts et autres personnes qui, sans être munis d'un laissez-passer des Nations Unies, seront porteurs d'un certificat attestant qu'ils voyagent pour le compte d'une institution spécialisée. Section 29

Les directeurs généraux des institutions spécialisées, directeurs généraux adjoints, directeurs de département et autres fonctionnaires d'un rang au moins égal à celui de directeur de département des institutions spécialisées, voyageant pour le compte des institutions spécialisées et munis d'un laissez-passer des Nations Unies, jouiront des mêmes facilités de voyage que les membres des missions diplomatiques d'un rang comparable. Section 30

## Article IX

### Règlement des différends

Chaque institution spécialisée devra prévoir des modes de règlement appropriés pour: Section 31

- a) les différends en matière de contrats ou autres différends de droit privé dans lesquels l'institution spécialisée serait partie;
- b) les différends dans lesquels serait impliqué un fonctionnaire d'une institution spécialisée qui, du fait de sa situation officielle,

jouit de l'immunité, si cette immunité n'a pas été levée conformément aux dispositions de la section 22.

- Section 32 Toute contestation portant sur l'interprétation ou l'application de la présente Convention sera portée devant la Cour internationale de justice, à moins que, dans un cas donné, les parties ne conviennent d'avoir recours à un autre mode de règlement. Si un différend surgit entre une des institutions spécialisées, d'une part, et un Etat membre, d'autre part, un avis consultatif sur tout point de droit soulevé sera demandé en conformité de l'article 96 de la Charte et de l'article 65 du Statut de la Cour, ainsi que des dispositions correspondantes des accords conclus entre les Nations Unies et l'institution spécialisée intéressée. L'avis de la Cour sera accepté par les parties comme décisif.

#### Article X

#### Annexes et application de la Convention à chaque institution spécialisée

- Section 33 Les clauses standard s'appliqueront à chaque institution spécialisée, sous réserve de toute modification résultant du texte final (ou révisé) de l'annexe relative à cette institution, ainsi qu'il est prévu aux sections 36 et 38.
- Section 34 Les dispositions de la Convention doivent être interprétées à l'égard de chacune des institutions spécialisées en tenant compte des attributions qui lui sont assignées par son acte organique.
- Section 35 Les projets d'annexes I à IX constituent des recommandations aux institutions spécialisées qui y sont nommément désignées. Dans le cas d'une institution spécialisée qui n'est pas désignée à la section 1, le Secrétaire général des Nations Unies transmettra à cette institution un projet d'annexe recommandé par le Conseil économique et social.
- Section 36 Le texte final de chaque annexe sera celui qui aura été approuvé par l'institution spécialisée intéressée, conformément à sa procédure constitutionnelle. Chacune des institutions spécialisées transmettra au Secrétaire général des Nations Unies une copie de l'annexe approuvée par elle, qui remplacera le projet visé à la section 35.
- Section 37 La présente Convention deviendra applicable à une institution spécialisée lorsque celle-ci aura transmis au Secrétaire général des Nations Unies le texte final de l'annexe qui la concerne et lui aura notifié son acceptation des clauses standard modifiées par l'annexe et son engagement de donner effet aux sections 8, 18, 22, 23, 24, 31, 32, 42 et 45 (sous réserve de toutes modifications de la section 32 qu'il pourrait être nécessaire d'apporter au texte final de l'annexe pour que celui-ci soit conforme à l'acte organique de l'institution) ainsi qu'à toutes dispositions de l'annexe qui imposent des obligations à l'institution. Le Secr-

taire général communiquera à tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies ainsi qu'à tous autres Etats membres des institutions spécialisées des copies certifiées conformes de toutes les annexes qui lui auraient été transmises en vertu de la présente section, ainsi que des annexes révisées transmises en vertu de la section 38.

Si une institution spécialisée, après avoir transmis le texte final d'une annexe conformément à la section 36, adopte conformément à sa procédure constitutionnelle certains amendements à cette annexe, elle transmettra le texte révisé de l'annexe au Secrétaire général des Nations Unies.

Section 38

Les dispositions de la présente Convention ne comporteront aucune limitation et ne porteront en rien préjudice aux privilèges et immunités qui ont été déjà ou qui pourraient être accordés par un Etat à une institution spécialisée en raison de l'établissement de son siège ou de ses bureaux régionaux sur le territoire de cet Etat. La présente Convention ne saurait être interprétée comme interdisant la conclusion entre un Etat partie et une institution spécialisée d'accords additionnels tendant à l'aménagement des dispositions de la présente Convention, à l'extension ou à la limitation des privilèges et immunités qu'elle accorde.

Section 39

Il est entendu que les clauses standard modifiées par le texte final d'une annexe transmise par une institution spécialisée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en vertu de la section 36 (ou d'une annexe révisée transmise en vertu de la section 38) devront être en harmonie avec les dispositions de l'acte organique de l'institution alors en vigueur, et que s'il est nécessaire d'apporter à cet effet un amendement à cet acte, un tel amendement devra avoir été mis en vigueur conformément à la procédure constitutionnelle de l'institution avant la transmission du texte final (ou révisé) de l'annexe.

Section 40

Aucune disposition de l'acte organique d'une institution spécialisée, ni aucun droit ou obligation que cette institution peut par ailleurs posséder, acquérir ou assumer ne sauraient être abrogés par le seul effet de la présente Convention, qui ne pourra pas davantage y apporter de dérogation.

## Article XI

### Dispositions finales

L'adhésion à la présente Convention par un Membre de l'Organisation des Nations Unies et (sous réserve de la section 42) par tout Etat membre d'une institution spécialisée s'effectuera par le dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies d'un instrument d'adhésion qui prendra effet à la date de son dépôt.

Section 41

- Section 42 Chaque institution spécialisée intéressée communiquera le texte de la présente Convention ainsi que des annexes qui la concernent à ceux de ses membres qui ne sont pas Membres de l'Organisation des Nations Unies; elle les invitera à adhérer à la Convention à son égard par le dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies ou du directeur général de ladite institution de l'instrument d'adhésion requis.
- Section 43 Tout Etat partie à la présente Convention désignera dans son instrument d'adhésion l'institution spécialisée ou les institutions spécialisées à laquelle ou auxquelles il s'engage à appliquer les dispositions de la présente Convention. Tout Etat partie à la présente Convention pourra, par une notification ultérieure écrite au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, s'engager à appliquer les dispositions de la présente Convention à une ou plusieurs autres institutions spécialisées. Ladite notification prendra effet à la date de sa réception par le Secrétaire général.
- Section 44 La présente Convention entrera en vigueur entre tout Etat partie à ladite Convention et une institution spécialisée quand elle sera devenue applicable à cette institution conformément à la section 37 et que l'Etat partie aura pris l'engagement d'appliquer les dispositions de la présente Convention à cette institution conformément à la section 43.
- Section 45 Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies informera tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies de même que tous les Etats membres des institutions spécialisées et les directeurs généraux des institutions spécialisées du dépôt de chaque instrument d'adhésion reçu en vertu de la section 41, et de toutes notifications ultérieures reçues en vertu de la section 43. Le directeur général de chaque institution spécialisée informera le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et les membres de l'institution intéressée du dépôt de tout instrument d'adhésion déposé auprès de lui en vertu de la section 42.
- Section 46 Il est entendu que lorsqu'un instrument d'adhésion ou une notification ultérieure sont déposés au nom d'un Etat quelconque, celui-ci doit être en mesure d'appliquer, en vertu de son propre droit, les dispositions de la présente Convention telles que modifiées par les textes finals de toutes annexes relatives aux institutions visées par les adhésions ou notifications susmentionnées.
- Section 47 1. Sous réserve des dispositions des paragraphes 2 et 3 de la présente section, tout Etat partie à la présente Convention s'engage à appliquer ladite Convention à chacune des institutions spécialisées visées par cet Etat dans son instrument d'adhésion ou dans une notification ultérieure, jusqu'à ce qu'une Convention ou annexe révisée soit devenue applicable à cette institution et que ledit Etat ait accepté la

Convention ou l'annexe ainsi révisée. Dans le cas d'une annexe révisée, l'acceptation des Etats s'effectuera par une notification adressée au Secrétaire général des Nations Unies, qui prendra effet au jour de sa réception par le Secrétaire général.

2. Cependant, tout Etat partie à la présente Convention qui n'est pas ou qui a cessé d'être membre d'une institution spécialisée peut adresser une notification écrite au Secrétaire général des Nations Unies et au directeur général de l'institution intéressée pour l'informer qu'il entend cesser de lui accorder le bénéfice de la présente Convention à partir d'une date déterminée qui ne pourra précéder de moins de trois mois celle de la réception de cette notification.

3. Tout Etat partie à la présente Convention peut refuser d'accorder le bénéfice de ladite Convention à une institution spécialisée qui cesse d'être reliée à l'Organisation des Nations Unies.

4. Le Secrétaire général des Nations Unies informera tous les Etats membres parties à la présente Convention de toute notification qui lui sera transmise conformément aux dispositions de la présente section.

A la demande du tiers des Etats parties à la présente Convention, le Secrétaire général des Nations Unies convoquera une conférence en vue de la révision de la Convention. Section 48

Le Secrétaire général transmettra copie de la présente Convention à chacune des institutions spécialisées et aux Gouvernements de chacun des membres des Nations Unies. Section 49

### *Annexes au projet de Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées*

#### *Annexe VIII*

Union postale universelle

Les clauses standard s'appliqueront sans modification.





## Partie VI

### Divers

#### Liste des décisions des Congrès de Paris 1947 à Séoul 1994 relatives à la Constitution, au Règlement général et au fonctionnement de l'Union

##### Clé de classement

- 1 Généralités concernant l'Union
  - 1.1 Pays-membres
  - 1.2 Questions politiques
  - 1.3 Débat général et stratégie postale
  - 1.4 Divers
- 2 Actes de l'Union
  - 2.1 Généralités
  - 2.2 Constitution
  - 2.3 Règlement général
  - 2.7 Stratégie postale de Séoul
- 3 Organes de l'Union
  - 3.1 Généralités
  - 3.2 Congrès
  - 3.3 Conseil exécutif (CE)/Conseil d'administration (CA)
  - 3.4 Conseil consultatif des études postales (CCEP)/Conseil d'exploitation postale (CEP)
  - 3.5 Bureau international
    - 3.5.1 Personnel
    - 3.5.2 Documentation et publications
- 4 Finances
- 5 Coopération technique
  - 5.1 Généralités
  - 5.2 Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
  - 5.3 Fonds spécial UPU

- 6 Relations extérieures
- 6.1 Unions restreintes
- 6.2 Organisation des Nations Unies (ONU)
- 6.3 Institutions spécialisées
- 6.4 Autres organisations
- 6.5 Information publique

# Liste des décisions selon la clé de classement

Clé de classement	Objet	Résolution, décision, etc.	
1	Généralités concernant l'Union		
1.1	Pays-membres	Levée de l'interdiction de réadmission de l'Afrique du Sud à l'Union postale universelle Notification des Pays-membres au Bureau international au sujet de la désignation de la ou des entités devant assumer la responsabilité de remplir les obligations découlant de l'adhésion à la Convention et aux Arrangements et notification de la séparation des activités réglementaires des activités commerciales et opérationnelles, dans le cas des pays qui appliquent cette séparation aux services postaux	Résolution C 4/1994 Résolution C 29/1994
1.2	Questions politiques	Participation des mouvements de libération nationale aux réunions de l'UPU Aide aux mouvements de libération nationale Représentation de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) Participation de la Ligue des Etats arabes aux réunions de l'UPU	Résolution C 3/1974 Résolution C 4/1974 Décision C 92/1974 Résolution C 7/1979
1.3	Débat général et stratégie postale	Contrôle de qualité Contrôle permanent de la qualité du service à l'échelle mondiale Projet permanent visant à sauvegarder et renforcer la qualité du service postal international et à le moderniser Stratégie postale de Séoul	Résolution C 30/1984 Résolution C 5/1989 Résolution C 22/1989 Résolution C 95/1994
1.4	Divers	Fonctions et responsabilités en matière de planification stratégique et de budgétisation par programme Relations postales dans la péninsule Coréenne Poursuite de l'étude concernant l'amélioration de la gestion du travail de l'Union après le Congrès de Séoul Plan stratégique, plan opérationnel et plan financier de l'UPU Etude sur le système linguistique de l'Union Propositions transmises au CA et au CEP Financement des activités prioritaires de l'Union	Résolution C 46/1994 Résolution C 55/1994 Résolution C 59/1994 Résolution C 76/1994 Décision C 77/1994 Décision C 89/1994 Résolution C 91/1994
2	Actes de l'Union		
2.1	Généralités	Avis, interprétations et vœux émis par un Congrès Adhésion aux Arrangements	Résolution C 1/1952 Recommandation C 1/1964

# Liste des décisions des Congrès de Paris 1947 à Séoul 1994

Clé de classement	Objet	Résolution, décision, etc.
2.1 Généralités (suite)	Publication des résolutions et décisions autres que celles modifiant les Actes (recommandations, vœux, etc.) adoptées par le Congrès Pratique de l'Union concernant les réserves Réserves aux Actes de l'Union Résumé des principales modifications apportées aux Actes de l'UPU ainsi que des décisions importantes prises par le Congrès Notification des Pays-membres au Bureau international au sujet de la désignation de la ou des entités devant assumer la responsabilité de remplir les obligations découlant de l'adhésion à la Convention et aux Arrangements et notification de la séparation des activités réglementaires des activités commerciales et opérationnelles, dans le cas des pays qui appliquent cette séparation aux services postaux Application immédiate des dispositions relatives au Conseil d'administration (CA) et au Conseil d'exploitation postale (CEP) adoptées par le Congrès Entrée en vigueur des Actes du Congrès de Séoul 1994	Résolution C 1/1974  Résolution C 32/1974 Résolution C 73/1984 Résolution C 74/1984  Résolution C 29/1994  Résolution C 41/1994  Décision C 54/1994
2.2 Constitution	Ressort de l'Union – Interprétation de l'article 3, lettre b), de la Constitution	Décision C 72/1984
2.3 Règlement général	Introduction des langues allemande, chinoise, portugaise et russe pour la fourniture des documents Reproduction des documents en allemand, chinois, portugais et russe Etude sur le système linguistique de l'Union	Résolution C 106/1979  Résolution C 63/1984  Décision C 77/1994
2.7 Stratégie postale de Séoul	Contrôle permanent de la qualité du service à l'échelle mondiale Projet permanent visant à sauvegarder et renforcer la qualité du service postal international et à le moderniser Réservation des recettes des frais terminaux à l'amélioration de la qualité des services postaux Programme «Qualité de service» pour 1995–1999 Stratégie postale de Séoul	Résolution C 5/1989  Résolution C 22/1989  Recommandation C 78/1989 Résolution C 17/1994 Résolution C 95/1994
3 Organes de l'UPU		
3.1 Généralités	Comité de coordination des travaux des organes permanents de l'Union Organisation de conférences et réunions de l'UPU  Poursuite de l'étude concernant l'amélioration de la gestion du travail de l'Union après le Congrès de Séoul Comité de coordination des travaux des organes permanents de l'Union	Résolution C 4/1989  Recommandation C 58/1994 Résolution C 59/1994  Résolution C 73/1994

# Liste des décisions des Congrès de Paris 1947 à Séoul 1994

Clé de classement	Objet	Résolution, décision, etc.
3.1 Généralités (suite)	Institutionnalisation d'une réunion à haut niveau entre les Congrès Plan stratégique, plan opérationnel et plan financier de l'UPU	Résolution C 75/1994 Résolution C 76/1994
3.2 Congrès	Désignation du Doyen du Congrès Participation des mouvements de libération nationale aux réunions de l'UPU Représentation de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) Participation de la Ligue des Etats arabes aux réunions de l'UPU Institution d'un débat général Etude sur l'éventualité de la création d'une «Commission des intérêts des clients» au prochain Congrès postal universel Entrée en vigueur des Actes du Congrès de Séoul 1994 Lieu du XXII <sup>e</sup> Congrès postal universel	Vœu C 34/1969 Résolution C 3/1974 Décision C 92/1974 Résolution C 7/1979 Décision C 48/1989 Décision C 5/1994 Décision C 54/1994 Décision C 93/1994
3.3 Conseil exécutif (CE)/Conseil d'administration (CA)	Représentation de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) Participation de la Ligue des Etats arabes aux réunions de l'UPU Nombre de groupes géographiques pour la répartition des sièges du Conseil d'administration Répartition des sièges du Conseil d'administration Conseil d'administration et Conseil d'exploitation postale – Structure par Commissions Application immédiate des dispositions relatives au Conseil d'administration (CA) et au Conseil d'exploitation postale (CEP) adoptées par le Congrès Fonctions et responsabilités en matière de planification stratégique et de budgétisation par programme	Décision C 92/1974 Résolution C 7/1979 Décision C 18/1994 Résolution C 19/1994 Recommandation C 28/1994 Résolution C 41/1994 Résolution C 46/1994
3.4 Conseil consultatif des études postales (CCEP)/Conseil d'exploitation postale (CEP)	Représentation de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) Participation de la Ligue des Etats arabes aux réunions de l'UPU Conseil d'administration et Conseil d'exploitation postale – Structure par Commissions Composition du Conseil d'exploitation postale Application immédiate des dispositions relatives au Conseil d'administration (CA) et au Conseil d'exploitation postale (CEP) adoptées par le Congrès Fonctions et responsabilités en matière de planification stratégique et de budgétisation par programme Projet de programme des études pour la période 1995–1999 Projet de programme des études pour la période 1995–1999	Décision C 92/1974 Résolution C 7/1979 Recommandation C 28/1994 Résolution C 30/1994 Résolution C 41/1994 Résolution C 46/1994 Décision C 69/1994 Résolution C 70/1994

# Liste des décisions des Congrès de Paris 1947 à Séoul 1994

Clé de classement	Objet	Résolution, décision, etc.
3.5 Bureau international	Activités de l'UPU dans le domaine de l'EDI 1995-1999	Résolution C 27/1994
	Efficacité des services de traduction au sein de l'Union	Résolution C 74/1994
	Etude sur le système linguistique de l'Union	Décision C 77/1994
3.5.1 Personnel	Fonds de secours	Résolution C 17/1957
	Caisse de prévoyance de l'UPU	Résolution C 9/1964
	Conditions de service des fonctionnaires élus	Résolution C 51/1979
	Pensions de retraite des fonctionnaires élus	Résolution C 52/1979
	Election du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international de l'Union postale universelle	Décision C 92/1994
3.5.2 Documentation et publications	Revue «Union Postale»	Résolution C 7/1957
	Publications périodiques envoyées au Bureau international par les Administrations	Recommandation C 4/1964
	Liste des documents publiés par le Bureau international	Recommandation C 8/1964
	Envoi aux Administrations des circulaires du Bureau international	Recommandation C 9/1964
	Rédaction des documents publiés par le Bureau international	Résolution C 32/1969
	Publication des résolutions et décisions autres que celles modifiant les Actes (recommandations, vœux, etc.) adoptées par le Congrès	Résolution C 1/1974
	La gestion de l'information en tant qu'activité stratégique de l'UPU	Résolution C 78/1994
4 Finances	Incidences financières des propositions entraînant des dépenses pour l'Union jusqu'au prochain Congrès	Résolution C 17/1969
	Alimentation du Fonds spécial UPU	Vœu C 20/1969
	Assainissement des arriérés par le système de compensation du Bureau international	Recommandation C 36/1984
	Assainissement des comptes arriérés de toute nature	Résolution C 61/1989
	Financement des activités d'assistance technique de l'UPU	Résolution C 22/1994
	Activités de l'UPU dans le domaine de l'EDI 1995-1999	Résolution C 27/1994
	Fonctions et responsabilités en matière de planification stratégique et de budgétisation par programme	Résolution C 46/1994
	Plan stratégique, plan opérationnel et plan financier de l'UPU	Résolution C 76/1994
	Financement des activités de l'Union	Décision C 88/1994
	Propositions transmises au CA et au CEP	Décision C 89/1994
	Date de la facturation des parts contributives	Décision C 90/1994
	Financement des activités prioritaires de l'Union	Résolution C 91/1994
	Principe de croissance réelle zéro en matière de budget	Résolution C 96/1994

Clé de classement	Objet	Résolution, décision, etc.
5	Coopération technique	
5.1	Généralités	<p>Relations entre l'UPU et les Unions restreintes Participation accrue des pays en développement à la préparation et à l'exécution des programmes d'assistance technique Recrutement d'experts UPU</p> <p>Attributions du Conseil exécutif, du CCEP et du Bureau international en matière de coopération technique</p> <p>Assistance technique en matière de règlements internationaux</p> <p>Principes à souligner en matière d'activités d'assistance technique de l'UPU</p> <p>Priorités et principes d'action de l'UPU en matière d'assistance technique</p> <p>Renforcement de la présence de l'UPU sur le terrain</p> <p>Financement des activités d'assistance technique de l'UPU</p> <p>Coopération technique entre pays en développement (CTPD)</p> <p>Action de l'UPU en faveur des pays les moins avancés (PMA)</p> <p>Développement des ressources humaines et de la formation</p> <p>Programme de travail du GADP 1995-1999</p> <p>Création d'un institut des hautes études postales sous l'égide de l'UPU</p>
		<p>Résolution C 38/1974 Recommandation C 79/1974</p> <p>Recommandation C 86/1974 Résolution C 43/1979</p> <p>Recommandation C 23/1984 Résolution C 29/1989</p> <p>Résolution C 16/1994</p> <p>Résolution C 21/1994</p> <p>Résolution C 22/1994</p> <p>Résolution C 63/1994</p> <p>Résolution C 64/1994</p> <p>Résolution C 79/1994</p> <p>Résolution C 80/1994 Résolution C 81/1994</p>
5.2	Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	<p>Accélération de la mise en œuvre des projets UPU au titre du PNUD</p> <p>Remboursement des coûts de soutien découlant de la participation de l'UPU au PNUD</p>
		<p>Recommandation C 83/1974 Résolution C 84/1974</p>
5.3	Fonds spécial UPU	Alimentation du Fonds spécial UPU
		Vœu C 20/1969
6	Relations extérieures	
6.1	Unions restreintes	Relations entre l'UPU et les Unions restreintes
		Résolution C 38/1974
6.2	Organisation des Nations Unies (ONU)	<p>Accord entre l'ONU et l'UPU. Interprétation</p> <p>Accord entre l'ONU et l'UPU. Article IV – Recommandations de l'ONU</p> <p>Accord entre l'ONU et l'UPU. Article XVI – Revision</p> <p>Administration postale des Nations Unies</p> <p>Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux</p> <p>Relations avec l'Organisation des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales</p>
		<p>Décision C 1/1947 Décision C 2/1947</p> <p>Décision C 3/1947</p> <p>Résolution C 2/1952 Résolution C 26/1969</p> <p>Décision C 56/1994</p>



## Liste des décisions des Congrès de Paris 1947 à Séoul 1994

Clé de classement	Objet	Résolution, décision, etc.
6.2 Organisation des Nations Unies (ONU) (suite)	Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées	Décision C 57/1994
6.3 Institutions spécialisées	Matières biologiques périssables. Collaboration avec l'OMS	Décision C 2/1957
6.4 Autres organisations	Traitement douanier des envois postaux: Convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers (Convention de Kyoto) Utilisation des règles de syntaxe des messages électroniques EDIFACT Utilisation du Répertoire d'éléments de données commerciales de l'ONU Reconstitution du Comité de contact CCD/UPU (Conseil de coopération douanière/ Union postale universelle) Reconstitution du Comité de contact Editeurs/UPU Reconstitution du Comité de contact Opérateurs privés/UPU	Vœu C 40/1984  Recommandation C 36/1989 Recommandation C 37/1989 Résolution C 15/1994  Résolution C 20/1994  Résolution C 71/1994
6.5 Information publique	Semaine internationale de la lettre écrite  Semaine internationale de la lettre écrite  Politique générale en matière d'information publique Concours de compositions épistolaires pour les jeunes Concours de compositions épistolaires pour les jeunes Politique générale en matière d'information publique Journée mondiale de la poste	Recommandation C 13/1957 Recommandation C 5/1964 Résolution C 11/1969  Vœu C 67/1969  Vœu C 88/1974  Résolution C 101/1979  Résolution C 32/1984

## Liste des décisions par ordre chronologique

Nature et numéro de la décision		Titre
<b>Congrès de Paris</b>		
Décision	C 1/1947	Accord entre l'ONU et l'UPU. Interprétation
Décision	C 2/1947	Accord entre l'ONU et l'UPU. Article IV – Recommandations de l'ONU
Décision	C 3/1947	Accord entre l'ONU et l'UPU. Article XVI – Revision
<b>Congrès de Bruxelles</b>		
Résolution	C 1/1952	Avis, interprétations et vœux émis par un Congrès
Résolution	C 2/1952	Administration postale des Nations Unies
<b>Congrès d'Ottawa</b>		
Décision	C 2/1957	Matières biologiques périssables. Collaboration avec l'OMS
Résolution	C 7/1957	Revue «Union Postale»
Recommandation	C 13/1957	Semaine internationale de la lettre écrite
Résolution	C 17/1957	Fonds de secours
<b>Congrès de Vienne</b>		
Recommandation	C 1/1964	Adhésion aux Arrangements
Recommandation	C 4/1964	Publications périodiques envoyées au Bureau international par les Administrations
Recommandation	C 5/1964	Semaine internationale de la lettre écrite
Recommandation	C 8/1964	Liste des documents publiés par le Bureau international
Recommandation	C 9/1964	Envoi aux Administrations des circulaires du Bureau international
Résolution	C 9/1964	Caisse de prévoyance de l'UPU
<b>Congrès de Tokyo</b>		
Résolution	C 11/1969	Politique générale en matière d'information publique
Résolution	C 17/1969	Incidences financières des propositions entraînant des dépenses pour l'Union jusqu'au prochain Congrès
Vœu	C 20/1969	Alimentation du Fonds spécial UPU
Résolution	C 26/1969	Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux
Résolution	C 32/1969	Rédaction des documents publiés par le Bureau international
Vœu	C 34/1969	Désignation du Doyen du Congrès
Vœu	C 67/1969	Concours de compositions épistolaires pour les jeunes

# Liste des décisions des Congrès de Paris 1947 à Séoul 1994

Nature et numéro de la décision	Titre
---------------------------------	-------

## Congrès de Lausanne

Résolution	C 1/1974	Publication des résolutions et décisions autres que celles modifiant les Actes (recommandations, vœux, etc.) adoptées par le Congrès
Résolution	C 3/1974	Participation des mouvements de libération nationale aux réunions de l'UPU
Résolution	C 4/1974	Aide aux mouvements de libération nationale
Résolution	C 32/1974	Pratique de l'Union concernant les réserves
Résolution	C 38/1974	Relations entre l'UPU et les Unions restreintes
Recommandation	C 79/1974	Participation accrue des pays en développement à la préparation et à l'exécution des programmes d'assistance technique
Recommandation	C 83/1974	Accélération de la mise en œuvre des projets UPU au titre du PNUD
Résolution	C 84/1974	Remboursement des coûts de soutien découlant de la participation de l'UPU au PNUD
Recommandation	C 86/1974	Recrutement d'experts UPU
Vœu	C 88/1974	Concours de compositions épistolaires pour les jeunes
Décision	C 92/1974	Représentation de l'Organisation de l'unité africaine (OUA)

## Congrès de Rio de Janeiro

Résolution	C 7/1979	Participation de la Ligue des Etats arabes aux réunions de l'UPU
Résolution	C 43/1979	Attributions du Conseil exécutif, du CCEP et du Bureau international en matière de coopération technique
Résolution	C 51/1979	Conditions de service des fonctionnaires élus
Résolution	C 52/1979	Pensions de retraite des fonctionnaires élus
Résolution	C 101/1979	Politique générale en matière d'information publique
Résolution	C 106/1979	Introduction des langues allemande, chinoise, portugaise et russe pour la fourniture des documents

## Congrès de Hamburg

Recommandation	C 23/1984	Assistance technique en matière de règlements internationaux
Résolution	C 30/1984	Contrôle de qualité
Résolution	C 32/1984	Journée mondiale de la poste
Recommandation	C 36/1984	Assainissement des arriérés par le système de compensation du Bureau international
Vœu	C 40/1984	Traitement douanier des envois postaux: Convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers (Convention de Kyoto)
Résolution	C 56/1984	Etude concernant la réglementation postale internationale
Résolution	C 63/1984	Reproduction des documents en allemand, chinois, portugais et russe
Décision	C 72/1984	Ressort de l'Union – Interprétation de l'article 3, lettre b), de la Constitution
Résolution	C 73/1984	Réserves aux Actes de l'Union
Résolution	C 74/1984	Résumé des principales modifications apportées aux Actes de l'UPU ainsi que des décisions importantes prises par le Congrès

Nature et numéro de la décision		Titre
<b>Congrès de Washington</b>		
Résolution	C 4/1989	Comité de coordination des travaux des organes permanents de l'Union
Résolution	C 5/1989	Contrôle permanent de la qualité du service à l'échelle mondiale
Résolution	C 22/1989	Projet permanent visant à sauvegarder et renforcer la qualité du service postal international et à le moderniser
Résolution	C 29/1989	Principes à souligner en matière d'activités d'assistance technique de l'UPU
Recommandation	C 36/1989	Utilisation des règles de syntaxe des messages électroniques EDIFACT
Recommandation	C 37/1989	Utilisation du Répertoire d'éléments de données commerciales de l'ONU
Décision	C 48/1989	Institution d'un débat général
Résolution	C 61/1989	Assainissement des comptes arriérés de toute nature
Recommandation	C 78/1989	Réservation des recettes des frais terminaux à l'amélioration de la qualité des services postaux
<b>Congrès de Séoul</b>		
Résolution	C 4/1994	Levée de l'interdiction de réadmission de l'Afrique du Sud à l'Union postale universelle
Décision	C 5/1994	Etude sur l'éventualité de la création d'une «Commission des intérêts des clients» au prochain Congrès postal universel
Résolution	C 15/1994	Reconstitution du Comité de contact CCD/UPU (Conseil de coopération douanière/Union postale universelle)
Résolution	C 16/1994	Priorités et principes d'action de l'UPU en matière d'assistance technique
Résolution	C 17/1994	Programme «Qualité de service» pour 1995–1999
Décision	C 18/1994	Nombre de groupes géographiques pour la répartition des sièges du Conseil d'administration
Résolution	C 19/1994	Répartition des sièges du Conseil d'administration
Résolution	C 20/1994	Reconstitution du Comité de contact Editeurs/UPU
Résolution	C 21/1994	Renforcement de la présence de l'UPU sur le terrain
Résolution	C 22/1994	Financement des activités d'assistance technique de l'UPU
Résolution	C 27/1994	Activités de l'UPU dans le domaine de l'EDI 1995–1999
Recommandation	C 28/1994	Conseil d'administration et Conseil d'exploitation postale – Structure par Commissions
Résolution	C 29/1994	Notification des Pays-membres au Bureau international au sujet de la désignation de la ou des entités devant assumer la responsabilité de remplir les obligations découlant de l'adhésion à la Convention et aux Arrangements et notification de la séparation des activités réglementaires des activités commerciales et opérationnelles, dans le cas des pays qui appliquent cette séparation aux services postaux
Résolution	C 30/1994	Composition du Conseil d'exploitation postale
Résolution	C 41/1994	Application immédiate des dispositions relatives au Conseil d'administration (CA) et au Conseil d'exploitation postale (CEP) adoptées par le Congrès
Résolution	C 46/1994	Fonctions et responsabilités en matière de planification stratégique et de budgétisation par programme
Décision	C 54/1994	Entrée en vigueur des Actes du Congrès de Séoul 1994
Résolution	C 55/1994	Relations postales dans la péninsule Coréenne

## Liste des décisions des Congrès de Paris 1947 à Séoul 1994

Nature et numéro de la décision		Titre
Décision	C 56/1994	Relations avec l'Organisation des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales
Décision	C 57/1994	Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées
Recommandation	C 58/1994	Organisation de conférences et réunions de l'UPU
Résolution	C 59/1994	Poursuite de l'étude concernant l'amélioration de la gestion du travail de l'Union après le Congrès de Séoul
Résolution	C 63/1994	Coopération technique entre pays en développement (CTPD)
Résolution	C 64/1994	Action de l'UPU en faveur des pays les moins avancés (PMA)
Décision	C 69/1994	Projet de programme des études pour la période 1995–1999
Résolution	C 70/1994	Projet de programme des études pour la période 1995–1999
Résolution	C 71/1994	Reconstitution du Comité de contact Opérateurs privés/UPU
Résolution	C 73/1994	Comité de coordination des travaux des organes permanents de l'Union
Résolution	C 74/1994	Efficacité des services de traduction au sein de l'Union
Résolution	C 75/1994	Institutionnalisation d'une réunion à haut niveau entre les Congrès
Résolution	C 76/1994	Plan stratégique, plan opérationnel et plan financier de l'UPU
Décision	C 77/1994	Etude sur le système linguistique de l'Union
Résolution	C 78/1994	La gestion de l'information en tant qu'activité stratégique de l'UPU
Résolution	C 79/1994	Développement des ressources humaines et de la formation
Résolution	C 80/1994	Programme de travail du GADP 1995–1999
Résolution	C 81/1994	Création d'un institut des hautes études postales sous l'égide de l'UPU
Décision	C 88/1994	Financement des activités de l'Union
Décision	C 89/1994	Propositions transmises au CA et au CEP
Décision	C 90/1994	Date de la facturation des parts contributives
Résolution	C 91/1994	Financement des activités prioritaires de l'Union
Décision	C 92/1994	Election du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international de l'Union postale universelle
Décision	C 93/1994	Lieu du XXII <sup>e</sup> Congrès postal universel
Résolution	C 95/1994	Stratégie postale de Séoul
Résolution	C 96/1994	Principe de croissance réelle zéro en matière de budget

## Index alphabétique

**Note.** – Les chiffres en petits caractères placés au-dessus de la ligne renvoient aux paragraphes des divers articles. Les articles mentionnés en chiffres romains et suivis des lettres Pa désignent les articles du dernier Protocole additionnel à la Constitution.

	Constitution Art.	Règlement général Art.	Page
<b>Abréviations</b> .....	–	–	XXXIII
Abrogation des Actes du Congrès précédent .....	31 <sup>2</sup>	–	A.24
Abus des privilèges des institutions spécialisées .....	–	–	D.36
<b>Accord ONU/UPU</b> .....	9	–	A.11, D.1
– – Entrée en vigueur .....	–	–	D.8
– – additionnel ONU/UPU .....	–	–	D.9
– – Propositions .....	–	130	B.43
– – sur les privilèges et immunités de l'UPU en Suisse .....	–	–	D.11
– – hors de Suisse .....	–	–	D.28
– – Entrée en vigueur .....	–	–	D.18
– – Modifications .....	–	–	D.19
Accords entre institutions .....	–	–	D.7
Actes de l'Union .....	22	–	A.18
– Application aux territoires dont un Pays-membre assure les relations internationales .....	23	–	A.20
– autres que la Constitution. Approbation .....	25 <sup>4</sup>	–	A.21
– Déclarations faites lors de la signature .....	–	–	A.29
– Demandes d'interprétation et de modification ..	–	114 <sup>2</sup>	B.29
– Dépositaire .....	–	110 <sup>2.1</sup>	B.23
– Interprétation .....	32	–	A.25
– Notification des ratifications et des autres modes d'approbation .....	26	–	A.22
– obligatoires .....	22 <sup>2,3</sup>	–	A.18
– – Adhésion .....	11 <sup>3</sup>	–	A.12, A.28
– Présentation des propositions .....	29	120, 121	A.23, B.32, B.33
– Protocoles finals des Actes .....	22 <sup>6</sup>	–	A.18
– Règlements d'exécution .....	–	104 <sup>9.2</sup>	B.13
– Réserves .....	22 <sup>6</sup>	–	A.18, C.19
– Signature .....	25 <sup>1</sup>	–	A.21, C.19
– des Unions restreintes et arrangements spéciaux ..	–	117	B.30
– du Congrès de Séoul 1994. Entrée en vigueur ..	IX Pa	131	A.28, B.43
– du Congrès précédent. Abrogation .....	31 <sup>2</sup>	–	A.24
Activités de l'Union. Rapport annuel .....	–	102 <sup>6,17</sup> , 119	B.6, B.31
Adhésion à la Constitution et aux Actes obligatoires ..	11 <sup>3</sup>	–	A.12, A.28
– à la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées .....	–	–	D.39
– à l'Union .....	11	–	A.12
– – Attribution de la classe de contribution ....	21 <sup>4</sup>	–	A.17
– – Notification .....	11 <sup>5</sup>	–	A.12
– au Protocole additionnel .....	VIII Pa	–	A.28
– aux Arrangements .....	27, VIII Pa	–	A.22, A.28
– – Notification .....	27 <sup>2</sup>	–	A.22
Administration postale des Nations Unies .....	–	–	XXV

	Constitution	Règlement général	Page
	Art.	Art.	
Admission en qualité de Pays-membre .....	11	—	A.12
— Attribution de la classe de contribution .....	21 <sup>4</sup>	—	A.17
— Consultation des Pays-membres .....	11 <sup>3,4</sup>	—	A.12
— Notification .....	11 <sup>5</sup>	—	A.12
Aide apportée par le Gouvernement de la Confédération suisse dans le domaine des finances de l'Union .....	—	125 <sup>12</sup>	B.37
Aperçu historique .....	—	—	VII
Application immédiate des nouvelles compétences législatives du CA .....	—	—	B.9
Approbation des Actes de l'Union autres que la Constitution .....	25 <sup>4</sup>	—	A.21
— — Notification .....	26	—	A.22
— — sur l'ensemble de l'activité du CA .....	—	103 <sup>2</sup>	B.12
— — sur l'ensemble de l'activité du CEP .....	—	105 <sup>3</sup>	B.17
— par le Congrès des projets de décisions .....	—	—	C.18
Arbitrages .....	32	128	A.25, B.41
Arrangements avec l'ONU concernant le personnel ..	—	—	D.5
— de l'Union .....	22 <sup>4</sup>	—	A.18
— — Adhésion .....	27, VIII Pa	—	A.22, A.28
— — — Notification .....	27 <sup>2</sup>	—	A.22
— — Dénonciation .....	28	—	A.23
— — Modification .....	31 <sup>1</sup>	—	A.24
— — Règlements d'exécution .....	22 <sup>4,5</sup>	—	A.18
— spéciaux .....	8 <sup>1</sup>	117	A.8, B.30
Arriérés. Assainissement des comptes .....	—	—	B.38
— Libération des intérêts .....	—	125 <sup>9,10</sup>	B.36
Assistance à fournir à l'ONU .....	—	—	D.4
— technique .....	1 <sup>3</sup>	102 <sup>6,3</sup> , 104 <sup>9</sup> , 115	XIX, A.5, B.6, B.13, B.30
Attribution des études au CA et au CEP .....	—	—	C.19
Authentification des Règlements d'exécution .....	25 <sup>2</sup>	—	A.21
Avis émis par le Bureau international .....	—	114	B.29
<b>Bibliographie</b> .....	—	—	XXIX
Biens, fonds et avoirs de l'ONU .....	—	—	D.12
— des institutions spécialisées .....	—	—	D.31
Bureau du Congrès .....	—	—	C.6
— international .....	13, 20	—	A.13, A.16
— — Avis émis .....	—	114	B.29
— — Demandes d'interprétation et de modification des Actes .....	—	114	B.29
— — Directeur général et Vice-Directeur général ..	—	—	—
— — — Election .....	—	109	B.21, C.16
— — — Fonctions .....	—	110, 111	B.23, B.28
— — — Tâches .....	—	—	B.25
— — Enquêtes .....	—	114	B.29
— — Fourniture des formules .....	—	116	B.30
— — Fournitures. Paiement .....	—	127	B.41
— — Intervention dans la liquidation des comptes ..	—	114	B.29

	Constitution Art.	Règlement général Art.	Page
- - Langues de travail .....	-	107	B.17
- - Postes de travail .....	-	102 <sup>6,14</sup>	B.6
- - Renseignements à fournir .....	-	114	B.29
Buts de l'Union .....	Préam- bule, 1 <sup>2,3</sup>	-	A.4, A.5
<b>Classes de contribution des Pays-membres .....</b>	21 <sup>3,4</sup>	126	A.17, B.38
Clause finale de la Constitution .....	-	-	A.26
- du cinquième Protocole additionnel à la Consti- tution .....	-	-	A.28
- du Règlement général .....	-	-	B.43
Collaboration internationale .....	Préam- bule, 1 <sup>2</sup>	-	A.4, A.5
Comité de gestion:			
- du CA .....	-	102 <sup>10</sup>	B.8
- du CEP .....	-	104 <sup>8</sup>	B.13
Commissions du Congrès. Présidence et vice-prési- dences .....	-	-	C.5
- restreintes .....	-	-	C.7
- spéciales .....	19	-	A.16
Comptes de l'Union:			
- arriérés. Assainissement .....	-	-	B.38
- arriérés. Libération des intérêts .....	-	125 <sup>9,10</sup>	B.36
Conditions d'approbation des propositions au Con- grès .....	-	-	C.15
Conférences administratives .....	16	-	A.15
Congrès .....	13 <sup>1</sup> , 14	-	A.13, A.14
- Approbation des projets de décisions .....	-	-	C.18
- Bureau .....	-	-	C.6
- Commissions .....	-	102 <sup>6,28, 6,29</sup>	B.7, C.6
- - Etablissement de rapports en lieu et place des procès-verbaux .....	-	102 <sup>6,30</sup>	B.8, C.17
- - Présidence et vice-présidences .....	-	-	C.5
- - restreintes. Membres .....	-	-	C.7
- Délégations .....	-	101 <sup>2</sup>	B.3, C.2
- Délibérations .....	-	101 <sup>3</sup>	B.3, C.12
- Dépenses afférentes à la réunion .....	21 <sup>1</sup>	125 <sup>1,2</sup>	A.17, B.35
- Doyen .....	-	-	C.5
- extraordinaires .....	15	101	A.14, B.3
- - Organisation et réunion .....	-	101	B.3
- Groupes de travail .....	-	-	C.7
- Langues de délibération .....	-	108 <sup>9 à 11</sup>	B.19, C.8
- - de rédaction de la documentation .....	-	108 <sup>1</sup>	B.18, C.9
- Liste des décisions .....	-	-	E.1
- Membres des Commissions .....	-	-	C.6
- Motions d'ordre et de procédure .....	-	-	C.13
- Observateurs .....	8 <sup>2</sup>	102 <sup>6,19</sup>	A.8, B.6, C.4
- Ordre des places .....	-	-	C.4
- Organisation et réunion .....	-	101	B.3
- Pouvoirs des délégués .....	-	101 <sup>2</sup>	B.3, C.2



	Constitution	Règlement général	Page
	Art.	Art.	
- Préparation des travaux .....	-	112	B.28
- Présidences et vice-présidences .....	-	-	C.5
- Procédure de présentation des propositions ...	-	120	B.32
- Procès-verbaux .....	-	-	C.17
- Projets de décisions. Approbation .....	-	-	C.18
- Propositions .....	-	-	C.9, C.10, C.15
- Quorum pour les votations .....	-	-	C.14
- Règlement intérieur .....	-	106	B.17, C.2
- - Modifications .....	-	-	C.19
- Secrétariat .....	-	-	C.7
- Votations .....	-	-	C.14
- - Procédure .....	-	-	C.14
Conseil d'administration .....	13, 17	-	A.13, A.15
- Application immédiate des nouvelles compé- tences législatives .....	-	-	B.9
- Attributions .....	-	102 <sup>6</sup>	B.6, C.20
- - des études au CA par le Congrès .....	-	-	C.19
- Comité de gestion .....	-	102 <sup>10</sup>	B.8
- Composition, fonctionnement et réunions .....	-	102	B.5
- Documentation sur les activités .....	-	103	B.12
- Election des membres .....	-	102 <sup>3</sup>	B.6, C.16
- Liste des Pays-membres .....	-	-	B.10
- Participation .....	-	102 <sup>16</sup>	B.9
- Rapport sur l'ensemble de l'activité. Approbation	-	103 <sup>2</sup>	B.12
- Règlement intérieur .....	-	102 <sup>8</sup>	B.8, C.20
- Répartition géographique des sièges .....	-	102 <sup>3</sup>	B.6
Conseil d'exploitation postale .....	13, 18	-	A.13, A.15
- Attributions .....	-	104 <sup>9</sup>	B.13
- - des études au CEP par le Congrès .....	-	-	C.19
- Comité de gestion .....	-	104 <sup>8</sup>	B.13
- Composition, fonctionnement et réunions .....	-	104	B.12
- Documentation sur les activités .....	-	105	B.17
- Election des membres .....	-	104 <sup>2</sup>	B.12, C.16
- Liste des Pays-membres .....	-	-	B.15
- Participation .....	-	104 <sup>10</sup>	B.15
- Programme de travail .....	-	104 <sup>11</sup>	B.15
- Rapport sur l'ensemble de l'activité. Approbation	-	105 <sup>3</sup>	B.17
- Règlement intérieur .....	-	104 <sup>6</sup>	B.13, C.33
- Remboursement des frais de voyage des mem- bres .....	-	104 <sup>4</sup>	B.13
Constitution .....	22 <sup>1</sup>	-	A.18
- Adhésion .....	11 <sup>3</sup>	-	A.12, A.28
- Clause finale .....	-	-	A.26
- Dénonciation .....	12 <sup>1</sup>	-	A.13
- Mise à exécution et durée .....	33	-	A.26
- Modification .....	30	-	A.23
- Préambule .....	-	-	A.4
- Protocole additionnel .....	30 <sup>2</sup>	-	A.23
- - Adhésion .....	VIII Pa	-	A.28
- - Mise à exécution et durée .....	IX Pa	-	A.28

	Constitution Art.	Règlement général Art.	Page
- Quorum .....	-	-	C.14
- Ratification .....	25 <sup>3,5</sup>	-	A.21
- - Notification .....	26	-	A.22
Contributions des Pays-membres .....	21 <sup>3,4</sup>	-	A.17
Convention .....	22 <sup>3</sup> , 31	-	A.18, A.24
- Règlement d'exécution .....	22 <sup>3,5</sup>	-	A.18
- sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées .....	-	-	D.28
- - Adhésion .....	-	-	D.39
Coopération technique (v. Assistance technique)			
Correspondance de service. Langues utilisées .....	-	108	B.18
Couverture des frais de services spéciaux .....	-	-	D.7
<b>Décisions. Approbation des projets par le Congrès ..</b>	-	-	C.18
- adoptées entre deux Congrès. Notification .....	-	123	B.34
- - Exécution .....	-	124	B.35
- Liste .....	-	-	E.1
Déclarations faites lors de la signature des Actes ...	-	-	A.29
Délégations au Congrès .....	-	-	C.2
Délibérations du Congrès .....	-	-	C.12
- Langues utilisées .....	-	108	B.18, C.8
Demandes d'interprétation et de modification des Actes .....	-	114	B.29
Dénonciation de la Constitution .....	12 <sup>1</sup>	-	A.13
- d'un Arrangement .....	28	-	A.23
Dépenses afférentes à la réunion du prochain Congrès	21 <sup>1</sup>	125 <sup>2</sup>	A.17, B.35
- de l'Union .....	21	125	A.17, B.35
- - Choix de la classe de contribution pour la répartition .....	21 <sup>3,4</sup>	-	A.17
- - Dépassement .....	21 <sup>2</sup>	125 <sup>3&amp;5</sup>	A.17, B.36
- - Fixation et règlement .....	-	125	B.35
Différends .....	32	128	A.25, B.41
Directeur général du Bureau international:			
- Election .....	-	109	B.21, C.16
- Fonctions .....	-	110	B.23
- Tâches .....	-	-	B.25
Dispositions budgétaires .....	-	-	D.6
Documentation de l'Union:			
- du Congrès. Langues de rédaction .....	-	-	C.9
- Langues utilisées pour la publication .....	-	108	B.18
Documentation sur les activités du CA .....	-	103	B.12
- du CEP .....	-	105	B.17
Doyen du Congrès .....	-	-	C.5
Durée de la Constitution .....	33	-	A.26
- du Protocole additionnel .....	IX Pa	-	A.28
- du Règlement général .....	-	131	B.43
Echange d'Informations entre l'UPU et l'ONU .....	-	-	D.4
Election du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international .....	-	109	B.21

	Constitution Art.	Règlement général Art.	Page
– des membres du CA et du CEP .....	–	102 <sup>3</sup> , 104 <sup>2</sup>	B.6, B.12, C.16
Enquêtes .....	–	114	B.29
Entrée en vigueur de l'Accord ONU/UPU .....	–	–	D.8
– des Actes du Congrès .....	IX Pa	131	A.28, B.43
Etendue de l'Union .....	1 <sup>1</sup>	–	A.4
Examen des propositions en Congrès et Commissions	–	–	C.10
– entre deux Congrès .....	–	122	B.34
Exécution des décisions adoptées entre deux Congrès	–	124	B.35
– de l'Accord ONU/UPU .....	–	–	D.7
Experts en mission pour l'ONU .....	–	–	D.16
<b>Facilités de communications accordées à l'ONU ....</b>	–	–	D.13
– accordées aux institutions spécialisées .....	–	–	D.33
Finances de l'Union. Aide apportée par le Gouverne- ment de la Confédération suisse .....	–	125 <sup>12</sup>	B.37
Fixation et règlement des dépenses de l'Union .....	–	125	B.35
Fonctionnaires de l'ONU .....	–	–	D.15
– des institutions spécialisées .....	–	–	D.34
<b>Fonds de réserve .....</b>	–	102 <sup>6,7</sup> , 125 <sup>11</sup>	B.6, B.37
– des activités spéciales .....	–	102 <sup>6,9</sup>	B.6
– social .....	–	102 <sup>6,16</sup>	B.6
– spécial .....	–	102 <sup>6,8</sup>	B.6
– volontaire .....	–	102 <sup>6,10</sup>	B.6
Formules fournies par le Bureau international .....	–	116	B.30
<b>Fournitures du Bureau international. Paiement .....</b>	–	127	B.41
<b>Institutions spécialisées .....</b>	–	–	D.1, D.27
– Abus des privilèges .....	–	–	D.36
– Biens, fonds et avoirs .....	–	–	D.31
– Convention sur les privilèges et immunités .....	–	–	D.28
– – Adhésion .....	–	–	D.39
– Facilités de communications accordées .....	–	–	D.33
– Fonctionnaires .....	–	–	D.34
– Personnalité juridique .....	–	–	D.31
– Représentants des membres .....	–	–	D.33
Interprétation des Actes de l'Union .....	32	114 <sup>2</sup>	A.25, B.29
<b>Jugement arbitral .....</b>	32	128	A.25, B.41
<b>Laissez-passer des Nations Unies .....</b>	–	–	D.17, D.37
Langue officielle de l'Union .....	6	–	A.8
Langues de délibération au Congrès .....	–	108 <sup>9 à 11</sup>	B.19, C.8
– de rédaction des documents du Congrès .....	–	–	C.9
– de travail .....	–	107	B.17
– utilisées pour la publication de la documentation, les délibérations et la correspondance de service	–	108	B.18
Législations nationales .....	24	–	A.20
Liaison entre l'ONU et l'UPU .....	–	–	D.7
Liberté de transit .....	1 <sup>1</sup>	–	A.4

	Constitution Art.	Règlement général Art.	Page
Liquidation des comptes. Intervention du Bureau international .....	—	114	B.29
Liste des décisions .....	—	—	E.1
— des Pays-membres .....	—	113	B.28
<b>Membres de l'Union (v. Pays-membres)</b>			
Membres des Commissions du Congrès .....	—	—	C.6
Mise à exécution et durée de la Constitution .....	33	—	A.26
— du Protocole additionnel .....	IX Pa	—	A.28
— du Règlement général .....	—	131	B.43
Modification de la Constitution .....	30	—	A.23
— — Entrée en vigueur .....	30 <sup>2</sup>	—	A.23
— — Ratification .....	30 <sup>2</sup>	—	A.23
— de la Convention .....	31	—	A.24
— — Mise à exécution et durée .....	31 <sup>2</sup>	—	A.24
— des Arrangements .....	31 <sup>1</sup>	—	A.24
— — Mise à exécution et durée .....	31 <sup>2</sup>	—	A.24
— du Règlement général .....	31 <sup>1</sup>	—	A.24
— — Mise à exécution et durée .....	31 <sup>2</sup>	—	A.24
— du Règlement intérieur des Congrès .....	—	—	C.19
Motions d'ordre et de procédure présentées au Congrès .....	—	—	C.13
— au CA .....	—	—	C.29
— au CEP .....	—	—	C.45
<b>Nomenclature internationale des bureaux de poste ..</b>	—	125 <sup>2bis</sup>	B.36
<b>Normes. Elaboration .....</b>	—	104 <sup>9,9</sup>	B.14
<b>Notification:</b>			
— des adhésions à l'Union .....	11 <sup>5</sup>	—	A.12
— — aux Arrangements .....	27 <sup>2</sup>	—	A.22
— des admissions à l'Union .....	11 <sup>5</sup>	—	A.12
— des décisions adoptées entre deux Congrès ..	—	123	B.34
— des ratifications et des autres modes d'approba- tion des Actes .....	26	—	A.22
<b>Observateurs au Congrès .....</b>	8 <sup>2</sup>	102 <sup>6,19</sup>	A.8, B.6, C.4
— au CA .....	—	102 <sup>13 à 15</sup>	B.9, C.21
— au CEP .....	—	104 <sup>12, 13</sup>	B.15, C.34
— de l'Union aux réunions des Unions restreintes	8 <sup>3</sup>	—	A.8, C.21
— des Unions restreintes .....	8 <sup>2</sup>	—	A.8, C.4, C.21
Office de compensation .....	—	114	B.29
Ordre des places au Congrès .....	—	—	C.4
Organes de l'Union .....	13	—	A.13
— permanents de l'Union .....	13 <sup>2</sup>	—	A.13
— Secrétariat .....	—	112	B.28
<b>Organisation des Nations Unies. Accords .....</b>	9	130	A.11, B.43, D.1
— — sur les privilèges et immunités .....	—	—	D.11
— — — Entrée en vigueur .....	—	—	D.18

	Constitution	Règlement général	Page
	Art.	Art.	
- - - Modification .....	-	-	D.19
- Administration postale .....	-	-	XXV
- Arrangement avec l'UPU concernant le personnel .....	-	-	D.5
- Biens, fonds et avoirs .....	-	-	D.12
- Echange d'informations avec l'UPU .....	-	-	D.4
- Experts en mission .....	-	-	D.16
- Facilités de communications accordées .....	-	-	D.13
- Fonctionnaires .....	-	-	D.15
- Laissez-passer .....	-	-	D.17
- Personnalité juridique .....	-	-	D.12
- Relations avec l'UPU .....	9	-	A.11
- Représentants des membres .....	-	-	D.14
Organisations internationales. Relations .....	10	-	A.11
 Paiement des fournitures du Bureau international ...	-	127	B.41
Participation:			
- au CA .....	-	102 <sup>16</sup>	B.9
- au CEP .....	-	104 <sup>10</sup>	B.15
Pays-membres de l'Union .....	2	-	A.6
- Contributions .....	21 <sup>3,4</sup>	-	A.17
- Liste .....	-	113	B.28
- Répertoire général .....	-	-	XXXVII
Personnalité juridique de l'ONU .....	-	-	D.12
- des institutions spécialisées .....	-	-	D.31
Planification stratégique:			
- Elaboration du projet de plan .....	-	104 <sup>9,10</sup>	B.14
- Examen et approbation du plan .....	-	102 <sup>6,31</sup>	B.8
- Groupe .....	-	102 <sup>10</sup>	B.8
- Préparation du projet de plan .....	-	110 <sup>2,7</sup>	B.24
Postes de travail du Bureau international .....	-	102 <sup>6,14</sup>	B.6
Pouvoirs des délégués au Congrès .....	-	101 <sup>2</sup>	B.3, C.2
Préambule de la Constitution .....	-	-	A.4
- de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union postale universelle .....	-	-	D.1
- des Protocoles additionnels .....	-	-	A.27
- du Règlement général .....	-	-	B.3
Préparation des travaux du Congrès .....	-	112	B.28
Présentation des propositions .....	29	120, 121	A.23, B.32, B.33
 Présidences et vice-présidences du Congrès et des Commissions .....	-	-	C.5
- du CA .....	-	-	C.22
- du CEP .....	-	-	C.35
Procédure d'adhésion ou d'admission à l'Union ...	11	-	A.12
- d'arbitrage .....	-	128	B.41
- de présentation des propositions au Congrès ..	-	120	B.32
- - entre deux Congrès .....	-	120	B.32
- - examen .....	-	121	B.33, C.10
- de sortie de l'Union .....	12	-	A.13
- de vote au Congrès .....	-	-	C.14
Procès-verbaux du Congrès et des Commissions ...	-	-	C.17

	Constitution Art.	Règlement général Art.	Page
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) .....	—	—	XIX
Projets de décisions. Approbation par le Congrès ...	—	—	C.18
Propositions concernant la Constitution et le Règlement général .....	29 <sup>2</sup>	120 <sup>2</sup>	A.23, B.32
— concernant la Constitution. Conditions d'approbation .....	30 <sup>1</sup>	—	A.23, C.15
— concernant le Règlement général. Conditions d'approbation .....	—	129	B.42, C.15
— concernant les Accords avec l'ONU .....	—	130	B.43
— concernant les Actes de l'Union .....	29 <sup>1</sup>	—	A.23
— présentées au Congrès .....	—	120	B.32, C.9
Protocole additionnel à la Constitution .....	30 <sup>2</sup>	—	A.23
— Adhésion .....	VIII Pa	—	A.28
— Mise à exécution et durée .....	IX Pa	—	A.28
— Notification des ratifications .....	26	—	A.22
Protocoles finals des Actes .....	22 <sup>6</sup>	—	A.18
<b>Quorum exigé pour:</b>			
— la Constitution .....	—	—	C.14
— le Règlement général .....	—	129	B.42, C.14
— les autres Actes .....	—	—	C.14
<b>Rapport annuel sur les activités de l'Union</b> .....	—	102 <sup>6,17</sup> , 119	B.6, B.31
— sur l'ensemble de l'activité du CA .....	—	103 <sup>2</sup>	B.12
— sur l'ensemble de l'activité du CEP .....	—	105 <sup>3</sup>	B.17
<b>Ratification de la Constitution et des Protocoles additionnels</b> .....	25 <sup>3,5</sup>	—	A.21
— Notification .....	26, VIII Pa	—	A.22, A.28
<b>Recommandations de l'ONU</b> .....	—	—	D.3
<b>Règlement des différends relatifs à l'Accord sur les privilèges et immunités de l'ONU</b> .....	—	—	D.18
— à la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées .....	—	—	D.37
<b>Règlement d'exécution</b> .....	—	104 <sup>9,2</sup>	B.13
— de la Convention .....	22 <sup>3,5</sup>	124	A.18, B.35
— des Arrangements .....	22 <sup>4,5</sup>	124	A.18, B.35
— financier de l'UPU .....	—	102 <sup>6,6</sup>	B.6
— général .....	22 <sup>2</sup>	—	A.18
— — Mise à exécution et durée .....	—	131	B.43
— — Modification .....	31 <sup>1</sup>	—	A.24
— intérieur des Congrès .....	—	106	B.17, C.1
— Modifications .....	—	—	C.19
— du CA .....	—	102 <sup>8</sup>	B.8, C.20
— du CEP .....	—	104 <sup>6</sup>	B.13, C.33
<b>Relations exceptionnelles</b> .....	4	—	A.7
— avec l'Organisation des Nations Unies .....	9	—	A.11
— avec les organisations internationales .....	10	—	A.11
<b>Renseignements à fournir par le Bureau international</b> .....	—	114	B.29
<b>Répertoire général des Pays-membres de l'UPU</b> ....	—	—	XXXVII
<b>Représentants des membres de l'ONU</b> .....	—	—	D.14

	Constitution	Règlement général	Page
	Art.	Art.	
– des institutions spécialisées .....	–	–	D.33
Représentation réciproque entre l'UPU et l'ONU .....	–	–	D.2
Réserves aux Actes .....	22 <sup>6</sup>	–	A.18, C.19
Responsabilité dérivant de l'application des Actes ..	32	–	A.25
Ressort de l'Union .....	3	–	A.6
Revue de l'Union .....	–	118	B.31
<b>Secrétariat des organes de l'Union .....</b>	–	112	B.28
– du Congrès et des Commissions .....	–	–	C.7
Sentences arbitrales .....	–	–	A.25
Services administratifs et techniques .....	–	–	D.6
– de statistiques .....	–	–	D.5
Siège de l'Union .....	5	–	A.7
Signature des Actes de l'Union .....	25 <sup>1</sup>	–	A.21, C.19
– Déclarations faites .....	–	–	A.29
Signatures de la Constitution .....	–	–	A.26
– du Règlement général .....	–	–	B.43
Sortie de l'Union .....	12	–	A.13
– Effet .....	12 <sup>2</sup>	–	A.13
Statut juridique de l'Union .....	–	–	D.11, D.20
– Documents .....	–	–	D.11
– du personnel .....	–	102 <sup>6,13</sup>	B.6
<b>Territoire postal .....</b>	1 <sup>1</sup> , 3	–	A.4, A.6
<b>Territoires dont un Pays-membre assure les relations postales. Application des Actes de l'Union .....</b>	23	–	A.20
<b>Union postale universelle:</b>			
– Actes .....	22	–	A.18
– – Interprétation .....	32	114 <sup>2</sup>	A.25, B.29
– – Notification des ratifications et des autres modes d'approbation .....	26	–	A.22
– – obligatoires .....	22 <sup>2,3</sup>	–	A.18
– – Réserves .....	22 <sup>6</sup>	–	A.18, C.19
– – Signature .....	25 <sup>1</sup>	–	A.21, C.19
– Adhésion et admission .....	11	–	A.12
– – Attribution de la classe de contribution .....	21 <sup>4</sup>	–	A.17
– – Notification .....	11 <sup>3,5</sup>	–	A.12
– Arrangements .....	22 <sup>4</sup>	–	A.18
– – Adhésion .....	27, VIII Pa	–	A.22, A.28
– – Dénonciation .....	28	–	A.23
– – Modification .....	31 <sup>1</sup>	–	A.24
– – Règlements d'exécution .....	22 <sup>4,5</sup>	–	A.18
– Buts .....	Préam- bule, 1 <sup>2,3</sup>	–	A.4, A.5
– Création et développement .....	–	–	VII
– Dépenses de l'Union .....	21	125	A.17, B.35
– – Dépassement .....	21 <sup>2</sup>	125 <sup>3&amp;5</sup>	A.17, B.36
– – Fixation et règlement .....	–	125	B.35
– Documentation. Langues utilisées pour la publi- cation .....	–	108	B.18

	Constitution Art.	Règlement général Art.	Page
- Echange d'informations avec l'ONU .....	-	-	D.4
- Etendue .....	1 <sup>1</sup>	-	A.4
- Finances. Aide apportée par le Gouvernement de la Confédération suisse .....	-	125 <sup>12</sup>	B.37
- Interprétation des Actes .....	32	-	A.25
- Langue officielle .....	6	-	A.8
- Langues de travail .....	-	107	B.17
- Organes .....	13	-	A.13
- - permanents .....	13 <sup>2</sup>	-	A.13
- Pays-membres .....	2	-	A.6
- - Contributions .....	21 <sup>3,4</sup>	125 <sup>8</sup>	A.17, B.36
- - Répertoire général .....	-	-	XXXVII
- Postes de travail .....	-	102 <sup>6,14</sup>	B.6
- Rapport annuel sur les activités .....	-	102 <sup>6,17, 119</sup>	B.6, B.31
 - Règlement financier .....	-	102 <sup>6,6</sup>	B.6
- Règlements d'exécution .....	-	104 <sup>9,2</sup>	B.13
- Relations avec les organisations internationales	10	-	A.11
- - avec l'ONU .....	9	-	A.11
- Ressort .....	3	-	A.6
- Revue .....	-	118	B.31
- Siège .....	5	-	A.7
- Sortie .....	12	-	A.13
- Statut juridique .....	-	-	D.20
- Unité monétaire .....	7	-	A.8
Unions restreintes .....	8	-	A.8
- Actes et arrangements spéciaux .....	-	117	B.30
- Observateurs .....	8 <sup>2</sup>	-	A.8
- - de l'Union .....	8 <sup>3</sup>	-	A.8
Unité monétaire .....	7	-	A.8
 Vice-Directeur général du Bureau international:			
- Election .....	-	109	B.21
- Fonctions .....	-	111	B.28



